

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
RÉVOLUTION HONGROISE DE 1848

Les Nationalités, leurs Luites et leurs Revendications

L'INTERVENTION RUSSE ET L'INTERVENTION POLONAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 18 Décembre 1901, à 2 h. 1/2

PAR

JOSEPH HERMANT

AVOCAT

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

PRÉSIDENT : M. RENAULT.

Suffragants : { MM. LAINÉ,
WEISS, } Professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

THESE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

RÉVOLUTION HONGROISE DE 1848

Les Nationalités, leurs Luittes et leurs Revendications

L'INTERVENTION RUSSE ET L'INTERVENTION POLONAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mercredi 18 Décembre 1901, à 2 h.12.

PAR

JOSEPH HERMANT

AVOCAT

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

PRÉSIDENT : M. RENAULT.

Suffragants : { MM. LAINÉ, } Professeurs.
WEISS, }



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages français.

- C.-K. ALKIN. — Vérités politiques concernant la Hongrie, 1869.
- ANONYME. — Esquisse de la guerre de Hongrie, en 1848 et 1849 (traduite de l'Almanach militaire autrichien), 1850.
- ANONYME. — La Question hongroise.
- ANONYME. — La Hongrie, ses nationalités, son avenir.
- ANONYME. — La Transylvanie en face des prétentions de la Hongrie; réponse à la lettre du général Klapka au général Garibaldi, par P...
- ANONYME. — Les Serbes de Hongrie, leur histoire, leurs privilèges, leur église, leur état politique et social, 1873.
- ANONYME (attribué à M. Rieger). — Les Slaves d'Autriche et les Magyars, Paris, 1861.
- L. ASSELINE. — Histoire de l'Autriche depuis la mort de Marie-Thérèse jusqu'à nos jours, Paris, 1877.
- AUERBACH. — Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie, Paris, 1898.
- ALPHONSE BALLETDIER. — Histoire des Révolutions de l'Empire d'Autriche, années 1848 et 1849, 2 vol., 1853.
- Histoire de la guerre de Hongrie en 1848-49, Paris, 1853.

- A. DE BERTHA. -- François-Joseph 1^{er} et son règne (1848-88), 1888.
- BARONNE BLAZE DE BURY. -- Voyage en Autriche, en Hongrie et en Allemagne, pendant les événements de 1848 et 1849, 1851.
- J. BOLDENYL. -- La Hongrie en 1848, Paris, 1848.
- Le Magyarisme ou la guerre des nationalités en Hongrie, 1850.
- Pages de la Révolution hongroise, 1849.
- La Hongrie ancienne et moderne, Paris, 1850.
- BOURGEOIS. -- Le principe de non-intervention. R. D. I. P., t. IV, p. 746
- PAUL DE BOURGOING. -- Les guerres d'idiome et de nationalité.
- BRUSA. -- Le délit politique et l'extradition, R. D. I., t. XIV, p. 403.
- PHILARÈTE CHASLES. -- Scènes des camps et des bivouacs hongrois pendant la campagne de 1848-49. Extraits des mémoires d'un officier autrichien, 1855.
- CHASSIN. -- La Hongrie, Paris, 1855.
- Le poète de la Révolution hongroise, Alexandre Petœfi, Bruxelles, 1860.
- CHÉLARD. -- La Hongrie contemporaine.
- DEBRANZ DE SALDAPENNA. -- Solution de la crise hongroise.
- HIPPOLYTE DESPREZ. -- Les peuples de l'Autriche et de la Turquie, 2 vol., 1850.
- FÉRAUD-GIRAUD. -- De la reconnaissance de la qualité de belligérants dans les guerres civiles, R. D. I. P., t. III, p. 277 et s.
- DE FLOECKER. -- De l'intervention en Droit international. Les conséquences de l'intervention, R. D. I. P., t. III, p. 329.
- GAIDOZ. -- Les Roumains de Transylvanie, Paris, 1894 (extrait de la *Revue de Paris*).

- A. DE GÉRANDO. — La Transylvanie et ses habitants, Paris, 1850, 2 vol.
- De l'esprit public en Hongrie depuis la Révolution française, 1848.
- GRIVAZ. — Nature et effets du principe de l'asile politique.
- A. DE GUBERNATIS. — La Hongrie politique et sociale, 1885.
- HAUTEFEUILLE. — Le principe de non intervention et ses applications.
- HIPP-CASTILLE. — Louis Kossuth.
- J.-E. HORN. — La Hongrie et l'Autriche, de 1848 à 1859, 1859.
- La Hongrie en face de l'Autriche, 1860.
- La Hongrie et la Crise européenne, 1860.
- D. IRANYI et CH.-L. CHASSIN. — Histoire politique de la Révolution de Hongrie (1847-1849), Paris, 1859-1860, 2 vol.
- JULIETTE LAMBER (M^{me} Adam) — La patrie hongroise, souvenirs personnels, 1884.
- L. LÉGER. — Histoire de l'Autriche-Hongrie depuis les origines jusqu'à l'année 1878, Paris, 1879..
- LEMONNIER. — Le Droit international dans les affaires d'Espagne (1822-1824), thèse de Doctorat, 1898.
- J. LUDVIGH. — La Hongrie et les Slaves, 1860
- La Hongrie devant l'Europe. Les institutions nationales et constitutionnelles de la Hongrie et leur violation, Paris, 1860,
- E. MARGUERIN. — La Hongrie, Paris, 1848.
- FÉLIX MARTIN — Guerre de la Hongrie, en 1848 et 1849, Nantes, 1850.
- Recueil des traités, conventions et actes diplomatiques, concernant l'Autriche et l'Italie (1703-1859), 1859.*
- EMILE PICOT. — Les Serbes de Hongrie, leur histoire, leurs privilèges, leur Église, leur état politique et social, 1874.
- G. DE PIMODAN. — Souvenirs des campagnes d'Italie et de Hongrie, 1854.

- ELIAS REGNAULT. — Histoire politique et sociale des Principautés Danubiennes, Paris, 1855.
- LOUIS RENAULT. — Des crimes politiques en matière d'extradition, Paris, 1850 (extrait du *Journal de Droit international privé et de la Jurisprudence comparée*).
- WILLIAM REY. — Autriche, Hongrie et Turquie (1839-1848), 1849.
- M^{lle} C. ROBERT. — Peuples et rois, Kossuth ou les Hongrois, 1882.
- A. ROLIN. — Du principe de la non extradition en matière de délits politiques, R. D. I., t. XXIV, p. 17.
- ROLIN-JACQUEMYS. — Du droit d'intervention, R. D. I., t. VIII, p. 673, 591, 504, t. IX, p. 103.
- SALEM. — Le droit d'extradition en Turquie, R. D. I. t. XXIII, p. 354.
- ED. SAYONS. — Histoire générale des Hongrois, Paris, 1877, 2 vol.
- B. SZEMÈRE. — La question hongroise (1848-1860), 1860.
— Gergey.
- COMTE LADISLAS TŒLEKI. — De l'intervention russe, Paris, 1849 (deux petits fascicules peu intéressants).
— La Hongrie aux peuples civilisés, Paris 1849.
- JACQUES TOLSTOÏ. — Relation des opérations de l'armée russe en Hongrie, 1850
-

Annuaire. Revues, Journaux. Comptes rendus.**(Ouvrages français).**

Annales des Sciences politiques. — (Antérieurement, *Annales de l'Ecole des Sciences politiques*, années 1889, 1891, 1898.)

Annuaire des Deux-Mondes. — Année 1850.

LESUR ET FOUQUIER. — *Annuaire historique.* — Années 1848, 1849, 1850.

Revue Bleue. — N° du 10 mai 1894, un article sur les Roumains de M. Amouretti.

Revue britannique. — N°s de février, mai, juin, juillet 1849.

Revue des Deux Mondes. — Années 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, et dans le numéro du 1^{er} décembre 1880, un article intitulé : « Souvenirs d'un Révolutionnaire » Kossuth.

PILLET ET FAUCHILLE. — *Revue de Droit International public*, année 1895. — DJUVARA. Article intitulé : « La lutte des Nationalités, Hongrois et Roumains. »

La Libre Recherche. — N° d'avril 1857, p. 47, un article du général Klapka intitulé : « La guerre de l'indépendance, en Hongrie. »

Le Moniteur Officiel.

Voir encore une série d'articles intéressants, dans les journaux *La Pologne, le Temps, l'Univers, le Publiciste, la Réforme, le Journal des Débats, l'Assemblée Nationale, la Presse, le Siècle, le National, la Patrie, le Constitutionnel*, années 1848 et 1849.

Ouvrages étrangers.

- ANONYME. — Histoire de l'Illyrisme, Leipzig, 1849, en allemand.
- V. BEMIS. — The recognition of rebell belligerency.
- GÉNÉRAL CZETZ. — Campagne de Bem en Transylvanie (publié en allemand).
- J. V. FRITCH. — Mémoires (en tchèque).
- GENTZ. — Mémoires, Leipzig, 1861.
- GERVINUS. — Histoire du xix^e siècle, depuis le traité de Vienne, traduction française, par Minssen, Paris, 1864, 16 vol.
- GÖRGEY. — Mémoires.
- Mein Leben und Wicken in Ungarn in den J. 1848, und 1849 (ma vie et mon action en Hongrie, dans les années 1848 et 1849). Leipzig, 1852, 2 vol.
- HARTIG. — Genesis der Revolution in Oesterreich, 1850.
- G.-A. VON HELFERT. — Geschichte Oesterreichs vom Ausgange des Wiener Oktober Aufstandes, 1869, 1886, 4 vol.
- A. L. HICKMANN. — Atlas de géographie et de statistique. Vienne, 1895.
- HORVAT. — Histoire de la Hongrie, Pest, 1860, 6 vol. (en hongrois.)
- Histoire abrégée de la Hongrie, Pest, 1863, 2 vol. (en allemand.)
- IMREFI. — Die ungarischen Flüchtlinge. Leipzig, 1851.
- GÉNÉRAL KLAPKA. — Mémoires (traduction française de Berjeau).
- Nationalkrieg.
- KOSSUTH. — Mémoires.
- Die Katastrophe in Ungarn, 1849.
- K. MARX. — Revolution und Kontrerevolution in Deutschland, 1851 (traduction française de Kautsky, 1896, et de Laura Lafargue.)

- METTERNICH. — Mémoires, documents et écrits divers, traduit de l'allemand. Paris Plon, 1880-1885, 8 vol., t. VII et VIII.
- PALACKY. — Explications des députés tchèques sur leur conduite dans les parlements de Vienne et Kremsier (1848-1849.)
- BARON DE PILLERSDOFF. — Coup d'œil rétrospectif sur les événements politiques en Autriche, dans les années 1848-1849 (traduit de l'Allemand, 1849.)
- COLONEL RAMMING. — Feldzug in Ungarn und Siebenburgen.
- RESCHAUER. — Das Jahr, 1848, 1870, 3 vol. (Voir principalement les deux derniers, qui contiennent des documents inédits intéressants.)
- RIEGER. — Discours (en tchèque.)
- SCHUSELKA. — Das Revolutions Jahr, Vienne, 1850.
- SCHUTTE. — La Hongrie et la guerre de l'indépendance hongroise, 2 vol. (en allemand.)
- SMICKLAS. — Histoire de la Croatie, Zagrab, 1882, 2 vol (en Croate.)
- SPRINGER. — Histoire de l'Autriche, depuis le traité de Vienne. Leipzig, 1863, 1865, 2 vol. (en allemand.)
- SZALAY. — Histoire de Hongrie, Pest, 1866 (traduction allemande.)
- B. SZEMÉRE. — Politische Charakterskizzen, 1853.
- ALEXANDRE SZILAGYI. — Histoire de la Révolution hongroise en 1848 et 1849, Pest, 1850 (en hongrois.)
- Histoire de Transylvanie (en hongrois).
- Die serbische Bewegung in Südungarn, 1851.
- COLONEL SIG. THALY. — The fortress of Komarom, London, 1852.
- VIOLAND. — Sociale Geschichte der Revolution in Oesterreich, 1850.
-

Annuaire. Revues. Journaux. Comptes rendus.

(Ouvrages étrangers.)

Documents officiels. — Comptes rendus des séances des Assemblées de Vienne, Kremsier, Presbourg, Pest, Francfort, de la Commission des Cinquante.

Parliamentary papers. — Années 1848, 1849, 1850.

Correspondence relative to the affairs of Hungary, presented to both Houses of Parliament (15 august 1850.)

Correspondence respecting refugees from Hungary within the Turkish Dominions (1851-1852.)

Annual Register. — Années 1848, 1849, 1850.

LE KOZLONY. — *Journal Officiel du gouvernement insurrectionnel Magyar* (en hongrois.)

Voir aussi le *Kossuth Hirlapja*, le *Marzius*, l'*Hetlap*, la *Gazette de Pest*, la *Wiener Zeitung*, la *Constitution* (de Vienne), la *Augsburg. Allg. Zeitung*, les *Grenzböten*, la *Novine dalmatske horvatske slavonske* (d'Agram), la *Slavenski iug*, la *Sudslawische Zeitung*, le *Serbske novine* (journal serbe.) Années 1848 et 1849.

Voir également une série d'articles intéressants dans les journaux anglais : le *Times*, le *Morning Herald*, le *Spectator*, le *Sun*, le *Chronicle*, l'*Examiner*, le *John Bull*, le *Daily News*, le *Britannia* Années 1848 et 1849.

Tous ces journaux, sauf le *Times* et le *Chronicle*, sont plus ou moins magyrophiles.

Nous engageons d'ailleurs ceux que le sujet intéresserait, à se reporter à la Bibliographie très bien faite, qui se trouve à la fin de l'ouvrage de M. Léger. (*Histoire de l'Autriche-Hongrie, depuis les origines jusqu'à l'année 1878*) et celle qui se trouve dans l'*Histoire générale du iv^e siècle à nos jours*, de MM. Lavis et Rambaud (chapitre iv, tome XI, p. 142 et suivantes.)

On trouvera aussi des renseignements très complets dans l'ouvrage de M. Krones, professeur d'histoire à l'Université de Graz, intitulé : *Manuel de l'Histoire de l'Autriche, depuis les origines jusqu'à nos jours* (Handbuch der Geschichte Oesterreich, Berlin, 1876), et des indications bibliographiques intéressantes dans l'*Histoire d'Autriche de Pœlitz* (revue par Ottokar Lorenz, Vienne, 1871), ainsi que dans la *Bibliographie de l'Histoire de l'État Autrichien de Schmit de Tavera* (en allemand, Vienne, 1858.)

En ce qui concerne les parties du sujet qui ont soulevé des questions intéressantes de Droit international, on pourra consulter également la Bibliographie, qui se trouve en tête des chapitres traitant de l'« Intervention », « de la Reconnaissance d'un État comme belligérant », « de la non extradition des Réfugiés politiques », dans le *Manuel de Droit international public*, de Bonfils, 3^e édition, revue et mise au courant par Paul Fauchille, Paris, 1901.

INTRODUCTION

Le 27 mai 1521, Ferdinand, lieutenant impérial, pour les provinces d'Autriche, de Styrie, de Carinthie, de Carniole (1) et frère de l'empereur Charles-Quint, épousait à Linz, la princesse Anna, sœur de Louis II, roi de Hongrie et de Bohême. Par ce mariage, Ferdinand, préparait la grandeur de l'Autriche. En effet, après la mort du roi Louis II, tué à la bataille de Mohacz en 1526, il était élu roi de Bohême et de Hongrie, à la place de son beau-frère, mort sans héritiers. L'empire d'Autriche, tel qu'il existait en 1848, a donc été constitué en 1526. Le règne de Ferdinand, est le point de départ d'un État, qui joue encore aujourd'hui, un rôle important dans les destinées de l'Europe.

Les Magyars, sont un peuple de Droit historique. La Constitution de la Hongrie, passe, pour remonter à la fondation de la monarchie, c'est-à-dire, à la fin du x^e et

(1) Après la mort de leur grand-père, l'empereur Maximilien (1519), les deux fils de Philippe le Beau (mort en 1500), Charles et Ferdinand, avaient partagé leurs domaines à Worms (1521). L'Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole, avaient été adjugées à Ferdinand. Charles, élu empereur, le 4^{er} juin 1519, eut l'Autriche antérieure, le Tyrol, Gorica, le Frioul, Trieste. Mais ce dernier, s'étant réservé, le titre de duc d'Autriche, Ferdinand, prit celui de lieutenant impérial.

au commencement du XI^e siècle. Mais le premier document, sur lequel elle s'appuie, c'est la Bulle d'Or, octroyée par André II, en 1222, qui accordait à la noblesse et au clergé, de nombreux privilèges, et qui définit le gouvernement comme une monarchie aristocratique. La Bulle d'Or de 1222, a, du reste, pour les Magyars, la même force, que la Grande Charte, a pour les Anglais. Elle fut abolie en 1849, mais fut rappelée en 1860, et le 8 juin 1867, l'empereur François-Joseph, jurait fidélité à la Constitution et était couronné roi, dans la cathédrale de Saint-Mathias.

Il n'est pas vrai, que ce ne soit qu'en 1867, qu'on ait divisé l'empire en deux parties. Jamais, jusqu'en 1850, il n'y eut, en Autriche-Hongrie, un empire unitaire. Alors, la Confédération Germanique, existait encore, et l'empereur en était le chef, mais la Hongrie n'en faisait pas partie.

Le dualisme a toujours existé. La Hongrie, a toujours été reconnue, comme un État séparé, uni et indivisible, par les nations européennes. La forme seule, a changé, le fond est resté, l'État hongrois, a continué de subsister. « Nous n'avons d'autre base que le Droit historique » écrivait le grand écrivain magyar Hunfalvi. C'est, en effet, le Droit historique, qui est la base de l'histoire de l'Autriche-Hongrie et qui a consacré le dualisme.

La Hongrie, dans l'acception la plus large de ce nom, c'est-à-dire, en y comprenant ses annexes, la Transylvanie, l'Esclavonie, la Croatie, la Dalmatie, est comprise entre les 44^e et 50^e degrés de latitude nord et les 13^e et 25^e degrés de longitude, à l'est du méridien de Paris. Elle est bornée, au nord, par les monts Carpathes, qui la séparent de la Galicie et de la Moravie ; à l'est par ces mêmes montagnes

qui la séparent aussi de la Moldavie ; au sud par la Turquie, dont elle est séparée par le Danube et la Save ; enfin, à l'ouest, la Hongrie, n'a guère de frontière naturelle, elle est bornée par l'Adriatique, la Styrie, la Carniole et le duché d'Autriche. Elle a une superficie d'environ 16.000 lieues carrées.

Le territoire, ainsi limité, renferme la Hongrie proprement dite, c'est-à-dire, le pays magyar, qui ne s'étend guère au nord du Danube et qui ne dépasse pas la Drave au sud. Puis, à l'est de cette vaste plaine, où le Danube semble s'arrêter au milieu de son cours, la Transylvanie, occupe trois grandes vallées, entre les branches des monts Carpathes. A l'ouest, la Slavonie, s'étend entre la Drave et la Save ; plus loin encore, la Croatie, s'appuie aux dernières branches des Alpes-Julienues et la Dalmatie, descend sur les rivages de l'Adriatique.

Lorsque l'on jette les yeux sur une carte ethnographique de la Hongrie, où les différentes races, sont représentées par des couleurs différentes, on est frappé, par la prodigieuse variété des races, qui l'habitent. Aucun pays, n'en renferme, un aussi grand nombre et non seulement les races sont différentes, mais elles y sont mélangées et on y voit même souvent, des villes partagées, entre deux ou trois nationalités. Le mélange des races, est un des caractères de la Hongrie et cette diversité des races, est incessamment rappelée à l'esprit, par tout ce qui vous entoure. Types de figures dissemblables, costumes étranges, langues inconnues, religions séparées ou ennemies, mœurs radicalement contraires. Tout vous ramène à cette première impression et l'on s'aperçoit, que l'on est au milieu d'une Confédération de peuples divers, plutôt qu'au sein d'une nation une et simple.

Ce mélange des races, s'explique, par l'histoire et la géographie. La Hongrie, est prise, dans toute la largeur du continent européen. Par cette situation, elle se trouve être un pays de transition. Elle a été par sa position, la route la plus fréquentée par les peuples, qui se jetaient de l'Asie ou de l'Europe orientale, sur l'Europe occidentale. Une incroyable variété de populations, l'ont traversée ou sont venues s'y établir. Tandis qu'en Europe occidentale, l'ère des invasions, se fermait de bonne heure, cette ère, avait continué pour la Hongrie. On sait qu'au ^{xvii}^e siècle, les Turcs ont menacé Vienne. Les pays de l'Europe occidentale, comme par exemple, la France et l'Espagne, ont eu une série de siècles, pour fondre leurs différents éléments nationaux. En outre, la vie littéraire n'existait pas en Hongrie, au point de vue national, puisque ce que nous appelons langue nationale, c'était alors la langue vulgaire. Le latin, en effet, était resté jusque vers 1840, la langue politique et parlementaire en Hongrie. Il était aussi, la langue des savants.

On avait si peu l'idée, que la différence de langues, pût amener, des sentiments différents entre les hommes, que dans le testament laissé à son fils, par Saint-Étienne, roi de Hongrie, celui-ci lui recommandait de s'efforcer de faire venir des colons, des pays les plus différents, car disait-il, un État qui ne parlerait qu'une seule langue et qui aurait les mêmes mœurs, serait un État fragile.

Il faut, de plus, remarquer, que la Hongrie est au confluent des trois grandes races, allemande, latine et slave, sans compter, les races magyare et turque. La Hongrie, était par là même, plus sujette aux invasions, que tout autre pays.

Si l'on songe d'ailleurs, que par sa position, au milieu de

divers États, agités au Moyen Age, par de nombreuses révolutions, la Hongrie, dut devenir l'asile d'une foule de tribus, de sectes persécutées, on comprendra, pourquoi l'on compte, plus de vingt-quatre peuples différents dans ce pays. Par suite, en effet, de l'invasion et de l'établissement des Turcs en Europe, un grand nombre de chrétiens, s'enfuirent des pays conquis, pour échapper à la domination turque. Certains, vinrent s'établirent dans le sud et le plus grand nombre, reflua dans le nord du royaume chrétien limitrophe, c'est-à-dire, en Hongrie. Sous le règne de Mathias Corvin, il arriva jusqu'à 60,000 Serbes, qu'on établit dans le Banat de Temesvar. Il en émigra un plus grand nombre encore, aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, qui s'établirent comme nation serbe, au sud de la Hongrie et qu'on appela la Voïvovina. Des Croates s'établirent aussi, au sud de la Hongrie, là où il y avait déjà des Croates Hongrois. La place ne manquait pas, car la guerre entre les Turcs et les Hongrois, avait dépeuplé les villages. On les mit un peu partout, en ne tenant pas compte de la langue et quand cette émigration des chrétiens de Turquie, ne suffisait pas pour repeupler le pays, les souverains, appelaient des colons d'autres États et pour les attirer, on leur donnait des terres et des privilèges (exemption d'impôts) et il en vint surtout de la nation colonisatrice par excellence, de l'Allemagne. C'est ainsi qu'il s'en établit au nord de Pesth.

On en établit également dans le Banat de Temesvar. A cette époque, en 1771, la colonisation avait donné de tels résultats, que Marie-Thérèse supprima les frais d'établissement et les privilèges donnés aux colons allemands. On ne tarda pas, il est vrai, à les rétablir, car la colonisation cessait.

Au commencement du ^{xix}^e siècle, vinrent aussi s'établir

en Hongrie, d'autres colons du Tyrol et de provinces allemandes. Lorsqu'au siècle dernier, la Galicie et la Bukovine, furent rattachées à l'Autriche, le gouvernement autrichien, prit les mêmes mesures pour y attirer des colons. Ceci explique, pourquoi, il y a maintenant dans ces provinces, un aussi grand nombre de Ruthènes, qui sont des colons venus au siècle dernier.

On applique indistinctement le nom de Hongrois, aux différents peuples qui sont disséminés sur le territoire des deux royaumes de Hongrie et de Croatie et dans la principauté de Transylvanie. Les Magyars, sont l'un de ces peuples, mais ils sont loin d'occuper toute l'étendue du royaume de Hongrie. Ils le partagent avec les Slaves, les Roumains et les Allemands.

A la race slave, qui, est, numériquement parlant, la plus importante en Hongrie, avec la race magyare, se rattachent les Slovaques au nord, les Croates au midi. Ceux-ci appartiennent à la famille illyrienne, ceux-là à la famille tchèque; les Valaques sont Roumains. Quant aux Hongrois ou Magyars qui donnèrent leur nom au pays dans le ix^e siècle, si on laisse de côté les Allemands, les Zingares, les Arméniens, les Bulgares, répandus çà et là et constitués en colonies plus ou moins florissantes, au milieu de ces peuples, ils sont les derniers venus sur le sol hongrois. En y arrivant, ils trouvèrent les Slaves, qui, sous le nom de Pannoniens et d'Illyriens et les Valaques ou Vlask, avaient pris au second siècle de l'ère chrétienne, la place des Daces, exterminés par Trajan.

Les Magyars, qui se divisent en deux groupes compacts, habitent surtout le centre du royaume. C'est là, qu'ils sont le plus nombreux et ont le moins souffert par le mélange des autres races.

Le premier de ces deux groupes, a, au nord, pour frontière, une ligne dont les points principaux, sont Presbourg, Kaschau et Munkacs. Cette ligne, sépare les Magyars des Slovaques et des Ruthènes. A l'est, une ligne partant de Munkacs, sépare les Magyars des Ruthènes et des Roumains; au sud, ils pénètrent jusqu'à Arad et Szombor et confinent aux Serbes et aux Croates. Leur position sur le Danube, l'homogénéité d'un groupe plus considérable que chacun de ceux qui l'avoisinent, leur majorité relative, quoique étant la minorité, étant donné le nombre des éléments nationaux autres, la préséance que leur donnait de longs siècles de domination, expliquent, pourquoi, les Magyars, ont pu se subordonner les populations moins unies, moins nombreuses, qui les entourent. Le deuxième groupe magyar, celui des Szeklers, est enveloppé par les Valaques ou Roumains, mais il reçoit incessamment une vie nouvelle du groupe principal, qui constitue le noyau véritable du royaume de Hongrie.

Les Slaves, sous le nom de Slovaques ou de Croates et de Slavons occupent à la fois le nord et le midi. Les Slaves du nord, sont séparés des Slaves du sud, par les Allemands, les Magyars et les Roumains. Cette division géographique, jointe à l'esprit anarchique de la race slave, explique, pourquoi, malgré leur supériorité numérique, ils n'ont pu arriver, ni à dominer les Allemands ou les Magyars, ni même à se faire admettre par eux, sur un pied d'absolue égalité.

Les Slaves méridionaux, se divisent en deux groupes, le groupe serbo-croate qui occupe la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, la Styrie, le sud-ouest de l'ancien Banat de Temesvar et les confins militaires; et les Slovènes qui habitent la Carinthie, la Carniole et une partie de l'Istrie

et de la Styrie. Quant aux Valaques ou Roumains, ils sont établis en grande majorité dans le sud-est de la Hongrie, soit dans les comitats hongrois voisins de la Transylvanie, entre la Theiss et les Carpathes, soit dans la Transylvanie elle-même.

La Transylvanie, était bien considérée, comme une partie du territoire hongrois ; cependant, elle possédait avant 1848, une administration, une diète, indépendantes de l'administration et de la diète hongroise, diète transylvaine, dont les députés, représentaient plutôt des races que des castes. Cette Diète, ne comptait qu'une seule Chambre, et le pouvoir exécutif en faisait partie intégrante, sous le nom de *Gubernium Régium* ou Régence, qui, lorsque la Diète ne siégeait pas à Clausenbourg, s'établissait à Hermanstadt, d'où elle communiquait directement avec la cour de Vienne, par l'intermédiaire d'une Chancellerie distincte, même de la Chancellerie hongroise et dite de Transylvanie. La Régence jouissait de l'importante faveur de présenter elle-même les candidats aux emplois publics et le gouvernement impérial ne pouvait choisir ses agents que dans la liste qu'elle présentait.

Quatre peuples se partageaient son territoire. A l'ouest, les Magyars proprement dits, s'étendaient en outre dans le centre et au nord, à l'est, les Szeklers, peuple dont nous avons parlé plus haut et qui vivaient fraternellement avec les Magyars.

Au sud et aussi dans quelques parties du nord, les Saxons, reste des colonies de ce peuple, établies jadis en Transylvanie, sous Geysa II. Race républicaine, les Saxons transylvains ont toujours rejeté toute espèce de noblesse. Ils n'ont point oublié non plus qu'ils sont

Germaines et de temps en temps encore, ils jettent les yeux vers l'Occident, par delà le Danube.

Enfin en Transylvanie comme en Hongrie, des Valaques ou Roumains, établis sur les confins du sud et de l'est, plus nombreux que les trois peuples précédents et qui étaient maintenus dans un effroyable état de servage.

Les Magyars de la Transylvanie, devaient inévitablement y perdre leur influence, le jour où, les Valaques de la principauté, qui forment les trois quarts de la population, pourraient, comme les Croates, arriver à la vie politique. Les Valaques de la Hongrie proprement dite, se rattachant alors, à ce mouvement d'émancipation, constitueraient nécessairement une agitation puissante contre les Magyars. C'est ce qu'il était facile de prévoir.

La Croatie, librement jointe à la Hongrie, conservait le nom spécial de royaume annexé de Dalmatie, de Croatie et de Slavonie ou royaume tri-unitaire. Ce royaume, était plus intimement lié à la Hongrie ; il envoyait des députés à la Diète Hongroise et était soumis à l'administration supérieure du Palatin. Mais, tout en dépendant du Conseil Royal hongrois, il avait un chef, le Ban de Croatie, qui jouissait d'une autorité considérable, vrai vice-roi, qui avait le pouvoir de convoquer la Diète. Cette Diète, que les Croates étaient en train de reconstituer, pour mieux lutter contre les Magyars, se réunissait à Agram. Elle se composait des ordres des comitats de Croatie et des délégués des trois comitats slaves.

Les Croates, faisaient remarquer, que leur Diète, malgré l'union avec la Hongrie, avait toujours joui d'une grande indépendance. En 1712, elle avait accepté la Pragmatique Sanction, trois ans avant la Diète de Hongrie. Jusqu'en

1790 et 1791, les lois votées à Presbourg, devaient être ratifiées par la Diète d'Agram.

Mais les Croates, devaient aller plus loin et exprimer au Gouvernement autrichien, le vœu d'être séparés de la Hongrie et de former un royaume à part, auquel on eût adjoint la Dalmatie, qui est également slave, mais que l'Autriche, à laquelle, elle était revenue en 1815, s'était refusée à rendre au royaume triunitaire et par suite à la couronne hongroise et qu'elle avait gardée, comme simple province de l'Empire.

Les Slovaques des Carpathes, appuyaient ces prétentions, dont le succès, les pouvait mettre sur un meilleur pied vis-à-vis des Magyars.

Voici comment, la plus récente des statistiques de l'Empire autrichien, celle de Haenfler, établissait en 1848, le dénombrement des populations de la Hongrie. Les livres du philologue bohème Safarik et de l'auteur magyar Fényes, un peu plus anciens, donnent des chiffres à peu près concordants.

Hongrie avec la Croatie et la Slavonie.	Hongrois.....	4.281.500
	Slovaques.....	2.200.000
	Ruthènes.....	350.000
	Serbes.....	740.000
	Croates.....	660.000
	Slovènes.....	50.000
	Bulgares.....	10.000
	Monténégrins.....	2.800

Hongrie avec la Croatie et la Slavonie.	{	Allemands	986.000
		Valaques	930.000
		Français	10.000
		Grecs	10.000
		Arméniens	2.500
		Juifs	250 000
		Bohémiens	30.000
		Albanais	10.000
		Total	10.522.800
		<i>Report</i>	10.522.800
Transylvanie 2.118.370	{	Hongrois	260.170
		Szeklers	260.000
		Allemands	250.000
		Bulgares	400
		Valaques	1.287.340
		Bohémiens	50.000
		Arméniens	10.000
Colonies Militaires 1.235.466	{	Hongrois	54.000
		Croates	692.960
		Serbes	203.000
		Allemands	185.500
		Valaques	100.000
			13.876.170

C'était donc assurément, un fait des plus curieux, que cette multiplicité réelle et cette unité apparente, dont la Hongrie, offrait le spectacle en 1848.

D'un autre côté, si les populations étaient nombreuses et les langues variées, il en était de même des religions.

On y pratiquait, en effet, et on y pratique encore, le catholicisme romain, le christianisme grec, uni ou schismatique, le luthéranisme, le calvinisme. On comptait aussi, quelques milliers de sociniens, d'anabaptistes et d'Arméniens Grégoriens.

La religion catholique, était la religion de l'État et celle de la majorité des habitants de la Hongrie, surtout des Magyars, qui l'adoptèrent au ^x^e siècle.

Les Grecs unis, se composaient principalement, des Rouniaques, des Valaques du Mannaros et de Szatmar et des Serviens. Ils avaient, pour chefs spirituels, deux évêques, demeurant à Unghyar et à Groswardin, suffragants de l'archevêque de Gran. Les Grecs unis de la Transylvanie, se composaient d'Arméniens, de Valaques, de Zingares et relevaient de l'évêque de Fagaras. On en trouvait aussi en Croatie et dans l'Esclavonie.

Les Grecs schismatiques, se composaient des Valaques de la Transylvanie, du Banat, des comitats d'Arad et de Bihar. Ils étaient en grand nombre, dans l'Esclavonie et dans les comitats de Bacs et de Barany. Leur patriarche, résidait à Karlowitz et avait sous lui sept évêques: celui de Transylvanie, ceux de Temesvar, d'Arad, de Versicz, de Bacs, de Bude et de Pakracz, dans l'Esclavonie.

Les Luthériens, étaient disséminés dans toute la Hongrie; mais ils étaient plus nombreux dans le nord de la Hongrie et chez les peuples allemands. La plupart des Saxons, une partie des Hongrois et les Serviens de la Transylvanie, étaient aussi luthériens.

Les Calvinistes, étaient plus nombreux que les luthériens; ils se trouvaient dans le centre de la Hongrie et sur les frontières de la Transylvanie. Dans ce dernier pays, on

en comptait un nombre assez élevé, parmi les Hongrois et les Szeklers.

Les sociniens et les anabaptistes, étaient en très petit nombre. Les premiers, se rencontraient dans la Transylvanie, chez les Szeklers et les Magyars ; les seconds, dans les comitats de Presbourg et de Nyitra. Les Arméniens Grégoriens étaient également peu nombreux.

Les juifs karaïtes et rabbinistes, étaient répandus, dans presque toute la Hongrie.

Voici approximativement, pour les populations de la Hongrie et de la Transylvanie en 1848, leur dénombrement, au point de vue des différentes religions qu'elles professaient :

		Tant pour cent.
Hongrie et Transylvanie.	Catholiques romains...	6.478.731 47,20
	— grecs.....	1.486.903 10,83
	— arméniens.	3.220 0,02
	Grecs orientaux.....	1.931.276 14,07
	Arméniens orientaux...	451 0,00
	Luthériens.....	1.119.779 8,16
	Calvinistes.....	2.019.979 14,71
	Unitaires.....	55.796 0,41
	Autres chrétiens.....	4.148 0,03
	Juifs.....	624.680 4,55
	Divers.....	3.659 0,02
Total.....		13.728.622

CHAPITRE PREMIER

I. — LA HONGRIE A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION DE 1848

Au moment, où la Révolution de 1848, éclatait en Europe, les Magyars, ne recherchaient pas l'indépendance nationale. Lorsque, pour la première fois, en mai 1809, Napoléon la leur avait offerte, sans doute avec peu de désintéressement, ils avaient repoussé, par crainte de quelque arrière-pensée, cette perspective séduisante. L'empereur des Français, en effet, croyant le moment venu de frapper un grand coup, en détachant de l'Autriche le royaume de Saint-Étienne, et relevant ainsi la tradition de la diplomatie française, les engageait à reprendre leur existence comme nation.

« Hongrois, disait la proclamation, le moment est venu de recouvrer votre indépendance. Je vous offre la paix, l'intégrité de votre territoire, de votre liberté et de vos constitutions, soit telles qu'elles ont existé, soit modifiées par vous-mêmes, si vous jugez que l'esprit du temps et les intérêts de vos concitoyens l'exigent. Je ne veux rien de vous. Je ne désire que vous voir nation libre et indépendante. Votre union avec l'Autriche, a fait votre

malheur; votre sang a coulé pour elle dans les régions éloignées et vos intérêts les plus chers, ont été constamment sacrifiés, à ceux de ses états héréditaires. Vous formiez la plus belle partie de son empire et vous n'étiez qu'une province toujours asservie, à des passions qui vous étaient étrangères. Vous avez des mœurs nationales, une langue nationale. Vous vous vantez d'une illustre et ancienne origine. Reprenez donc votre existence comme nation ! Ayez un roi de votre choix, qui ne règne que pour vous, qui réside au milieu de vous, qui ne soit environné que de vos concitoyens et de vos soldats. Hongrois, voilà ce que vous demande l'Europe entière. Voilà ce que je vous demande avec elle. Une paix éternelle, des relations de commerce, une indépendance assurée, tel est le prix qui vous attend, si vous voulez être dignes de vos ancêtres et de vous-mêmes.

« Vous ne repousserez pas ces offres libérales et généreuses, et vous ne voudrez pas prodiguer votre sang, pour des princes faibles, toujours asservis à des ministres corrompus et vendus à l'Angleterre, à cet ennemi du continent, qui a fondé sa prospérité, sur le monopole et sur vos divisions.

« Réunissez-vous donc en Diète nationale dans les champs du Râkos, à la manière de vos aïeux, et faites-moi connaître vos résolutions. »

Mais l'empereur d'Autriche, pouvait encore compter alors, sur le loyalisme de ses fidèles sujets les Magyars. Ce document, produisit peu d'impression en Hongrie et ce ne fut pas en vain que l'Archiduc Palatin, faisant un appel suprême aux Magyars, leur adressa ces paroles mémorables : « La Hongrie, disait-il, doit une fois de plus sauver l'Empire, comme elle l'a fait en 1741, à l'appel

de Marie-Thérèse ». L'insurrection prit les armes et se concentra à Raab.

Mais depuis, le monde avait marché et la Hongrie, elle aussi, avait marché avec le monde. Pour elle, sous la domination des Habsbourg, la longue paix avait été aussi inféconde que la guerre s'était montrée funeste.

Ce que voulaient les Magyars, c'était, sans rompre avec la maison de Lorraine, obtenir dans sa plénitude constitutionnelle le droit de se donner des lois et le droit de vivre d'une vie propre, nationale, comme race distincte de la race gouvernante en Autriche. En un mot, ils voulaient être « une nationalité libre, sous une royauté limitée », sous la couronne de Saint-Etienne, portée à cette époque par l'Empereur d'Autriche. Ils avaient donc à s'assurer à la fois, contre les caprices du pouvoir absolu et contre la prépondérance de la civilisation germanique.

Ce qu'était, à la veille de la révolution de 1848, la situation de la Hongrie vis-à-vis de la monarchie, avait été établie très nettement, par le patriote magyar Deak : « La Hongrie, disait-il, est un pays libre, indépendant dans tout son système de législation et d'administration, elle n'est subordonnée à aucun autre pays. Nous ne voulons pas mettre les intérêts de notre patrie en contradiction avec ceux de l'unité de la monarchie et de la sûreté de son existence. Mais nous regardons, comme contraire aux lois et à la justice que les intérêts de la Hongrie soient subordonnés à ceux de n'importe quel pays... Nous ne consentirons jamais à ce qu'ils soient sacrifiés à l'unité du système gouvernemental... Pour nous, la vie constitutionnelle est un trésor qu'il ne nous est permis de sacrifier ni à un intérêt étranger, ni aux plus grands

avantages matériels. Notre premier devoir est de la conserver, de la fortifier ; nous sommes convaincus que si les états héréditaires jouissaient encore de leur ancienne liberté ou si, selon les besoins de notre siècle et de la justice, ils prenaient rang parmi les nations constitutionnelles, nos intérêts et les leurs, qui maintenant sont souvent divisés, quelquefois même opposés, se concilieraient plus facilement... La monarchie, croissant en force intellectuelle et matérielle, résisterait avec plus de sûreté aux orages que le temps et les circonstances pourraient soulever un jour. »

Déjà, dans les années précédentes, les délibérations de la Diète Hongroise avaient été moins dociles peut-être que la Cour n'avait espéré. Ce n'avait été qu'une série de récriminations contre les violences du gouvernement, les méfaits des administrateurs royaux, les atteintes portées à la liberté privée, le long ajournement de la représentation nationale. La dynastie eut à entendre de dures vérités ; des orateurs violents proclamèrent que les Habsbourg étaient les ennemis héréditaires de la Hongrie. Le roi avait été obligé d'accorder satisfaction aux *gravamina* et de déclarer qu'il n'avait pas eu l'intention de violer la Constitution.

Leur but, prétendaient-ils (les Magyars), était simplement de créer par l'unité de la langue, l'unité politique du pays, de fournir aux habitants d'une même patrie, un moyen de communication directe, qui leur facilitât l'exercice des droits et devoirs nouveaux, accordés et imposés à tous les citoyens par l'application du principe de l'égalité devant la loi. Pour eux, en Hongrie, la civilisation était magyare, tout aussi magyare qu'elle est française en France. Rien ne leur semblait plus beau que la langue magyare et par-

tant de là, ils voulaient l'imposer aux autres races. Mais, en réalité, le but du magyarisme était l'unification politique de la Hongrie, de la Transylvanie et de la Dalmatie; la création d'une nationalité compacte et forte, qui pût prendre rang dans la confédération des peuples.

A cette époque, qui fut comme la seconde naissance du magyarisme, devenu un véritable système, le parti national et le parti libéral ne formaient qu'un seul et même parti. La question de race occupait alors, avant tout autre intérêt, la pensée publique. Tous voulaient la substitution de la langue magyare au latin, dans les rapports privés, dans les corps politiques, dans l'administration et l'enseignement. La question de langue était devenue une question vraiment politique. Bien que les Magyars de la Transylvanie fussent séparés de ceux de la Hongrie par leur constitution, les uns et les autres marchaient vers le même but.

Les mesures avaient succédé aux mesures, les votes aux votes. Déjà, en 1807, la Diète avait décrété que les officiers et sous-officiers des régiments hongrois, seraient désormais tenus d'apprendre la langue magyare. Les Diètes qui suivirent celle de 1823, décrétèrent des lois plus importantes encore au point de vue magyar. C'est ainsi que la Diète de 1830 décida qu'à l'avenir, tous les tribunaux rendraient en langue magyare le jugement des affaires qui leur seraient soumises. Une condition indispensable à l'exercice d'un emploi public, était la connaissance de cette langue, condition également appliquée, à l'obtention d'un diplôme d'avocat : la même mesure s'étendait aux administrations militaires.

Plus tard, la Diète de 1832, décréta que les lois seraient à l'avenir rédigées en langue magyare en regard d'un

texte latin. Toutefois, le texte magyar, devait être considéré comme le seul authentique, par conséquent comme décisif en cas de doute ou de contestation.

La Presse aidant au mouvement qui ne tendait rien moins qu'à priver huit millions de sujets de leur langue, de leur nationalité, de leurs droits consacrés par de solennels traités et des usages séculaires, proposait incessamment dans ses feuilles, d'enlever le pasteur, l'école slave ou allemande, pour magyariser plus activement les races conquises, considérées comme ennemies.

Les chefs magyars, les plus avancés, aspirant peut-être de loin à la séparation de leur pays avec l'Autriche, comprenaient que, dans ses variétés de races, l'empire trouverait un puissant levier de répression, tant qu'une langue identique n'envelopperait pas la Hongrie dans un réseau commun. La langue, en effet, n'est pas seulement le symbole, elle est aussi l'expression de la nationalité et c'est pour cette raison, que les Magyars, voulaient imposer leur langue à toutes les nationalités de la Hongrie.

Ces principes de magyarisation prirent corps dans la loi magyare de 1844, qui faisait du magyar la langue officielle en Hongrie.

Ces principes de magyarisation une fois admis, on défendit aux étudiants slaves de se réunir pour l'étude de leur langue. Les moyens d'intimidation furent portés si loin, que des employés slaves furent privés de leurs emplois, à leur retour de Vienne, où ils s'étaient rendus pour présenter à l'empereur les doléances de leurs compatriotes persécutés. Des paysans même, reçurent la bastonnade pour avoir osé réclamer contre la suppression de leur langue nationale. Les députés croates furent hués à la Diète de Presbourg, quand ils prirent la parole en latin.

Tel était le fanatisme de cette époque, que de vives sollicitations furent faites auprès de l'empereur, ainsi qu'auprès des membres de la famille impériale pour les engager à apprendre le magyar.

En même temps, un projet de loi était déposé qui devait rendre la langue magyare obligatoire pour tous, sans exception. Ce projet disait : « Art. 2. — Dans toutes les branches de l'administration civile et ecclésiastique, nulle autre langue ne sera désormais admise que le magyar ; tout document écrit en un autre idiome, est et demeure sans caractère légal. Art. 3. — Dans les écoles supérieures, l'enseignement se fera en langue nationale ; quant aux écoles élémentaires, les autorités municipales prendront les mesures qu'elles jugeront convenables suivant les circonstances, mais elles veilleront toujours à ce que l'on y enseigne le magyar. Art. 6. — Les monnaies du royaume et les sceaux auront l'exergue en magyar et les navires du littoral hongrois arboreront le drapeau tricolore national. Art. 7. — Les pays annexés (Croatie), auront le droit de faire usage du latin dans le plein exercice de leurs libertés municipales, mais ils devront employer le magyar dans leurs relations avec les autorités hongroises. Art. 8. — L'article 3, concernant l'instruction publique, ne sera pas applicable aux dits pays annexés, mais l'enseignement de la langue magyare sera obligatoire dans toutes les écoles. »

Les députés illyriens, refusèrent de consentir à ce projet en prétendant que la Diète générale hongroise ne pouvait pas imposer une langue officielle au royaume annexé, le choix de cette langue, étant une affaire purement intérieure.

Le gouvernement autrichien laissait faire, espérant ainsi, calmer les prétentions croissantes de l'opposition

libérale. Mais celle-ci, loin de cultiver la langue magyare pour elle-même, s'en servait comme d'un moyen pour assurer le succès de ses projets ultérieurs.

Néanmoins, plus les Magyars faisaient d'efforts pour assurer la prépondérance de leur langue, plus les diverses nationalités slaves de la Hongrie s'agitaient pour répandre, conserver ou sauver la leur.

Il était facile de prévoir que dans cette lutte ardente, une idée amenant l'autre, l'idée de nationalité, devait forcément prendre possession de l'esprit des peuples opprimés.

Si le magyarisme avait pu être accepté pacifiquement par toute la Hongrie, il aurait réuni sous son autorité, dans une même idée, une masse de treize millions d'hommes. Seulement, pour obtenir cette unité puissante, la première mesure à prendre, était de rester Hongrois au lieu de se proclamer si hautement Magyar et si l'on tenait si fort à ce nom qui avait l'inconvénient de ne pas s'appliquer à tous les peuples de la Hongrie, il eut fallu, du moins, admettre leur développement simultané sous leur nom national.

Or les Magyars, fidèles à leurs préjugés, « se croyant à eux seuls tout l'Orient, persistaient à repousser toute proposition, qui eut impliqué le sacrifice de leur prépondérance sur les Slaves et les Valaques de Hongrie ». Ils ne doutaient pas que le magyar ne fût plus philosophique et plus parfait que les autres langues parlées en Hongrie et ils croyaient, en l'imposant à toutes les populations, assurer à la fois, la suprématie de la race magyare et le progrès de la civilisation en Orient.

Mais au mouvement magyar, coïncidait un mouvement slave et surtout un mouvement yougo-slave. Ce fut la

Croatie qui donna le signal du véritable réveil. Ce fut entre les Croates et les Magyars que la querelle des langues et des nationalités devait d'abord s'engager ; c'est entre eux aussi, qu'elle devait prendre le plus d'acuité.

Les Croates, en effet, qui, loin de se reconnaître pour serfs des Magyars, avaient toujours prétendu au titre de royaume annexé, qui regardaient la Croatie comme un état égalitaire et considéraient que leurs rapports avec la couronne de Saint-Etienne devaient être ceux que la Hongrie avait elle-même avec l'Autriche, répondirent aux sommations du Magyarisme, en invoquant les souvenirs de la nationalité illyrienne et en l'abritant derrière leurs privilèges municipaux et leur Diète locale — « Sous le nom d'Illyrisme et avec des hommes doués de sens pratique et d'éloquence, ils commencèrent une agitation qui s'étendit d'abord à la Croatie et à la Slavonie, puis hors du royaume, à la Dalmatie, à la Carinthie, à la Carniole, à la Styrie, puis enfin par delà l'Autriche, à ce monde slave de la Turquie d'Europe, à ces peuples de pasteurs et de guerriers restés jeunes, à travers les vicissitudes des temps, mais fatigués enfin de cette immobilité séculaire et sympathiques, à tout ce qui était renouvellement de traditions, développement de l'idée de race. »

En se reportant un peu en arrière, on se souvenait de Napoléon, qui avait ressuscité ce nom classique de provinces illyriennes ou d'Illyrie pour les contrées voisines de l'Adriatique et on aimait alors à s'en glorifier sur les bords de la Save, où l'on avait conservé de notre administration les meilleurs souvenirs. En rendant à une portion de l'ancienne Illyrie son nom primitif, Napoléon avait touché la fibre nationale des populations slaves. Le nom magique de l'Illyrie, excita un vif enthousiasme chez ces

populations naguère opprimées par le germanisme, groupées pour la première fois dans une unité à laquelle, sous le gouvernement autrichien, elles n'auraient jamais osé aspirer. La langue nationale fut encouragée dans les écoles ; la littérature slave fit des progrès. « Les Slovènes, dit un historien slovène, ont encore un bon souvenir des gendarmes français. Les impôts furent régularisés et recueillis avec plus d'ordre ; les libertés communales augmentées. Il serait long de raconter tout le bien que le gouvernement français apporta au pays. Pendant les quatre ans qu'il dura, la langue française s'était répandue dans le pays avec une extrême facilité ; il n'y avait pas à Laybach de gens éclairés qui n'eussent appris le français. »

Le poète Vodnik, dans une ode célèbre : l'*Illyrie ressuscitée*, où il résume les aspirations et les espérances de sa patrie et dans laquelle l'empereur des Français est considéré comme le régénérateur futur de la grande nation illyrienne, célébrait Napoléon en vers enthousiastes.

« Napoléon a dit : « Réveille-toi, Illyrie ! Elle s'éveille, elle soupire : Qui me rappelle à la lumière ?

« O grand héros, est-ce toi qui me réveilles ? Tu me donnes ta main puissante, tu me relèves.

« Notre race sera glorifiée, j'ose l'espérer. Un miracle se prépare, je le prédis.

« Chez les Slovènes pénètre Napoléon, une génération tout entière s'élance de la terre.

« Appuyé d'une main sur la Gaule, je donne l'autre à la Grèce pour la sauver. A la tête de la Grèce est Corinthe, au centre de l'Europe est l'Illyrie. On appelait Corinthe l'œil de la Grèce, l'Illyrie sera le joyau du monde. »

Deux hommes de condition différente, le comte Dras-

chikowicz, magnat puissant par sa fortune et un jeune plébéien, publiciste éminent, M. Gaj, adoptèrent avec ardeur la cause Croate. Ce dernier, entreprit de réunir en un tout homogène, les forces dispersées de l'Illyrie. Il annonça son intention et chercha les moyens de réunir tous les slaves du midi ou Yougo-Slaves dans une communauté de langue et de littérature. Peut-être pensait-il par l'union des idiomes, obtenir l'union des États et arriver ainsi au rétablissement d'une grande Illyrie.

Il commença par publier deux journaux, l'un la *Gazette croate*, l'autre l'*Aurore croate, slavone et dalmate*, journaux, qui, devaient bientôt changer de nom et s'appeler l'*Aurore* et la *Gazette Illyrienne*. Il avait pris comme devise cette épigraphe : « Un peuple sans nationalité est un corps sans os. » Il proposa de substituer aux dénominations locales de Serbes, de Croates, de Slovènes, de Dalmates, la dénomination commune d'Illyriens. Il montra à tous ces peuples comme but final, comme prix de leurs efforts, la terre promise, véritable patrie des Slaves méridionaux, la grande Illyrie.

Ce que les Yougo-Slaves désiraient, c'était l'unité de la race et de la langue. « On se mit alors à étudier les monuments de l'ancienne Raguse et les jeunes productions de la muse serbe. » Les poètes chantaient les faits d'armes, la simplicité, la fraternité des hommes de l'ancienne Illyrie. Les géographes calculaient ses frontières à toutes les époques et les marquaient là seulement où expirait la langue slave. La Congrégation d'Agram, demandait à l'empereur roi, les moyens légaux de compter désormais comme institution régulière et comme représentation réelle des deux royaumes de Croatie et de Slavonie : en d'autres termes, elle réclamait une administration indépendante de

l'administration centrale de Hongrie. Partout retentissait le cri « *Nolumus nos magyarisari.* »

Assurément les moyens matériels des Croates n'égalaien pas ceux des Magyars. Ils n'étaient pas comme eux, au centre du gouvernement ; ils n'avaient pas comme eux, la haute influence sur l'administration : ils ne disposaient pas de leurs immenses ressources pécuniaires. Cependant ils répondaient à toutes leurs prétentions par des prétentions de même nature. Le patriotisme local était fortement excité. Le réveil littéraire précipitait le réveil national.

Un sentiment nouveau s'était donc éveillé, de solidarité ethnique. Il se formait parmi les jeunes gens, des sociétés pour la culture des idiomes sud slaves et les Croates tentaient une restauration de la communion slave, en substituant au nom croate, un symbole plus large, qui aurait compris tous les hommes de même race et de même langue, celui de l'Illyrisme. L'Illyrisme, qui avait des tribunes assurées dans les divers comitats de la Croatie et de la Slavonie et plusieurs voix dans les deux chambres de la Diète hongroise, eut très vite aussi des journaux littéraires et politiques à Agram, à Laybach, à Zara, à Belgrade, à Pesth même, au cœur des pays magyars. Plus libres que les Slovaques et les Tchèques, les Illyriens pouvaient être plus hardis, sans cesser d'être prudents. Ils se posaient non seulement à Agram, mais quelquefois aussi à Belgrade, en Serbie et jusque chez les catholiques bosniaques, comme les meilleurs amis de l'Autriche. « Ils voulaient simplement, disaient-ils, fermer au magyarisme les frontières de la Croatie et de la Slavonie. »

De leur côté, les Magyars, dans des discours passionnés, accusaient hautement les Illyriens d'Agram, de travailler à

la dissolution du royaume de Hongrie. « Il n'y a pas ici de nation illyrienne, s'était écrié à la table des magnats, le palatin de Hongrie, il n'y a qu'une nation hongroise ». Mais ces discours n'étaient point écoutés, les députations envoyées à Vienne et chargées d'exposer les griefs du pays n'étaient point reçues. Sans doute, l'Autriche, tenait à réduire les Magyars à une complète impuissance par les Illyriens, mais pourquoi, outre cela, n'aurait-elle pas porté ses regards, ainsi que le faisaient les Yougo Slaves, au delà de sa frontière méridionale ? Pourquoi, n'aurait-elle pas profité des conquêtes morales accomplies par eux dans un empire voisin (Empire Ottoman), dont l'Europe avait plus d'une fois prédit la ruine ? « L'Illyrisme sagement dirigé en ce sens ne pouvait-il pas promettre à l'Autriche d'amples compensations aux embarras qu'il lui causait d'un autre côté. »

Cependant, cette résistance des Slaves du Sud à la magyarisation n'était pas sans inquiéter les Magyars. L'exemple était contagieux. En tout cas il ne pouvait qu'être fâcheux pour les autres nationalités non magyares de la Hongrie.

Le Comité de Pesth, n'avait pas tardé à s'apercevoir de la gravité de ces manifestations hostiles. La circulaire du comitat de Varasd (janvier 1848) qui devait être discutée un peu plus tard, le 21 février 1848, en pleine congrégation, à Zagrab ou Carlowitz et qui était rédigée en langue illyrienne, contenait le programme de ce parti qui s'intitulait le parti conservateur (parti illyrien). Entre autres choses, on y demandait pour le Royaume annexé : une lieutenance royale particulière, une section distincte dans la Chancellerie hongroise, une Cour suprême à part.

Il chercha le remède et crut l'avoir trouvé dans cette

proclamation adressée aux Croates (21 mars) et où il rappelait à ses frères une union de huit siècles, les conjurait de l'aider à défendre leur patrie, la liberté et l'égalité contre l'ennemi commun, le despotisme ; leur affirmait enfin que le drapeau qu'avaient arboré les Magyars, n'était point l'étendard d'une nationalité, mais le drapeau de la liberté pour tous et pour chacun.

La Diète hongroise avait, elle aussi, déclaré non seulement, par la voix de Kossuth, mais encore dans une proclamation aux Croates, signée par le Palatin et par Batthiany, qu'elle ne projetait rien, contre la langue, les franchises municipales, la liberté des parties annexes.

Mais ce n'était là que bonnes paroles et belles promesses. Les actes étaient tout autres et rien ne permettait d'y croire. On disait une chose, on en faisait une autre. Les Croates ne s'y trompèrent pas.

Comme l'a si bien dit M. de Laveleye : « Les Magyars n'aperçoivent guère que ce qui est conforme à leurs desirs ; pour ce qui les contrarie, ils sont aveugles. »

Ce n'était pas tant, en effet, contre le despotisme autrichien que contre le despotisme magyar que les Slaves de Hongrie avaient à se défendre. S'ils avaient été assez aveugles pour ne pas s'en apercevoir, la loi de 1844, rendue par la Diète de Presbourg et le projet de loi de 1848 leur auraient suffisamment dessillé les yeux. « Comme on l'a dit, on forçait les Croates à choisir entre leur patrie et leur race ». Écoutons l'historien autrichien comte Maylath : « On voulut tout à coup transformer en Magyars six millions d'habitants appartenant à d'autres races. S'agissait-il d'un débat d'argent, les tribunaux refusaient de prononcer si les comptes n'avaient pas été tenus en Magyar. Les pétitions, rédigées en allemand ou en slave, n'étaient

même pas reçues. Toutes les inscriptions de naissances, de mariages, de décès, devaient être écrites en magyar, même dans les communes où nul ne comprenait cette langue. Les pasteurs étaient obligés de prêcher en magyar un dimanche sur trois. » Aussi Széchenyi pouvait-il dire : « Nous autres Magyars, dans notre folie, nous méconnaissions les Slaves et tout ce qu'ils font pour leur nationalité, parce que nous croyons, que leur seul but, est, de se détacher de la couronne de Saint-Etienne. Je crois pouvoir affirmer que nous écrasons l'enthousiasme des Slaves d'une façon brutale, avec une sévérité tout orientale, avec une injustice vraiment asiatique. Cela est-il noble, chevaleresque, et peut-il bien finir ? »

Une émulation fraternelle, et une sympathie pleine d'encouragements réciproques, devaient rapidement s'établir, entre les Slovaques et les Croates. Les Valaques de la Hongrie orientale et de la Transylvanie, issus d'une race différente, instinctivement hostile aux Slaves « durent puiser dans leurs propres nécessités politiques, leurs résolutions et tous leurs moyens d'opposition au magyarisme. » Des savants, des grammairiens, honnêtes patriotes, mais peu aptes au rôle de tribuns, des évêques, c'était les seuls champions qui s'offraient au roumanisme.

En effet, les Roumains, ne jouissaient des droits civils et politiques, que depuis 1848 : antérieurement, leur histoire était celle de longs siècles de sujétion, avec de vains efforts pour arriver à l'égalité politique et à une vie nationale.

Les Roumains, cependant, formaient la grande majorité de la population dans la Transylvanie. De plus, de toutes les nationalités, dont l'ensemble bariolé, formait la « Cou-

ronne de Saint-Étienne », les Roumains, étaient, après les Magyars, l'élément le plus important.

Et cependant, malgré leur nombre, jusqu'en 1848, ni la nation roumaine, n'avait d'existence légale, ni les Roumains, n'avaient individuellement, le droit de citoyen.

L'État Transylvain ne les connaissait pas. D'après son ancienne constitution, qui dura jusqu'en 1848, la Transylvanie était partagée en trois pays ou nations ; le pays des Hongrois, le pays des Szeklers et le pays des Saxons. Ces termes, devaient être pris, au sens politique plus qu'ethnographique, car ils désignaient la nation, qui, seule, avait des droits politiques dans chacun de ces territoires. Les Roumains, quoique formant la majorité numérique, n'avaient pas plus de droits politiques et civils que les ilotes à Sparte, et leur religion, le catholicisme orthodoxe (ou grec), n'était pas davantage, reconnu par l'État.

La nationalité dominante, était écrasée par la minorité, qui constituait le pays légal. Les Magyars, les Szeklers, les Saxons figuraient seuls à la Diète où 1.250.000 Valaques n'étaient pas représentés.

Les Roumains, n'étaient guère autre chose que des serfs : en langue roumaine même, le mot « roman » était synonyme de « serf » et de « corvéable à merci » de même que, dans toutes les langues de l'Europe occidentale, « esclave » est un doublet de « slave » ; ainsi, chez nous, suisse est devenu synonyme de gardien ou de concierge.

La loi magyare, avait ouvert entre les deux races, un infranchissable abîme. La présence des Valaques, était simplement tolérée par les lois du pays. La Constitution politique de la Transylvanie de 1653, en vigueur jusqu'en 1848, s'exprime ainsi :

« Les Roumains, sont provisoirement tolérés, tant du moins que cela sera agréable aux princes et aux regnicoles du pays. » Les regnicoles, étaient les Hongrois, les Szeklers et les Saxons.

« Défense est faite aux Roumains, de faire usage de fusils, sabres, épées, cannes ferrées ou de toute autre arme. »

« Il n'est pas permis aux Roumains, de porter habits et pantalons de drap, bottes, chapeau de la valeur d'un florin et chemise de toile fine. »

Ces hommes proscrits chez eux, dénationalisés, comme dans une terre d'exil, acceptèrent la séparation proclamée par leurs tyrans. Rejetés de la communauté des trois nations, ils commencèrent à se sentir une nation à part : l'exclusion même, révélait une existence.

Le génie littéraire, vint alors en aide aux idées d'indépendance : un peuple, qui a une littérature, n'est plus un peuple sans patrie. Les écrits patriotiques, multiplièrent les communications avec les frères des deux Principautés, qui avaient le bonheur de conserver leur autonomie. La propagande se fit dans les écoles des villages et prit un caractère plus élevé dans les chaires des villes. Écrivains et professeurs, devenaient les apôtres de l'indépendance, en réveillant les souvenirs, et le gouvernement des Magyars ne pouvait rien contre les pacifiques progrès de l'enseignement.

Un journal spécial, organe des Roumains, fut fondé à Cronstadt, sous le nom de *Gazette de Transylvanie*. On niait l'existence de la nation roumaine : elle répondait en se révélant par la pensée et par la parole. Le moment allait venir où les Valaques, eux aussi, réclameraient des droits politiques.

Cependant les choses marchaient rapidement et ceci,

par leur propre force. « La nationalité, était l'idole de ces populations et le Magyar leur ennemi. » Les Valaques de Hongrie, protestaient de leur respect pour l'Autriche, qui ne pouvait méconnaître leurs souffrances et qui n'avait pas le droit d'être plus sévère à leur égard, qu'à l'égard des Slovaques et des Croates.

Ainsi, les peuples slaves, se réveillaient et prêts à lutter contre les Magyars, réclamaient leur place au soleil. Séparés par les circonstances historiques et par leur situation géographique, ils acquéraient la conscience de leur solidarité et ils y puisaient la force morale nécessaire pour les luttes qu'ils allaient avoir à soutenir.

« Plus détestés que l'Autriche, les Magyars, s'étaient fait une dangereuse réputation de tyrannie, dans toute l'Europe orientale, et l'on pouvait recueillir sur les lèvres de leurs adversaires des paroles de vengeance. Leur nom était prononcé avec haine, du Tyrol à la mer Noire et du fond des Carpathes, jusqu'au revers méridional des Balkans. » (1).

Les avertissements toutefois et les bons conseils ne faisaient pas défaut, même au sein de la Diète. Celui qui avait été le plus ardent promoteur de l'idée nationale, l'apôtre de la langue magyare, celui qui avait le plus contribué à son triomphe, Siéchényz, avait compris l'injustice et les périls de l'intolérance à l'égard des autres. Plus d'une fois, il avait conjuré les Magyars de ne pas compromettre leurs propres droits, en combattant les droits des nations voisines. « La Hongrie, disait-il, peut être heureuse, mais elle peut aussi, luttant contre elle-même, accélérer l'arrivée de sa dernière heure. »

Il y avait, en effet, autour d'elle, de formidables agita-

(1) H. Desprez. — La Hongrie et le mouvement magyar. — Revue des Deux-Mondes. 15 décembre 1847.

tions, de nombreuses inimitiés, dont la cause, n'était autre, que les essais oppressifs d'unité magyare et leur centralisation à outrance.

Chose curieuse, l'un des plus graves griefs des Magyars, contre le gouvernement de Vienne, était le progrès du slavisme chez les Croates et les Slovaques. Leur égoïsme, condamnait chez leurs voisins, les aspirations, dont ils se faisaient honneur pour eux-mêmes. Ils inventaient le spectre rouge du Panslavisme, pour se donner un prétexte de le combattre et de persécuter leurs compatriotes serbes, slovaques ou croates. Le gouvernement autrichien, n'avait aucun intérêt à créer un état de choses, dont la Russie, eût pu profiter ; mais, en vue d'une lutte possible avec les Magyars, il ne pouvait les aider à écraser les peuples, qui réclamaient simplement le droit à l'existence.

Il semblait, au surplus, que les Magyars se plussent à provoquer les colères. Plus ils affaiblissaient la suprématie de l'Autriche, plus ils voulaient fortifier leur propre domination et « dans leur orgueilleux vocabulaire, l'indépendance hongroise à l'égard de Vienne, signifiait la dictature hongroise à l'égard des autres peuples ».

Mais la coalition des Slaves antimagyars n'était pas, comme le croyaient les Magyars, une ligue organisée par la Russie. Certainement la Russie était intervenue dans ces querelles littéraires et politiques, elle avait même trouvé quelques apôtres de bonne volonté parmi tant d'agitateurs qui se disputaient l'influence chez ces peuples insurgés contre le magyarisme, mais en général, ces émissaires avaient échoué misérablement contre les défiances que provoquaient si naturellement et le nom de russe et tant d'actes sanglants commis sur un peuple voisin et slave lui-même (Polonais). Les Magyars, n'en

croyaient pas moins voir la Russie, dirigeant partout, les coups qui leur étaient portés. Un magnat croate, plus tard, ban de Croatie, le baron Kauch, dénonçait en ces termes la conjuration révolutionnaire : « Je dirai, quels sentiments effrenés, M. Gaj, inspire, à la jeunesse et au clergé des séminaires à qui il assure que dans un avenir prochain, les Russes dicteront des lois à Presbourg et donneront une constitution à chaque nation slave qui s'alliera à eux. Je dirai encore, que le vivat des Illyriens est pour le czar. Je démontrerai que leur but, est de se détacher de la Hongrie et en s'unissant à d'autres nations slaves, de former un grand royaume illyrien. »

Cependant ce mouvement slave, était bien original. Il était réellement, le réveil d'un esprit national trop longtemps endormi ou comprimé. Ce mouvement spontané, était une réaction logique et légitime contre les tendances magyarisatrices des diètes, comme l'élan des Magyars, avait été le fruit des impolitiques violences de Joseph II.

Ce que les peuples slaves souhaitaient avant tout, c'était d'arriver au complet épanouissement de leur vie nationale, à la reconnaissance de leurs droits historiques. S'ils invoquaient la grandeur de leur race, c'était uniquement, pour opposer une force morale aux convoitises de leurs adversaires.

Attentive et prudente, l'Autriche, à laquelle Louis Gaj avait communiqué son plan : « combattre la centralisation magyare et défendre contre les Hongrois la langue illyrienne et les libertés locales de la Croatie », suivait les phases diverses de ce conflit, sans laisser échapper, aucune occasion, de s'en faire une arme ou un moyen, car le magyarisme ne lui causait pas moins d'alarmes que le réveil des races. Elle avait dû songer à diviser les Magyars

contre eux-mêmes, et à constituer en Hongrie, un parti conservateur, ou plutôt un « parti de l'immobilité ». C'est ainsi que la divergence des intérêts de classe et de race avait créé celle des systèmes et décidé de la formation et de la marche des partis constitutionnels.

Le parti du juste milieu, qui comme son nom l'indique, tenait à la Diète le milieu entre le parti conservateur et le parti de l'opposition (1) ; qui se donnait lui-même le nom de parti réformateur, prévoyant que la marche de l'opposition, devait aboutir, à une rupture complète, entre l'Autriche et la Hongrie, s'opposait avec énergie à cette rupture, soit par un sentiment de respect pour la Pragmatique Sanction, soit dans cet ordre d'idées que la Hongrie, abandonnée à elle-même, serait impuissante, à se maintenir dans son indépendance. Il désirait sincèrement le développement raisonnable et non précipité de la prospérité du pays : mais loin de la chercher dans la liberté politique, où croyait la trouver l'opposition, il espérait y parvenir par l'accroissement du bien-être général. Il refusait de reconnaître comme moyen, la puissance des idées modernes, qu'il considérait comme impraticables. Inspiré par cette conviction, il combattait avec une énergie, égale à celle des conservateurs, les exigences politiques du parti de l'opposition ; mais il apportait la même résistance aux projets du gouvernement, toutes les fois que celui-ci, semblait ne pas tenir compte des intérêts matériels et exclusifs du pays. Par ce système de bascule, il augmentait alors la force de l'opposition, dans des questions critiques

(1) Ce parti se recrutait dans toutes les classes des députés des deux Tables.

où le gouvernement croyait pouvoir compter sur son concours.

Mais les principes révolutionnaires, s'infiltraient de plus en plus, dans l'esprit du pays. Les meneurs du parti de l'opposition, soulevèrent une polémique ardente contre le gouvernement impérial, qu'ils accusaient d'indifférence et d'inertie, à l'endroit des intérêts de la Hongrie.

« La nation n'a plus à compter que sur elle-même, s'écriaient déjà en 1836, à propos des entraves mises par le gouvernement aux lois sur l'éducation populaire, Deak et Beszeredy ». « Nous avons le droit, nous avons la force, ajoutait ce dernier, de travailler nous-mêmes au salut de notre patrie. »

Les idées libérales, gagnaient chaque jour du terrain, chez la jeunesse hongroise. Quelques jeunes gens même, n'hésitaient pas à se dire républicains et à partir de 1840, les idées démocratiques, envahirent de plus en plus la Hongrie : Kossuth, fondait la *Gazette de Pest* (Pesti-Hirlap) qui propageait dans un langage éloquent des doctrines égalitaires. Dans un certain nombre de comitats, les congrégations, prenaient le caractère de véritables clubs. Néanmoins les progrès sociaux, étaient lents à se réaliser : l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt, proposée à la Diète de 1843, ne fut pas adoptée.

Mais si on était libéral, c'était vis-à-vis des Magyars, et c'est ainsi, que refusant d'écouter ceux qui lui prêchaient la modération, la majorité de la Diète de 1843, avait enjoint aux Croates de parler le magyar, dans un délai de six ans. Toutefois les Croates, avaient fait très peu de cas de cette injonction, et la puissance morale conquise par l'Illyrisme sur son propre terrain et à Vienne, allait en augmentant. En réponse à cette injonction des Magyars,

les Croates, qui jusque-là, avaient parlé latin dans leur Diète nationale et dans leurs Comitats, prirent la résolution de faire usage de l'Illyrien.

La Diète de 1847, révéla hautement les ambitieuses prétentions des Magyars. Elle montra le même mépris envers les Slaves et les Roumains et l'on ne dissimula plus l'intention bien arrêtée de fondre toutes les nationalités dans la nationalité hongroise. Kossuth, ardent promoteur de cette idée, qui flattait l'orgueil de la Diète, prenait de jour en jour plus d'influence. Les députés croates cependant, lui opposaient une résistance énergique ; toutes les séances des mois de novembre et de décembre s'étaient passées dans de violentes agitations, qui se continuèrent pendant les premiers jours de 1848. L'esprit d'intolérance et de domination s'était emparé de Kossuth. Soutenu par la majorité, il proposa d'introduire la langue magyare dans les écoles primaires des Slaves et des Roumains, de proscrire toute autre langue et de contraindre même les prêtres à officier en magyar. On ne conservait plus de ménagements : les peuples étaient avertis. Slaves et Roumains se préparèrent à défendre leurs droits.

Comme on le voit, et contrairement à l'attente de l'Autriche, le mouvement constitutionnel et libéral qui se produisait en Hongrie à la veille de la Révolution de 1848, et les idées émises dans la Diète Hongroise, étaient venues rallumer la vie presque éteinte, dans le sein des Diètes provinciales de l'empire. L'état intérieur de la monarchie des Habsbourg était rien moins que rassurant : partout des plaintes, partout des vœux nouveaux, des espérances inconnues jusqu'alors. Dans les Diètes des différents États, commençaient à retentir, ou s'élevaient avec une nouvelle force, les réclamations en faveur de ces libertés qu'inau-

gurait la Prusse, et auxquelles s'essayaient déjà la plupart des États de l'Allemagne.

L'exemple de la Diète de Hongrie, avait réveillé leur ambition et répondait parfaitement à leurs instincts. « L'Autriche effrayée, s'efforçait en vain de leur faire entendre, que le mouvement constitutionnel en Hongrie était révolutionnaire, subversif, dangereux pour la propriété et l'état social. » Les défenseurs de ces Diètes, démontraient avec beaucoup plus de succès, que le triomphe du libéralisme hongrois, était leur propre triomphe. D'autres difficultés, sans doute, moins grandes, que celles de la question de race mais qui n'en étaient pas moins sérieuses, étaient donc créées à l'Autriche par les Magyars, dans ses provinces héréditaires. Si la nationalité magyare avait repris une physionomie nouvelle, avec le sentiment de sa personnalité, elle trouvait en face d'elle, debout pour la combattre, les Illyriens, les Slovaques et les Roumains.

On était à la veille d'une conflagration générale, lorsque, sur ces entrefaites, et au moment où se produisait en Autriche ce triple mouvement, national, libéral et constitutionnel, éclatait à Paris, la Révolution de 1848 qui provoqua une nouvelle explosion, qui devait remuer si profondément l'Autriche. Elle vint secouer fortement, les différentes nationalités de l'empire austro-hongrois, les soulever même et les mettre en révolte, soit contre le germanisme, soit contre le magyarisme, non moins oppresseur.

Dès 1840, c'est une guerre de paroles, de discours et de brochures. La discorde, prépare ainsi la voie à la guerre civile, que va provoquer l'ébranlement de 1848.

Les provinces également agitées, se réveillèrent à la pensée de récupérer d'anciens privilèges, d'obtenir une

influence plus large, dans l'administration du pays, une indépendance moins limitée, vis-à-vis de l'autorité dominante à Vienne.

Comme les mouvements de ces diverses provinces, marchaient en raison de l'importance de leurs privilèges politiques, ce fut en Hongrie, que l'opposition se déclara le plus ouvertement.

« La Hongrie, en effet, autant que toute autre nation, accueillit la révolution de février comme une espérance. Elle s'était préparée aux temps nouveaux. Elle en salua l'aurore avec une indicible émotion. »

La Diète, assemblée à Presbourg, vota une adresse à l'empereur, dans laquelle, elle condamnait sans détour le système politique du prince de Metternich et avertissait l'empereur, « d'entourer son trône d'institutions constitutionnelles, en concordance avec les idées de l'époque ». Les principes d'égalité, partout proclamés, rendirent l'espoir aux Slaves et aux Roumains. Ils crurent que les Magyars, avertis par le cri populaire, renonceraient à leurs idées de domination. Les Magyars, au contraire, ne tenant aucun compte d'une aussi grande leçon, s'imaginèrent voir arriver le moment, de fonder sur les ruines des autres nationalités, la grande patrie hongroise, la forte et puissante nation Magyare. « Ce fut bien partout, en Europe et surtout en Autriche, l'année des illusions démesurées. »

La Révolution de 1848, éclata en Autriche, avec un double caractère : libéral et démocratique contre l'absolutisme, et chez les peuples non allemands, nationaliste contre le régime tudesque ou magyar.

Les premières nouvelles de Paris, arrivèrent à Vienne le 29 février 1848. La première pensée de la vieille Autriche absolutiste, fut de se mettre en travers de la Révolu-

tion. La *Gazette Officielle* publia, à partir du 4 mars 1848, une série d'articles des plus violents contre la France démagogique et propagandiste et on arma. Mais les nouvelles de la Prusse, de l'Allemagne et des provinces intérieures de l'Autriche, Gallicie, Bohême, Hongrie, Transylvanie calmèrent fortement, ce mouvement du premier moment. On s'arrêta au statu quo, et le 10 mars, l'Empereur publia la déclaration suivante : « Sa Majesté considère le changement de gouvernement en France, comme une affaire intérieure de ce pays. L'Autriche est bien éloignée de vouloir intervenir médiatement ou immédiatement dans les affaires de France... La volonté de Sa Majesté, est dans ces temps difficiles, de faire tous ses efforts, pour que l'Autriche soit forte au dedans, respectée au dehors. Sa Majesté veillera avec la même énergie, pour qu'aucune tentative de bouleversement n'ait lieu, qui pourrait jeter dans l'anarchie, son empire béni du ciel. » Mais ces formules vagues, ne suffisaient pas à ce peuple enivré par le souffle révolutionnaire qui lui arrivait de tous côtés. Une campagne d'opposition commença aussitôt. Pétition des libraires, qui demandent que la censure cesse de se montrer aussi rigoureuse. Adresses des étudiants, en faveur de la liberté d'écrire et de parler, d'enseigner et de s'instruire. Réunion de l'Association industrielle de la Basse-Autriche, qui présente au frère de l'empereur, l'archiduc François-Charles, les doléances politiques, du commerce et de l'industrie.

Le 11 mars, une adresse rédigée par des professeurs de l'Université et plusieurs membres de l'association de lecture, était remise à la diète de la Basse-Autriche. « Le préambule démontrait à la monarchie autrichienne la nécessité de marcher désormais dans une voie de progrès

tempéré par la sagesse. Cette nécessité était d'autant plus urgente, que les mouvements qui éclataient dans l'ouest de l'Europe, étaient de nature à compromettre la paix du monde, le crédit, la propriété et le droit dans les États. » Elle réclamait la publication immédiate du budget, la convocation périodique d'une assemblée, composée, non plus d'États privilégiés, mais de représentants de toutes les classes de la population, la liberté de la presse, la publicité des tribunaux, de nouvelles institutions municipales et communales. Le 12, les étudiants de l'Université de Vienne prenaient la tête du mouvement et se formaient le 13 en cortège, pour aller porter la pétition au Palais des États. Les troupes, essayèrent en vain de les disperser. On alla au Renweg démolir la villa du ministre exécré. La Révolution se fit aux cris de « A bas Metternich ». La Diète elle-même demanda son renvoi.

Cédant à l'émeute qui exigeait sa retraite, avant de quitter Vienne, où il sentait que sa sureté personnelle était compromise, Metternich, le 13 mars, comprenant que les circonstances étaient telles, que la résistance devenait une nécessité et que la concession ne désarmerait pas les mécontents, avait mis l'empereur Ferdinand en face du dilemme qui se posait à lui, « Sire, lui avait dit le prince de Metternich, Votre Majesté n'a que deux termes pour résoudre le problème que la révolte soumet en ce moment à l'empereur : la concession ou la résistance. La concession, devant la révolte, est une révolution : la résistance est la lutte. Si Votre Majesté opte pour la concession, ma conscience m'impose le devoir de déposer à ses pieds ma démission ; si l'empereur, au contraire, se décide pour la résistance, je suis prêt à le suivre sur ce terrain où le succès est assuré. Dans tous les cas, je

m'estimerais heureux de donner à la monarchie, une dernière preuve de dévouement, en me sacrifiant pour elle. » Aux mots de résistance et de lutte, le front de Ferdinand, avait pâli ; son silence avait indiqué qu'entre les deux termes proposés, son choix ne saurait être douteux. De ce moment, le vieux ministre, résolu d'abandonner les affaires. Le lendemain, 14 mars, il quitta Vienne. C'était comme le disait le *Times*, « le dernier débris du vieux système qui tombait. Le prince de Metternich, a été vaincu dans la lutte qu'il ne pouvait soutenir, contre l'opinion publique, des pacifiques habitants de la Basse-Autriche. Le plus vieux ministre de la plus vieille Cour a été chassé... Après quarante ans d'un pouvoir illimité, Metternich, abandonne l'Autriche, restée en arrière de l'Europe, appauvrie dans ses finances, divisée dans ses provinces, menacée ouvertement, dans ses plus importantes possessions . »

La concession, l'avait emporté sur la résistance, dans l'esprit d'un prince aussi faible et aussi irrésolu que l'Empereur Ferdinand. Le 15 mars, en effet, à cinq heures du soir, un héraut se présenta sur le Kohlmarkt et proclamait les lettres-patentes, dont la teneur suit :

« Nous Ferdinand I^{er}, etc., venons de prendre les dispositions, que nous avons crues nécessaires à l'accomplissement des vœux de nos peuples fidèles ;

« Par ma déclaration abolissant la censure, la liberté de la presse est accordée d'après les principes sur lesquels elle repose dans les autres États où elle existe. »

« Une garde nationale, formée sur les bases de la propriété et de l'intelligence, rend déjà les plus utiles services. »

« Dans l'intérêt de la constitution nationale que nous venons d'accorder, nous avons déjà pris les dispositions nécessaires, pour convoquer, dans le plus court délai pos-

sible, les députés de tous les États provinciaux, ceux de la Congrégation centrale du royaume Lombardo-Vénitien, ainsi que l'adjonction des représentants de la bourgeoisie, en tenant compte des constitutions actuelles des provinces.

« Nous espérons donc fermement que les esprits, vont reprendre leur calme ordinaire ; les études, leur cours régulier, et le commerce son animation accoutumée. Nous nous fions d'autant plus à cette espérance, qu'aujourd'hui, nous avons acquis par nous-même, au milieu de vous, la touchante conviction que la fidélité, l'attachement portés depuis des siècles à nos ancêtres et que vous nous avez témoignés à chaque occasion, vous animent encore comme par le passé. »

Vienne illumina, Kolovrat fut nommé président du Conseil, Lichstenstein au commandement supérieur des troupes. Mais le portefeuille de l'intérieur fut confié au comte de Ficquelmont, élève de Metternich, un de ces hommes qui inspirait peu de confiance, mais qui néanmoins, parut prendre au sérieux son rôle de ministre réformateur et prépara la constitution qui fut publiée le 25 avril. Le 17 mars, on enterra solennellement les victimes de la révolution ; le 23, le Spielberg rendit à la liberté les révolutionnaires qu'on y avait emprisonnés.

L'empire, entraît dans une voie nouvelle ; l'ancien ordre de choses, disparaissait sous le choc des idées nouvelles ; la révolution triomphait.

La révolution de mars 1848 à Vienne et les événements qui la suivirent, causèrent une grande émotion, mais aussi une grande confusion d'idées en Hongrie. « Le lendemain des révolutions, on croit aisément que l'âge d'or commence : la justice et la liberté vont seules régner sur la terre ! Bientôt on s'aperçoit que chacun entend ces grands

mots à sa manière et l'enthousiasme se change souvent en guerre civile. »

L'émeute de Vienne avait à peine donné le signal (13 mars), que se succédaient, coup sur coup, les manifestations des nationalités et d'abord de celles de Hongrie.

Dans les comitats du nord, les Slovaques avaient longtemps été traités comme de véritables ilotes. « *Toth ember nem ember* », l'homme slovaque n'est pas un homme, disait le proverbe magyar. Ils avaient fourni à la Bohême, deux de ses plus grands écrivains, Safarik, l'auteur des *Antiquités slaves* (1837), Kollar, le poète du Panslavisme, qui s'exprimait ainsi : « Toutes les tribus slaves forment une seule nation, la nation slave. Quoique divisée en plusieurs États, elle ne constitue qu'un seul peuple, depuis l'Elbe jusqu'au Volga, depuis l'Adriatique jusqu'à la mer Noire. Les Slaves ont une vocation commune dans l'histoire du monde, ils ne la remplissent qu'en marchant ensemble. »

Kollar avait donné à son idée de solidarité et de mutualité slave, la forme d'un grand poème épique où la Race Slave était personnifiée, sous le nom de Fille de la Gloire ou Fille Slave.

« Après être nés à une vie nouvelle, écrivait Kollar, nous sommes entrés dans un grand désert, que le ciel n'a pas encore fécondé ; les peuples romans et germaniques marchent dans une voie frayée, et nous les suivons d'un pas lent et tardif : mais nous sommes un peuple jeune, nous savons ce que les autres ont fait : les autres ignorent, ce que nous devons être, dans les annales de l'humanité. Nous ne voulons pas une victoire qui tombe du ciel sans sueur et sans travail. »

Ailleurs, il conviait tous les Slaves à une alliance

définitive : « Plus de discordes entre vous : Russes, Serbes, Tchèques, Polonais, unissez-vous ; libre à d'autres nations, d'élever leur trône sur un sol favorable et uni ; vous, frères, vous élèverez votre arche sur les ruines séculaires d'un passé douloureux. De l'Athos à la Poméranie, des champs de la Silésie à la plaine de Kosovo ; de Constantinople au Volga, partout où l'on entend le langage slave, réjouissons-nous, embrassons-nous, heureux dans notre immense patrie, la Slavie. » Enfin, poursuivant ce rêve d'unité, il traçait l'image grandiose de la Slavie : « Je l'ai dit cent fois, je vous le crie aujourd'hui, ô Slaves dispersés : Soyons un ensemble et non pas des groupes isolés, soyons tout ou rien. Ah ! me suis-je dit plus d'une fois quand mon esprit chancelait, si nos peuples slaves étaient de l'or, de l'argent, du cuivre, je les fondrais en une seule statue. De la Russie, je ferais les mains, des Polonais le buste, des Tchèques, les bras et la tête et des Serbes les pieds. Les tribus secondaires, les Wendes, la Lusace, les Silésiens, les Croates, les Slovaques seraient les vêtements et les armes. L'Europe s'agenouillerait devant cette idole dont la tête dépasserait les nuages, dont les pas franchiraient le monde. »

Les Slovaques, revèrent à leur tour, de créer une littérature nationale. Des hommes de talent, Stur, Hodza, Urban, réclamèrent une place pour leur nation, parmi les pays civilisés. A partir de 1843, ils firent entendre à la cour de Vienne d'énergiques réclamations.

Certes les Slovaques, n'allaient point, à la suite de Kollar, jusqu'à rêver une union avec tous les Slaves de l'univers, sous un drapeau unique, mais après que Kollar leur eût montré la voie, ils annoncèrent qu'ils allaient se constituer, pour fermer leurs églises, leurs écoles, leurs foyers,

au Magyarisme qui les menaçait. L'agitation ne fit que croître, et le 25 mars, la Congrégation de Liptau, décrétait, qu'une pétition, serait adressée à la diète de Presbourg, pour lui demander de reconnaître, la langue slave comme langue officielle dans les contrées slaves. Leurs voisins les Ruthènes, eux aussi, s'agitaient sous l'influence du mouvement slave.

« A la nouvelle de la Révolution de Vienne, dit un Serbe (*Die sernbische Bewegung in sud Ungar*, Berlin 1851), toute querelle cessa un moment à Presbourg, Croates et Magyars s'embrassèrent en frères. Dans le midi même (chez les Serbes), toute rancune semblait s'éteindre et les adresses des villes slaves pleuvaient sur la Diète. »

Au lendemain de la révolution de mars, en Hongrie, les haines nationales en effet s'apaisent tout d'un coup. Toutes les nations de la Hongrie, n'allaient-elles pas profiter de l'ère de liberté qui s'ouvrait? Dans cet enthousiasme universel, les Serbes de plusieurs villes, adressèrent des adresses de confiance, au ministère magyar.

La plus considérable des cités serbes, Neusatz, accueillit avec une certaine sympathie, les premiers actes de la Diète de Presbourg. Elle crut que les Magyars, qui travaillaient de si bon cœur à leur affranchissement national, allaient affranchir les nationalités dépendant de la couronne de Saint-Etienne ; que ce peuple si jaloux de son autonomie et de sa liberté, allait garantir l'autonomie et la liberté des autres peuples.

Les Serbes, commencèrent alors à s'agiter, des réunions se tinrent dans leurs villes ; on délibéra, sur le moyen d'obtenir la reconnaissance de l'autonomie serbe. Ils fondaient sur les privilèges qui leur avaient été accordés par

l'empereur Léopold I^{er}, lors de leur immigration, sur le territoire autrichien, à la fin du xviii^e siècle (proclamation du 6 avril 1690, qui promettait aux Serbes qui viendraient s'établir en Hongrie, la pleine liberté religieuse, l'indépendance vis-à-vis de la féodalité hongroise, le droit d'élire un patriarche et un voïvode), leurs prétentions à une existence nationale indépendante.

Plus que tous autres, ils avaient des griefs sérieux contre les Magyars. Malgré ce véritable contrat de 1690 entre l'empereur et les immigrants, et qui liait les deux parties, le Banat, en 1779, fut incorporé à la Hongrie et les Magyars y fondèrent une noblesse, qui était alors seule à soutenir leur cause. Le cardinal Batthiany disait en 1790 à la Diète, « que les Serbes n'étaient que des étrangers tolérés sur le sol », et il fallut que Léopold II, insistât beaucoup, pour que cette même Diète leur reconnût les droits de citoyen et le libre exercice de leur culte.

Le 22 juin 1792, en effet, les Magyars avaient obtenu la suppression de la chancellerie illyrienne. Tenus en suspicion, les Serbes étaient écartés de tous les emplois politiques et ne pouvaient occuper de fonctions publiques, que dans les camps ou dans les monastères. A la Diète de 1843-1844, le patriarche Rajachich, avait protesté, contre cette exclusion des Serbes, de tous les emplois et tout ce qu'il avait obtenu, ce fut qu'on leur confiât, une place de chef de bureau, dans chacun des trois conseils supérieurs de la Hongrie. « Les Grecs orientaux, disait-il, ne peuvent chercher fortune que dans les camps ou dans les monastères. »

« Ainsi ce peuple d'un sentiment national si vivace, venu librement sur le territoire hongrois, en vertu d'un contrat, n'y avait rencontré ni l'autonomie politique, ni la liberté

religieuse, ni la vraie égalité civile et n'avait recueilli en échange de son sang prodigalement répandu, que persécution et avanies. »

Le 8 avril, Neusatz, envoya une députation à la Diète, députation qui déposa sur le bureau du président, une pétition en 17 articles. Dans cette pétition, les Serbes demandaient à être reconnus à titre de nation et à conserver l'usage de leur langue, tant dans leurs assemblées municipales et religieuses, que dans leur administration civile et ecclésiastique.

Ils réclamaient le libre exercice de leur religion grecque orthodoxe. Ils désiraient, pouvoir administrer sans entraves leurs écoles et tenir comme les protestants des synodes ou congrès nationaux, pour la réglementation des intérêts ecclésiastiques. Ils demandaient au gouvernement magyar, d'être admis à tous les emplois publics et de conférer le droit de propriété aux soldats usufruitiers des régiments frontières. Ils voulaient le rétablissement de la dignité de patriarche et de celle de voïvode et ils demandaient que leur territoire formât une province distincte, sous le nom de voïvodina, (principauté) serbe.

Kossuth fit une vague réponse : « Les nationalités, dit-il, seront respectées, mais la langue magyare peut et doit seule les réunir. » C'était contradictoire. Puis, dans une audience privée, qu'il accorda aux députés, il s'emporta et finit par s'écrier : « En ce cas, l'épée seule peut décider. »

Quelques jours après, la Diète votait l'égalité des cultes, le libre exercice de la religion grecque orthodoxe et la convocation d'un Congrès ecclésiastique serbe. Elle croyait satisfaire les Serbes par ces mesures, mais ceux-ci poussaient

trop loin leurs revendications, pour se montrer satisfaits de ces concessions.

Les idées d'indépendance nationale et d'union avec les autres Slaves, étaient alors activement propagées parmi les Serbes. Le terrain était tout préparé, quand arrivèrent les proclamations croates invitant les Serbes à unir leurs efforts à ceux de leurs frères de race, contre les Magyars, étrangers et oppresseurs. Les villes serbes, se prononcèrent contre le gouvernement magyar. Le clergé, prit la direction du mouvement, ayant à sa tête le métropolitain de Carlowitz, Rajachich, vieillard ami de la tranquillité, mais qui fut forcé par son peuple de prendre la direction du mouvement.

Le 20 avril, une Assemblée populaire se tint à Neusatz, vota la séparation des territoires serbes de la Hongrie et l'union avec la Croatie-Slavonie et décida qu'un grand Congrès national serbe, se réunirait le 13 mai, à Carlowitz.

Les esprits, étaient alors arrivés à un tel état de surexcitation, qu'à Nagy-Becskrek, les Serbes, brûlèrent sur la place publique les registres de l'état civil, tenus en langue magyare et voulurent même arracher le drapeau hongrois qui flottait au dessus de la mairie. Ceci fut imité dans la plupart des communes.

Enfin, le 13 mai, eut lieu à Carlowitz l'Assemblée nationale, qui vota :

« 1° Que la dignité de patriarche est rétablie dans la personne de Rajachich et celle de voïvode dans la personne d'Étienne Chouplikatz, colonel du régiment d'Ogulin ;

2° Les Serbes se constituent en nation libre et indépen-

dante, sous le sceptre de la maison d'Autriche et sous la couronne commune de Hongrie ;

3° Ils demandent que le comitat de Szérem, avec ses confins militaires, les comitats de Baranya et de Bacs, avec les districts des Csajkistes et le banat de Temesvar avec ses confins et le district de Kikinda, soient déclarés voïvodat serbe ;

4° Politiquement, ce voïvodat s'unira, avec le royaume de Croatie, Slavonie et Dalmatie (c'était le programme de l'Illyrisme) ;

5° Le roi, sera prié, de proclamer l'indépendance des Roumains ;

6° Les Serbes, ne se rendront point à l'Assemblée convoquée par le ministère hongrois pour le 15 mai ;

7° L'Assemblée, enverra une députation à Vienne, pour y réclamer la ratification de ce qui a été résolu ; elle en enverra une autre à Agram, à l'effet de s'entendre avec les Croates.

Un comité de quarante-huit membres, fut chargé, de prendre la direction du mouvement. On mettait à sa disposition les fonds des églises et des écoles. Le patriarche, accompagné d'une députation, devait soumettre à l'empereur les résolutions adoptées par le congrès.

L'Assemblée, décida enfin, que des représentants seraient envoyés au congrès général des Slaves, à Prague.

Le comité de quarante-huit membres, sorte de gouvernement révolutionnaire, choisit Rajachich pour président, et pour vice-président, un jeune homme de 26 ans, ancien lieutenant du génie dans l'armée autrichienne, Georges Stratimirovitch.

Le congrès n'avait duré que deux jours. Quand il eut pris toutes ses mesures et organisé son comité, le gouver-

nement magyar, s'aperçut que les Serbes, étaient en insurrection ouverte. Le comité, sommé de se dissoudre, ne tint pas compte de la sommation.

En Transylvanie, la différence des races, entre les paysans (Roumains) et les seigneurs (Magyars) y avait créé des difficultés d'un genre spécial, parce qu'au mépris du maître pour le sujet, se joignait encore, le mépris du vainqueur pour le vaincu. Les Valaques étaient durement opprimés, par les seigneurs magyars sur les terres desquels ils se trouvaient établis. Le joug était dur, on comprend facilement la haine, qu'inspiraient à ces paysans roumains, sortes de parias, qui vivaient au sein d'une affreuse indigence, leurs oppresseurs directs, tant seigneurs magyars; que bourgeois et bureaucrates saxons.

Cette haine invétérée, la propagande ne pouvait manquer de l'envenimer de jour en jour. La prétention que les Magyars avaient affirmée de dénationaliser toutes les populations, soumises ou annexées au Royaume, avait soulevé chez les Roumains, une répulsion aussi vive que chez les Croates. Faute de libertés locales et de droits municipaux, la nationalité roumaine, n'avait pas pu se constituer, se faire entendre et respecter politiquement comme l'Illyrisme. Tandis que les savants de ces deux races, se plaignaient comme nationalité méprisée, les cultivateurs se plaignaient comme paysans, et avant de voir dans la classe des propriétaires, des hommes d'une race ennemie, ils y voyaient des maîtres injustes, dont ils redoutaient tous les caprices. La question sociale était donc intimement liée à la question nationale.

Telle était la situation des Roumains en Transylvanie, lorsque éclata la Révolution de février 1848. Un mouvement d'espérance agita leur nation. Le souffle libéral qui régnait

dans toute l'Europe, à cette époque, pénétra dans les coins les plus perdus des montagnes roumaines.

Malheureusement, la déception ne tarda pas à arriver. Le 30 mai, la Diète féodale de Kolosvar, formée surtout de Magyars, et où les Roumains n'étaient pas représentés, votait l'union avec la Hongrie. Un décret abolissait les corvées, dimes, redevances et autres abus féodaux, sur la proposition de Wesselenyi (6 juin). Le 19 juin, un rescrit royal confirma l'union.

Mais cette union, réveilla la question roumaine. Dès le 23 mars, une proclamation circulait à Hermanstadt : elle appelait les Valaques à s'unir pour la conquête de leurs droits nationaux. Elle se terminait par ces mots : « Pas d'union avec les Hongrois, avant que nous ayons le droit de traiter avec eux de nation libre à nation libre ! » Une seconde proclamation parut le lendemain, 26 mars, les invitant à former une Assemblée populaire, où leurs vœux seraient solennellement exprimés.

Dans la soirée du même jour, la jeunesse de Blajium (Blasendorf), se réunissait dans la maison d'Abraham Janko. Il y fut décidé que l'on convoquerait le peuple à Blajium pour le 30 avril. Les jeunes gens, se chargèrent de distribuer l'acte de convocation, parmi les populations : « Allez, leur dit le professeur Pummo, en en délivrant à chacun une copie, allez, acquittez-vous dignement de votre mission, et ne craignez pas de mourir pour la patrie. » Le 30 avril, deux mille paysans environ, se répandirent sur les places et dans les rues de Blajium. Le professeur Siméon Barnutz, était impatientement attendu. Premier instigateur du mouvement, c'est de lui qu'on attendait une direction et une règle.

« Le temps est arrivé, s'écria Barnutz, où les Roumains

doivent compter dans leur patrie, comme nation libre. Mais, pour reprendre possession de nos droits, il faut que chacun, apporte sa part de travail; il faut surtout que l'accord et l'harmonie fassent de nous tous un seul homme, comme une origine commune, fait de nous un seul peuple. Soyez fermes pour combattre l'injustice, mais soyez calmes pour déjouer la calomnie. Déjà, elle vous a représentés comme de véritables rebelles, soulevés pour le massacre et le pillage et vous vous êtes présentés en citoyens paisibles, parlant au nom des lois de la morale éternelle.

« Mais un si grand mouvement, ne doit pas être un vain bruit. Un peuple qui s'assemble doit formuler ses droits. Concertez-vous donc avec les hommes en qui vous avez confiance, pour rédiger les demandes, qui doivent être soumises au Gouvernement. Aujourd'hui, vous vous êtes réunis pour fraterniser; prenez un autre jour pour délibérer sur l'acte officiel de régénération. Jusque-là, que chacun se retire chez soi et médite en silence sur les graves questions d'où dépend l'avenir national. »

Sur la motion de Barnutz, on fixa alors au 15 mai le jour de la prochaine Assemblée.

Dans l'intervalle, l'agitation devint de plus en plus vive. Des auxiliaires d'ailleurs, se présentaient aux Roumains. Les Saxons commençaient à se prononcer hautement contre l'union et se montraient résolus à défendre leurs droits.

L'arrestation de l'avocat roumain Michès, renommé par son talent et son patriotisme, porta au comble l'irritation, que le gouverneur civil, le comte Teleky, tenta vainement d'apaiser.

Alors, commencèrent les persécutions de détail. Dans les

rues des villes, on arrêtait, on flagellait tout individu qui parlait de l'Assemblée du 15 mai. On voulait effrayer, on irrita davantage. La jeunesse colportait des proclamations. « Pas d'union avec la Hongrie », tel était leur cri de ralliement. Différents journaux : l'*Organe de la Lumière*, à Blajium, la *Gazette de Transylvanie*, à Brasso et le *Siebenbürger Bote*, à Nagy-Szeben entretenaient la surexcitation des esprits.

Le 14 avril, eut lieu une conférence préliminaire. Barnutz y prononça un éloquent discours, dans lequel il proposa : que la langue roumaine, déclarée langue officielle, fût admise à la Diète transylvaine, au même titre que le magyar et l'allemand ; que le territoire où les Valaques se trouvaient en majorité, fût déclaré terre roumaine, au même titre que la terre sicule et la terre saxonne : qu'ils eussent droit de nommer des représentants spéciaux et que le Gouvernement leur accordât, un nombre d'emplois proportionnel à leur nombre, en Transylvanie ; enfin que la principauté ne soit point réunie au royaume de Hongrie.

« Frères, dit-il, il faut que la nation roumaine soit proclamée libre et indépendante de toutes les autres nationalités, qui demeurent sur son territoire ; que les Roumains, jurent de défendre leurs droits ; qu'ils retirent des mains des évêques la direction des affaires politiques et civiles : que la nation entière, veille à la garde de la cause nationale ; que les communes, jouissent de droits qui leur permettent de s'acquitter, des nouvelles charges qui leur incombent. « La péroraison, était un chaleureux vivat à l'auguste empereur, qui a toujours voulu le bien du peuple.

L'Assemblée eut lieu le 15 mai en plein air. On planta en terre l'étendard national aux trois couleurs, rouge, bleu et blanc, à côté duquel, figuraient plusieurs autres

bannières, avec diverses inscriptions : *Liberté et indépendance nationale* ; *Fidélité à la nation et au trône* ; *Pas d'union avec la Hongrie*. Au dessus de l'étendard, flottait un ruban jaune et noir, représentant les couleurs de l'Autriche, car les Maygars, avaient eu l'imprudence de poser pour dilemmé, la Hongrie ou l'Autriche et les Roumains avaient choisi l'Autriche, pour placer leur nationalité sous le patronage de l'Empereur.

Le premier acte de l'Assemblée, fut la nomination des deux évêques des deux rites, Schaguna et Lemenyi, comme présidents ; les deux vice-présidents, furent le professeur Barnutz et Baritz, le rédacteur de la *Gazette de Transylvanie*. Deux commissaires du Gouvernement y assistaient comme contrôle.

Les Magyars répandirent le bruit, depuis prouvé faux, que la tribune était décorée de drapeaux russes, leur intérêt étant de faire soupçonner, derrière les levées de boucliers de chaque nationalité contre leur tyrannie, des influences panslavistes et l'or de la Russie.

Les patriotes roumains, Janku, Butiano, l'évêque Schaguna, prononcèrent des discours enflammés, devant près de cinquante mille de leurs concitoyens.

« L'Assemblée, dit Barnutz, a pour mission d'exprimer les volontés et les vœux de la nation roumaine. Parmi ses vœux, les suivants doivent occuper la première place.

1^o La présente Assemblée se déclare Assemblée Générale Nationale, en Transylvanie ;

2^o Le champ, où se tient la première Assemblée Nationale Roumaine de la Transylvanie, sera nommé, en mémoire éternelle de cette œuvre glorieuse, le champ de la Liberté :

3^o La nation roumaine, déclare, vouloir rester fidèle à

l'empereur d'Autriche, grand prince de Transylvanie et à l'auguste maison d'Autriche.

« La nation roumaine, se déclare et se proclame, nation indépendante et partie intégrante de la Transylvanie, avec les droits que donnent l'égalité et la liberté. »

Après une intervention de Lauriano, qui, succédant à Barnutz, développa les principes qui devaient servir de base à la pétition nationale, l'Assemblée vota une adresse célèbre, qui est restée « la clause des revendications roumaines et qui aujourd'hui encore, forme la base de l'action nationale du peuple roumain de la monarchie hongroise » (1).

Dans cette adresse on demandait :

1^o La reconnaissance de la nation roumaine, comme quatrième nation constitutionnelle;

2^o L'égalité des cultes; des synodes annuels, le droit de voter à la Diète pour les évêques et les chapitres diocésains, ce droit étant accordé aux évêques et chapitres des autres communions chrétiennes;

3^o L'abolition des corvées et des dimes, sans indemnité à payer aux seigneurs;

4^o Liberté industrielle;

5^o La liberté de la presse, sans cautionnement;

6^o La liberté individuelle et le droit de réunion;

7^o L'établissement du jury;

8^o L'égalité des charges publiques;

9^o Un budget des cultes pour l'église orthodoxe;

10^o La suppression des termes outrageants pour les Valaques, contenus dans l'ancien corps des lois (*approbata et compilata constitutio*), un nouveau code pénal. Une constitution nouvelle sur les bases de l'égalité et de la fraternité;

(1) Gaidoz, (*Les Roumains de Hongrie*), *Revue de Paris*, 45 mai 1894.

41° La nation roumaine, demande que les autres nations, cohabitant dans la monarchie, ne procèdent en aucune façon, au débat de l'union de la Transylvanie à la Hongrie, tant que la nation roumaine, ne sera pas constituée et organisée, avec vote délibératif et décisif, et aussi longtemps qu'elle ne sera pas représentée à la Chambre législative ; si, au contraire, la Diète de Transylvanie, voulait procéder à la consommation de cette union « *de nobis sine nobis* », en ce cas la nation roumaine, proteste solennellement.

Deux députations furent ensuite nommées, l'une pour aller porter la pétition à l'empereur, l'autre pour la soumettre à la Diète.

La pétition votée, l'Assemblée prêta serment de fidélité à l'empereur Ferdinand I^{er} et non pas à Ferdinand V, roi de Hongrie. Elle jura ensuite, de défendre les droits de la nation roumaine.

Comme les Croates, comme les Serbes, les Roumains voulaient former une Confédération d'États indépendants sous le sceptre de l'empereur d'Autriche, ce qui allait directement contre les idées et les prétentions magyares. Une députation, partie pour Pest, sous la conduite de l'évêque Schaguna, reçut du ministère hongrois un fort mauvais accueil et alla jusqu'à Inspruck, où on lui répondit que l'union avec la Hongrie étant sanctionnée par l'empereur, il n'y avait qu'à se soumettre.

Les Roumains protestèrent, mais ce fut en vain : « A ces protestations, les Magyars répondirent en couvrant les routes de potences, au haut desquelles on lisait : « l'union ou la mort. » (1)

(1) Djuvara, (*La lutte des nationalités, Hongrois et Roumains*), *Revue générale de Droit International Public*, année 1895, p. 19.

Il n'y avait plus, dans toute l'étendue du royaume de Hongrie, qu'une seule nation, la nation hongroise et ceux qui ne reconnaissaient pas ce nouvel ordre de choses, devaient être traités en rebelles. Le gouvernement de Pest s'étonnait même, qu'il se rencontrât des hommes assez insensés, pour ne pas accepter avec orgueil et reconnaissance, l'honneur d'être comptés parmi les Maygars.

Ce funeste aveuglement, devait tourner au profit de l'Autriche.

Les Roumains, si scrupuleux à se maintenir dans les voies légales, furent trop heureux, de voir leurs oppresseurs, aux prises avec l'autorité souveraine. Leurs cause se confondait avec celle de l'empereur. « Après les épreuves d'une longue patience, la fortune leur offrait l'occasion de se venger, et en même temps, l'espoir de conquérir leur nationalité à l'ombre du drapeau impérial. »

« C'est ainsi que le fol orgueil des Maygars, devint pour les peuples, une source de confusions déplorables et de sanglants malentendus ; pour Vienne une ancre de salut. »

Mais un mouvement plus ample se dessinait ; tandis que le Parlement Allemand était convoqué pour le 18 mai, les Tchèques conviaient tous leurs frères slaves de l'empire, en un Congrès pour le 31.

D'après cette proclamation, signée par les plus illustres d'entre les patriotes, Safarik, Mathias Thun, Rieger, Miklosich, Lubomirski, le but de cette assemblée, était de prendre en considération, tous les intérêts de la nationalité slave et d'arrêter un plan général de conduite, vis-à-vis du Parlement de Francfort, dont les prétentions d'incorporer à l'Allemagne les pays non hongrois de l'Autriche, menaçaient de briser les liens qui unissaient les races slaves et compromettaient leur indépendance.

« Frères slaves, disait ce manifeste, qui d'entre nous ne regarde pas avec désespoir vers le temps passé ? Qui donc ignore, parmi nous, que toutes nos douleurs, nous les avons éprouvées, parce que nous vivions désunis, le frère séparé du frère ? Après nous être oubliés les uns les autres, pendant tant de siècles, nous apercevons enfin que tous ensemble, nous ne faisons qu'un.

« Voici maintenant, une ère féconde qui affranchit les peuples et les délivre du fardeau sous lequel ployaient leurs épaules.

« Nous aussi, nous pouvons dire ce que nous avons si longtemps senti, résoudre et pratiquer ce qui nous convient. Les peuples de l'Europe s'entendent et s'accordent. Les Allemands se rassemblent au Parlement de Francfort, qui doit prendre à l'Autriche autant de souveraineté qu'il en faut pour constituer l'unité germanique. L'empire autrichien va donc s'incorporer à l'empire allemand, et, avec lui, il entraînera toutes les provinces non allemandes, la Hongrie exceptée. L'indépendance et la nationalité des peuples slaves, n'ont jamais couru de plus grand péril. C'est notre droit d'homme, de protéger notre bien le plus sacré. Le temps est arrivé, où nous autres, Slaves, nous sommes également obligés de nous consulter pour agir.

« Nous croyons donc, répondre aux vœux, qui nous sont transmis de tant de contrées différentes, et cependant sœurs, en adressant cet appel à tous les Slaves de la monarchie autrichienne ; les hommes qui jouissent de la confiance de leurs concitoyens et qui ont à cœur l'avenir de leur race, sont invités à se rendre, le 31 mai prochain, dans l'antique et célèbre capitale des Slaves, dans la ville de Prague ; ils auront à discuter les mesures que nécessitent le bien commun de la nation et l'urgence des temps. Si les

Slaves étrangers à l'empire veulent se joindre à nous, ils seront cordialement accueillis comme nos hôtes ».

« Prague, le 1^{er} mai 1848 ».

Et la Société Slave de Paris, envoyait alors, cette adresse au Congrès Slave de Prague : « Comme vous, disait-elle, nous sentons la nécessité de coaliser en un solide faisceau, les forces de tous les Slaves qui veulent devenir libres. Comme vous, nous croyons, que les Slaves soumis à l'Autriche, ne doivent dans aucun cas, accepter leur incorporation au nouvel Empire Germanique...

« Convaincue en conséquence que l'avenir de la race slave, dépend tout entier de sa délivrance définitive, et à quelque prix que ce soit, de tous les jougs étrangers, la Société Slave de Paris, soutiendra de tous ses moyens, la lutte des Slaves contre l'étranger, quel qu'il soit, qui prétendrait continuer chez eux son rôle d'opresseur ».

Le Congrès Slave, devait être avant tout une assemblée de Slaves d'Autriche, mais les Slaves non Autrichiens, étaient admis à y participer ; en fait, on y vit, à côté d'une grande majorité d'Autrichiens, des Polonais de Posen et de Varsovie et quelques Russes, parmi lesquels Bakounine.

« Les Slaves qui sont en dehors de notre monarchie, disait l'invitation adressée par le Comité National de Prague, à tous les éléments slaves de la monarchie, seront les bienvenus, s'ils daignent nous honorer de leur présence ; cependant, nous déclarons ouvertement que nous sommes résolus de rester fidèles à la maison régnante et de conserver l'intégrité de l'empire d'Autriche. En conséquence, nous repoussons d'avance, comme mensongère et calomnieuse, toute insinuation, qui nous accuserait de Panslavisme et de tendances russes ».

Le Congrès s'ouvrit le 2 juin. Entre autres questions,

on devait discuter, quels seraient les rapports des Slaves d'Autriche entre eux, leurs rapports avec les Allemands et avec les Magyars. A quelles conditions, pouvait-on, organiser l'Autriche en un État fédératif ? Les décisions du Parlement de Francfort, pouvaient-elles faire loi pour les contrées slaves de l'Autriche ? Mais une émeute qui éclata à Prague (12 juin), fut la cause de la dissolution du Congrès, qui, si l'on en envisage les résultats pratiques, fut une déception. Les frères slaves, se convinquirent surtout, des divergences qui les éloignaient, divergences, de langues, au point que l'allemand servit aux délibérations, divergences d'idées, car le Panslavisme des Tchèques, semblait aux Polonais et aux Croates catholiques, trop large et trop compromettant, car il englobait la Russie.

Les Allemands poussèrent des cris de fureur, au nom de la Grande Allemagne, qui voulait englober toutes les provinces de l'Autriche, autres que la Hongrie. Les Magyars, qui sentaient frémir leurs sujets slovaques à la voix du prêtre Urban, prirent parti, dans tous leurs journaux, pour les Allemands, et applaudirent aux nouvelles et menaçantes déclarations de la Commission des Cinquante.

Les Allemands de Bohême, plus préoccupés de la Grande Allemagne que de l'Autriche, avaient les yeux tournés vers Francfort et eussent volontiers laissé aux Magyars, une moitié de la monarchie, à la condition de dominer dans l'autre.

Ce fut une mauvaise chance pour la cause des Slaves d'Autriche, que l'affaiblissement en 1848 du gouvernement autrichien, affaiblissement, qui allait lui faire sanctionner les revendications magyares, en sacrifiant, les autres groupes ethniques. En effet, lorsque éclata à Vienne, la première révolution du mois de mars, la Diète de Presbourg,

travaillait aux réformes, depuis longtemps réclamées par le parti libéral et qui devaient être accordées un peu plus tard par l'Autriche (Constitution du 25 avril 1848).

En fait et en droit, la Hongrie, avait toujours été indépendante de l'Autriche. La Hongrie, avait librement et par élection, porté au trône les princes de la maison de Habsbourg. Elle n'avait jamais été conquise.

Le premier prince de cette dynastie, Ferdinand I^{er}, avait reçu la couronne en 1526, à la condition de s'engager solennellement à maintenir la constitution du royaume.

Tous les successeurs de Ferdinand, élus comme lui jusqu'en 1687, par le libre choix de la Diète, jurèrent également, à leur avènement au trône, de maintenir les institutions nationales.

La Pragmatique Sanction contenait : « que la Hongrie et les États héréditaires d'Autriche, n'avaient de commun qu'un même souverain et que leur union ne résidait que dans l'identité de la personne du roi : « que le monarque, prince héréditaire dans ses États allemands, n'était roi de Hongrie que lorsqu'il avait été sacré à Presbourg, la couronne de Saint-Etienne au front et qu'il avait juré ; en retour, de gouverner le pays d'après ses lois nationales et avec le concours de la Diète. »

En 1790, Léopold II, avait confirmé de nouveau la Pragmatique Sanction, et reconnu que la Hongrie était un pays libre et indépendant dans tout son système de législation et d'administration ; qu'elle n'était subordonnée à aucun autre peuple ou aucun autre État et serait par conséquent gouvernée par des rois couronnés, d'après les lois et coutumes nationales.

La loi de 1791, qui avait régi la Hongrie, sauf quelques légères modifications, jusqu'à la Constitution du 25 avril

1848, portait parmi ses dispositions les plus importantes, les suivantes : « La Hongrie est indépendante et libre : elle conserve la forme de son régime, sa constitution, ses coutumes et ne peut être gouvernée, à la manière des autres parties de l'empire d'Autriche. Le pouvoir législatif, ne peut être exercé que dans la Diète, convoquée selon les lois, avec le roi couronné. Le pouvoir des tribunaux est fixé. Le roi seul, peut exercer le pouvoir exécutif, mais seulement dans le sens des lois fondamentales ; ses actes sont nuls, s'ils ne sont pas conformes à la constitution hongroise. La Diète, doit être convoquée tous les trois ans au moins. Le roi a l'initiative des lois par ses propositions. La Diète propose des lois sous le titre de doléances ; le roi doit respecter ces propositions et leur donner cours. Les Réformés ont l'exercice libre de leur religion... Pour quitter la religion catholique et prendre la religion réformée, il faut le consentement du roi.

« L'Urbarium, ou la loi de Marie-Thérèse en faveur des paysans (rendue en 1764), est confirmée provisoirement. Le seigneur ne peut punir les paysans, que conformément à cette loi. Les paysans, ne peuvent quitter leur seigneur qu'après avoir payé leurs dettes publiques et privées ; ils peuvent vendre leurs maisons. Les Juifs ne sont que tolérés ; ils ne peuvent demeurer dans les lieux où il y a des mines. »

Tout portait encore le cachet du moyen âge. La propriété était basée, uniquement sur la loi des fiefs. Tout venait de l'État, tout retournait à l'État, après l'extinction de la famille et des descendants de celui qui avait reçu l'investiture. On pouvait dire que le droit de retrait était sans limite. Il était du moins, tellement étendu, que personne ne pouvait acheter une terre, avec la certitude

de conserver ce qu'il avait acquis. D'un autre côté, celui qui, par succession ou par investiture, était devenu propriétaire, ne pouvant être dépossédé par ses créanciers, personne ne voulait lui prêter s'il avait besoin d'argent, ou on ne le faisait qu'à des conditions ruineuses, qui compensaient ainsi en partie les dangers du prêt.

Il fallait de plus être noble, pour posséder des terres. Par suite, les paysans, ne recevaient les terres qu'ils cultivaient qu'à titre de jouissance. La Diète de 1836, avait cependant rendu un décret, qui facilitait une réforme plus large. Par ce décret les paysans étaient autorisés à vendre la jouissance de leur propriété et elle leur assurait, la conservation des terres qu'ils cultivaient. Néanmoins, la Diète de 1836, rappelait, dans l'article 8 de l'Urbarium « que la propriété de la terre que cultivaient les paysans, avait toujours appartenu et appartenait au seigneur. »

En un mot le régime constitutionnel légal de la Hongrie à la veille de la Révolution de 1848 était celui-ci.

La Constitution du royaume, ne tenait aucun compte de toutes les différences de religion et de races, elle ne reconnaissait que deux classes : les nobles et ceux qui ne l'étaient pas.

Les nobles jouissaient des plus grands privilèges : ils ne payaient ni dîmes, ni impôts, étaient exempts de loger les soldats en marche, ne pouvaient être arrêtés, avant d'avoir été reconnus réellement coupables. Quant à la classe de ceux qui n'étaient pas nobles ; c'était en majeure partie les paysans, dont la condition était des plus misérables.

La Diète Hongroise, était formée de deux Chambres, la Chambre des magnats et celle des députés des comitats. Une partie des membres de la première y siégeaient

en vertu de leur rang et de leur droit de naissance, c'était les magnats et les évêques. Les autres, tels que le Ban de Croatie, le trésorier du royaume, n'y entraient que par suite de la place qu'ils occupaient, dans l'administration du pays. Les nobles, envoyaient seuls des députés à la seconde Chambre. Ce sont eux aussi, qui réglaient les affaires particulières des comitats, dans des assemblées où chacun était admis et où régnait l'esprit de la plus grande égalité.

Le pouvoir exécutif, était exercé par la lieutenance royale, ayant le Palatin comme président et siégeant à Bude. Ses membres, étaient nommés par l'empereur-roi. Elle était divisée en sections de l'intérieur, de la justice, de l'agriculture et du commerce, des travaux publics, de l'instruction publique et des cultes; mais ses attributions étaient de plus en plus usurpées par la Chancellerie hongroise, siégeant à Vienne, corps de conseillers auliques, présidé par le Chancelier de Hongrie. Les finances étaient administrées par la Chambre du trésor royal à Bude, qui elle aussi, par suite du mouvement centralisateur, avait été placée peu à peu sous l'autorité de la Chambre du trésor de l'empire, à Vienne. La justice était exercée par la Table royale à Pest et par la Table banale à Agram. Les appels des deux Tables, venaient à Pest, devant la Cour suprême des septemvirs.

Nous avons vu plus haut (Introduction), que de même que les confins militaires, avaient la faveur d'être administrés par le Conseil aulique de Vienne, tous les pays hongrois, n'étaient pas soumis complètement à cette administration.

Les questions politiques et sociales agitées, dans les

Diètes hongroises, pendant les dix dernières années, pouvaient se réduire à trois : « 1^o Le droit de vote des députés des villes à la Diète, et, par suite, l'organisation même de la Diète : *c'était la question de l'avènement du tiers état.*

2^o La suppression des dîmes et corvées, qui devait donner aux paysans, la propriété des terres, dont ils n'avaient que l'usufruit : *c'était la création d'une nouvelle classe qui n'existait pas dans la Constitution hongroise.*

3^o La nature même de la propriété en Hongrie, changée par l'abolition du droit de retour à la couronne : *c'était la propriété des temps modernes substitués à celle de l'âge féodal. »*

Réunie le 7 novembre 1847 à Presbourg, la Diète s'était trouvée en face d'un gouvernement tout nouveau. L'archiduc palatin Joseph, était mort depuis quelques mois et les deux Chambres avaient élu Palatin par acclamation, l'archiduc Étienne. Antoine Majlath, avait été remplacé à la Chancellerie aulique par le comte Georges Apponyi, qui avait décidé son ami Széchenyi, à entrer aussi au service de l'État.

« On pouvait attendre du gouvernement, plus d'intelligence des besoins du pays, un programme moins purement négatif que par le passé ». Mais l'opposition était devenue plus exigeante. Le discours du trône, prononcé pour la première fois en magyar par l'empereur-roi Ferdinand, le 22 novembre, fut accueilli avec enthousiasme.

On y montra, d'abord, un esprit de réformes progressives, plutôt qu'un esprit de révolution. C'était prudemment, morceau par morceau, qu'on y voulait démolir

l'édifice féodal. Il faut dire cependant que Kossuth et ses amis, étaient plus préoccupés, d'assurer l'indépendance de la Hongrie vis-à-vis de l'Autriche, que de faire passer dans les lois, les principes démocratiques. La Diète, vota même que les immigrants, ne seraient naturalisés qu'à la condition de savoir le magyar.

Mais l'opposition, exigeait de tout autres concessions : elle demandait expressément, le respect de l'indépendance constitutionnelle de la Hongrie et l'établissement d'un gouvernement parlementaire.

La Révolution, en effet, triomphait en Allemagne, les rois avaient dû s'incliner devant les revendications populaires. Dans cet état de choses, éminemment favorable aux principes démocratiques, le parti libéral, se crut assuré de la victoire. Les complications de l'Italie, le conflit engagé entre le ministère et les états de Bohême, la perspective d'un conflit semblable avec les États de la Basse-Autriche, la détresse des finances, le mécontentement général, étaient pour lui des gages de succès.

Le 3 mars, Kossuth, prenant la parole dans une discussion sur la Banquë, éleva le débat : « La plaie qui nous ronge, le danger permanent, qui menace nos libertés, c'est l'absolutisme autrichien : il nous faut exiger à la fois, pour la Hongrie, un gouvernement national et un ministère responsable, pour les autres États de l'Empereur, des institutions constitutionnelles. »

Sur la proposition de Kossuth, la chambre des députés vota une adresse au roi, pour demander l'établissement d'un ministère responsable. La Chambre Haute plus timide, refusa de s'associer à ce vote.

Le 14 mars, la nouvelle du triomphe de l'insurrection à Vienne, arriva à Presbourg. Elle fut accueillie avec un

grand enthousiasme, au sein de la Diète hongroise. Son premier effet, fut de faire voter par la Chambre des Magnats, l'adresse qu'ils avaient repoussée dix jours au paravant. Le 15, l'adresse fut envoyée à Vienne. Sans en attendre le succès, Kossuth fit voter toute une série de mesures radicales : la réforme de l'éducation populaire, l'égalité des religions, l'institution du jury, la liberté de la presse, la convocation annuelle de la Diète, l'union de la Transylvanie à la Hongrie, la participation des nobles à toutes les charges publiques, l'abolition des corvées et des rapports féodaux moyennant indemnité payée aux intéressés par l'État, le droit de vote individuel entraînant l'abolition des antiques classes et corporations, en un mot l'avènement d'une Hongrie nouvelle. « Le temps presse, disait Kossuth, il n'y a plus à attendre le consentement des Magnats : il suffit de leur communiquer nos décisions. »

Mais tandis que ces décisions étaient prises à Presbourg, la ville de Pest, devenait le théâtre d'une manifestation, qui peut être regardée, comme le premier symptôme de la révolution hongroise. Un certain nombre de jeunes gens, ayant à leur tête un homme qui s'était soudainement révélé grand orateur, Vasvary et ses amis Petœfi, le grand poète, le romancier Jokai, etc., s'emparèrent d'une imprimerie et en dépit de la censure royale, firent imprimer le fameux programme du 15 mars qui devint la Charte de la Révolution. Ce programme contenait douze articles : 1^o Liberté de la presse ; 2^o Ministère responsable siégeant à Buda-Pest ; 3^o convocation annuelle de la Diète et sa réunion à Pest ; 4^o l'égalité devant la loi ; 5^o la garde nationale ; 6^o les charges publiques également supportées par tous ; 7^o l'abolition de tous les liens féodaux

entre les paysans et les seigneurs; 8° le jury; 9° une banque nationale; 10° serment des militaires à la constitution; garnison des régiments hongrois sur le sol hongrois; 11° mise en liberté des détenus politiques; 12° union de la Transylvanie à la Hongrie.

Un comité de sûreté publique fut organisé, ainsi qu'une garde nationale. On craignit même, un moment, un conflit avec la garnison.

Dès le 16 mars, l'empereur avait accédé, en principe, à toutes les demandes formulées par la représentation. Mais il fallut encore des négociations et des menaces pour le convaincre que le temps des paroles en l'air était passé et qu'ayant promis il fallait tenir. C'est ainsi qu'ayant appris à Presbourg, que le gouvernement impérial s'opposait à la création d'un ministère de la guerre et des finances hongrois : « Nous obtiendrons par la force, avait dit Kossuth, ce qu'on refuse à nos justes demandes. »

Le 18 mars, la Diète eut une sorte de nuit du quatre août et les prélats eux-mêmes renoncèrent à la dîme. Le 23, fut constitué le premier ministère national hongrois. Le Palatin chargea le comte Batthiany de le composer. Il appela Kossuth aux finances, de Szemère à l'intérieur, le prince Paul Esterhazy au département des relations entre la Hongrie et l'Autriche, Mézzaros à la guerre, Szechenyi aux travaux publics, Eötvös à l'instruction publique et aux cultes, Klauzal à l'agriculture et au commerce, Deak à la justice. Ce ministère était loin d'être homogène. L'élément libéral, conciliateur y dominait. Kossuth lui-même, ne sut prendre que des demi-mesures. Ferdinand refusa même, pendant plusieurs jours, d'accorder des portefeuilles de la guerre et des finances, et ce ne fut que sur les instances du Palatin qu'il y consentit le 31 mars.

La Diète en même temps, élaborait une nouvelle loi électorale, qui établissait des électeurs censitaires, laissait de côté toute la plèbe, écartait les Juifs, conservait aux nobles, leur ancien droit de vote personnel. Le nombre des électeurs, était porté à 1.200.000. C'était donc là une loi bien timide. La loi sur les comitats, maintint le droit de vote aux nobles et aux capacités et conserva aux congrégations ou assemblées locales leur caractère aristocratique et privilégié. On repoussa l'émancipation des Juifs, de l'avis même de Kossuth qui déclara la mesure inopportune. On s'arrêtait donc aux demi-mesures, on ne savait pas aller jusqu'au bout, on n'osait pas complètement s'affranchir du passé. On y restait au contraire attaché et cet attachement au passé se manifestait, par la défense des privilèges « qu'on croyait légitimes parce qu'ils étaient séculaires ». Les nationalités, ayant leurs racines dans ce passé, se croyaient obligées de conclure avec lui, une sorte d'alliance offensive et défensive.

Ferdinand, s'était donc rendu définitivement, il avait dû faire contre fortune bon cœur et il avait cédé aux vœux de la Diète. Sauf le paiement d'une contribution aux dépenses de la cour et de la diplomatie et le droit pour le souverain de disposer de l'armée en temps de guerre, la Hongrie devenait un État souverain.

« *Réformes constitutionnelles* : ministère purement hongrois, indépendant et responsable devant la Diète de tous les actes du pouvoir, union complète avec la Transylvanie, Diète convoquée annuellement, suffrage élargi, liberté de la presse, jury. *Réforme nationale* : la langue magyare reconnue seule langue d'État. *Réforme sociale* : abolition des rapports féodaux, égalité devant l'impôt, telle est l'œuvre de la dernière Diète qui ait siégé à Presbourg.

Pest, la capitale nationale, devenait désormais le siège de l'assemblée, transformée d'un congrès de délégués des comitats en un Parlement de députés du peuple » (1).

En ce qui concernait, la nomination de ministres hongrois pour les affaires étrangères, pour la guerre et pour les finances, quoique cette mesure, surtout en ce qui concernait la nomination d'un ministre des affaires étrangères, put paraître révolutionnaire et préparer la séparation et la rupture du lien fédéral avec l'Autriche, la Diète hongroise, avait proclamé sa ferme volonté, de rester unie à l'empire. Elle avait voté une constitution libérale pour tous les autres états du royaume.

Le 10 avril, Ferdinand, accompagné du jeune archiduc François-Joseph, vint clore en personne la session. Salué par les acclamations enthousiastes de ce peuple monarchiste jusqu'aux moelles, l'empereur qui sentait les marches du trône s'écrouler sous lui, prononça un discours en langue magyare, qui, sanctionnant les trente et une lois votées au cours de la session, donnait une date à la révolution magyare. En effet, de ce jour, la révolution prévue et préparée en Hongrie, devenait un fait accompli.

Les passions révolutionnaires, allaient, en effet, commencer à souffler sur la Hongrie. A peine les lois constitutionnelles nouvelles, votées par la Diète hongroise étaient-elles confirmées, que Kossuth s'exprimait ainsi : « Si je disais, s'écriait-il, je ne les accepte pas ? on verrait couler le sang ; mais ce serait un crime ! Certes, elles ne réalisent pas tous nos vœux les plus chers, mais au moins, elles nous donnent la possibilité d'en conquérir la réalisation. »

(1) Lavisce et Rambaud, *Histoire Générale du IV^e siècle à nos jours*, tome XI, page 113.

Le Comité de sûreté publique, qui concentrait en lui tous les éléments de l'autorité, publiait en même temps l'ordonnance suivante, qui peut être considérée, comme la première déclaration de guerre à l'Autriche : « Le sentiment national, qui vient de se réveiller avec ardeur et un noble orgueil, considèrent avec raison, comme une insulte, que des emblèmes, des devises et des couleurs autres que les couleurs nationales, aient orné jusqu'à ce jour des établissements publics et privés. C'est en tenant compte de ces sentiments, que les autorités législatives et administratives, ont résolu et décrété, que les aigles impériales, seraient enlevées des offices royaux et des guérites militaires, que les couleurs impériales, seraient effacées et qu'en même temps, tous les citoyens, propriétaires d'établissements particuliers, seraient tenus, de faire subir la même transformation à leurs enseignes. »

Mais un élément nouveau, allait entrer en scène. La question des nationalités, allait surgir des lois hongroises de 1848 et compliquer encore la question révolutionnaire. Partout ailleurs, l'idée nationale ne devait être qu'un élément puissant de progrès. En Autriche, elle allait enfanter des haines, des oppressions et des souffrances, parce que ces nationalités, allaient être obligées de lutter pour l'existence. Les nationalités opprimées, commencèrent en 1848, à relever la tête. Le mouvement national, suscité par quelques savants et littérateurs, allait grandir avec une force, dont on n'avait pas encore vu d'exemple jusqu'ici. « Les Magyars, avaient pris la position de conquérants, les Slaves, firent bonne contenance dans celle d'opprimés. »

Comme nous l'avons vu, la Constitution hongroise de 1848, avait donné à la Hongrie, l'autonomie et le régime parle-

mentaire. Elle avait également affranchi, économiquement et politiquement, les paysans. Le paysan devenait libre. L'article 9 déclarait toutes dîmes, corvées ou charges, dues par les paysans, abolies, contre le paiement d'une indemnité. Le serf cessait d'être, un « *glebæ adscriptus* », il était soustrait à la juridiction patrimoniale, devenait un citoyen, compris dans la liste générale des contribuables et à qui la participation à la vie politique, le droit de vote, ne pouvait plus être refusé. N'était-ce pas là, des conquêtes considérables pour le libéralisme, et les Slaves, particulièrement les Slaves du sud, ne devaient-ils pas s'en réjouir ?

Mais les Slaves, ne virent d'abord dans cette émancipation de la Hongrie vis-à-vis de l'Autriche, qu'une augmentation de la prépotence des Magyars. « Alors qu'avec les Magyars les Slaves reconnaissaient un maître commun : la Hongrie, disaient-ils, était un frère aîné, bien dur pour ses frères cadets. Qu'allait devenir la famille, quand mise hors de la tutelle du père commun, elle devrait vivre sous la loi de ce frère ? »

Cette appréhension des Slaves, n'allait pas tarder à se confirmer et ils allaient voir, dans les lois de mars 1848, l'œuvre du magyarisme exclusif, en vue de la destruction des nationalités. Pour eux, la belle formule de la Constitution de 1848, déclarant inviolables leur nationalité et leur langue, allait demeurer lettre morte, malgré les réclamations, qu'ils avaient élevées au lendemain de la Révolution. La désillusion, allait être cruelle pour les Slaves.

En effet, le problème pour les Magyars, n'était pas seulement, l'émancipation de la tutelle autrichienne et l'établissement d'un État autonome, puisque cet État autonome, ne se présentait pas comme homogène. Ils avaient éprouvé

déjà, l'animosité des races, il fallait magyariser ces races et unifier la Hongrie. La domination de la langue magyare, était devenue leur but : la centralisation le moyen pour y arriver. Malheureusement pour eux, par réaction, la centralisation, allait amener la question nationale.

Les Magyars, après de longues luttes, avaient contraint le gouvernement autrichien, à employer la langue magyare dans ses rapports avec la Hongrie et à renoncer à l'usage de la langue latine. Un Etat où ne règne qu'un seul idiome devait avoir, leur semblait-il, une âme plus homogène. Cette concession une fois acquise, l'unité hongroise ne semblait-elle pas constituée ?

Mais, si les Hongrois, avaient obtenu le droit, d'employer leur langue, dans leurs rapports avec l'Autriche, il leur fallait l'apprendre aux populations plus nombreuses que les magyars qui parlaient peut-être mal le latin, mais qui n'avaient pas du tout envie de parler le magyar, qu'ils considéraient, comme une oppression linguistique et morale, car elle n'avait pas pour elle, le droit historique, dont se prévalaient les Magyars.

L'imposition de la langue magyare, n'était pas seulement, en effet, une mesure oppressive à l'égard des nationalités non magyares de la Hongrie. C'était aussi, une nouveauté et si l'Etat magyar avait pu, pendant longtemps, subsister, sans que la jalousie en troublât les diverses races, c'était que les langues de ces races étaient toutes ce que l'on appelait au Moyen Age, des langues vulgaires, par opposition au latin, la langue des hommes cultivés. Le latin, comme nous l'avons dit plus haut, était la langue politique, parlementaire, judiciaire, administrative de la Hongrie. C'était une langue accessible à tous et en même temps une langue neutre. Il demeura la langue officielle

en Hongrie, jusqu'en 1840. En 1847 et au début même de 1848 on parlait encore latin dans le Parlement de Pest. La langue magyare, imposée comme langue officielle dans toutes les branches, non seulement dans la politique générale, mais aussi, dans l'administration de la justice et dans les plus petits détails de l'administration locale, devenait une vexation permanente, pour les populations non magyares de la Hongrie.

Les députés de la Diète, qui venait de se terminer, avaient élaboré un projet de loi, où il y était dit ce qui suit : « 2° Dans toutes les branches de l'administration civile et ecclésiastique, nulle autre langue, ne sera désormais admise, que le magyar : tout document écrit dans un autre idiome, est et demeure, sans caractère légal... 7° Les pays annexes (Croatie), auront le droit, de faire usage du latin, dans le plein exercice de leurs libertés municipales, mais ils devront employer le magyar, dans leurs relations avec les autorités hongroises... 8° L'enseignement de la langue magyare, sera obligatoire dans toutes les écoles. » Croates, Roumains et Serbes comprirent, qu'au lieu des espérances d'égalité et de liberté, que leur avait fait concevoir, le mouvement de réveil national, le joug magyar, allait peser sur eux, plus lourdement que jamais.

Le § 6, de l'article 18 de la constitution, condamnait à quatre ans d'emprisonnement, ceux qui oseraient parler, contre « la parfaite unité de la nation hongroise ». Kossuth, et plusieurs autres députés avec lui, dirent que parler contre l'unité, signifiait parler en faveur des autres nationalités. Ainsi dix millions d'habitants, Illyriens, Serbes, Slavons, Croates, Dalmates et Roumains, devaient

disparaître, ou se laisser absorber, par quatre millions de Magyars.

Un de leurs journaux, demandait, qu'on chassât les Croates de leur pays, pour y mettre les Szeklers. Un petit opusculé politique, répandu partout, prêchait en faveur du magyarisme. On y lisait entre autre : « Demande. — Comment les différents habitants de la patrie, pourront-ils un jour, devenir tous Hongrois ? — Réponse. Si l'accès en tout et partout, n'est ouvert, qu'à ceux qui parlent le magyar. »

Ces prétentions dominatrices, apportaient aux passions, de nouveaux aliments. Les Slovaques et les Ruthènes au nord, les Serbes, les Croates et les Esclavons au sud, à l'ouest les Allemands, donnaient de redoutables symptômes d'agitation. Ils se sentaient, en effet, menacés. Les Roumains, étaient déjà atteints. L'article 7 de la Constitution de 1848, prononçait, en effet, l'incorporation de la Transylvanie.

Alors, commencèrent, l'intolérance et les persécutions. Les Magyars, qui avaient toujours repoussé avec horreur « la contamination allemande » prétendirent imposer leur idiome, comme langue organique de l'État hongrois. Or, cet idiome, n'avait ni le prestige, ni l'utilité de l'allemand et rien ne légitimait sa suprématie. Eux qui trouvaient si dur, qu'on les obligeât à parler une autre langue que la leur, ne reculèrent pas, devant l'idée d'imposer celle-ci aux Slaves, populations plus nombreuses que les Magyars. La grande idée de nationalité, était devenue, un moyen d'opprimer d'autres nationalités.

Ce qui apparaissait clairement, c'était la volonté arrêtée des Magyars, d'imposer à la fois, leur nom et leur langue à toute la Hongrie et de consacrer ainsi l'hégémonie magyare. L'instituteur dut donner ses leçons en magyar,

aussi bien dans les villages hongrois, que dans ceux qui ne l'étaient pas. « Par l'éducation magyare et par la magyarisation de la jeunesse, les Magyars, pensaient transformer la Hongrie en État national. » L'école devenait déjà, comme elle l'est aujourd'hui, partout en Hongrie, un instrument de magyarisation par excellence.

Nul, ne put exercer le saint ministère, dans quelque confession que ce fût, sans la connaissance de cette langue. A la Diète, on n'admit point d'autre idiome, ou on accorda des délais illusoire, suivis de pénalités très fortes. On alla même, si loin, qu'on prescrivit, de procéder en magyar, devant les juridictions urbaines, qui, pour la plupart, étaient allemandes et de rédiger en magyar les registres provinciaux, même là, où la population l'ignorait complètement. « Successivement, le Magyar, devait prendre possession du gouvernement, du parlement, des tribunaux, de l'école et de l'église. »

Ce qu'il y a de curieux, c'est l'analogie entre la création et les conséquences du régime qu'inaugurait la Constitution de 1848 et celui que devait inaugurer le compromis de 1867, autrement dit le *dualisme*. Dans les deux cas, en effet, ces deux régimes, avaient été conclus, sous la pression de la nécessité. Les Hongrois, étaient les plus forts ; en 1867 même, ils étaient maîtres de la situation ; ils pouvaient dicter leurs volontés. C'est ce qu'ils firent.

Le compromis de 1867, est le lien, à la fois économique et politique, qui depuis cette date, unit l'Autriche à la Hongrie. C'est la combinaison, proposée au lendemain de la guerre austro-prussienne par les Hongrois et acceptée par le comte de Beust, combinaison, qui devait donner une certaine unité extérieure à l'empire d'Autriche-Hongrie réorganisé, c'est-à-dire, l'empire coupé en deux moitiés.

Il constituait, à la place de l'ancien empire d'Autriche, la monarchie austro-hongroise. Il est la charte du dualisme, lequel comme nous l'avons dit dans notre introduction, il n'a pas créé, mais organisé à nouveau. Il y avait déjà, sous l'ancien régime et malgré l'union indissoluble proclamée par la Pragmatique Sanction, dualisme entre la Hongrie constitutionnelle et les États héréditaires d'Autriche, soumis au gouvernement absolu. La Constitution hongroise de 1848, créait deux États constitutionnels en présence, avec des droits égaux. C'est ce qu'a fait à nouveau, avec quelques modifications, à l'avantage des Magyars et dans le sens d'une plus grande autonomie de la Hongrie, le compromis de 1867. D'où à cet égard, première analogie entre les deux époques. Mais d'autres analogies, se présentent encore, tant au point de vue intérieur, constitutionnel pur, qu'au point de vue extérieur, c'est-à-dire en ce qui concerne les nationalités non magyares de la Hongrie.

On ne connaît que trop, la situation de l'Autriche à la veille du dualisme ; c'était « ce cercle d'enfer où Dante a dépeint la mêlée des désespérés dans leur nuit sans étoiles » (1). Le monde entier, crut à la dissolution, à l'effacement complet de l'empire autrichien, qui, bien plus encore que l'Italie, n'était qu'une expression géographique. « Le *finis Austriae* retentit dans toutes les appréciations, même les plus indulgentes. Nationalités se haïssant et aspirant dans le chaos à l'autonomie, effroyable crise financière et commerciale, le Germanisme et le Panslavisme sollicitant chacun de leur côté, les épaves des vaincus de Sadowa,

(1) Emile de Laveleye (*L'Autriche et sa constitution nouvelle*), *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} avril 1868.

l'armée humiliée, le découragement, le peu de sympathie du monde moderne, qui voyait dans la couronne des Habsbourg, le symbole de l'absolutisme, du cléricalisme et de l'oppression des peuples, tout semblait conjuré pour faire de la *Felix Austria*, le plus malheureux des pays ». Les différentes constitutions qui avaient été appliquées, avaient échoué les unes après les autres. « Que restait-il à tenter ? Il ne restait forcément, que le dualisme, voulu par les Hongrois, devenus les arbitres des destinées de l'empire et le sachant bien. »

L'empereur François-Joseph, dans ce moment difficile, pensa que personne, parmi ses sujets, n'était capable de mener à bien cette difficile entreprise. Peut-être, pensait-il, qu'un Autrichien, ne trouverait pas en lui-même, suffisamment d'impartialité, pour concilier des prétentions aussi opposées et des intérêts aussi divergents. Il fit venir de Dresde, M. de Beust, jusqu'alors ministre des affaires étrangères de Saxe. Quelle que fût la souplesse diplomatique de M. de Beust, on comprend aisément ce qui allait arriver.

M. de Beust, étranger à l'Autriche, ne vit qu'une chose, c'est qu'en 1848 et 1849, les Magyars avaient organisé une révolte formidable, qu'ils avaient décrété la déchéance des Habsbourg, et que « c'était là des révolutionnaires dangereux, décidés à tout pour obtenir gain de cause ». Comprenant, que pour éviter un embrasement total, il fallait faire la part du feu et sachant bien qu'il ne soumettrait jamais les Magyars à la prépondérance allemande. Il résolut de s'en faire des alliés. « Mais pour obtenir cette alliance, il fallait reconnaître tous les droits de la couronne de Saint-Etienne, couper l'empire des Habsbourg en deux et vouer à la magyarisation, deux millions

et demi de Roumains et plus de six millions de Slaves » (1).

Beust avait la peur du Hongrois, la haine du Slave. La peur et la haine, telles sont « les deux mauvaises fées » qui ont présidé à la naissance du dualisme.

C'est surtout sa haine du Slave, qui lui fit paraître le marché avantageux et qui en amena la conclusion. Il considérait les Slaves, comme des êtres inférieurs, qui, n'étaient pas dignes, de marcher de pair avec les Allemands. En se débarrassant d'un certain nombre d'entre eux; il espérait soumettre le reste, sans difficulté, à l'hégémonie germanique. « De la Cisleithanie, au moins, il comptait faire un État allemand, pendant qu'en Transleithanie, les Magyars, étaient libres, de créer un État hongrois. « Gardez vos hordes, aurait-il dit à un homme d'État hongrois, et nous garderons les nôtres (2). » Ces hordes étaient en Hongrie : les Croates, les Serbes, les Roumains, les Slovaques ; en Autriche proprement dite, les Tchèques, les Slovènes, les Dalmates, les Ruthènes et les Polonais ; des deux côtés, une majorité, tenue en échec, par la coalition de deux minorités.

Ainsi qu'en 1848, c'était là un coup droit, porté aux revendications slaves, qui, depuis 1860, avaient été plus ou moins encouragées. Mais comme en 1848, le régime centralisateur que les Hongrois et les Allemands inaugurèrent, péchait par la base. Des deux côtés, en effet, une petite minorité, comptait faire la loi à la majorité. Ces nationalités que le compromis de 1867 a voulu ignorer :

(1) W. Beaumont (*La Banqueroute du Dualisme*), *Annales de l'Ecole des Sciences Politiques*, année 1898, page 118.

(2) L. Léger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, page 555.

Il était inévitable qu'elles s'insurgeassent contre lui, lorsque l'heure aurait sonné.

Déjà en septembre 1866, les protestations slaves s'étaient fait entendre, véhémentes, lorsque l'empereur, avait déclaré que le projet Deak, serait soumis à l'examen des autres Diètes de la monarchie. Ces Diètes slaves, le rejetèrent, car elles ne voulaient entendre parler, à aucun prix, du dualisme. Ceci, n'empêcha pas, du reste, les Slaves d'être absolument sacrifiés.

Les Diètes, chargées de procéder aux élections du Reichsrath ordinaire (18 février), protestèrent énergiquement contre ce dualisme « qui les broyait, eux supérieurs en nombre, entre deux nationalités exclusives et oppressives ». Le dualisme ne prononce même pas le nom de Slaves. Huit millions et demi d'Allemands et six millions et demi de Magyars se sont tranquillement partagé l'Empire, sans tenir le moindre compte de seize millions de Slaves, sans qu'il fût même question d'eux. Les Slaves du nord étaient germanisés, les Slaves du sud magyarisés. Aussi la veille de la signature de l'*Ausgleich*, le grand historien slave Palacky s'exprimait en ces termes : « Si l'on se décide à établir ce qui est le contraire de la mission de l'Autriche, si cet empire composé d'un assemblage de peuples et unique dans son genre, refusant d'accorder à tous les mêmes droits, organise la suprématie des uns sur les autres, si les Slaves, considérés comme une race inférieure, ne doivent plus être qu'une matière à gouvernement, entre les mains des deux peuples dominateurs, alors la nature reprendra ses droits ; une résistance inflexible, changera l'esprit de paix en esprit de guerre, l'espérance en désespoir et l'on verra s'élever des conflits, éclater des luttes dont nul ne saurait prévoir la direction, l'étendue et

la fin.... Nous existions avant l'Autriche, nous existerons après elle. »

La politique autrichienne se représentait toujours la même qu'en 1848, mais en 1867, renversée en ce qui concerne les alliances. Jusqu'en 1866, en effet, le Gouvernement autrichien avait combattu les Magyars et les Slaves; trop faible contre ces deux adversaires, il avait fait alliance en 1848 avec les Slaves, pour combattre les Magyars. En 1867, croyant voir son intérêt ailleurs, il abandonnait les premiers pour s'allier aux seconds. C'était toujours la fameuse politique de Metternich, celle qui consistait à diviser pour régner.

Cependant les Magyars, en 1867 comme en 1848, essayèrent de tromper l'Europe par une apparence de libéralisme, destinée à cacher leur égoïsme habituel. C'est ce que l'on a appelé la « loi pour l'égalité des droits des nationalités de la Hongrie et de la Transylvanie ». Loi, qui n'est du reste, une loi d'égalité que de nom. Cette fois du moins, ils réussirent et l'Europe libérale applaudit au triomphe des Magyars. N'y a-t-il pas, en effet, de question si peu connue et surtout à ce moment-là, que la question si complexe du problème austro-hongrois. On ne voyait à l'étranger que les formules libérales, sans s'inquiéter de savoir si elles étaient loyalement exécutées et si elles répondaient bien aux aspirations réelles des peuples divers qui composaient l'empire d'Autriche-Hongrie. L'existence de ces peuples, était surtout mal connue et même complètement ignorée. « C'est ainsi qu'à la Chambre française, on entendit, en 1866, un illustre homme d'État plaider la cause de l'Autriche, qui comptait, disait-il, quinze millions d'Allemands. Il prenait pour des Allemands, les Tchèques de Bohême et de Moravie, les Slovènes de Styrie, de

Carinthie, de Carniole et d'Istrie, incorporés bien malgré eux, dans le *Bund germanique* et qui ne demandaient qu'à en sortir à la première occasion ».

Au point de vue intérieur, c'est-à-dire au point de vue constitutionnel, le compromis de 1867 se rapproche de la Constitution hongroise de 1848. Des deux côtés, on mettait fin à la centralisation et à l'absolutisme autrichien ou allemand, pour le remplacer par une centralisation et un absolutisme magyar. Toutefois, il y a eu à ces deux époques des tendances libérales qui se sont fait jour, un premier essai de libéralisme en 1848, qui fut imité en 1867. Il est certain qu'à ce point de vue, le souvenir de la Constitution de 1848 a laissé son empreinte et apparaît dans le compromis de 1867, qui, il ne faut pas l'oublier, ne repose pas sur un contrat bilatéral, mais sur deux lois parallèles : la loi xii hongroise de 1867 et la loi autrichienne du 21 décembre de la même année. On a même cité comme un exemple de libéralisme, la loi xii hongroise de 1867, qui consacre l'égalité des citoyens dans l'État, devant la loi, l'inviolabilité du domicile, le droit d'association, la liberté de conscience. Le compromis de 1867 était donc un progrès sur la Constitution hongroise de 1848. Mais la loi des nationalités, qui aurait dû être une loi de garantie, n'a pas été loyalement appliquée par les Hongrois et voici comment s'exprime sur cette loi le docteur L. Gumplovicz, de l'Université de Gratz : «.... Il nous faut de toute force reconnaître, que cette égalité de droits qui a à subir tant de clauses, n'est plus qu'un mot vide de sens, et qu'en l'état réel des choses, quelque autre nom conviendrait mieux, celui par exemple de loi d'oppression. » (*Das Recht der Nationalitäten und Sprachen in Oesterreich-Ungarn*, Innsbruck, 1879). Et M. de Gubertanis dit :

« Quelle espèce de loi pouvait être cette loi de 1867, dans la situation ethnique du pays ? La loi, n'est pas une loi, tant qu'elle n'a pas été faite ensemble par les Hongrois et les Roumains, dans une condition parfaitement libre. » (Lettre à M. V.-A. Urechia).

Le compromis de 1867, ainsi que l'avait fait la Constitution hongroise de 1848, sans cependant aller aussi loin dans la voie de l'autonomie et de la séparation, met en présence deux États constitutionnels avec des droits égaux. Le rouage nouveau, institué par le compromis de 1867, les Délégations, sont en réalité, un parlement commun émanant des deux parlements spéciaux. Elles comprennent chacune, soixante membres nommés par le Reichsrath de Vienne et le Reichstag de Pest, pour s'occuper des intérêts communs de l'empire. Elles siègent et délibèrent séparément et c'est devant elles que le ministère commun est responsable. Les chambres hautes des deux parlements, fournissent le tiers des membres : les deux autres tiers, sont pris dans les chambres basses. Ils sont nommés pour un an et rééligibles.

En dehors de ceci, sont considérées comme affaires communes : les relations extérieures, la guerre et la marine et les dépenses afférentes à ces services. Le ministère commun, présidé par le chancelier de l'empire, comprend trois départements ministériels, correspondant à ces trois ordres d'intérêt. A côté de ce ministère commun, un ministère et un parlement hongrois, siégeant à Pest et chargé des affaires transleithanes. Un ministère et un parlement autrichien, siégeant à Vienne et chargé des affaires cisleithanes. Donc, autonomie constitutionnelle de la Hongrie. La constitution de 1848 avait donné pour la première fois à la Hongrie, un ministère indépendant et

responsable. La Diète, discutait souverainement les affaires purement Hongroises. La patente du 31 décembre 1851, avait mis fin à cette Hongrie nouvelle. Le compromis de 1867 ressuscitait la constitution de 1848, tout en l'améliorant. Il marquait à nouveau comme en 1848, le triomphe des Magyars, vis-à-vis des Allemands de Vienne et des Slaves et des Roumains du sud.

Similitude au point de départ, similitude au point d'arrivée, similitude quant aux résultats et aux conséquences, tel est le rapport que l'on trouve entre les deux actes, qui, à vingt ans d'intervalle, ont marqué comme deux grandes étapes, dans les revendications constitutionnelles et nationales des Magyars.

Les noms de « dualisme » et de « monarchie austro-hongroise » (remplaçant l'empire d'Autriche) consacraient la venue d'un nouvel état de choses. Les Magyars, sentant qu'ils devenaient le pivot de ce nouvel état de choses, demandèrent beaucoup et obtinrent tout ce qu'ils demandaient. « On céda à toutes les revendications de leur droit historique et on engloba dans le royaume de Hongrie, aussi bien la principauté de Transylvanie au nord, que le royaume de Croatie et la Voïvodina serbe de Temesvar au sud. Il y avait plus de trois siècles, que la Transylvanie avait cessé de faire partie de la Hongrie ; mais les siècles passés et les faits accomplis ne comptent pas pour les tenants du « droit historique » (1).

Maintenant, que les populations non magyares, ont pu expérimenter à leurs dépens, le régime bienfaisant sorti du compromis de 1867 ; aujourd'hui, comme en 1848, le

(1) H. Gaidoz (*Les Roumains de Hongrie*), *Revue de Paris*, 15 mai 1894.

rouage s'arrête : l'organisme craque de tous côtés. Ce que l'on désire et l'analogie entre les deux époques est frappante, c'est la fin de l'hégémonie magyare, la fin du centralisme hongrois. Mais le problème est toujours le même, il ne s'agit pas en effet, pas plus à une époque qu'à l'autre, de remplacer une Hongrie Magyare par une Hongrie Slave, une hégémonie par une autre : il s'agit de créer un État Hongrois, où toutes les races, vivant en harmonie, jouiront de *l'égalité*, qui, promise, n'a jamais été accordée, de façon à ne pas violer, avec trop de scandale, cette vieille maxime de l'État autrichien, au temps où l'emploi du latin faisait la paix entre les diverses nationalités : « *Justitia erga omnes populos fundamentum Austriæ !* » « Le jour où cette Hongrie nouvelle naîtra, le procès sera clos et l'évolution de la Transleithanie ou de la Cisleithanie, si cette dernière donne l'exemple la première, réagissant sur l'ensemble de la monarchie, le dualisme, ébranlé déjà au moment de sa naissance, s'effondrera dans la banqueroute finale. »

Le résultat de la conduite et des prétentions magyares en 1848, vis-à-vis des Slaves et en particulier des Croates, ne devait pas tarder à apparaître. Les populations non magyares, étaient loin d'être satisfaites de leur situation. On comprend facilement, quelle perturbation, un pareil changement, amenait dans des habitudes anciennes, là où le sentiment de la race était antique comme parmi les Slaves méridionaux. « Au moment où les questions qui occupaient le plus vivement l'esprit des peuples de l'Europe orientale, étaient celles de l'indépendance et de l'honneur national, la prétention des Magyars à une unité politique à leur profit, était donc mal venue ». Aussi, vit-on s'effacer les questions de liberté, devant les questions de

nationalité. Les Magyars, trouvèrent en face d'eux, debout pour les combattre, les Illyriens, les Slovaques et les Roumains. Le soulèvement des peuples slaves se fit aux cris de *Voluerunt nos magyarizare*. On vit le fédéralisme s'annoncer avec une violence extrême. « L'unité politique était impossible, du moment que la question des races était posée. » Aussi les Magyars, ayant persisté dans leur projet d'imposer leur nom et leur langue à toute la Hongrie, la crise éclata. A la place de l'unité magyare, allait naître la guerre des races qui devait rendre à l'Autriche, la sécurité et l'influence. Mais ce fut surtout en Croatie, que les prétentions des Magyars, à être les représentants uniques de la nationalité hongroise et à imposer leur langue, trouvèrent la plus vive résistance.

CHAPITRE II

II. — LA QUESTION CROATE ET L'ALLIANCE AUSTRO-CROATE

La Révolution de février, avait trouvé les Croates occupés à organiser ces libertés locales, qui devaient offrir un abri tutélaire à leur nationalité. Aussi, en recevant le contre-coup des événements de Paris, la nationalité illyrienne avait-elle tressailli au cœur même de la Croatie.

La Révolution de Vienne, arrivant sur ces entrefaites, vint donner une impulsion plus vive au mouvement politique que les populations de l'Autriche du sud, accomplissaient alors sur elles-mêmes. Là comme partout ailleurs, la fuite de Metternich fut saluée comme une ère nouvelle de liberté.

La Croatie, formait depuis longtemps déjà, une partie annexe mais non intégrante de la Hongrie, depuis la Drave, jusqu'à l'endroit où le Danube près de Belgrade change brusquement de cours et se rejette de nouveau vers l'Orient.

Elle prétendait constituer avec la Slavonie et la Dalmatie, un royaume triple et un, avec Agram comme capitale. En fait, la Dalmatie formait une province à part. Sous

le nom de royaume de Slávonie et de Croatie, elle avait toujours été régie par des lois particulières. Les Croates, regardaient le royaume Croate, comme un état égalitaire et considéraient que leurs rapports avec la couronne de Saint-Étienne, devaient être ceux que la Hongrie avait elle-même avec l'Autriche.

Les Magyars au contraire, regardaient la Croatie comme un pays conquis.

La Croatie, ainsi que nous l'avons vu, avait des États et une Diète séparée, siégeant dans sa capitale Agram.

Cette Diète, envoyait un député à la table des Magnats et deux à l'Assemblée des États. Avec l'approbation de l'empereur, l'administration du royaume, était déléguée par les États, à un haut fonctionnaire, le Ban, sorte de vice-roi, investi de pouvoirs civils et militaires et du droit de convoquer la Diète.

Les Croates et les Magyars, avaient vécu pendant des siècles sans se témoigner une hostilité ouverte. Mais le réveil de la nationalité magyare, avait donné le signal du réveil de la nationalité slave et en particulier de la nationalité croate. Le mouvement que les Magyars accomplissaient dans leurs relations avec l'Autriche, les Croates, les Serbes et les Valaques se croyaient très légitimement autorisés, à le tenter dans leurs rapports avec les Magyars. Malheureusement, l'orgueil de ceux-ci les aveuglait sur la vraie situation du pays. Aucun pouvoir, ne leur paraissait plus légitime que celui qu'ils exerçaient comme race gouvernante et « ils ne comprenaient pas que leurs sujets Illyres ou Grecs, comme ils appelaient avec mépris les Croates ou les Roumains, pussent concevoir la pensée d'aspirer à l'égalité politique ». Aussi, les Slaves et les Valaques, qui réclamaient leur autonomie, ne, devaient

bientôt plus être à leurs yeux, que des sujets rebelles ou d'aveugles instruments de la politique autrichienne.

Depuis quelques années déjà, les Slaves de l'Autriche, étaient sortis de leur inertie séculaire, à la voix des poètes et des journalistes. Jusqu'alors, ce mouvement slave, mouvement national qui avait commencé par un réveil littéraire, l'illyrisme, s'était développé publiquement, par la presse, les écoles et les assemblées publiques. Aidé à la fois de la parole et de la plume, il s'était répandu parmi toutes les populations slaves de l'Autriche et de la Hongrie méridionales. La Révolution de février, n'avait fait qu'accroître ce mouvement et le rendre plus sensible.

Pour les Croates, famille de race slave, la langue établissait entre eux, une unité et une solidarité incontestables. Devant les efforts faits par les Magyars et leur succès, pour reconstituer leur race et leur langue, ils s'étaient attachés d'autant plus à leur nationalité et à leur langue. Il existait donc là un foyer d'incendie.

Si, depuis le vote des lois constitutionnelles du 10 avril 1848, le gouvernement magyar avait entre les mains une puissance qu'aucun des gouvernements précédents n'avait jamais eue, jamais aussi, les circonstances n'avaient été plus embarrassées et plus critiques pour ce pays.

Les Magyars, en effet, par rapport aux Slaves, aux Valaques et aux Allemands, étaient placés dans une situation semblable à celle qu'ils occupaient devant l'Autriche. Il s'ensuivait naturellement, que le jour où ils rompaient avec la puissance souveraine, les autres peuples, devaient, en vertu des mêmes considérations, rompre avec eux-mêmes. « En un mot, comme il y avait eu

réciprocité de soumission, il devait y avoir réciprocité d'affranchissement ». Aussi, la Diète, s'empressa-t-elle, pour couper court aux réclamations, de voter, ainsi que nous l'avons vu plus haut, l'égalité des droits de tous les peuples, établis sur le territoire du royaume.

Mais ceci n'était plus suffisant, en présence des prétentions séparatistes qui éclataient dans tout l'empire. Et d'ailleurs, ce que la Hongrie donnait d'une main, elle cherchait à le reprendre de l'autre. « Ce qu'avait paru accorder l'enthousiasme libéral, l'esprit de tyrannie le refusait en réalité ». Elle ne pouvait renoncer à son esprit de domination et ses concessions même avaient tout l'air d'un privilège. Voudrait-elle y renoncer sérieusement ? Tout autant que la Hongrie resterait unie à l'Autriche, comme une des couronnes de la maison de Habsbourg, cette politique de monopole et d'exclusion était difficile à pratiquer.

La difficulté, pour les Magyars, était d'imaginer une politique, qui, s'appuyant sur les vieux traités, les mit le plus à l'abri des prétentions du pouvoir central autrichien et leur donnât le plus de moyens d'agir, sur les diverses nationalités de la Hongrie. En un mot, les Magyars voulaient, d'un côté, plus d'indépendance et de l'autre une domination plus facile.

Mais plus le magyarisme devenait intolérant, plus il soulevait de résistance chez les Croates et chez les Roumains de Transylvanie.

Les Hongrois, avons-nous vu, avaient fini par obtenir du gouvernement autrichien, le droit de remplacer le latin, jusque-là langue officielle en Hongrie, par le magyar, proclamé langue nationale. L'orgueil des Magyars, avait été singulièrement flatté de cette concession arrachée à

l'Autriche. Mais, en retour, la perturbation avait été grande chez tous les autres peuples de Hongrie et à partir de ce moment, les Magyars, purent s'apercevoir, qu'ils avaient allumé contre eux, une haine de nationalité, trop forte, pour qu'elle n'éclatât pas, un jour ou l'autre.

Les Croates, craignirent que leur pays ne passât à l'état de sujet vis-à-vis de la Hongrie. Le réveil littéraire avait du reste précipité le réveil national. Jusqu'ici, il est vrai, l'hostilité des nationalités disparaissait sous l'emploi du latin comme langue politique, parlementaire, des tribunaux et des affaires. C'était la langue latine qui faisait l'unité politique de la Hongrie. La suprématie de langue, réclamée si énergiquement, à tort, par les Magyars, puisqu'ils étaient en minorité numérique relativement aux Slaves, devait pousser ceux-ci à résister aux tentatives de magyarisation. La déclaration faite par les Magyars de n'admettre comme seule langue diplomatique et législative que le Magyar, ne fit qu'augmenter la haine des Croates, aiguillonner leur patriotisme et mettre le feu aux poudres. Le gouvernement croate, résolut de profiter des circonstances et de suivre l'exemple que lui donnait celui de Pest. Les Croates ne voulurent point se soumettre. Ils se sentirent atteints profondément. « On les forçait en quelque sorte, à choisir entre leur patrie et leur race ». L'irritation en Croatie dépassa dès lors toutes les bornes. La rupture fut complète, le séparatisme mis à l'ordre du jour dans le royaume tri-unitaire. Les patriotes croates, n'eurent plus d'autre aspiration que la guerre. Portant aux Magyars les défis les plus audacieux, ils s'adressaient à l'Autriche dans un manifeste célèbre. « Empereur, disaient les Croates, si tu repousses nos vœux, nous saurons bien conquérir sans toi, notre

liberté et nous préférons mourir héroïquement comme un peuple slave, plutôt que de porter plus longtemps un joug, tel que celui que nous impose une horde asiatique, de laquelle nous n'avons rien de bon à recevoir ni à apprendre. Empereur ! sache que nous préférons, au besoin, le knout russe à l'insolence magyare. Empereur ! pour la dernière fois, nous t'en supplions, conserve-nous dans ton intérêt et dans celui de ta monarchie ; mieux vaudrait pour toi, perdre le plus beau fleuron de ta couronne que de nous abandonner, car nous ne voulons à aucun prix, appartenir aux Magyars. »

Le premier soin du ministère hongrois en prenant le pouvoir, avait été de promettre son dévouement absolu à la chose publique et aux intérêts du peuple. Le Palatin, arrivé, dans la soirée du 18 avril, s'était porté garant de ces promesses et les avait renouvelées pour son propre compte. « Par la création d'un ministère indépendant et national siégeant au centre du pays, le magyarisme triomphant, tenait enfin les rênes de l'autorité et présidait aux destinées du pays ». Mais, aveuglés par les enivrements d'un triomphe facile, les ministres magyars, ne songèrent point à entrer dans les voies d'une politique sage et modérée et à fortifier leur position, en prenant pour base les véritables intérêts du pays. Le ministère, devait d'une part, quoique magyar, étendre sa sollicitude à toutes les nationalités ; d'autre part, faire preuve de loyauté envers la monarchie autrichienne. « Il négligea l'une, en oubliant de s'adjoindre un collègue de race slave ; l'autre, en refusant de partager le poids de la dette impériale. »

L'irritation et la malveillance réciproques, n'avaient fait qu'augmenter après la Révolution de mars. La Croatie s'était vue sacrifiée. L'indépendance de la Hongrie, ne

pouvait que resserrer les liens de son servage; elle ne pouvait que perdre à la lutte dans laquelle les Magyars allaient l'entraîner, tandis qu'en demandant l'aide de l'Empire et en payant d'avance par un secours opportun, sa protection, elle pouvait espérer secouer le joug.

L'Autriche, semblait, en ce moment, s'avancer de plus en plus vers l'abîme. Menacée de Milan à Cracovie, elle fut heureuse de trouver les Croates. Bientôt d'ailleurs, elle n'allait plus être en position de faire face aux événements, sans leur concours.

Les Croates, cachèrent alors leur haine contre les Magyars, sous les apparences d'une fidélité inébranlable envers l'empereur, et sûrs, sinon de l'appui des armes, au moins de la neutralité et des sympathies de la Cour de Vienne, ils s'apprêtèrent même, à attaquer une race ennemie et tyrannique.

Trop faible contre toutes les nationalités dont il se composait, si elles arrivaient à s'entendre contre lui, l'empire était tout-puissant contre chacune d'elles. « *L'Empereur et l'unité de l'empire* » devint donc le cri de guerre des Croates, et ce cri de guerre, rompant les liens, qui, depuis huit siècles, attachaient la Slavonie à la Hongrie, fit aussitôt fondre sur ce dernier pays, les hordes des Raïses et des Serbes.

Tant que le langage latine, avait servi de lien commun entre les deux peuples, il n'y avait pas eu entre eux d'antagonisme. La lutte éclatait donc, le jour où, les Magyars, prétendaient imposer leur langue et où les Croates s'émancipant eux aussi du latin, étaient arrivés à former une littérature. L'exemple d'émancipation, donné par la Hongrie, étant fidèlement suivi par ses tributaires, ce royaume, aspirant à sa séparation de l'Autriche, allait

inévitablement se trouver isolé dans un cercle d'éléments contraires.

Cependant, les hommes d'épée, n'avaient point encore paru sur la scène. Pour combattre, des troupes ne suffisaient pas. La nomination de Jellachich, comme Ban de Croatie, allait fournir une épée capable de les maintenir et de les diriger.

Officier des colonies militaires, Joseph Jellachich, baron Jellachich de Buszin, était né le 16 octobre 1801 à Peterwardein. Son père et sa mère, étaient Croates. Son intelligence précoce, la vivacité de son esprit, le firent remarquer de l'empereur François, qui le fit entrer, à l'âge de huit ans, à l'Académie Thérésienne de Vienne où il resta jusqu'en 1819. Nommé à cette époque lieutenant au 3^e régiment de dragons, il se fit apprécier par ses chefs, aimer de ses camarades et adorer de ses soldats.

De taille moyenne, les épaules larges, le front haut et découvert, tout en lui, l'attitude, la marche décelait le soldat. Il avait la parole facile et éloquente. Au service militaire, il avait acquis l'estime de tous ceux qui l'entouraient. Juste et humain pour ses inférieurs, ami sûr et dévoué pour ses égaux, il était considéré comme un excellent officier. Nul mieux que lui ne possédait le secret de subjuguier les masses. « Cependant sous les allures vives et hardies qui désignaient si bien le futur chef d'un peuple aventureux, il cachait les plus belles inspirations de la poésie, un esprit de dévouement et d'abnégation, un sentiment inébranlable de fidélité au devoir. »

Auteur de chansons populaires chez les soldats, il exerçait sur eux une grande influence. Il s'était promis de

de ressusciter la nationalité croate par les armes, sachant que tout arrangement amiable avec les Magyars était impossible. On est allé jusqu'à le représenter comme un simple instrument du despotisme autrichien. C'est évidemment là un point de vue exagéré, car à l'origine, son action fut toute spontanée, inspirée par l'ardeur de l'idée nationale. C'était, en un mot, un patriote dévoué tout ensemble, à la cause slave et à la dynastie, intimement convaincu que l'intérêt de sa nationalité était inséparable de l'alliance autrichienne.

Les intérêts des Slaves, étaient conformes à ceux de l'Autriche. Jellachich, crut que l'occasion était venue, d'affranchir ses concitoyens de la centralisation magyare et d'établir sa fortune politique au cœur même de l'empire.

Ce fut dans le moment même, où les destinées de l'Autriche et son intégrité territoriale étaient en péril, qu'une députation croate arriva à Vienne. Elle venait faire part à l'Empereur de son dévouement et en même temps de ses craintes. Les Croates, étaient prêts à se battre pour la défense de la couronne impériale et l'intégrité de l'empire, mais ils demandaient à l'Empereur, de placer à leur tête, un chef capable de les conduire et qu'ils pussent suivre avec confiance. Un seul homme leur paraissait à la hauteur des circonstances, c'était Joseph Jellachich.

« L'empereur ne se dissimulait pas les dangers, il partageait les craintes des Croates ». Jellachich fut donc créé Ban. On avait eu soin de dater la nomination de Jellachich, d'un jour antérieur à la constitution du cabinet Batthiany, afin de ne pas empiéter sur les prérogatives du ministère hongrois. Mais le nouveau Ban, comprenait

la responsabilité qui pesait sur lui. Un grand mouvement slave, commençait à se dessiner. Il s'agissait de revendiquer, au besoin par les armes, les privilèges de la race slave, les droits de sa religion, « de maintenir l'autorité impériale, seul arbitre impartial entre les nationalités diverses et de fonder la liberté sur l'ordre et la fidélité. »

« Mon sort est jeté, disait-il, dans une lettre confidentielle qu'il écrivait à cette époque à un ami. J'irai droit au but : ma conduite sera loyale, ouverte. Si je réussis, tant mieux ; si je succombe, je succomberai au moins en soldat, en patriote, en loyal serviteur de mon empereur et maître. »

Son intention était donc de défendre énergiquement la nationalité croate. La Croatie, avait d'ailleurs vis-à-vis de la Hongrie une organisation ancienne nettement définie. Rien de plus naturel alors pour les patriotes croates, que de faire comme les Magyars et de songer eux aussi à profiter de la révolution récente.

La tâche de Jellachich était difficile. Pour diriger le mouvement, il fallait pénétrer en quelque sorte au cœur de la nationalité slave. Il ne fit point appel, pour arriver à ce but, ainsi que l'ont prétendu certains, au fantôme du Panslavisme, pas plus qu'il ne se soumit aux prétentions du czar.

Jellachich était l'idole de sa nation. Cette idolatrie, il la devait à son caractère, à son mérite. Connaissant ses compatriotes, il savait les exalter mieux que tout autre. « S'il était en si haute estime parmi les Slaves, c'est qu'il s'était toujours montré prompt et hardi au moment du danger. C'est que dans toutes les circonstances critiques, il conservait le même sang-froid. » C'est ainsi qu'il par-

vint à animer les Slaves méridionaux, d'un seul esprit, d'une seule volonté. On s'attacha à lui, comme au plus ferme champion des droits du pays et du bon ordre, comme au plus fidèle serviteur de la grande cause yougoslave contre la tyrannie magyare. Il ne fut pas, comme ont essayé de le faire croire les Magyars, un chef de brigands, espèce de condottière, instrument aveugle de la réaction autrichienne, sorte de Radetzky du Danube, exclusivement discipliné et militaire. Jellachich, allait combattre pour défendre la liberté nationale des Slaves du sud, au nom de leurs franchises politiques, injustement méconnues par les Magyars. Il allait combattre, pour secouer leur joug et revendiquer la chose la plus sacrée que puisse défendre un peuple, l'indépendance nationale.

Jellachich, n'avait pas seulement reçu le titre de Ban, qui ne lui conférait guère, en fait de pouvoir militaire, que le commandement de la levée des nobles en cas d'attaque venant du dehors. En outre, contrairement à la coutume, il avait été investi du commandement des régiments frontières et des autres troupes autrichiennes stationnées en Croatie. Il avait donc à sa disposition, une armée assez considérable et l'on pensait bien à Vienne, qu'il saurait s'en servir dans l'intérêt de l'empire. Cette faveur marquée, parut aux Croates, un encouragement et des révoltes partielles contre la Hongrie, furent ouvertement organisées par le Ban.

Dès son élection, en effet, Jellachich, rompit avec la Hongrie. Aucune inspiration étrangère, ainsi qu'on l'a cru, ne vint se mêler à cette détermination et la preuve, c'est que dans les comitats du nord, les populations slaves se mirent aussi en insurrection. A peine arrivé à Agram,

(18 avril) Jellachich suivit la ligne de conduite qu'il s'était tracée.

C'est sur ces entrefaites, que les députés magyars envoyés en Croatie, pour se rendre compte de l'état des esprits, de retour à Pest, rendirent compte de leur mission. Le tableau que ces députés firent de la Croatie, était sombre et menaçant au point de vue magyar. Fidèle à la cause slave et à la dynastie; en prévision des événements que devaient probablement susciter les progrès de la révolution, le nouveau Ban venait de placer sous le coup de la loi martiale (19 avril), « quiconque agiterait les esprits contre le roi légitime, la patrie et la nationalité croates ». Quelques jours plus tard, le 25 avril, il lançait un décret en vertu duquel, il détachait du gouvernement de Fiume (lequel était placé sous l'autorité de la couronne de Saint-Etienne), le district de Buccari et l'annexait à la Croatie.

Le mouvement national croate, se prononçait chaque jour de plus en plus contre l'élément hongrois, en se rapprochant davantage de l'alliance autrichienne. Plus le mouvement révolutionnaire, s'éloignant de son point de départ, présentait des symptômes de conflagration, plus le Ban Jellachich comprenait l'urgence d'appuyer sur le concours de l'Autriche, sa base d'opérations contre le mouvement magyar.

De son côté, le docteur Gaj, qui, depuis 1835, agitait la contrée dans une pensée hostile aux Magyars, lançait une première déclaration de guerre, en s'écriant à la fin d'un virulent discours prononcé dans la Dvorana : « Frères, les temps sont mûrs pour combattre l'oppression des Magyars. Aux armes donc ! et chassons du pays ces aristocrates asiatiques... » La presse, puissante auxiliaire du docteur Gaj, répandait sa doctrine parmi les populations slaves de

l'Autriche et de la Hongrie méridionales. Les écoles et les assemblées publiques, répondaient à l'appel de la presse, le mouvement national éclatait sur tous les points, aux cris de : « A bas l'oppression magyare ! »

Cependant, l'opinion publique magyare avait compris dès l'origine, la portée de ces différents mouvements nationaux et ses organes, le *Martius Tizenotodike* et même le *Pesti-Hirlap*, (journal choisi par le ministère pour la publication des actes officiels), réclamaient une action énergique, affirmant que l'agitation, était entretenue par les intrigues de la Cour, que les Serbes hongrois s'étaient mis en rapport avec les Serbes turcs et que le journal de Belgrade fomentait leur rébellion. Enfin, le club des radicaux de Pest, sur la proposition de Nicolas Wesselényi, signait le 30 avril, une pétition au ministère.

« Les Serbes, y était-il dit, ont proclamé l'intention de se séparer de la Hongrie. Jellachich s'est mis à la tête de la contre-révolution ; il se propose d'abolir les lois de 1848, par suite, (à ce qu'il prétend), de sa fidélité au roi, qui les aurait confirmées, forcé, et serait encore moralement prisonnier. Toutes les menées réactionnaires partent de Vienne, sont dirigées par la bureaucratie déchuë. Il faut donc, sans retard, enrégimenter cent mille hommes de toutes armes et faire appel à la générosité des patriotes, afin de couvrir les frais de la guerre, à l'aide de dons patriotiques. Il est nécessaire aussi, de prévenir les tentatives que peuvent faire les Serbes, pour entraîner avec eux les Valaques, jusqu'à ce jour sincèrement attachés à la patrie (prétendaient-ils) et dans ce but, il importe de créer une division valaque, dans le ministère des cultes et de l'instruction publique. Mais avant tout, Jellachich

doit être destitué et mis en accusation comme prévenu de haute trahison ».

La nouvelle des mesures, prises par le Ban Jellachich, fut à Pest le signal d'une tempête qui éclata avec fureur, quand on apprit qu'un émissaire magyar avait été arrêté par ordre du Ban. Le Président du Conseil partit aussitôt pour Vienne. Il obtint plusieurs rescrits royaux, que de retour à Pest, il s'empessa de publier.

Dans une première lettre, adressée à l'archiduc Palatin, l'empereur s'exprimait en ces termes :

« Mon cher cousin,

« Selon la rumeur publique, des tendances à une séparation, se manifestent dans plusieurs contrées de la Croatie. Comme leur réalisation pourrait gravement compromettre la réunion légale de ces provinces à la Hongrie et à la totalité de mon empire, je vous charge, mon cousin, d'envoyer en Croatie, un agent muni de pleins pouvoirs, en qualité de commissaire royal, pour prendre toutes les dispositions nécessaires à la répression de semblables menées.

Vienne, 6 mai.

Ferdinand.

Par une seconde lettre, l'empereur faisait connaître en ces termes, sa résolution au Ban Jellachich.

« Conformément à ma parole royale et au serment de mon couronnement, je suis fermement résolu de maintenir l'unité gouvernementale des pays réunis à la couronne de Hongrie. Je ne permettrai jamais que le lien légal des pays unis à la couronne hongroise soit relâché par des dispositions arbitraires et des résolutions unilatérales.

En conséquence, je vous ordonne de vous conformer exactement aux ordres de mon lieutenant royal et aux dispositions de mon ministère hongrois responsable,

auquel, en vertu de l'article 3 de la constitution de 1848, j'ai confié légalement la direction du Gouvernement de la Hongrie et de ses annexes. Je vous ordonne, en outre, de surveiller, dans votre sphère d'action officielle, l'accomplissement exact de ma volonté royale.

Vienne, 7 mai.

Ferdinand.

Le 10 mai, le Palatin, archiduc Etienne, adressait alors l'ordonnance suivante au Ban Jellachich :

« Considérant, qu'en votre qualité de Ban de Croatie, d'Esclavonie et de Dalmatie, vous avez adressé, à toutes les autorités et fonctionnaires desdits royaumes, une circulaire par laquelle vous déclarez altérés les rapports constitutionnels qui existent depuis des siècles entre la Hongrie et ses annexes (rapports qui par les lois les plus récentes n'ont pas subi d'altération) et par laquelle vous leur défendez d'obéir à d'autres ordres qu'aux vôtres ;

Considérant, qu'au mépris de la loi qui m'autorise exclusivement de publier ou de révoquer sous la contre signature d'un ministre responsable la loi martiale, vous avez non seulement, fait publier cette loi dans les pays annexes et dans les juridictions où je l'avais déjà fait publier moi-même, mais vous l'avez encore appliquée à des délits, qui, d'après les lois existantes, n'ont jamais été du ressort des conseils de guerre ;

Considérant, qu'en agissant ainsi, vous avez exercé un droit souverain et outrepassé les attributions du Banat, avant d'avoir été installé dans vos fonctions et d'avoir prêté le serment prescrit ;

Considérant, que la volonté de S. M. notre roi couronné et l'article 3 de la constitution de 1848, m'ont conféré le droit illimité d'exercer, au moyen d'un ministère respon-

sable, le pouvoir exécutif tant dans le pays que dans ses annexes..... »

Par suite, le Palatin, ordonnait que la circulaire en question, fut déclarée inconstitutionnelle et illégale : que le tribunal martial et que les sentences prononcées fussent déclarées nulles et sans valeur. Le Ban Jellachich était de plus, chargé de révoquer par un contre-ordre, la susdite circulaire ainsi que la publication de la loi martiale.

Le lendemain 11 mai, par un nouveau rescrit, le lieutenant feld-maréchal Jean Hrabovszky, commandant à Peterwarad, était nommé commissaire en Croatie et investi de pleins pouvoirs « pour rétablir l'ordre, comprimer les mouvements qui menaçaient de détacher les territoires annexés à la Hongrie et en rechercher les instigateurs, pour les punir suivant toute la rigueur des lois ».

Le 14 mai, un décret de l'archiduc Palatin ordonna au lieutenant feld maréchal Hrabovszky de destituer Jellachich, sa nomination à la dignité de Ban pouvant être annulée, d'autant plus qu'il n'avait pas été installé et de lui intenter ensuite un procès, après examen préalable des abus d'autorité qui lui étaient imputés.

La lecture de ces ordonnances, publiées le 15 mai, à Agram, dans la salle de la municipalité, fut accueillie par des cris de fureur. Les Croates étaient exaspérés. La *Gazette d'Agram*, commentant leur contenu, « déclarait que les Croates, ne reconnaîtraient jamais des actes qui lésaient les intérêts du roi et compromettaient le salut de la nationalité croate ».

De leur côté les Serbes, lorsqu'aux mois de mars et d'avril 1848, le trône des Habsbourg, eut accédé à toutes les exigences des Magyars, commencèrent à craindre

sérieusement pour leur nationalité. Ils ne tardèrent pas à suivre l'exemple des Croates et dès le 17 mars, rédigèrent dans une assemblée convoquée à Pest, une pétition dans laquelle ils demandaient des garanties pour leur nationalité. Les ministres hongrois, qui tous, appartenaient à la race magyare, avaient déclaré aux délégués des Serbes, « qu'ils ne pouvaient ni ne voulaient reconnaître en Hongrie, une nationalité autre que celle du Magyarisme ». La nouvelle des dispositions magyares, hostiles à la nationalité des Serbes, ne devait pas tarder à se répandre dans les districts serbes de la Hongrie méridionale et à y provoquer une grande irritation. Les Serbes rédigèrent alors à Neusatz, une seconde pétition, qui, du reste, n'eut pas plus de succès que la première, et où ils demandaient l'indépendance de leur culte, la nomination de leurs évêques, la réintégration des couvents dans leurs propriétés, un consistoire indépendant, la liberté de synode, l'admission de son métropolitain à la Diète, la participation aux emplois publics.

Le ministère Batthiany, avait espéré pouvoir paralyser ces symptômes d'indépendance en opposant aux prétentions des Serbes, les réclamations des Roumains, tout aussi fondées au point de vue de la justice. Mais c'était là un calcul faux ; car loin de les diviser, il ne fit que resserrer les deux races dans une alliance basée sur des intérêts communs. Dès lors, le mouvement national, gagna rapidement tous les districts serbes et ce fut, sur ces entre-faites, ainsi que nous l'avons vu précédemment, dans une assemblée tenue à Carlowitz (13 mai) que les Serbes, votèrent le rétablissement de la dignité de patriarche et de celle de voïvode; la constitution des Serbes en nation indé-

pendante et leur union avec la Croatie, c'est-à-dire la fédération illyrienne.

L'agitation antimagyare et les tendances de séparation qui se manifestaient dans les contrées serbes, ne tardèrent pas à augmenter de jour en jour et à prendre bientôt le caractère d'une véritable insurrection. Le Comité de Carlowitz prit le titre de Comité Central pour l'administration du Voïvodat serbe ; puis il se mit en rapport direct, avec un grand nombre de comités locaux répandus sur les divers points du pays. En même temps, une insurrection des Serbes du Bas Danube était organisée par le colonel d'un régiment de la frontière, Etienne Suplikacs, avec l'assistance du patriarche grec.

Le 7 juin, les Serbes, donnèrent le signal de la lutte. Renforcés de bandes venues de la Serbie Turque, ils attaquèrent les villages hongrois voisins, massacrèrent les habitants et ravagèrent le pays, ce qui ne devait pas empêcher le baron Jellachich, qui avait été dénoncé comme coupable de haute trahison, non plus que le patriarche grec Rajachich, allié de Suplikacs, d'être reçus à Inspruck par l'empereur et son frère l'archiduc François-Charles.

Les Serbes s'emparèrent ainsi de l'arsenal de Titel, chef-lieu du district frontière des Tchajkistes et entraînèrent dans le mouvement les Grœntzers (soldats des confins). Un autre camp, se forma pour la défense du Comité Central sur l'autre rive du Danube, à Carlowitz, à peine à une heure de marche de Petervarad, résidence du général Hrabovszky. Le Comité Central, lui écrivit alors que les Serbes ayant pris les armes pour la défense des droits de l'empereur Ferdinand, ils considéreraient toute attaque de sa part comme une affaire privée entre les Hongrois et

eux et non point comme une répression exercée en vertu d'un mandat de Sa Majesté impériale.

« S'il faut en croire un Serbe, dont le récit se trouve confirmé par la pétition qu'adressa au roi, le 10 juin, le Comité de Carlowitz, une députation se rendit auprès de Hrabovszky et l'invita à protéger la nation serbe contre le gouvernement hongrois. A quoi le général aurait répondu : « Je ne connais pas de nation serbe sur la carte de Hongrie ».

Les Serbes, considérant à juste titre cette réponse comme une menace, publièrent un appel aux armes auquel répondirent un grand nombre des habitants des Comitats voisins et des volontaires des confins militaires. Le 12 juin, le général Hrabovszky fit attaquer Carlowitz, pour en chasser le Comité Central serbe, qui s'y était installé au mois de juin, mais les Hongrois furent repoussés avec de grosses pertes. Aussitôt, la révolte gagna les confins militaires et la partie inférieure du comitat de Szérem. « Le général Hrabovszky annonçait alors au ministre de la guerre (15 juin) que le Comité Central serbe, disposait de quinze à seize mille hommes et possédait deux pièces de canon de six ». Le Comité Central serbe, mettait en même temps sa caisse en sûreté à Belgrade, d'où ne devaient pas tarder à lui arriver de nombreux volontaires.

Le 4 juin, dans une lettre adressée aux régiments de la frontière stationnés en Italie, le Ban Jellachich, avait déclaré de nouveau, que les révoltes contre les Magyars étaient sanctionnées par la famille impériale d'Autriche. De son côté, après l'attaque de Carlowitz, le Comité Central serbe, lança une proclamation par laquelle les troupes impériales, étaient invitées à ne point combattre les ennemis des Hongrois, vu que « la nation serbe était la seule ancre de salut du trône ».

Les Serbes, étaient commandés d'ailleurs par un général improvisé, qui devait montrer des talents remarquables, Stratimirovich : « Nous combattons, disait Stratimirovich dans son manifeste, contre ceux qui violent la Constitution, qui ne veulent la liberté que pour eux-mêmes, qui prétendent n'employer qu'au profit de la minorité magyare un trésor gonflé par les sueurs des Slaves, des Allemands des Roumains. » Cependant les Serbes et les Magyars, allaient continuer une guerre d'extermination, égorgeant les habitants, mettant à feu les villes et les villages, alors même qu'on ne leur faisait aucune résistance, et des troupes étaient concentrées sur les frontières de la Croatie, avec l'intention manifeste d'envahir la Hongrie.

Quant aux Roumains, nous avons vu précédemment que dans une grande assemblée tenue à Blajium (Balasfalva) (15 mai), ils avaient demandé leur reconnaissance comme nation, l'égalité des cultes, la suppression des termes outrageants pour les Roumains contenus dans le corps des lois, le retard du vote d'union avec la Hongrie, jusqu'au jour où les Roumains seraient représentés dans la Diète. En effet, la Diète de Transylvanie qui avait voté l'incorporation, se composait de trois cents députés, dont vingt-quatre Saxons et trois Roumains. Tous les autres étaient Magyars, peu disposés, par conséquent, à faire droit aux justes réclamations des nationalités opprimées.

Aussitôt après le vote, l'administration prit toutes les mesures de rigueur, qui devaient vaincre les résistances. Au moins, elle ne faisait pas mystère de ses cruautés. « Des potences et des pals furent dressés dans toute l'étendue du territoire, surmontés de drapeaux magyars, portant pour inscription : l'union ou la mort. Les colères

étaient poussées jusqu'au vertige ; de sanglantes rencontres se multipliaient dans les campagnes, entre les populations des deux races et les fureurs du gouvernement entretenaient la guerre civile. »

Au surplus, le temps des discussions pacifiques était passé : les violences des Magyars appelaient les luttes armées ; l'arrestation des deux orateurs patriotes Barnutz et Lauriano, provoqua un soulèvement général en Transylvanie. Une nouvelle assemblée fut convoquée à Orlat, près d'Hermanstat. Le premier régiment roumain de Transylvanie, était en garnison dans cette ville ; il fit cause commune avec le peuple. « L'assemblée d'Orlat protesta contre l'union, déclara qu'elle ne reconnaissait pas le ministère de Kossuth et qu'elle s'adresserait directement au cabinet de Vienne.

On fixa alors un rendez-vous général au Champ de la Liberté, près de Blajium. Soixante mille hommes s'y trouvèrent au jour fixé, armés de piques, de haches et de faulx ; il n'y avait que cinq cent fusils parmi l'assistance. Néanmoins, le commissaire magyar qui siégeait en Transylvanie avec des pouvoirs illimités, n'osa pas s'opposer à la réunion populaire.

Il fut résolu, comme à Orlat, de rester fidèle à l'Autriche, qui promettait des droits égaux à toutes les nationalités ; on décida en outre, l'armement général de tous les Roumains.

Chaque jour, la cause nationale faisait des progrès. Le deuxième régiment roumain de la Transylvanie, dans une assemblée tenue à Nasaud, près de la Bukhovine « protesta contre l'union et demanda que l'on prit des mesures de défense ». Le colonel Urban, adressa au peuple une proclamation, qui se terminait par un appel aux armes et organisa la guerre nationale, au nom de l'empereur. Puis

entrant immédiatement en campagne, il fit occuper, dans le voisinage, plusieurs villes et bourgs magyars.

A la Diète de Pest, les députés saxons et les députés roumains, s'étant prononcés, en faveur de la suprématie autrichienne, avaient été forcés de fuir, pour se soustraire aux fureurs de la populace magyare et s'étaient réfugiés à Hermanstadt. Là, réunis en assemblée mixte, ils avaient conclu « une alliance offensive et défensive entre Saxons et Roumains ». Par un incroyable contre-sens, la Hongrie luttant avec l'empire, mettait contre elle les peuples.

Lorsque l'archiduc Palatin, de retour d'Inspruck, publia le rescrit qui consacrait l'Union et par lequel l'empereur approuvait les mesures prises par le ministère magyar vis-à-vis de la Transylvanie et étendait à sa circonscription, les pouvoirs dont le Palatin était investi pour la Hongrie, les Roumains, comprirent qu'il n'y avait plus qu'à chercher par les armes, l'affranchissement qu'on leur avait refusé à Vienne.

« Mais la guerre en Transylvanie, faite à l'origine sans chefs militaires, sans règles de discipline, prit un caractère sauvage et ne fut bientôt qu'une suite d'atrocités réciproques. Les journaux magyars prêchaient le meurtre et l'incendie ; l'*Ellenor* publié à Clausenbourg, demandait mille têtes de Roumains pour étouffer, disait-il, la rébellion dans son germe. Le *Kol hirado* (n° du 29 octobre), engageait ses lecteurs à porter le fer et la flamme dans les villages roumains, et à massacrer jusqu'aux enfants au maillot, afin qu'il ne restât pas de traces de la génération actuelle. Enfin le gouverneur de la Transylvanie, représentant officiel des Magyars, invita publiquement les Szeklers à faire la chasse aux Roumains, leur assurant en toute propriété, chaque portion de terre qu'ils enlèveraient aux hommes de cette race. Les Szeklers répondirent avec

empressement au sanglant appel du gouverneur. Une horrible guerre de partisans se fit dans toutes les campagnes : d'un côté, les Roumains et les Saxons ; de l'autre, les Magyars et les Szeklers luttèrent de férocité. C'était moins des combats que des surprises et des égorgements suivis d'affreuses représailles » (1).

Au nord, les Slovaques, étaient en pleine insurrection ; aucun peuple ne voulait de la domination magyare.

Un événement malheureux pour la cause des nationalités de Hongrie, était venu encore, augmenter l'intransigeance et l'arrogance des Magyars et leur permettre d'obtenir concessions sur concessions.

Le péril révolutionnaire, devenant chaque jour plus grand, le peuple ne se montrant jamais satisfait des concessions qu'il obtenait : justement alarmé par la mesure qui confiait à la garde nationale, le service militaire du palais, l'empereur était parti. Le 17 mai, il était sorti, comme d'habitude, pour sa promenade en voiture ; le 18, au matin, la population et en même temps le ministère, apprenaient que pour raison de santé, il s'était décidé à passer quelque temps parmi ses fidèles Tyroliens. L'empereur était parti sans avertir ses ministres. Il y eut un moment de stupeur générale, les révolutionnaires eux-mêmes furent atterrés. C'est alors que d'Inspruck l'empereur d'Autriche adressa à ses peuples (20 mai 1848) le manifeste suivant :

« Les événements de Vienne du 15 mai, me donnent la triste conviction, qu'une faction anarchique, s'appuyant sur la légion académique, égarée en grande partie par des étrangers, et sur certaines fractions de bourgeois et

(1) Elias Regnault, *Histoire politique et sociale des Principautés Danubiennes*.

de gardes nationaux qui ont oublié leur serment de fidélité, voulait m'enlever la liberté d'agir pour dominer les provinces ; que ces prétentions isolées, ont certainement irrité les provinces, autant qu'elles ont irrité les habitants loyaux de ma résidence.

« Il ne m'est resté que le choix de sortir de cette crise avec ma fidèle garnison, en employant au besoin la force, ou bien de me retirer pour le moment, silencieusement, dans une de mes provinces, qui, heureusement, me sont toutes restées fidèles.

« Le choix ne pouvait être douteux. Je me décidai pour l'alternative pacifique et me retirai vers les pays montagneux, fidèles en tous temps et où, en même temps, je me rapprochais des nouvelles de l'armée, qui combat si vaillamment pour la Patrie.

« Loin de moi la pensée de vouloir reprendre les dons que j'ai faits à mon peuple dans les jours de mars et leurs conséquences naturelles, ou de les diminuer. Au contraire, je serai toujours disposé à écouter les désirs raisonnables de mes peuples, manifestés par les voies légales, et à tenir compte des intérêts nationaux et provinciaux ; mais il faudra qu'ils aient un caractère général, qu'ils soient exprimés d'une manière légale, délibérés par la Diète et soumis à ma sanction, et non pas extorqués à main armée par quelques individus sans mandats.

« Voilà ce que j'ai voulu dire à mes peuples, que mon départ a vivement inquiétés, pour les calmer et leur rappeler en même temps, comment, dans ma sollicitude paternelle, j'ai toujours été prêt à accueillir même ceux de mes enfants que je croyais égarés, lorsqu'ils revenaient à moi.

« Inspruck, le 20 mai 1848.

« Signé Ferdinand. »

Les Viennois, n'accueillirent pas avec grande faveur, ce manifeste empreint pourtant d'un grand esprit de justice et de modération. Il n'en fut pas de même dans les provinces, où la première nouvelle des événements du 15 mai, avait réveillé les traditions monarchiques qui unissaient les peuples au souverain. Le Tyrol, les États de la Silésie, toutes les provinces de la monarchie, la Hongrie même, rivalisèrent en témoignages de dévouement et de fidélité.

En effet, à peine le ministère hongrois avait-il appris le départ de l'empereur de Vienne, que son premier soin fut d'envoyer en toute hâte le prince Esterhazy à Inspruck (peut-être dans un but intéressé, car il était facile pour lui de comprendre l'intérêt, qui pouvait exister à avoir l'empereur à sa discrétion), pour déposer aux pieds de Sa Majesté, l'hommage de la fidélité hongroise et l'inviter à venir chercher un refuge, au milieu de ses sujets les plus dévoués.

Mais l'empereur, se sentait chez lui dans cette sorte de Vendée montagnaise qu'était le Tyrol. Aussi devait-il répondre, quelques jours après cet offre d'un asile magyar, « qu'il remerciait de tout cœur sa fidèle nation de ses témoignages de dévouement, mais qu'il regrettait de ne pouvoir se rendre immédiatement à son invitation ». En revanche, il promettait de venir à Pest, à l'occasion de l'ouverture de la Diète et alors, accompagné de sa famille, il y ferait un plus long séjour que d'habitude.

Nous avons dit plus haut que le peuple viennois se montra profondément dérouté et inquiet de la fuite de l'empereur. Il y avait là un phénomène semblable à celui que nous avons vu se produire en France, lors de la fuite du roi Louis XVI en 1792. C'était toujours la même

confusion entre le monarque et la monarchie. On pensait que l'une, ne pouvait pas aller sans l'autre, que le monarque était nécessaire au bonheur du pays. Aussi, y eut-il une sorte de réaction momentanée contre les principes révolutionnaires, anti monarchiques : les vieilles habitudes de soumission reprirent le dessus. Le 18 mai, deux journalistes, qui, dans la stupeur générale, s'étaient avisés de proclamer la République, avaient failli être écharpés par les ouvriers. « Tant de siècles d'autorité incontestée, en avaient imprégné la matière cérébrale de ces hommes, chez lesquels, le citoyen n'était pas encore suffisamment sorti du sujet. »

Le ministère profita de cet effarement. Composé de Pillersdorf à l'Intérieur, de Colloredo-Wadsee aux Affaires Étrangères, de Kabeck aux Finances, de Stadion à la Présidence du Conseil Aulique et de Kollowrat et Hardig, ministres sans portefeuille, il déclara qu'il resterait aux affaires ; qu'il avait envoyé le comte de Hoyos, commandant en chef de la garde nationale et le comte Wilezeck, auprès de l'empereur, pour l'engager à revenir et qu'il ne demandait qu'à s'entendre avec les comités (comité central de la garde nationale, comité des étudiants) pour le maintien de l'ordre. Le comité de la garde nationale se dispersa de lui-même. Le comte d'Auesperg fut nommé commandant de la garde nationale et de la Légion Académique dont le ministère avait décrété la dissolution (25 mai) et qui avait été incorporée dans la garde nationale. Le comte de Montecuculli, président de la régence de la basse Autriche, prit en main la direction d'un comité de sûreté, chargé de défendre les attroupements et les assemblées nocturnes.

Mais la situation de la capitale, se compliquait chaque

jour, malgré les efforts de citoyens loyaux et honnêtes, trop peu nombreux pour résister aux empiétements de la démocratie radicale. Vienne se trouvait livrée, par la faiblesse et la peur, à l'audace croissante de cinquante meneurs, tout puissants sur les masses populaires.

Le 25 mai, lorsque le comte de Montecuculli, annonça la dissolution de la Légion Académique (formée par les étudiants et les émigrés étrangers) et qui était la force vive de la révolution, étudiants, bourgeois, ouvriers, coururent aux armes. Un soldat, tua d'un coup de baïonnette un bourgeois nommé Drechsler, ce fut le signal des barricades ; la ville s'en couvrit et la garde nationale s'apprêta à les défendre.

Vienne présentait alors, malgré l'effervescence des esprits, un spectacle des plus curieux et des plus pittoresque.

« Le peuple, debout aux barricades, buvait et mangeait en attendant un ennemi qui n'existait pas. La lueur des torches, éclairant en silhouette les visages accentués des insurgés, les discours des orateurs, faisant du patriotisme, le verre à la main ; les harangues des étudiants poétisant leur courage en face de veau froid et de choucroute ; l'héroïsme des gardes nationaux au feu... de leurs cigares ; l'attitude généreuse des vainqueurs ; la désinvolture agaçante des nymphes de carrefour ; la débauche se voilant à peine aux regards, dans l'ombre projetée des barricades ; la main calleuse des barricadeurs demandant le salaire de leur travail, parant l'aumône du nom de quête patriotique. Cette même main écrivant sur les murs des maisons : « Respect à la propriété » ; le choc des verres et des baisers, l'éclat des rires et des voix, formaient çà et là des contrastes insaisissables au pinceau de

l'artiste comme à la plume de l'historien ; les couleurs variées de la fantaisie, donnaient à ce tableau nocturne les tons les plus fantastiques ; c'était la perfection du laid.

Peu à peu, les bruits de l'insurrection s'étaient apaisés, le silence du repos commençait à remplacer les rumeurs du peuple en travail d'émeute, lorsque tout à coup une formidable détonation se fit entendre dans la direction du faubourg de Léopoldstadt : « Nous sommes trahis ! s'écrient les insurgés en armant leurs fusils, les ministres nous ont trompés : voici Windischgrœtz... , aux armes ! » Aussitôt les cloches des églises sonnent le tocsin, les tambours battent la générale, les barricades se couronnent de défenseurs, les chefs animent le courage des bataillons. Un Français, professeur breveté des barricades, parodiant la Marseillaise, s'écrie dans une langue inconnue : « Le jour de gloire est arrivé ! » — « C'est possible ! lui répond un garde national qui l'a deviné plutôt que compris ; mais Windischgrœtz arrive aussi... » Une seconde détonation retentit dans les murs de la ville, plus de doute, c'est le signal de l'attaque. « En avant ! s'écrie un étudiant : à la mort, les braves ! » Les meneurs, qui préfèrent vivre, se retranchent derrière les barricades ; la compagnie des femmes armées s'éclipse, et les plus braves attendent d'un pied plus ou moins ferme, en raison des libations nombreuses, les troupes du prince Windischgrœtz, qui ne viendront point (1). »

Les détonations que l'ont avait entendues, n'étaient, en effet, que des salves de réjouissance tirées en l'honneur

(1) Balleydier, *Histoire des Révolutions de l'empire d'Autriche*, tome I, pages 261 et suivantes.

d'un corps de Magyars, venu de Presbourg au secours des Viennois. L'enthousiasme fit place alors à la panique et le reste de la nuit se passa en réjouissances et en accolades fraternelles.

Le ministère, désorienté, sans appui et sans forces, céda de nouveau ; il s'engagea à ne pas quitter Vienne, promit de hâter la réunion de la Diète, d'obtenir de l'empereur son retour ou la nomination d'un lieutenant et de laisser subsister la Légion Académique. Un comité de sûreté, composé de conseillers municipaux, de gardes nationaux et d'étudiants, était garant du maintien de l'ordre, mais aussi du maintien des concessions du 13 mai, solennellement confirmées. Le 26 mai, marqua le triomphe de la démocratie à Vienne. Montecuculli prit la fuite et Hoyos fut livré en otage, mais devait être bientôt rendu à la liberté. L'Empereur, par ses proclamations des 3 et 6 juin, sanctionna tout ce qui s'était fait. La révolution était donc triomphante, mais la bourgeoisie effrayée, ne devait pas tarder à se séparer des révolutionnaires de Vienne. « Sur les premières barricades de l'année, la bourgeoisie, en effet, avait aperçu le spectre de la République et le spectre du Socialisme. »

Le premier ministère constitutionnel hongrois, était composé à la fois de conservateurs réformistes et de radicaux : d'un côté Batthiany, président du conseil, Deak, ministre de la justice ; Oeltvœs, ministre des cultes ; de l'autre, Szemère, ministre de l'intérieur et surtout Kossuth, à qui avaient été données les finances. Les premiers, sincèrement royalistes, constitutionnels scrupuleux et dynastiques dévoués, considéraient la révolution comme terminée au 10 avril et ne songeaient qu'à développer en paix les institutions nouvelles. Les seconds, voulaient

l'existence d'un état magyar absolument indépendant. « Leur présence devait compromettre le ministère aux yeux de la Cour ; Kossuth, publiait des articles programmes, peu propres à calmer les défiances du gouvernement de Vienne. Aux Finances, il prenait une série de mesures destinées à marquer l'opposition des intérêts de l'Autriche et de la Hongrie, en matière de banque, de monnaie, etc. » Le 24 mai, Kossuth, publiait un décret portant émission de bons du trésor jusqu'à concurrence de deux millions de florins, divisés en coupures de cinquante et de cent florins, payables tous les trois, six et douze mois, avec intérêt de 5 0/0. Ces deux millions n'étant pas suffisants, un autre décret du même jour, était venu annoncer que l'État allait émettre pour 12.500.000 florins de billets, de un à deux florins, payables à vue, à la banque commerciale de Pest. « Ces émissions successives, étaient faites, disait Kossuth, pour couvrir les dépenses nécessitées par des circonstances exceptionnelles et la révolte des différentes nationalités, en attendant qu'un nouveau système financier en rapport avec les institutions libérales vint procurer l'argent nécessaire. »

Pour faire triompher leurs prétentions et s'assurer la domination sur les autres races de la Hongrie, en un mot, pour donner carrière à l'injustice, les Magyars comprenaient aisément qu'ils devaient d'abord s'affranchir de tout contrôle.

Aussi longtemps que la Hongrie serait unie à l'Autriche, comme une des couronnes de la maison de Habsbourg, la politique de monopole et d'exclusion qu'ils avaient inaugurée, était difficile à pratiquer. Pour opprimer les Slaves, il fallait se débarrasser des arbitres allemands. Les Magyars aspiraient donc à se séparer de l'empire d'Autriche,

moins par haine des Allemands que par haine des Slaves, qu'ils tenaient sous leur domination et que couvrait souvent la protection de l'empereur. Ce n'était ni l'égalité, ni la liberté qu'ils demandaient. « L'égalité répugne à la race magyare : il n'y a pas un peuple plus profondément aristocratique » ; la liberté, ils en jouissaient déjà sous la vice-royauté nominale d'un archiduc.

Comme les révolutionnaires de beaucoup d'autres pays, « c'était le droit de tyrannie qu'ils voulaient conquérir ». On ne put bientôt s'y tromper. A partir du mois d'avril, l'attitude des Magyars en face de celui qu'ils reconnaissaient encore pour leur souverain, devint de plus en plus une révolte. Nous verrons, la Hongrie, faire partir des ambassadeurs pour Vienne et plus tard pour Francfort, comme si elle traitait de puissance à puissance ; elle réclama le droit de lever ses propres troupes et d'en disposer à son gré. Les Magyars firent tous leurs efforts pour détourner de leur devoir, les troupes jusqu'alors fidèles à l'empereur.

Dans le numéro du 26 avril du *Pesti-Hirlap*, (journal du gouvernement, jusqu'à la création d'un journal officiel, le *Kozlony*, 1^{er} juin) on put lire une notification destinée, disait-on, « à apaiser les clameurs publiques » et qui contenait le passage suivant :

« Le ministre des affaires étrangères, a été invité à déclarer au ministre de la guerre autrichien que le gouvernement hongrois, malgré la meilleure volonté, ne pourrait point réprimer les manifestations extérieures de l'opinion publique, si l'on ajournait longtemps encore le rappel des troupes hongroises d'Italie. »

Le ministère Batthiany avait décrété une levée de dix mille hommes de gardes nationaux (16 mai) et se sentant

devenir plus fort, à mesure qu'avancait l'organisation de la nouvelle force armée, le ministère se décida à exiger que toutes les troupes stationnées en Hongrie, prêteraient dorénavant serment de fidélité, au roi Ferdinand I^{er} et à la Constitution Magyare. L'armée hongroise ne devait plus être liée que par « un serment de fidélité hongroise ».

Le 1^{er} juin, conformément au décret ministériel, les ministres profitèrent de l'arrivée d'Italie, du colonel Mezzaros, leur collègue à la guerre (qui devait être bientôt nommé général de brigade par rescrit de l'empereur) pour faire prêter publiquement serment par la garnison de Budapest, à la Constitution.

« Ces serments prêtés par les soldats de l'Autriche, dit M. Irányi, dans son livre sur la Révolution de Hongrie en 1848, ne changèrent point en général leurs dispositions hostiles, non plus que l'ordre qui fut donné par le roi aux commandants généraux des forteresses, d'obéir au gouvernement hongrois. L'esprit de ces troupes, était très opposé au nouvel ordre de choses et l'on avait pu s'en apercevoir à Bude même ». En effet, dans la Cour et dans l'armée, la foi en l'avenir de l'Autriche restait entière.

De plus, les Magyars ne cachaient pas leurs sentiments et exprimaient hautement leurs sympathies pour les insurgés italiens. C'était le moment, où, en Italie, la Révolution était triomphante. Les journaux démocrates enregistrèrent dans leurs feuilles, les succès remportés par les armes italiennes au prix du sang de leur frères. L'un d'eux la *Gazette de Pest*, annonçait en ces termes, le triomphe des Milanais : « La victoire du peuple est complète. La nuit dernière, l'ennemi forcé dans ses retranchements, a du recourir à une fuite précipitée. »

Le Marzius allait plus loin encore que la *Gazette de Pest*, qui, cependant, regardait comme ennemis, les soldats de l'Autriche fidèles à leurs drapeaux..

« Après avoir publié une prétendue proclamation de Charles-Albert, datée de son quartier général et terminée par ces mots : « Je vais sceller à Vienne, avec le pommeau de mon épée, l'indépendance de l'Italie que j'ai conquise les armes à la main ». *Le Marzius* ajoutait : « Quant à nous, Hongrois, nous ne manquerons point à cette fête ». Faisant chorus avec ses confrères, l'*Hétlap* fulminait dans ses colonnes la peine de mort contre Radetzki, qu'il accusait de trahison envers la Hongrie, parce que le colonel Mezzaros, qui venait d'être nommé ministre de la guerre du ministère hongrois, continuait momentanément à combattre en Italie à la tête de son régiment.

« C'est ainsi que ces prétendus patriotes, faisant cause commune avec les révoltés, comprenaient l'honneur du soldat, le devoir du citoyen et les intérêts de la patrie ; mais qu'importaient aux révolutionnaires l'honneur, le devoir, la patrie ? L'honneur, pour eux, c'était l'insurrection ; le devoir, la trahison ; la patrie, le chaos (1). »

Les Magyars, du reste, ne devaient pas tarder, comme nous le verrons, à rappeler leurs régiments de Lombardie et à refuser dorénavant de contribuer aux subsides nécessaires pour la continuation de la guerre. Ils devaient se refuser également, au paiement de la dette impériale, aux contributions de l'empire. « Ni un homme, ni un ducat, tel

(1) Balleydier, *Histoire des Révolutions de l'empire d'Autriche*, t. I, page 153.

devait être leur dernier mot, dût la monarchie impériale s'écrouler. »

Mais en même temps que les Magyars relâchaient le lien qui les unissait à l'empire des Habsbourg, ils s'apprétaient à faire rentrer dans l'obéissance, leurs sujets révoltés de Croatie et de Serbie.

Le ministère, fit un appel aux armes auquel répondirent un nombre considérable de patriotes. La jeunesse en foule, se précipita sous les drapeaux. En même temps, il ouvrait une souscription nationale pour les besoins de la patrie menacée. A cet effet, après avoir déclaré dans une proclamation, qu'il ferait tout ce qui était possible pour remplir sa mission, rendue plus difficile par les embarras du temps, il terminait en ces termes :

« Nous engageons les citoyens, à favoriser, par tous les moyens qui seront en leur pouvoir, l'organisation rapide du corps de volontaires, décrétée récemment ; et comme la patrie se trouve actuellement en danger, nous les engageons enfin, à déposer sur l'autel de la patrie, une partie de leurs fortunes et de consacrer au salut de la patrie, à titre d'emprunt, sinon à un autre titre, de l'argent ou d'autres objets qu'on peut facilement convertir en espèces.

« Nous avons foi dans l'enthousiasme et dans le patriotisme de la nation qui a sauvé notre patrie, dans les circonstances les plus difficiles. Nous croyons que notre appel ne restera pas sans effet..... »

Les dons volontaires, affluèrent en grande quantité.

Les municipalités, les comitats et les villes s'imposèrent pour la plupart de lourds sacrifices. Elles votèrent des subsides collectifs. Pest notamment vota 200.000 florins.

Quant aux particuliers, chacun, riches comme pauvres, eut à cœur d'apporter son offrande : soit de l'argent monnayé, des métaux précieux, du blé, du linge, des chevaux, des armes, en un mot, tout ce qui pouvait être utilisé. « Les paysans apportaient leurs montres, les paysannes offraient jusqu'à leur anneau de mariage. Un pauvre journalier vint apporter dix-huit florins, ses économies, peut-être tout son avoir. »

L'enthousiasme régnait partout. De tous côtés, on demandait des armes ; on organisait la garde nationale. On fit venir des fusils de l'étranger, de Belgique et d'Angleterre. On établit une fabrique d'armes à Pest.

Sur ces entrefaites, advint la Révolution du 15 mai à Vienne.

« La Révolution Viennoise, dit M. Iranyi, ne nuit en rien à la Révolution Hongroise ; elle lui fut, au contraire, en général très utile ; elle fut sa sœur et son amie. »

La Révolution de Vienne, en effet, venant s'ajouter aux autres embarras, parmi lesquels se débattait l'empire d'Autriche, permit aux Magyars d'obtenir tout ce qu'ils voulaient.

Batthiany, ne devait pas tarder à revenir d'Inspruck (14 juin) en rapportant les rescrits royaux qui sanctionnaient les prétentions magyares et qu'il s'empressa de publier.

Le premier de ces rescrits, datés du 10 juin, ordonnait au ministre de la guerre autrichien de se conformer aux actes du ministre de la guerre hongrois, en tout ce qui concernait les dispositions relatives à la Hongrie, les terres annexes, les frontières militaires et la Transylvanie. En même temps, le ministre de la guerre hon-

grois, colonel Mezzaros était nommé général de brigade.

Par un second rescrit (10 juin), le monarque donnait gain de cause au cabinet magyar. Il considérait comme non fondées, les craintes des Saxons et des Roumains de Transylvanie au sujet de leurs nationalités et désavouait l'attitude de plus en plus belliqueuse du Ban Jellachich.

Après avoir rappelé, dans un manifeste royal adressé aux Croates et aux Esclavons et qui accompagnait ce dernier rescrit, que les Croates devaient, à leur union à la Hongrie, leur liberté constitutionnelle, que, seuls, parmi toutes les races slaves, ils avaient conservée durant plusieurs siècles : il ajoutait que non seulement « ils avaient joui des mêmes libertés que les Magyars, mais qu'ils avaient gardé des privilèges exceptionnels ». Il accusait de plus le Ban Jellachich, d'être la cause de l'hostilité qui de toutes parts, se manifestait contre la Hongrie et déclarait non fondées « les accusations de prétention à l'omnipotence adressées aux Magyars par les peuples slaves ». Il reprochait ensuite au Ban de s'être illégalement fait installer dans la dignité du Banat, cérémonie, dont le roi ou le palatin, avaient seuls l'initiative et le suspendait de toutes ses fonctions civiles et militaires. Le Ban cependant, n'en conserva pas moins sa position, déclarant qu'il agissait conformément aux intentions réelles et aux instructions de son souverain, à qui ces ordonnances avaient été arrachées par la violence.

Le roi, enfin, terminait en rappelant aux Croates, les sentiments de fidélité dus au souverain.

De son côté, le Ban n'était pas resté inactif. Le 16 mai, il avait ordonné la levée en masse, de tous les hommes en état de porter les armes pour la défense de la

liberté et de la nationalité croate. Il avait ordonné également, qu'on dressât l'inventaire de tous les vivres, de toutes les munitions et de toutes les armes que l'on pourrait trouver. Chose assez curieuse, ces mesures étaient datées du même jour où Batthiany décrétait la levée de dix mille hommes.

Le 5 juin, il convoquait la Congrégation générale des Croates et Slavons et il ne retirait pas la convocation, alors même que sur les instances du cabinet magyar, Ferdinand lui-même l'eut condamnée, par un décret en date du 29 mai.

En même temps, le 25 mai, il faisait désarmer les nobles du district de Turopolja qui étaient inféodés à la cause magyare. Il préparait ainsi, l'occupation complète du littoral hongrois, dont seule, la capitale, Fiume, obéissait encore au comte Jean Erdody, nommé gouverneur par le ministère hongrois.

Contre ces mesures, le commissaire royal Hrabovszky ne sut rien faire. Il oscilla sans cesse entre la répression et le laisser faire. La vérité, c'est qu'il avait peur de n'être pas le plus fort et c'est pourquoi il ne fit rien.

Le régiment frontière de Brod, lui ayant fait demander s'il devait envoyer des députés à la Congrégation générale du 5 juin, il répondit : « Nommez-les, mais, jusqu'à nouvel ordre, ne les envoyez pas. »

Jellachich se montrait donc tel qu'il était, « homme d'action, résolu à tout, auquel l'expérience avait appris qu'il est des heures où parler n'est rien, où agir est tout, et qui, approuvé ou désapprouvé, marchait droit à son but, Tequel était de sauver l'empire au moyen de la nationalité croate. Le Ban n'était pas homme à s'inquiéter, s'il marchait ou ne marchait pas dans la voie

constitutionnelle, à écouter de droite et de gauche ceux qui pouvaient le rappeler au respect de la loi ».

Le 4 juin, il avait été installé solennellement Ban de Croatie. Cette cérémonie avait eu lieu à Agram, avec un éclat inaccoutumé, au milieu d'un enthousiasme indescriptible. La population d'Agram, était venue tout entière sur la place Sainte-Catherine, où la Diète Croate Slavone s'était rendue pour procéder à l'installation du Ban, installation d'un homme, qui, pour eux, représentait l'image vivante de la nationalité croate.

Lorsque le Ban parut, précédé du drapeau croate et des insignes de sa dignité, l'enthousiasme devint du délire, toutes les voix retentirent d'une même acclamation enthousiate. Le Ban s'écria alors : « J'ai toujours été fier d'être né en Croatie d'une mère Croate, mais mon bonheur a été parfait lorsque la voix de mon peuple, m'a appelé en son sein en qualité de Ban et que notre auguste monarque, devant les vœux de la nation, m'a confié cette dignité....

« Me voilà donc, peuple cher à mon âme, me voilà, ton Ban, cœur et âme, reçois moi dans tes bras fraternels et sois sûr que je ne veux vivre et mourir que pour la patrie et pour mon roi. »

Après avoir prononcé le serment du Banat, le Ban prit la parole pour mettre au point les relations de la Croatie et de la Hongrie, et s'exprima en des termes, qui, « vu la situation présente, avaient tous une portée politique ».

« Notre position vis-à-vis de la Hongrie, dit-il, après un court préambule, se présente sous trois formes ; ce qu'elle a été, ce qu'elle est et ce qu'elle sera. Ce qu'elle a été, appartient à l'histoire, ce qu'elle sera, est le problème soumis à la Diète. Je ne puis et ne doit me prononcer plus

ouvertement sur ce sujet ; mais je veux simplement constater que la conservation du lien qui nous unit à la Hongrie, dont la couronne est encore la couronne de notre patrie, est « le vœu du peuple, comme le mien propre ». Je me crois obligé de vous exhorter à suivre, dans vos rapports avec les Magyars, une ligne de conduite qui puisse maintenir intact, le lien qui nous unit à la couronne hongroise et assurer la légalité des droits et le libre développement des nationalités des peuples, vivant sous la couronne hongroise....

« Mais frères, c'est sur la base de la liberté, de l'égalité et de la fraternité que les relations entre les gouvernements et les peuples, que les rapports d'États à États et de peuple à peuple doivent être réglés. Voilà ce qu'exige le puissant esprit du temps qui dirige l'humanité en des voies de perfection. C'est sur cette base, que nous aussi, nous voulons établir nos rapports avec la Hongrie, puisque nous ne pouvons pas rester continuellement sous les armes et sur le qui vive. Les liens fraternels qui nous unissent depuis huit siècles, conseillent l'arrangement amiable des différends qui nous divisent. Mais s'il en était autrement, si les Magyars se montraient dorénavant envers nous et envers nos conationaux en Hongrie, non comme des frères, mais comme des oppresseurs, qu'ils sachent alors, que, fidèles à la devise de notre célèbre Ban, Jean Erdödi : *Regnum regno non præscribet leges*, nous sommes résolus à prendre les armes. Qu'ils sachent encore, qu'ils sont bien loin de nous, les temps où un peuple opprimait un autre peuple ; donc périsse la tyrannie magyare : nous ne l'avions pas reconnue avant le 15 mars ; mais après le 15 mars, nous l'avons brisée pour nous faire une nouvelle position vis-à-vis d'elle.

« Comme nous ne saurions obéir qu'à un gouvernement, qui nous régirait selon les principes fondamentaux de notre très ancienne constitution, d'accord avec le pouvoir royal, nous ne pouvons ni ne voulons nous soumettre au gouvernement magyar actuel, puisque celui-ci, non seulement ne se trouve dans aucun rapport légal avec le roi, mais en le réduisant à une indépendance entière, ébranle les liens fondamentaux de la monarchie.

« Je ne veux pas disséquer moralement, la commission qui a été illégalement établie contre ma personne et contre les autorités sous mes ordres (décret de l'archiduc Palatin du 14 mai); je ne veux pas examiner l'accusation qui nous représente comme les adversaires du roi et de la monarchie autrichienne, qui m'impute l'intention de vous livrer, vous et le roi, au colosse du nord. Cette accusation ne date pas d'aujourd'hui : n'importe, je la repousse comme un monsonge manifeste et notoire... Nos actions parlent pour nous.

« Mais, quant à la dénonciation de nos tendances panslavistes, nous voulons déclarer ouvertement que nos sympathies et notre attachement à nos frères slaves, s'adressent seulement aux nations, mais non à leurs gouvernements, puisque, dans cet amour général et réciproque, se trouve la générosité la plus sûre de notre vie nationale. »

Comme on le voit, ce discours était un mélange de modération et de fermeté. Il eut d'ailleurs un effet considérable.

Malgré la défense qui lui avait été faite de Pest, Jellachich laissa la Diète de Croatie se réunir le 5 juin. Pour la première fois, les confins militaires, y étaient représentés. Des députés des autres provinces slaves de la

monarchie assistèrent aux séances, mais ne prirent pas part aux votes. La Diète acclama le plan d'un grand État slave du sud, membre d'une sorte de fédération autrichienne, où les affaires communes se seraient réduites à la guerre, aux finances et à la politique extérieure.

C'est alors que le Ban de Croatie, tout destitué qu'il était de sa dignité de Ban par décret du Palatin, prit la route d'Innsbruck conduisant une nombreuse députation serbo-croate, chargée de soumettre à la sanction royale, les résolutions qui venaient d'être adoptées à la Congrégation d'Agram.

Après avoir vu l'archiduc François Charles (17 juin), frère puîné et héritier présomptif de l'empereur, de plus, époux de l'archiduchesse Sophie, « qui était le vrai homme de la famille pour l'énergie, l'audace et l'intelligence des situations », le 19 juin, en présence de la reine, de l'archiduc François-Charles et du prince Paul Eszterhazy, le baron Jellachich présenta au roi les députés croates et leur pétition, composée de onze articles, dans laquelle les pétitionnaires demandaient :

1° Qu'il fût institué un Conseil administratif, présidé par le Ban, responsable par devant la Diète d'Agram et non soumis au ministère de Pest, dont la Croatie ne pouvait se reconnaître dépendante ;

2° Que relativement aux finances, à l'armée, au commerce, la Croatie relevât du Cabinet impérial de Vienne, auquel serait adjoint un Conseiller d'État, responsable par devant la Diète Provinciale ;

3° Que les confins Croato-Slavons, fussent subordonnés civilement au gouvernement de la Croatie, quoique restant toujours militairement sous la dépendance immédiate des agents impériaux ;

4° Que le croate devint la langue officielle ;

5° Que les affaires intérieures, fussent réglées librement par la Diète provinciale, tandis que les affaires étrangères seraient discutées à l'Assemblée générale de Vienne, pour laquelle les Croates avaient déjà choisi des députés ;

6° Que l'ancienne union entre la Dalmatie, la Croatie et la Slavonie fût de nouveau réalisée ;

7° La conservation des rapports d'amitié, existant antérieurement entre la Croatie et la Hongrie, d'après le sens de la Pragmatique Sanction et sur la base de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ; (à cet égard cependant, rien ne pouvait être décidé, tant que Sa Majesté, n'aurait pas fait droit aux demandes des Croates, tant que la position de la Hongrie dans l'empire et ses rapports avec les diverses provinces ne seraient pas plus clairement définis) ;

8° Que le Ban nommât à tous les emplois, avec l'assentiment du souverain ;

9° Que jusqu'à l'institution d'une nouvelle magistrature, les causes judiciaires ne fussent pas appelées devant la Cour Suprême de Hongrie :

10° Que le baron Kulmer, choisi pour appuyer les réclamations des Croates, fut reconnu comme représentant la nation auprès du monarque ;

11° Que le pouvoir du Ban, s'étendit de la Drave à l'Adriatique et qu'en conséquence, les districts frontières de Gradiska, de Brod et de Pétervarad, ainsi que le littoral hongrois, fussent déclarés partie intégrante de la Croatie.

« Comme j'ai déclaré illégale, la congrégation, qui, sans mon consentement, a été convoquée pour le 5 juin, répondit le roi, je ne puis vous recevoir comme députés. Je dois en même temps, vous exprimer tout le mécontentement

que je ressens de vos menées contre la couronne hongroise, à laquelle la Croatie appartient depuis sept cent ans. Je suis fermement résolu de maintenir ce lien et je désire d'autant plus rétablir la bonne harmonie entre les deux pays, que la valeur de mes soldats des frontières, mérite toute ma reconnaissance.

L'archiduc Jean, mon oncle (nommé pour le remplacer à Vienne, tant que durerait son état de souffrance), a accepté la médiation. Vous prouverez la loyauté des sentiments que vous m'avez témoignés, en concourant résolument au rétablissement de l'harmonie que je désire. »

Avant de sortir du palais, rapportent les journaux, Eszterhazy eut un entretien avec Jellachich; celui-ci se serait montré fort aimable; il aurait même affirmé qu'il était tout disposé à s'entendre avec le gouvernement de Pest.

Ferdinand, reçut également avec froideur les députés serbes, qui venaient soumettre à la sanction royale, la pétition votée par l'Assemblée de Carlowitz et dont nous avons parlé plus haut. Il blâma même sévèrement une démarche, qui, d'après lui, n'était pas légale. Néanmoins, il consentit à accepter la pétition qui lui était présentée et la fit joindre à celle des Croates à titre de renseignement.

Au moment où Jellachich allait quitter Inspruck, les nouvelles arrivées d'Italie, étaient rien moins que rassurantes. Les soldats des régiments frontières, menaçaient d'abandonner leur poste pour courir à la défense de leur nationalité. Cette menace, pouvait compromettre le sort de la campagne et rendre victorieux les Italiens. Jellachich adressa alors aux trente-cinq mille Croates qui combattaient sous les ordres de Radetzky, une proclamation où il les engageait « au nom de l'honneur militaire et du salut

de la monarchie, à repousser le faux sentiment de patriotisme, qui les ferait abandonner les aigles impériales pour aller défendre leur nationalité ».

« Chargez-vous des Italiens, leur disait-il en terminant, je me charge, moi, des Hongrois. Quoi qu'il arrive, je serai assez fort pour les combattre et vous conserver intacte votre chère nationalité. »

Cette proclamation qu'il adressa aux soldats croates de l'armée d'Italie, pour les engager à ne pas désertir leur poste, fut accueillie favorablement par la Cour ; d'autant que, au même moment, le ministre de la guerre hongrois, excusait presque les soldats magyars qui désertaient leurs garnisons pour revenir en Hongrie, les trouvant coupables seulement « d'un patriotisme excessif ».

Le 28 juin, le Ban de retour avec la députation Croate, fit à Agram une entrée triomphale. Le lendemain 29, il ouvrit solennellement la première séance de la Congrégation d'Agram, par une déclaration, où il s'efforçait de calmer l'effervescence provoquée par les manifestes du 10 juin.

C'est alors que les députés, en réponse à cette déclaration, dirent qu'ils considéraient le manifeste royal du 10 juin « comme un document apocryphe, sinon comme le fruit d'une extorsion ». Cette appréciation leur paraissait justifiée, disaient-ils, par l'accueil plutôt bienveillant que Jellachich avait reçu de la Cour impériale et par le silence gardé par l'empereur au sujet de sa destitution antérieure, lors de sa conférence avec le Ban. Cet acte, devait être considéré en tous cas, comme nul et non avenu, puisqu'il n'avait pas été porté, dans une forme légale, à la connaissance du Ban ni des autorités croates. Un message impérial, reçu alors par le Ban Jellachich, signé de l'archiduc Jean et qui portait écrit « A mon Ban de Croatie,

lieutenant général baron Jellachich » semblait donner raison à cette façon de voir. Le Ban, en effet, était appelé à Vienne, pour conférer, sous la médiation de l'archiduc Jean, avec des délégués du cabinet magyar, sur les points en litige.

Parlant de l'attitude prise par la Cour de Vienne, à l'égard du Ban, le correspondant de l'*Allgemeine Oesterreichische Zeitung*, écrivait en date du 27 mai : « Je puis assurer, avec la plus grande exactitude, que le Ban, depuis son entrée en fonction, n'a pas fait la moindre démarche sans informer, soit Sa Majesté, soit l'archiduc François-Charles. Que jusqu'à présent, aucun de ses actes n'a été réprouvé : et que tous, par conséquent, sont considérés comme conformes aux exigences du temps et au droit. »

Tout en tenant compte que ceci était écrit avant la publication des manifestes du 18 juin, réprouvant hautement la conduite du Ban Jellachich, cette assertion n'était pas exacte, pas plus du reste que les affirmations de certains écrivains ultra-magyars, qui, aveuglés par leur patriotisme, disent, que c'est dans l'entrevue du 19 juin, que fut conclu le pacte entre le despotisme autrichien et la nationalité yougo slave. C'est dans cette entrevue, disent-ils, que l'on convint, que, tout en désavouant hautement Jellachich au nom de la Constitution magyare, on le mettrait peu à peu, à même de constituer l'armée destinée à écraser les Magyars.

« Certainement, les rôles ne furent pas distribués ce jour-là avec cette prévision et cette précision ». La Cour de Vienne qui n'avait, avec raison, aucune confiance dans le loyalisme magyar, ne pouvait pas de gaité de cœur, sacrifier le seul appui, qui dans des circonstances difficiles

s'offrait à elle. C'est pourquoi elle devait encore hésiter et temporiser.

De plus, en ce qui concerne l'affirmation de l'*Allgemeine Oesterreichische Zeitung*, elle n'est pas vraie, en ceci que dès le 6 mai, sur les instances pressantes du ministre Batthiany, le roi avait signé deux rescrits. Dans le premier, adressé au Ban de Croatie lui-même, il déclarait qu'il ne voulait pas souffrir que l'union légale entre la Hongrie et ses annexes fut compromise et il ordonnait à Jellachich, d'obéir strictement et dans toutes les branches de l'administration, aux ordres émanés des ministres de son royaume.

En vertu du second, le Palatin archiduc Etienne, était autorisé à envoyer en Croatie, si cela était nécessaire, un commissaire chargé de réprimer les tendances à la séparation. C'est, nous l'avons vu, ce que fit le Palatin par un décret en date du 11 mai suivant.

Malgré les paroles de conciliation, prononcées par le général Hrabovzky et l'assurance donnée aux habitants des confins militaires qu'une commission serait appelée bientôt, à améliorer leur condition, aussi bien administrativement que militairement ; malgré le manifeste du roi du 16 juin aux Csajkistes pour les engager à déposer les armes, ces derniers, pas plus que les habitants de la Croatie et des comitats slaves, n'avaient aucune confiance dans la parole des Magyars. Ils se méfiaient avec raison. Rien, du reste, n'allait bientôt pouvoir arrêter la marche logique des événements. Pour le moment, l'heure de l'entente cordiale était passée ; l'heure de la lutte était arrivée. Guerre inévitable avec les Croates, guerre déjà commencée avec les Serbes, voilà où en étaient les choses.

Les Slaves, tenaient aux Magyars, les mêmes discours

que ceux-ci adressaient depuis vingt ans au gouvernement autrichien et chose toujours singulière, le gouvernement hongrois, parlait comme aurait pu le faire le gouvernement impérial. « La Croatie, disait Kossuth, est à l'état de révolte ! Les Croates ont pensé qu'à la faveur de la crise révolutionnaire de l'Europe, ils pourraient impunément se mettre en rébellion ouverte contre la monarchie hongroise. Le nouveau Ban n'a pas comparu à Pest, malgré l'ordre qui lui a été donné. »

Puis se prenant d'un singulier amour pour la majesté du roi de Hongrie, il terminait son discours par ces paroles : « Nous ne reconnaitrons jamais, que le Ban Jellachich, soit sur la même ligne que le roi de Hongrie. Le roi de Hongrie peut pardonner, le devoir de Jellachich est d'obéir. » (Approbation).

Kossuth espérait que dans la confusion générale qui régnait à Vienne, on pourrait après avoir obligé l'empereur à reconnaître l'indépendance et la séparation de la Hongrie de l'Autriche, se servir de son nom et du prestige attaché à son autorité, pour contraindre les sentiments de la Croatie.

La nouvelle révolution qui avait éclaté à Vienne (28 mai 1848) avait forcé l'empereur à se réfugier à Inspruck. On revint alors sur ces accusations de complot panslaviste. Les détracteurs de Jellachich, le représentèrent comme un agent de la Russie. A les croire, le but auquel il tendait, ne pouvait plus être caché, « c'était l'ascendant des Slaves sur les autres races de l'empire. » Il venait d'être procédé à Agram, à son installation dans sa nouvelle dignité de Ban, au milieu d'acclamations enthousiastes, entouré non seulement des députés de la Croatie, mais aussi de ceux des Serbes et d'un grand nombre d'envoyés des comitats

slaves du nord. Les ministres autrichiens, effrayés du concours qu'avait attiré une cérémonie, bornée d'ordinaire, à une simple prestation de serment, écoutèrent les accusations de Panslavisme que les Magyars faisaient entendre sans cesse contre le Ban.

Or, jamais il n'y avait eu un mot de vrai dans ces accusations. Loin, en effet, d'être panslaviste, c'est-à-dire partisan de ce système qui voudrait réunir sous l'autorité du czar de Russie, toutes les populations slaves ; le Ban était au contraire tout dévoué à la dynastie.

Ce qu'il y a de plus curieux, c'est qu'au moment même où on le dénonçait comme un traître à son souverain, il faisait au milieu de la Diète d'Agram, tout son possible, pour inspirer à ceux qui l'écoutaient, une fidélité et un dévouement plus inébranlable à l'empereur, car il comprenait, que si la Croatie avait chance de réussir dans ses revendications, ce ne pouvait être qu'avec l'alliance autrichienne.

Le Ban fut donc mandé près de l'empereur, pour lui rendre compte de sa conduite et se justifier. Il obéit et vint le trouver à Inspruck au commencement de juillet. Son attitude et son langage, ne purent laisser aucun doute sur ses sentiments. « Il était Croate avant tout, dévoué à son pays, mais sujet fidèle de l'empereur et résolu à le lui témoigner ». Il repoussa sans peine les accusations portées contre lui. « Si les régiments croates tout entier, ne s'avançaient pas déjà pour venir au secours de leurs frères, en Italie, c'est qu'ils étaient nécessaires à la défense de leur patrie. Si les Magyars renonçaient à leurs injustes prétentions, toute la population était prête à marcher au secours de l'empire. »

Jellachich retourna donc à son poste. Seulement l'em-

pereur avait exigé l'ouverture de conférences, destinées à essayer une conciliation entre Magyars et Croates.

Le soin d'aplanir ces différends et d'essayer une médiation entre le ministère Hongrois et le Ban de Croatie, fut confié à l'archiduc Jean.

Le 24 juillet, le Ban reçut de l'archiduc un message qui le mandait à Vienne, où l'archiduc Palatin et le président du Conseil des ministres hongrois, devaient se rendre de leur côté. Le Ban s'y rendit aussitôt, et le jour même de son arrivée (27 juillet), fut reçu par l'archiduc.

Jellachich eut ensuite avec le Palatin une conférence, qui, dès le début, révéla l'abîme profond, creusé par la rivalité des races entre les Magyars et les Slaves. Les prétentions étaient trop grandes des deux côtés ; les deux peuples, trop fiers l'un et l'autre pour céder. La conciliation était devenue impossible. Le gouvernement impérial, n'avait pas la force suffisante pour obtenir de la part des deux parties, des sacrifices réciproques qui eussent pu ramener l'union.

Dans la conférence qui eut lieu le 29 juillet, au ministère de l'Intérieur, entre M. de Bach, ministre de la justice, et le Ban Jellachich d'une part ; le prince Estherazy et le comte Louis Batthiany d'autre part, les esprits s'aigrirent vite. Vainement le ministre Bach s'efforça de prouver, « l'histoire et la géographie en main, que par ses traditions et sa situation géographique, la Hongrie devait rester unie à l'Autriche, non seulement au point de vue du droit, mais encore au point de vue de son intérêt personnel », vainement montra-t-il les dangers d'une lutte, dont les résultats seraient terribles, les délégués Magyars restèrent sourds à la voix de la raison.

« Entre les cabinets de Pest et de Vienne, s'écria Batthiany, il y a une barrière infranchissable. »

« Que vous avez élevée vous-même, répondit Bach. Puis il ajoute : « prenez garde, comte, il y a derrière cette barrière de votre côté, un abîme, qui s'appelle la Révolution. »

« Et qui l'a creusé cet abîme ? »

« Vous le savez mieux que nous, demandez à Kossuth. En attendant, je vous dirai ce qui le comblera : des flots de sang, des milliers de cadavres, le vôtre, peut-être, comte. »

« Nous nous reverrons bientôt sur les bords de la Drave, dit Batthiany au Ban en le quittant. »

« Non, répliqua Jellachich, j'irai vous trouver sur le Danube. »

Après cet échec, c'était aux armes à décider de la querelle. Avant son départ de Vienne, Jellachich avait reçu la visite d'officiers de la garnison de Vienne. L'alliance s'était faite entre les soldats avant d'être avouée par les gouvernements. La guerre des races semblait donc commencée.

Le gouvernement magyar, n'avait pas attendu si longtemps pour chercher un appui auprès des gouvernements étrangers, principalement auprès des cabinets de l'Occident et à lier des rapports avec eux. C'est ici que nous voyons intervenir la diplomatie magyare.

L'Angleterre, nation constitutionnelle et libérale, ne voyait pas d'un mauvais œil le mouvement magyar. N'ayant rien à perdre de ce côté, mais ayant plutôt à y gagner, elle se montrait sympathique au gouvernement hongrois. Nous verrons plus tard, des meetings avoir lieu à Londres, dans le but de manifester les sympathies éprou-

vées par le peuple anglais pour la cause hongroise, le comte Teleki et le représentant de la Hongrie à Londres, Pulsky, être fêtés partout.

Quant à l'Italie, elle avait subi le contre-coup de la révolution de 1848 et s'était soulevée au nom de la liberté contre l'administration despotique autrichienne. Venise avait chassé les Autrichiens et s'était formée en république. Elle recherchait l'appui du gouvernement hongrois et ne demandait pas mieux que de traiter avec lui.

La Diète, avait envoyé un député à Paris. L'opinion publique française, connaissant bien mal ou plutôt même, ne connaissant pas du tout le problème austro-hongrois était pour le moment favorable aux Magyars. On croyait franchement, que la justice et le droit étaient de leur côté.

« On les croyait être en Orient, les champions du libéralisme, comme les Français l'étaient en Occident. » On ne doutait pas que leurs revendications ne fussent justes et légitimes. Les Slaves d'Autriche, subissaient dans la presse française le contre-coup de l'impopularité de leur alliée. L'Autriche était impopulaire comme l'incarnation même de tout ce qui était « l'ennemi des principes de liberté et de nationalité, mis à l'ordre du jour par toute l'Europe ». Les Slaves eurent grandement à souffrir de cette impopularité, aussi bien dans l'Europe occidentale qu'en France même. « On ne découvrait dans la conduite des Tchèques et des Croates qu'une vieille habitude d'obéissance et les témoignages d'une fidélité, que l'opinion libérale taxait de servile, tandis que les partisans du passé la célébraient comme un merveilleux instrument de réaction. » C'est ainsi que des journaux comme la *Réforme*, le *National*, montraient dans les Croates, des satellites du pouvoir absolu, des barbares, ne respirant que le meurtre et le pillage.

Le *Journal des Débats* était le seul alors, à avoir discerné le véritable caractère de l'alliance des Slaves avec l'Autriche.

Il avait compris que cette alliance, n'était que conditionnelle, diplomatique et de circonstance. Il s'était rendu compte, que c'était surtout par intérêt de nationalité et d'avenir, que les Slaves embrassaient la cause de l'empereur d'Autriche et non pas par goût pour le joug allemand.

La France comme l'Europe, mal renseignée, sur le droit, et les ressources des deux partis, était persuadée « que les Magyars étaient les plus forts, parce qu'ils étaient les plus bruyants, les plus libéraux, parce qu'ils parlaient le plus de liberté et les plus civilisés parce qu'ils avaient une aristocratie façonnée aux mœurs de l'Angleterre » (1).

Le gouvernement français, contribuait également à affermir cette opinion. C'est ainsi que Lamartine, recevant une députation des Magyars résidant à Paris, députation venue, après la Révolution de Février, porter les hommages de la Hongrie au gouvernement de la République française, s'exprimait en ces termes (15 mai 1848) :

« Si la France avait besoin d'être éclairée, sur les vertus, sur le courage, sur l'esprit de liberté et de fraternité, qui animent votre nation, je serais assez heureux pour en porter le témoignage. J'ai traversé votre patrie, j'ai été témoin des vertus pastorales en même temps qu'héroïques de ce grand peuple, qui, en entrant dans une grande réunion fédérative, n'a jamais perdu le caractère distinctif de sa nationalité primitive. Si vous nous apportez des vœux pour la liberté récente de notre pays, nous vous

(1) La Pologne, *Journal slave de Paris*, année 1848.

reportons nos respects pour la liberté antique, toujours sagement et glorieusement maintenue dans le vôtre.

« Quand vous retournerez dans votre belle patrie, dites-lui qu'elle compte en France, autant d'amis qu'il y a de citoyens français. »

Et *la Pologne*, journal slave de Paris, il est vrai, constatant le fait, s'exprimait ainsi : « Malheureusement, dans leur déplorable ignorance des questions slaves, les journaux français méconnaissent la situation véritable de l'Autriche. Ils voient la réaction là où elle n'est pas : et, contre révolutionnaire à son insu, leur propagande aveugle, décourage de plus en plus les défenseurs sincères de l'émancipation des peuples. Le cabinet français ne se montre pas, dans ses négociations, plus éclairé que la presse parisienne ne l'est dans la polémique. Notre ministère penche pour les Magyars et les Allemands ; il désire les voir sortir vainqueurs de la crise actuelle. Il ne se doute pas qu'en appuyant ces conquérants contre leurs sujets slaves, il prépare une réaction formidable des étrangers contre la France elle-même. Faute de comprendre de quelle valeur serait pour lui le concours des peuples slaves, il les livre sans espoir à leurs oppresseurs et les transforme ainsi forcément, en instruments de réaction. Voilà comment, par l'abandon de la grande cause slave en Pologne, en Bohême, en Hongrie, notre diplomatie travaille, en réalité, au profit de nos ennemis, contre la révolution et contre les alliés naturels de la France. »

Et un peu plus tard, le même journal écrivait : « Longtemps abusée par les relations mensongères des publicistes magyars, l'Europe commence enfin à s'apercevoir de son erreur. Elle reconnaît qu'il y a en Hongrie des Slaves en possession d'une nationalité, qui n'est pas celle des Ma-

gyars. Entre ces deux peuples acharnés l'un contre l'autre, on cherche d'un œil curieux, quels sont les vrais Hongrois et quelles causes ont séparé si profondément, deux races habitant le même territoire. »

Et un peu plus loin, on pouvait lire : « Le magyarisme si prôné par vos journaux comme un instrument révolutionnaire, est donc au contraire le plus grand obstacle au progrès de la révolution, c'est-à-dire de l'émancipation des nationalités et par contre-coup, de la démocratie européenne. »

La Révolution de 1848, en effet, comme celle de 1830, avait réveillé, en Europe, les diverses nationalités, et les avait soulevées contre leurs oppresseurs. Chose étrange c'était ces partisans de l'émancipation des nationalités qui parlaient en faveur des Magyars « restés campés pour ainsi dire au milieu de la Hongrie, sans chercher à se fondre avec les indigènes, les plus anciens maîtres du sol et qui, asiatiques nouvellement venus, avaient conservé en Hongrie la même prétention que les Turcs dans leur empire, c'est-à-dire que formant une minorité de guerriers conquérants, ils voulaient dominer les majorités vaincues, en les réduisant à l'état de raïas, soumis à la langue et au monopole administratif et politique de la race victorieuse » (1).

Mais l'opinion en France, devait changer sous l'influence de journaux et de revues tels que le *Journal des Débats* et la *Revue des Deux Mondes*, franchement slavophiles.

C'est ainsi qu'on put lire dans le journal français *La Presse*, un article commençant par ces lignes. « La Hongrie est un pays aristocratique, fanfaron vis-à-vis de

(1) La Pologne, *Journal slave de Paris*, année 1848.

l'Autriche, despote vis-à-vis des peuples soumis. A tout instant, elle menaçait l'Autriche de se séparer d'elle et de proclamer la république, de se donner au pouvoir central de Francfort, ou bien de s'allier avec la France... »

Et un peu plus tard M. de Bourgoing écrivait dans son ouvrage intitulé, *Les guerres d'idiome et de nationalité* :

« O'Connell a soutenu la cause d'un peuple injustement privé de ses droits : Kossuth, au contraire, en armant les Hongrois contre les Slaves, excitait les oppresseurs contre les opprimés. La cause soutenue par Kossuth n'est point la nôtre : dans cette question hongroise, la France n'a d'autre intérêt que celui de la justice ; or, les Slaves ne réclament pour leur nationalité que l'égalité des droits. »

Quoi de plus suggestif, du reste, que ces quelques paroles que devait prononcer Kossuth lui même, dans un grand discours politique, qu'il fit à la Chambre des députés hongroise, le 11 juillet 1848 : « Je ne nie pas que la Croatie n'ait de justes griefs ; mais ces griefs sont du fait de l'ancien gouvernement et non du ministère actuel... » Et M. Iranyi, l'historien magyar, constatant ce changement de l'opinion, s'exprime ainsi dans son livre sur la Révolution de Hongrie en 1848 : « Bien plus, on dirait que ce public crédule, grâce aux explications fournies par les Slavistes libéraux, commencerait enfin à voir clair dans les ténèbres de 1849, comprendrait la lutte fratricide, en attribuerait la cause à l'orgueil magyar et à la résistance légitime des Slaves et autres opprimés, condamnerait décidément les Hongrois et ne s'inquiéterait plus que de l'avenir de ceux qui aidèrent à les écraser au profit de l'unité et de la dynastie autrichienne. »

La Diète, envoyait également à Francfort des députés

pour veiller à la conservation et à la consolidation des rapports d'amitié, existant entre les États d'Allemagne et de Hongrie et pour réclamer les secours du pouvoir central allemand.

Le texte de leurs pleins pouvoirs près de l'Assemblée Nationale Allemande, était ainsi rédigé : « MM. Dionès Pazmundi le jeune et Ladislas Szalay se rendront ensuite à Francfort, pour veiller à la conservation et à la consolidation des rapports d'amitié existant entre les États d'Allemagne et de Hongrie, dont nous désirons sincèrement la continuation, sous le rapport politique et commercial, et cela dans l'intérêt réciproque de l'indépendance, de la liberté et du bien-être matériel des deux nations, et préparer et activer tout ce qui pourrait hâter la réalisation de ce but. »

« Bude, le 14 mai 1848. F. E. palatin, gouverneur royal. »

Les députés magyars, devaient trouver bon accueil à Francfort. Le 15 mai, en effet, ils furent reçus avec des cris d'enthousiasme par les représentants du peuple allemand. Leur intérêt était le même. Ayant les mêmes ennemis, il était tout naturel qu'ils unissent leurs forces.

Les Allemands, en effet, à la nouvelle de la réunion d'un Congrès Slave à Prague, destiné à sauvegarder la nationalité et la liberté des peuples slaves, tout comme l'Assemblée Nationale Allemande de Francfort, était destinée à sauvegarder la nationalité et la liberté des peuples allemands, avaient poussé des cris de fureur au nom de la Grande Allemagne, qui voulait englober toutes les provinces de l'Autriche autres que la Hongrie.

Les Slaves, avaient dénoncé le péril allemand, les Allemands, à leur tour, dénoncèrent le péril slave.

Quelques jours avant la réception des députés magyars à Francfort, le député allemand Schilling, insistant sur les dangers que le Panslavisme pouvait faire courir à l'Allemagne, s'exprimait en ces termes : « Les émissaires de Prague ont irrité les Slaves contre les Magyars : ils les excitent même au massacre. Le péril que court la Hongrie est immense ; il faut que l'Allemagne s'allie avec la Hongrie. »

L'envoyé magyar Szalay, à Francfort, représentait que l'armée autrichienne était composée d'Allemands, mais surtout de Croates, de Slavons, d'Italiens : qu'elle ne pouvait être considérée par suite comme une force militaire allemande ; qu'elle était par sa nature dangereuse pour la liberté germanique ; que l'Allemagne avait donc intérêt, de concert avec la Hongrie à provoquer la séparation des différentes nationalités dont cette armée était composée. Pour prévenir les dangers qu'il signalait, l'envoyé hongrois, demandait la médiation et les secours du Parlement Allemand, non seulement contre la Croatie, mais si cela était nécessaire, contre le gouvernement impérial. Le Parlement de Francfort ne devait plus, du reste, cacher son hostilité à la Cour d'Autriche. Il allait bientôt prétendre à rien moins qu'à l'exclure indirectement de l'empire d'Allemagne, dont il discutait alors la constitution.

Les lois de 1848, votées par la Diète et sanctionnées le 11 avril par l'empereur Ferdinand, en accordant à la Hongrie un gouvernement constitutionnel et un ministère responsable, avaient changé l'ancien état de choses et ce changement amenait une modification dans les rapports existant entre la Hongrie et le gouvernement impérial. Aucun acte du gouvernement hongrois ne pou-

vait plus être contresigné par un ministre autrichien. Un ministère, responsable devant le Parlement d'Autriche et non responsable devant le Parlement de Hongrie, ne pouvait donc plus administrer le gouvernement de ce dernier pays. La nouvelle constitution, donnait au Palatin, en l'absence du roi, pleins pouvoirs pour agir en son nom et place.

Telle était la situation, lorsque le 5 juillet, l'archiduc Palatin Etienne, ouvrit dans la grande salle de bal de la ville de Pest, appropriée pour les séances, le Parlement hongrois, qui, pour la première fois, se réunissait à Pest. Le Palatin portait le costume magyar. Après avoir annoncé que Sa Majesté, n'ayant pu se rendre à Pest, en raison de son état maladif, l'avait chargé, par rescrit royal en date du 26 juin, d'ouvrir la Diète en son nom et l'avait nommé lieutenant du roi, tant que durerait sa maladie; il renouvela devant la Diète, les assurances de loyauté déjà plus d'une fois exprimées aux Magyars.

« Les circonstances extraordinaires dans lesquelles se trouve le pays, dit-il, ont rendu nécessaire la convocation de la Diète, sans même attendre l'élaboration des projets de loi que la dernière Assemblée a chargé le ministère de préparer.

« La Croatie est en proie à une révolte ouverte; dans les contrées du Bas-Danube, des bandes armées ont troublé la paix publique, et de même que le désir le plus ardent de Sa Majesté est d'écarter une guerre civile, de même elle espère que les représentants de la nation considéreront comme le premier et le principal objet de leur sollicitude, d'employer tous les moyens de rétablir l'ordre, préserver l'intégrité de la couronne de Hongrie et protéger la sainteté des lois.

« Sa Majesté le roi, a vu avec une profonde douleur, après avoir sanctionné spontanément les lois votées par la dernière Diète, comme devant favoriser le développement de la prospérité du pays, que les agitateurs, surtout en Croatie et dans les contrées du Bas-Danube, avaient excité les uns contre les autres, les habitants de croyances et de langues différentes, par de faux bruits et de vaines terreurs, et les avaient poussés à résister aux lois et à l'autorité législative, en leur disant qu'elles n'étaient pas l'expression libre de la volonté de Sa Majesté. Quelques-uns allèrent si loin dans leur révolte, qu'ils prétendirent que leur résistance était dans l'intérêt de la maison royale et avait lieu, au vu et au su de Sa Majesté.

« En conséquence, pour tranquilliser les habitants de ces pays, de toute langue et de toute religion, je déclare au nom de Sa Majesté, notre maître et roi, qu'elle est fermement résolue à protéger l'unité et l'inviolabilité de la couronne royale de Hongrie, contre toute attaque du dehors et scission à l'intérieur, et à faire respecter les lois qu'elle a sanctionnées. De même que Sa Majesté ne laissera pas porter atteinte à la liberté légale des citoyens, de même, elle blâme, ainsi que tous les membres de sa maison royale, la témérité de ceux qui osent prétendre, que des actes illégaux sont compatibles avec la volonté de Sa Majesté, ou faits dans l'intérêt de sa maison royale.

« ...Quant aux relations extérieures, on n'a pu terminer la guerre qui a éclaté dans le royaume Lombardo-Vénitien entre le roi de Sardaigne et d'autres souverains italiens. Mais avec toutes les autres puissances, la bonne intelligence a été maintenue et Sa Majesté doute d'autant moins de la voir durer longtemps encore, qu'en prenant soin de la dignité du trône, elle n'en a pas moins toujours présent

à l'esprit le bien-être de ses peuples. Sa Majesté espère en même temps, avec raison, que le principe de neutralité, strictement observé par son gouvernement, ne sera pas méconnu par l'étranger... »

Que dire de ce discours, y avait-il là, comme on l'a prétendu, une conduite double et perfide ? Il est plus vrai, croyons-nous, de penser, qu'entraîné par les événements, menacé et débordé par toutes ces nationalités inquiétantes et ombrageuses, le gouvernement impérial voulut, jusqu'à la fin, respecter tous les droits. S'il devait laisser pencher la balance, ce ne fut que lorsque la démagogie détacha les liens qui unissaient la Hongrie à l'Autriche. Alors, évidemment, l'hésitation n'était plus permise : il fallait s'appuyer sur les fidèles, pour se défendre et punir les révoltés.

Quelle différence, en effet, entre les premiers actes de la Diète de Presbourg et ceux qui lui furent bientôt inspirés par l'esprit révolutionnaire. Elle nous avait offert alors, le spectacle « de la loyauté dans la liberté ». Elle travaillait avec ardeur, aux réformes réclamées depuis longtemps par le parti libéral et acceptées par l'Autriche. Jamais les espérances des patriotes magyars, qui désiraient sincèrement établir une transaction entre les besoins nouveaux de la Hongrie et les prétentions du gouvernement autrichien, n'avaient paru si près de recevoir une solution favorable.

Mais bientôt, l'esprit de tyrannie allait remplacer le libéralisme, le loyalisme allait faire place à l'esprit révolutionnaire. Les ambitieux allaient parler de s'isoler, l'indépendance allait apparaître comme le but final à atteindre.

Au dedans, le mouvement révolutionnaire n'allait pas opérer avec moins d'audace. En même temps qu'on prépa-

rait la rupture du lien fédéral, les dîmes furent abolies sans indemnité ; les esprits les plus conservateurs demandèrent qu'on s'empara des biens du clergé pour les affecter à une future indemnité . les corvées avaient déjà été supprimées. Le clergé était ainsi menacé et les propriétaires spoliés. Une nouvelle loi électorale fut votée. Devinrent électeurs, tous ceux qui possédaient un capital de trois cents florins. On ne disait pas ce que deviendrait la Chambre des Magnats dans la nouvelle organisation ; mais il était évident que cette loi électorale était dirigée contre elle. « Sous l'apparence menteuse d'un suffrage quasi-universel, elle excluait par le fait, les milliers de paysans auxquels le droit récemment accordé d'acquérir des propriétés n'avait pu cependant en conférer aucune. »

De l'ancienne Chambre des Magnats, il ne restait plus qu'une ombre ; la plus grande partie de la haute aristocratie magyare, effrayée par la révolution, s'était retirée dans ses terres et quelques Magnats même, allaient passer au service de l'Autriche.

La nouvelle Chambre des Députés, était en réalité tout le parlement. Le ministère Batthiany, allait cependant encore, se montrer incertain et troublé, ne se prononçant ni pour, ni contre la révolution, s'efforçant de concilier deux choses inconciliables : l'indépendance de la Hongrie et la fidélité à l'Autriche, et, par suite, mécontentant tout le monde.

Le 11 juillet, à la suite d'un discours où Kossuth avait dénoncé l'alliance du gouvernement et des Croates, la Diète vota une levée de deux cent mille hommes et un crédit de quarante-deux millions de florins (cent millions de francs) pour sauver la patrie des périls qui la menaçaient. Cette somme était destinée tout aussi bien pour terminer au

besoin par les armes, la querelle avec la Croatie, que pour venir au secours de l'empire menacé en Italie. Nul ne fut dupe de la véritable signification de ce vote.

Si l'on disait que c'était pour venir en aide à l'empire d'Autriche, dont les armes étaient alors malheureuses en Italie, ces mots n'avaient d'autre but que de cacher à l'empereur, ce que l'exécution des mesures réclamées par le ministère, aurait pu présenter d'inquiétant à ses yeux.

Kossuth devait d'ailleurs avoir l'occasion, de découvrir encore plus ses desseins, dans la discussion des questions Italienne et Allemande.

Dans cette même séance du 11 juillet 1848, il montra à la Diète d'une façon très nette, quelle serait, vis-à-vis de l'Europe, la situation de la Hongrie, en lutte avec l'Autriche.

Abordant d'abord les relations avec cette dernière puissance, il s'exprimait en ces termes :

« Après nous avoir fourni, disait-il, plus d'une preuve de son peu de sympathie pour nous, vers la fin de juin, le cabinet de Vienne adressa au ministère hongrois un mémoire, où il nous menaçait de dénoncer sa neutralité, si nous ne traitions pas à tout prix avec les Croates. C'est comme s'il nous eut dit, qu'en ce cas, l'empereur d'Autriche déclarait la guerre au roi de Hongrie. Inutile d'ajouter, que nous avons répondu d'une manière satisfaisante pour l'honneur du pays. Mais à peine notre réponse était-elle partie, qu'il nous arriva de Vienne une note par laquelle le cabinet impérial se plaignait de ce que le ministre des finances de Hongrie, eut refusé au commandant de Zagrab (Jellachich) les fonds nécessaires à l'entretien de ses troupes, de telle sorte que l'on avait été obligé de lui envoyer de Vienne cent mille florins. Ce ministère n'existe

plus : le souffle de l'*aula* (la jeunesse de l'Université de Vienne) l'a emporté. (Applaudissements prolongés.)

« Oui, s'écriait-il, un peu plus loin, le pays est en danger, ou plutôt il sera en danger de mort, à moins qu'il ne se décide à vivre.

En cette occurrence, où faut-il chercher du secours ? Dans des alliances avec les puissances étrangères :

« Quant à la situation des Principautés Danubiennes, disait Kossuth, le ministère hongrois a adressé une note à l'ambassade russe, dans laquelle nous demandons des explications sur l'entrée d'une armée russe en Moldo-Valachie. Nous avons reçu une réponse prompte et satisfaisante, accompagnée de la déclaration formelle que la Russie n'entend pas outrepasser les droits que lui donne le traité d'Andrinople ; qu'elle n'a aucun mauvais vouloir contre la Hongrie ; qu'elle est au contraire disposée à continuer les relations amicales qui existent entre les deux pays, autant qu'elle ne verra pas la Hongrie se prêter à être le foyer de rassemblements inquiétants et d'armements hostiles, qui pourraient compromettre sa propre situation... »

Abordant ensuite la question des alliances étrangères qui convenaient à la Hongrie, Kossuth continuait ainsi : « Le gouvernement autrichien, disait-il, ne peut oublier qu'il a perdu son influence despotique sur ce pays ; il ne cesse donc de nous causer tous les embarras possibles, pour nous arracher les portefeuilles des finances et de la guerre. C'est le gouvernement actuel de l'Autriche qui allume nos guerres civiles ; ce sont les intrigues autrichiennes et l'armée russe d'un côté, les révoltes intestines de l'autre, qui nous forcent à déclarer la patrie en danger, car elle est sur le point de périr, si la nation ne défend pas son existence avec énergie. (Approbation). Où pou-

vons-nous donc trouver, dans les circonstances actuelles, quelques garanties ? Peut-être dans les alliances extérieures ? Je ne veux pas nier leur importance ; au contraire, le ministère ne remplirait pas son devoir, s'il ne faisait, sur ce point, tout le possible dans l'intérêt du pays. Aussitôt que nous avons été installés dans nos charges, nous nous sommes empressés de nous mettre en rapport avec le gouvernement anglais, en lui donnant l'avis que les Hongrois n'avaient pas reconquis leurs anciens droits et leur liberté par la force ; que nous étions en parfait accord avec notre maître et roi. Nous l'avons informé ensuite des intérêts communs aux deux pays et notamment de ceux qui concernent le Danube inférieur. La réponse du cabinet anglais a été telle que nous avons pu l'attendre d'une nation libérale, qui sait associer le sort des peuples à ses intérêts. Du reste, nous pouvons être persuadés que l'Angleterre nous aidera, dans la mesure des avantages qu'elle trouvera dans nos relations mutuelles.

« La seconde alliance qui se présente, est celle de la France. (Attention générale). J'éprouve la plus profonde sympathie pour le peuple français, comme le représentant de la liberté continentale ; mais je ne voudrais pas allier notre existence à sa protection. A l'heure qu'il est, nous voyons renouveler à Paris, un second 18 brumaire, et la proclamation d'un dictateur est devenue presque une nécessité impérieuse. Un second Washington est probable, mais un émule de Napoléon n'est pas impossible. Ce qui est vrai, c'est que la France nous démontre que les révolutions ne se font pas toujours pour la liberté, et qu'en combattant pour la liberté, les peuples tombent très souvent sous la main d'un pouvoir plus dur, s'ils franchissent les limites de l'ordre public. C'est un triste spec-

tacle que de voir couler, au sein d'une nation, dans la capitale même, le sang de quinze mille citoyens. Dieu nous préserve d'un tel malheur !

« D'ailleurs, quelle que soit la tournure que prennent les affaires politiques de la France.... il n'en est pas moins vrai que la France est loin de nous et que nous ne pouvons pas nous appuyer sur les sympathies du peuple français. La Pologne, elle aussi, ne cessa pas de les rechercher ; elles ne lui manquèrent pas et pourtant la Pologne n'existe plus.

« Nous trouvons une troisième alliance dans le peuple allemand.

« Je n'hésite pas, Messieurs, à déclarer que, à mon avis, la nation hongroise est destinée à être, avec l'Allemagne, la sentinelle de la civilisation à l'orient de l'Europe. — Nous sommes partis de ce point de vue, lorsque nous avons envoyé deux de nos concitoyens investis d'un caractère officiel, à Francfort, dont l'un, aujourd'hui de retour, occupe le fauteuil de la présidence (Denis Pazmandy fils). Ils ont été accueillis avec toutes les prévenances dues à la Hongrie ; mais l'Assemblée Germanique n'étant pas définitivement constituée, l'un des deux est revenu : l'autre (M. Ladislas Szalay), est resté à son poste pour attendre qu'il puisse se mettre en rapport suivi avec le ministère de l'empire, dans le but de consolider les liens d'amitié qui existent entre les deux pays, sans sacrifier, à aucun prix, le moindre droit de notre indépendance et de notre liberté. »

Comme le disait Kossuth, telle était la situation de la Hongrie qu'elle ne pouvait s'appuyer sur personne : ni sur l'Angleterre, qui, malgré les sympathies qu'elle montrait pour la cause magyare, était trop éloignée pour pouvoir

donner un secours efficace ; ni sur la France, trop occupée en ce moment de ses propres affaires, ni sur l'Allemagne qui n'était pas encore constituée. La Hongrie ne pouvait donc compter que sur elle-même et c'est pourquoi Kossuth demandait à la Chambre de voter une levée de deux cent mille hommes et d'ouvrir au ministère un crédit de quarante-deux millions de florins.

« Quand un peuple est menacé de toutes parts, concluait Kossuth ; mais qu'il se sent la force et la volonté de repousser tout danger ; alors, je le crois, le salut de la patrie ne doit pas être subordonné à d'autres questions..... Mais pour que le ministère puisse sauver la patrie, la nation doit déployer la force que l'on doit au moment suprême. »

Comme nous l'avons vu, les crédits demandés en hommes et en argent furent votés à l'unanimité.

Le 20 juillet, devant la Chambre des députés, Kossuth, en entamant l'exposition de la question italienne avait déclaré hautement que ses sympathies personnelles étaient tout acquises aux Italiens.

« Et moi aussi, disait-il, je n'hésite pas un instant à déclarer, que je porte la plus vive sympathie pour la renaissance de la nation italienne ; je désire qu'elle devienne libre dans l'intérêt de la civilisation, qu'elle possède enfin un gouvernement libéral ; ce sont mes sentiments propres. » Puis un peu plus loin, il ajoutait : « Et pourtant, chaque fois que j'ai reçu la nouvelle d'une victoire italienne, le cœur m'a bondi de joie, et j'oubliais que cette joie est achetée au prix du sang hongrois. C'est toujours mon opinion personnelle. »

Et dans la séance de la Chambre du 21 juillet, Kossuth présentant la rédaction de l'article du procès-verbal concernant la question italienne, où on trouvait le passage

suivant : « L'Autriche peut compter sur notre assistance, seulement pour accélérer la conclusion d'un traité honorable, qui soit compatible avec la dignité de la maison régnante et avec la liberté, tous les droits et toutes les justes exigences de la population italienne », se laissa entraîner beaucoup plus loin encore. Au nom du ministère, mais sans entente avec ses collègues, il n'hésita pas à exiger de l'Autriche, l'abandon du royaume Lombard Vénitien. « Par cette déclaration, disait-il, le ministère garantit que la force armée ne sera pas employée à l'oppression de la liberté italienne ; car c'est un principe posé, que le royaume Lombard-Vénitien ait un gouvernement indépendant et toutes les institutions libérales qui seront compatibles avec le gouvernement entier de l'Empire. Et si une paix durable, ne peut se conclure sur cette base, le ministère ne prêterait assistance à l'Autriche, qu'à la condition que celle-ci abandonnera une partie de ses possessions italiennes et qu'elle se contentera d'une ligne stratégique assez forte, pour défendre les intérêts de la monarchie, en assurant des institutions libérales à la partie des populations italiennes, qui resteront attachées à la couronne de l'Autriche. »

Le cabinet le força à se rétracter ; mais la résolution définitivement votée restait équivoque. La Hongrie promettait de soutenir la politique autrichienne en Italie, à condition que le gouvernement impérial aidât le cabinet hongrois à soumettre les Croates et s'engageât à donner, lors de la paix, satisfaction aux vœux équitables de la nation italienne.

Le passage de l'adresse, relatif à la question italienne était ainsi conçu : « Dès que la tranquillité et la paix seront rétablies dans notre pays, dès que l'unité morale

et matérielle y sera assurée, nous prêterons à Votre Majesté une main secourable, pour arriver à un arrangement pacifique, qui soit compatible d'un côté avec la dignité du trône, et qui, d'un autre côté, soit conforme à la liberté constitutionnelle et aux vœux légitimes de la nation italienne. »

Ces derniers mots, n'étaient écrits que pour sauver la face, pour sauvegarder le principe. En réalité, ce qui ressortait bien des débats de la Chambre des députés aussi bien que des débats de la Chambre des Magnats, c'était que la question qui primait tout, était celle de l'intérêt magyâr, l'assujettissement des nations non magyares.

« Une victoire autrichienne en Italie, avait dit un député de l'opposition va contre l'intérêt hongrois ; car l'Italie soumise, la dynastie réunira toutes ses forces pour venir en Hongrie aussi, à bout du libéralisme. »

Les Italiens cependant, au point de vue de la justice et de l'équité, n'avaient-ils pas le même droit que les Magyars à l'indépendance nationale. N'était-ce pas un triste spectacle que celui de la Hongrie, servant à opprimer ailleurs, une liberté qu'elle réclamait pour elle-même ?

Mais ces motifs ne pesaient guère dans la balance. Ce sur quoi s'était fondé l'opposition, Maurice Perczel, les deux Madaratz, Irinyi, Ladislas Teleki pour refuser le vote de crédits, c'était toujours l'intérêt propre de la Hongrie, de n'aider en aucune façon l'Autriche à écraser les Italiens, car ainsi, elle permettait à l'Autriche victorieuse de tourner ses forces contre les Magyars.

« Quel est donc le but de notre intervention disait M. Joseph Irinyi ? (Séance du 20 juillet 1848). L'affaire de la Croatie ? Que l'Autriche arrange ses différends, et nous

arrangerons les nôtres ; nous n'avons besoin d'aucune intervention. Vous comptez sur la gratitude de cette camarilla perfide de l'Autriche, qui nous a toujours trompé et qui a soulevé chez nous des guerres intestines ? Je n'y vois aucun motif plausible. Ce que je vois, c'est que nous compromettons notre honneur sans aucun avantage. Je ne me fie point à la politique des sympathies. Je suis l'homme des intérêts réels. Je ne m'occupe pas de l'opinion de la France ou de l'Angleterre ; je me borne aux exigences de la dignité nationale. »

Maurice Perczel, qui s'était démis de ses fonctions de ministre de la guerre, pour pouvoir mieux combattre la politique prônée par le ministère et qui avait pris place à l'extrême gauche, s'exprimait en des termes analogues. (Séance du 21 juillet 1848).

« C'est l'Autriche, disait-il, qui a fomenté la révolte des Serbes et des Croates, et nous voici arrivés à un point, auquel on n'a pas même songé avant la Diète. L'opinion publique se manifeste contre une telle intervention, et elle nous jettera dans de plus grands embarras. La chute de la Pologne doit être attribuée plutôt à nous et aux machinations autrichiennes qu'aux dissentiments intérieurs des Polonais. Si nous donnons des secours à l'Autriche, ce sera à nos dépens, dans tous les cas, soit que l'Autriche sorte de cette lutte victorieuse ou vaincue. Si elle triomphe, nous serons de nouveau opprimés ; si elle est vaincue, nous partagerons sa honte. Je répète que l'opinion publique s'est prononcée contre toute intervention. Vous, ministériels, vous nous avez nommés des nains (parce que le nombre de l'opposition actuelle n'est pas imposant) ; mais prenez garde que l'opinion publique ne nous transforme en géants. »

Et Kossuth lui-même, avouant enfin qu'il croyait indispensable que la Chambre s'occupât des forces et de l'avenir de la Hongrie, avant de prendre en considération les intérêts des peuples étrangers, s'écriait : (séance du 20 juillet) « Si nous disions, sans aucune considération particulière, que nous, Hongrois, nous devons protéger le soulèvement de l'Italie, parce que les Italiens combattent pour la liberté, alors, il nous faudrait aussi protéger la révolte des Croates, car, selon eux, ils combattent aussi pour la liberté ; il nous faudrait désapprouver le prince Windischgröetz pour avoir bombardé la ville de Prague ; bref, le principe posé, il est nécessaire d'en tirer toutes les conséquences. »

A ces débats mémorables dans les annales parlementaires, il fallait une fin, une sanction. Cette fin consista en une déclaration de l'opposition (séance du 22 juillet 1848), qui ne tendait pas à renverser le ministère, mais qui considérait sa politique, comme « mauvaise, lâche, incompatible, avec la dignité de la nation, contraire à la liberté et l'indépendance du pays ; bref, une politique qui prostitue l'honneur de la patrie. »

Si les Magyars, devaient après coup avoir des remords de ce qu'ils avaient fait, Daniel Iranyi, qui occupait alors une place dans le ministère Hongrois, nous en donne les raisons. Il nous dit d'abord : « la Hongrie n'avait pas le droit d'aider à imposer aux Italiens, l'Autriche, avec quelque somme que ce fut de libertés constitutionnelles. » Puis il ajoute aussitôt, montrant ainsi le fond de sa pensée : « En hésitant à entrer révolutionnairement dans le camp des peuples, au risque de compromettre un présent fort peu assuré, elle aida son éternelle ennemie à ouvrir le gouffre au fond duquel elle est tombée, malgré tant d'héroïsme. »

Le même Iranyi, résumant après coup cette partie de l'histoire de la Révolution de Hongrie, s'exprime ainsi : « Enfin, et pour tout résumer, l'Assemblée de Pest avait, dans une certaine mesure, enfreint les principes libéraux et elle n'avait pas réussi à conquérir au profit de la liberté constitutionnelle, sinon l'appui, au moins la condescendance forcée du monarque. »

Et un autre écrivain magyar, J. Boldenyi, écrit ces lignes : « Souvent nous avons entendu répéter : Comment, les Hongrois menacent de combattre les efforts du peuple italien pour reconquérir sa nationalité et sa liberté, et tous les jours, ils manifestent eux-mêmes les mêmes sentiments, la même ambition ! S'ils ont pu arracher à l'Autriche quelques-uns de leurs anciens droits, ils le doivent aux révolutions qui ont éclaté en France, en Italie, en Allemagne, et ils veulent comprimer la révolution la plus légitime, après en avoir recueilli les fruits ! Certes, voilà une politique incompréhensible !

« Le compte rendu des débats de la législature hongroise au sujet de cette importante question, répond alors J. Boldenyi, renferme tous les arguments qui militent en faveur de la politique ministérielle. En effet, si nous considérons la situation actuelle de la Lombardie et de la Vénétie et l'attitude du gouvernement français, il faut avouer que le ministère hongrois a agi avec prudence. *Chaque nation doit d'abord songer à ses intérêts et à ses propres devoirs et puis s'intéresser à l'humanité. Politique un peu égoïste peut être, mais nationale et raisonnable.*

« A ne considérer que l'intérêt présent, le cabinet hongrois a eu raison, mais cette politique là ne convenait pas à l'avenir de la Hongrie, car elle était équivoque et

périlleuse à la fois : — équivoque, parce qu'elle se laissait interpréter de plusieurs manières différentes : — périlleuse, parce qu'une fois l'assistance d'une armée hongroise contre l'Italie, votée, l'Autriche pouvait s'en servir contre les Hongrois eux-mêmes et alors ils devenaient encore les dupes de la perfidie autrichienne. »

C'était donc toujours le même langage, le même point de vue. L'intérêt magyar devait primer tout. Les principes libéraux n'existaient plus, du moment qu'ils devaient aller à l'encontre de cet intérêt.

Mais alors, peut-on dire avec juste raison, de quel droit la Hongrie blâmerait-elle les Serbo-Croates, de s'allier à l'Autriche, pour reconquérir leur nationalité méconnue et opprimée, quand elle-même s'alliait à l'Autriche pour étouffer la nationalité italienne ?

Même point de vue encore que celui auquel se placèrent les députés magyars, dans la discussion de la question allemande. Un intérêt capital, en effet, identifiait la cause hongroise à la cause allemande : la nécessité commune de résister au Panslavisme, de s'opposer à sa réalisation. Les Magyars cherchaient à engager le plus possible l'Autriche dans les affaires d'Allemagne, à la fois pour l'occuper et pour l'empêcher de se transformer en un Empire Slave. Le 3 août, sur la proposition d'Etienne Gorove, la Chambre des députés de Pest se prononça solennellement en faveur de la conclusion d'une alliance entre la Hongrie et l'empire d'Allemagne. Il était essentiel de donner à cette manifestation un sens précis, en vue principalement des objections que pourrait soulever le gouvernement autrichien, lequel hésitait à se prononcer franchement pour ou contre l'union allemande. C'est pourquoi Paul Nyary fit la proposition suivante : « S'il arrivait qu'au sujet de

l'unité, le gouvernement autrichien se trouvât impliqué dans une guerre avec l'Allemagne, l'Autriche ne pourrait pas compter sur l'assistance de la Hongrie. »

Kossuth, toujours sans prendre l'avis de ses collègues, s'associa à la motion de l'opposition et exprima ouvertement son désir de voir l'Autriche s'unir à l'empire d'Allemagne pour ses possessions allemandes. Les Magnats eurent beau amender cette résolution et déclarer que « la Hongrie était d'autant moins décidée à prêter la main aux adversaires de l'unité germanique, qu'elle croyait cette politique identique avec celle de la dynastie » ; l'effet n'en subsista pas moins. La Hongrie, qui prêtait ses soldats contre l'Italie, refusait de les prêter contre l'Allemagne. En même temps, Kossuth, malgré la protestation et l'opposition du ministre de la guerre, faisait décider qu'une partie des nouveaux contingents serait organisée en armée nationale indépendante.

L'opinion publique du reste, ne s'y trompait pas. Pour chacun, il apparaissait de plus en plus évident que le parti révolutionnaire, qui avait fait invasion dans le gouvernement hongrois et dans la Diète, était bien décidé à en finir avec la suprématie du gouvernement royal. « La Hongrie, disaient-ils, mérite bien quelque chose de mieux que de rester une monarchie constitutionnelle dépendante. » De son côté, le gouvernement de Vienne s'apprêtait à la résistance, il tolérait l'opposition que rencontraient les mesures révolutionnaires du ministère hongrois. Il trouvait que les concessions, qui lui avaient été arrachées, étaient trop exagérées pour qu'il se crût obligé de ne pas saisir l'occasion de revenir dessus. Le ministère hongrois, s'en rendait bien compte. On prévoyait des deux côtés, que la lutte allait devenir inévitable. L'esprit de

faction, d'ailleurs, ne se déguisa bientôt plus. Kossuth ne devait pas reculer, mais se servir au contraire des concessions faites par l'Autriche, pour démontrer qu'il y avait folie à croire qu'elle s'y résignerait jamais. Le 17 juillet, dans un discours à la Diète, il s'écriait dans un moment d'exaltation : « Point d'illusion, citoyens, les Magyars sont seuls au monde contre la conspiration des souverains et des peuples qui les environnent. L'empereur de Russie nous cerne par les Principautés, et jusqu'en Serbie, nous trouvons partout sa main et son or. Dans le nord, des bandes armées de Slaves cherchent à rejoindre les révoltés de la Croatie et se préparent à marcher contre nous ; à Vienne, les courtisans et les politiques calculent le jour où on pourra remettre aux fers, les Magyars, ces anciens esclaves, race indisciplinée et rebelle. O mes concitoyens ! voilà comme on nous traite ; voilà comme les tyrans ont toujours traité les hommes libres. Encore une fois, vous êtes seuls, voulez-vous combattre. »

Qu'était-ce donc que Kossuth ? Louis Kossuth, était né le 16 septembre 1802 dans le même comitat de Zemplén où le comte Andrassy avait débuté. Très beau, fier, élégant, avec un front superbe, il avait une physionomie très vive où se peignaient les divers sentiments qu'il ressentait. Il commença par être avocat. Quelques magnats qui appréciaient son intelligence et son activité, le chargèrent d'organiser un journal des séances de la Diète. Il fut arrêté et mis en prison avec quelques-uns de ses amis, pour avoir reproduit certains discours par trop véhéments contre le gouvernement autrichien. Fait pour parler, il avait une irrésistible éloquence. En Kossuth, disait-on « tout est orateur ». Son talent finit par percer. Homme nouveau, de

petite noblesse, il s'était toujours posé comme publiciste, en partisan de la démocratie. Il était entré dans la polémique en déclarant qu'il soutiendrait contre la noblesse, les intérêts de la bourgeoisie et du paysan.

Il compta bientôt parmi les chefs de l'opposition dans la seconde Chambre. « Quoique né slovaque, il s'était si bien assimilé les souvenirs, les espérances, la noblesse, les préjugés, les forces et les faiblesses de sa patrie d'adoption, que chacune de ses paroles éveillait un profond écho dans le cœur de tout Magyar. Tribun incomparable, quoiqu'il eut les défauts des natures vives et sensibles, l'irrésolution dans les conseils, l'inconstance dans les plans et une fausse énergie, il sut communiquer aux masses, le souffle de son ardent patriotisme. » Il fut l'incarnation de l'esprit magyar, des prétentions de ce peuple à la domination sur les Slaves et les Roumains, de ses préjugés de race.

Kossuth devait sortir bien vite des limites de la légalité.

Dès cette époque, il était décidé à rompre avec le gouvernement autrichien. En parlant des régiments à envoyer en Italie, il ne pensait qu'à profiter du nom et de la sanction de l'empereur pour lever des troupes et des contributions qui resteraient entre ses mains, prêtes à toutes les éventualités. Quelques patriotes ayant réclamé qu'on rappelât les régiments hongrois qui se trouvaient en Lombardie, trahissant sa pensée, il s'était écrié : « Si nous voulons rompre avec l'Autriche, je parle franchement, nous pouvons peut-être rappeler les douze mille combattants magyars, mais avec eux reviennent trente-cinq mille Croates et je ne crois pas que dans les circonstances actuelles, cela puisse nous convenir. » (Séance du 20 juillet 1848).

Bientôt les mesures adoptées ne suffirent pas : le ministère

demanda à la Diète un nouveau décret qui autorisait l'émission de deux cents millions de papier-monnaie et l'obtint.

Tandis qu'à Pest, les événements marchaient à grands pas, le 19 juillet, avait été constitué Vienne le nouveau ministère : Wessemberg, affaires étrangères ; Dobbelhof, intérieur ; Alexandre Bach, justice ; comte Latour, guerre ; Krauss, finances ; Hornbostel, commerce ; de Schwarzer, travaux publics. Le 25 juin, l'archiduc Jean était élu Vicaire de l'Empire par le Parlement de Francfort. Cette nouvelle avait été accueillie avec des transports de joie, d'autant plus vifs, que cette élection était pour la Prusse un échec politique et pour l'Autriche semblait-il, la continuation de son ancienne hégémonie en Allemagne.

Le 22 juillet, l'archiduc Jean, revenu de Francfort le 17, en ouvrant au nom de l'empereur, la Constituante à Vienne, s'exprimait ainsi, à propos des nationalités : « Toutes les nationalités de la monarchie autrichienne sont également chères au cœur de Sa Majesté et tous les intérêts trouvent une base solide dans la fraternisation libre de ces nationalités, dans l'égalité des droits de tous et dans l'union intime avec l'Allemagne. (Enthousiasme à la gauche et au centre).

« En ce qui concerne la Hongrie et les territoires annexes, disait le discours d'ouverture, il est permis d'attendre de la générosité, de l'esprit de justice de la population, un arrangement pacifique et satisfaisant des questions qui ne sont pas encore résolues. »

La Diète convoquée à Vienne, se composait de trois cent quatre-vingt-trois députés. C'était là, sans doute, une assemblée démocratique. Nommés en vertu de lois électorales qui équivalaient presque au suffrage universel, ses membres

étaient, pour la plupart, des hommes de loi, des médecins, des commerçants, des bourgeois. L'aristocratie autrichienne n'avait obtenu aucune voix, ou s'était désistée de toute candidature. Il y avait là aussi, un grand nombre de paysans slaves, ignorant la langue allemande, un peu étonnés de tout ce désordre qui s'agitait autour d'eux, assez mal disposés pour une anarchie qui menaçait sans cesse cet empereur, objet de leur loyal dévouement, cet empereur, depuis longtemps leur seul appui contre la noblesse féodale. Aussi, la majorité s'y dessinait-elle bientôt pour la monarchie contre les tendances révolutionnaires. Les Allemands du reste, étaient en minorité ; les journaux radicaux ou germanophiles dénonçaient avec terreur une invasion de barbares ; quelques-uns d'entre eux parurent encadrés de noir. Les Viennois, dans leur colère, allèrent jusqu'à maltraiter les députés tchèques, que leur supériorité intellectuelle mettait à la tête de la majorité slave. Pour les faire se tenir tranquilles, il fallut les menacer de transférer la Constituante ailleurs. Le Parlement nomma président pour un mois, un avocat de Vienne, Schmidt, et vice-présidents le Tchèque Strobbach et le Polonais Smolka. Il y avait là des représentants de huit nationalités différentes (Allemands, Tchèques, Serbo-Croates, Slovènes, Polonais, Ruthènes, Italiens, Valaques).

Aussi, dès le début, l'Assemblée se partagea-t-elle par nationalités. La Diète était convoquée, disait le discours du trône, « pour achever le grand ouvrage de la renaissance de la patrie et l'affermissement de la liberté. » Mais nul ne pensait que la nouvelle ère constitutionnelle, ouverte après tant de luttes et d'agitations, « aurait le pouvoir magique d'apaiser les rivalités de races et de rallier tant de peuples divers à l'idée de l'unité. » On eut vite la

preuve, en effet, que l'amour de la nationalité l'emportait sur celui de la liberté.

Le retour de l'empereur, commençait à être ardemment désiré par la partie saine de la population. Les démocrates, se joignaient à ces vœux fidèles, espérant bien écraser enfin la monarchie, si celle-ci était assez aveugle pour se fier une fois de plus à elle. Ces divers sentiments, firent voter une adresse unanime à Sa Majesté où on s'efforçait de la rassurer sur la situation de la Constituante, libre, disait-on avec plus d'assurance que de vérité, de toute pression extérieure. Le 12 août, Ferdinand voulut donner une preuve nouvelle de confiance dans un peuple qui l'appelait à lui. Le retour du monarque, fut signalé par un enthousiasme général de ce peuple essentiellement monarchique. Mais dix jours après, les sourdes menées des démagogues, avaient déjà réussi à mettre en insurrection une partie de la population. Le ministère, comme en France dans les ateliers nationaux, entretenait, à raison de quinze kreutzers par jour, des ouvriers qui travaillaient peu. Une réduction de salaire amena des émeutes. Le 23 août, les ouvriers des ateliers de l'État, à l'imitation de ceux de Paris, attaquèrent la garde nationale, la garde municipale et la garde de sûreté. L'émeute fut vaincue et le ministère suspendit la commission de sûreté, sorte de Comité de salut public qui s'était constitué à la suite du mouvement du 26 mai.

Cependant, dès le commencement de septembre, Jellachich, avait pris le commandement des troupes impériales rassemblées dans les trois comitats de Croatie et de Slavonie. Des deux côtés, les préparatifs de guerre étaient poussés avec vigueur. D'autre part l'insurrection serbe se poursuivait. Les Serbes contre lesquels Kossuth, dans la

séance de la Chambre du 11 juillet 1848, avait proféré des menaces terribles, continuaient la série de leurs succès.

« Les Serbes, s'était écrié Kossuth, renforcé de brigands accourus de Serbie, se sont soulevés contre nous. Quant à ces scélérats qui s'appellent la nation serbe, il ne saurait être question de négociations. Aux brigands, il faut la loi martiale, aux coupables, il faut la potence... »

Leur général Stratimirovich, avait quinze mille hommes et quarante canons. De leur côté les Magyars avaient adjoint aux régiments de ligne, des bataillons de gardes nationaux de sorte que leur général en chef, Bechtold, avait des forces égales. Ces troupes, plus régulières que celles des Serbes, lui suffisaient amplement et cependant le 19 août, il échoua dans sa tentative pour s'emparer du camp serbe de Szent-Tamas. La guerre avait un caractère atroce : on ne faisait pas de prisonniers, on massacrait, on brûlait, on tuait tout. Ces actes de pillage et de brigandage prirent de telles proportions, que le patriarche de Carlowitz adressa au commissaire général Hrabovszki, une protestation énergique par laquelle il le rendait responsable de toutes les atrocités dont il lui faisait un exposé saisissant. Les échecs réitérés, subis par les troupes magyares, suscitèrent au sein de la Chambre des députés, des discussions d'une violence extrême. Le péril du reste était encore augmenté par la démission subite du général Bechtold.

C'est alors que pour la première fois, l'empereur, se décida de mettre un terme aux concessions qu'il n'avait cessé d'accorder aux Magyars depuis la Révolution. Il refusa de sanctionner le décret qui autorisait l'émission de deux cents millions de papier monnaie et celui sur l'organisation de l'armée nationale. Les pouvoirs extraordinaires conférés au Palatin, en l'absence du roi, lui furent

retirés. « Contre le gouvernement hongrois, la Cour mit en avant le gouvernement autrichien, qui, au nom de l'intérêt autrichien et de la Pragmatique Sanction, contesta la légitimité des concessions de mars et des lois d'avril. »

L'Autriche, en effet, se sentait forte de la peur que les Croates inspiraient aux Magyars. Déjà, elle s'apprêtait à profiter de la querelle des races, pour rétablir en Hongrie son autorité plus qu'à demi détruite. De plus, Radetzky était vainqueur en Italie. Milan avait capitulé le 5 août, Charles-Albert était rentré dans ses États, l'Autriche était libre de ce côté.

Kossuth résolut de poser la question nettement : « Les affaires, dit-il, dans la séance du 4 septembre, ne peuvent rester en un pareil état. Si je n'ai pas donné ma démission, c'est qu'il m'a fallu attendre le résultat définitif des démarches de mes deux collègues : mais il est urgent de les appuyer par quelque solennelle manifestation. » Batthiany et Deak en effet, s'étaient rendus à Vienne pour appuyer les deux lois récemment votées par les Chambres, celle qui ordonnait une levée de troupes, celle qui ouvrait un crédit au ministère, et les faire approuver au plus vite. En conséquence, Kossuth demanda à la Chambre :

« 1° Qu'on rédigeât un manifeste à l'Europe, afin d'exposer le bon droit de la Hongrie ;

2° Qu'on envoyât au roi, une députation nombreuse, à laquelle il serait défendu de rester à Vienne plus de quarante-huit heures (serait considérée comme un refus, toute tentative que ferait la Cour pour retarder la réception officielle) ;

3° Qu'on nommât un Comité, chargé de rédiger un projet de loi au sujet des concessions à faire aux Croates. »

La Diète, en même temps que ces trois propositions,

adoptait une loi qui décrétait la peine de mort, contre celui qui refuserait le papier prohibé. On rassemblait des troupes sur la frontière de la Croatie, mais ces troupes, formées pour la plus grande partie, de Slaves et d'Allemands, montraient une grande répugnance pour la guerre civile qu'on leur préparait.

C'est alors, 10 septembre, qu'une députation de cent soixante députés, ayant à leur tête le président de la Diète, Pazmandy, se rendit au palais de Schœnbrünn, apportant au roi de Hongrie une adresse où les griefs et les demandes de ce royaume étaient fermement exposés, et dont un paragraphe ainsi conçu, dut être supprimé pour que le roi consentit à donner audience à la députation magyare : « Le refus d'accéder à ces demandes, ébranlerait la confiance de la nation, et elle se verrait forcée d'entrer dans une voie qu'elle n'aurait pas choisie d'elle-même, mais qu'elle serait obligée de suivre dans l'intérêt de sa propre conservation. »

Cette adresse était ainsi rédigée : « C'est au nom de la fidélité que nous avons témoignée depuis des siècles à vos ancêtres, que nous venons vous demander aujourd'hui le maintien des droits du royaume. La Hongrie, vous le savez, Sire, n'est pas une province conquise : c'est une nation libre. Vous avez juré à votre couronnement d'en sauvegarder le privilège et l'indépendance... »

« Pourquoi, les droits de la nation, sont-ils menacés par une insurrection, dont les chefs disent hautement qu'ils combattent dans l'intérêt de Votre Majesté ? Tandis que le sang de la Hongrie coule en Italie, pour défendre la monarchie autrichienne, une partie de ses enfants est excitée perfidement contre l'autre et repousse l'obéissance due au gouvernement légal du pays.... C'est au nom du peuple

que nous demandons à Votre Majesté de donner l'ordre aux régiments hongrois, d'obéir sans réserve et nonobstant tous autres ordres au ministère hongrois.... Nous demandons enfin que Votre Majesté, se dégageant des conseils réactionnaires qui l'entourent, donne sa sanction immédiate à toutes les mesures votées par la Diète, vienne habiter Pest et soutenir par sa présence royale, l'autorité de la législature et du gouvernement constitutionnel. Nous désirons d'autant plus vivement que Votre Majesté fasse droit à notre prière, qu'un refus ébranlerait la confiance et mettrait le ministère dans l'impossibilité de maintenir la tranquillité intérieure et l'ordre public. »

L'empereur répondit à cette sommation déguisée, par une sorte de *non possumus*. Il dit : « Que le mauvais état de sa santé l'empêchait de se rendre à Pest. Quant au projet de loi sur le papier-monnaie dont on demandait la sanction, il l'examinerait librement, mais son intention n'était pas d'écarter, ni de blesser les lois existantes. En ce qui concernait les points mentionnés qui n'étaient pas réglés, l'Empereur disait qu'il ferait connaître sa décision par l'intermédiaire du ministère. Enfin, sur la question de Croatie, il répondit qu'il avait déjà adressé un manifeste au Ban pour amener une conciliation amiable. »

Ce jour-là, Ferdinand prit à Schœnbrunn, sa revanche de l'humiliation que six mois auparavant une autre députation hongroise lui avait fait épouever à Vienne, dans le palais du Burg.

Lorsque le roi eût terminé, la députation se retira en silence, aucune acclamation ne retentit. « Jamais, dit l'un des députés, un grand peuple n'est venu faire à son souverain de plus tristes adieux. »

Ce fut bien pis encore, quand le même jour, 4 septembre,

parut dans le *Agramer Zeitung*, un édit impérial qui contenait la plus complète rétractation du désaveu par lequel avaient été accueillis les premiers actes de Jellachich, réintégrant le Ban dans toutes ses dignités « en récompense de ses sages et patriotiques services », et l'engageait à persévérer, pour l'intérêt de la monarchie, dans la voie où il était entré. Il n'y avait plus d'illusion à se faire. Cet édit du 4 septembre, ne portant pas le contre-seing d'un ministre hongrois, équivalait presque à une déclaration de guerre à la Hongrie. C'est ainsi qu'on l'interpréta.

« J'éprouve, y disait Ferdinand, une satisfaction toute particulière, de pouvoir révoquer la décision que j'avais cru devoir prendre dans mon manifeste du 10 juin de cette année, relativement à une enquête à diriger contre vous et à l'interdiction momentanée de vos fonctions, par suite d'accusations qui sont complètement démenties par votre dévouement fidèle et éprouvé. »

La députation se rembarqua la rage au cœur. En partant elle reçut en revanche, de la part des radicaux allemands de Vienne, les plus vifs témoignages de sympathie.

En se rendant à Vienne, certains jeunes gens qui s'étaient attachés aux députés, avaient voulu orner leurs chapeaux d'une plume rouge. Les députés les en avaient empêchés. En revenant de Vienne, ceux-ci donnèrent l'exemple aux jeunes gens. Ce furent eux qui enlevèrent de leur kalpack, l'aigrette aux couleurs de l'Autriche et de la Hongrie et y substituèrent la couleur révolutionnaire.

A Pest, l'irritation fut grande. Jusqu'ici, on n'avait pas encore osé proclamer ouvertement la séparation. On voulait retenir le nom du roi, pour imposer aux popu-

lations des décisions prises sans son concours. Ce semblant de respect ne devait plus exister maintenant, il fallait déchirer le voile.

La discussion fut très orageuse à la Chambre. Batthiany et Deak proposèrent d'avoir recours à la médiation du Palatin. Ils firent entendre des paroles de conciliation. Mais, Kossuth et Szemère, alors ministre de l'intérieur, ne voulurent pas admettre que les demandes portées à Vienne, encourussent la réprobation et le désaveu de la Diète. L'on devait prendre sans retard des mesures énergiques.

Néanmoins la Révolution, dans le sens ordinaire du mot, ne devait pas commencer encore. Il était trop tôt pour proclamer l'indépendance. Cependant si Kossuth énumérant avec vivacité, ce qu'il appelait les crimes de la Cour, arrivait à conclure qu'il fallait défendre à la fois la patrie et le trône, ce n'était certes pas parce qu'il était royaliste, ni même partisan de la dynastie des Habsbourg-Lorraine. Il savait le peuple foncièrement monarchique et dynastique. Il avait peur, peur peut-être de n'être pas suivi par les autres. Il redoutait l'inconnu et c'est pourquoi il n'osait pas réclamer encore la déchéance du roi.

Deux partis alors, se formèrent dans le ministère et dans la Diète; l'un voulait recourir à la médiation royale et prévenir un danger par un retour vers l'ancienne Constitution; l'autre, prêt à tout oser, et qui n'attendait que le moment favorable pour franchir le Rubicon. A la tête du premier, se trouvait Batthiany, dont la puissante individualité a rempli la première des deux périodes de l'histoire de ces événements, la période de lutte constitutionnelle. A la tête du second, Szemère et surtout Kossuth

dont l'individualité également puissante devait remplir la seconde des deux périodes : la période de résistance armée.

La division se mit dans le ministère. Une crise gouvernementale s'ensuivit. Tous les ministres, sauf Mezzaros, ministre de la guerre, qui se trouvait au milieu des troupes magyares devant Szent-Tamas et Barthélemy Szemère qui n'avait pas voulu donner sa démission, jugeant nécessaire, que dans une crise semblable, il restât au moins un ministre responsable en fonction, se retirèrent.

Ce que voyant, Kossuth, se repentant d'avoir imité ses collègues, déclara à son tour, qu'en raison de la gravité des circonstances, il entendait conserver ses fonctions jusqu'à la nomination de son successeur légal.

« Je reprends donc ma place, s'écria-t-il en revenant s'asseoir au banc des ministres, je la reprends et je voudrais voir celui qui m'en chassera. »

L'Assemblée décréta que Kossuth, Mezzaros et Szemère resteraient chargés de toutes les affaires administratives jusqu'à ce qu'ils pussent remettre leurs portefeuilles entre les mains de ministres légalement choisis et reconnus. Le prince Esterhazy, alors à Vienne, donna également sa démission; le noble et généreux Széchenyi venait d'être frappé d'aliénation mentale.

L'archiduc Palatin chargea alors le comte Batthiany de former un nouveau ministère. C'est pendant qu'il se formait, qu'on apprit, 11 septembre, par une dépêche du commissaire à l'armée de la Drave, Ladislas Csanyi, que les troupes croates, Jellachich à leur tête, avaient traversé la Drave près de Legrad, et que le commandant des forces magyares, le général comte Adam Teleki, avait déclaré

tant en son nom qu'en celui de ses officiers, qu'il ne combattrait pas l'invasion conduite par un général autrichien. Le même jour, Kossuth faisait adopter et promulguer sans sanction, donc d'une manière révolutionnaire, deux lois qui autorisaient une émission de papier monnaie (en billets de cinq florins) et une levée de troupes qui devaient être organisées en armée nationale. La Hongrie était de fait en état de guerre. Batthiany déclara au Palatin qu'il ne formerait un ministère que si le roi ordonnait à Jellachich d'évacuer le territoire hongrois. Le roi répondit qu'il ne pouvait s'expliquer sur ce point et reprocha à la Diète de n'avoir rien fait pour amener la conciliation entre la Hongrie et la Croatie (15 septembre). Batthiany donna sa démission, motivée sur l'approbation souveraine accordée au Ban Jellachich. Mais après de longues discussions à la Chambre, qui se terminèrent par de violentes invectives contre la Cour impériale et par un vote de confiance en faveur du comte Batthiany, celui-ci consentit à reprendre le pouvoir, à la condition expresse, qu'on disputerait au Ban, chaque pouce de territoire et qu'on défendrait à outrance la ville de Pest.

Batthiany forma alors un ministère centre gauche (Koloman Ghiczy, Szentikyrályi, Erdody, Vay, Kémeny, Eötvös, Mezzaros).

L'élément libéral, mais conservateur, dominait dans ce nouveau cabinet comme on le voit, par suite de l'exclusion des chefs démocrates, qui reprirent leurs places sur les bancs extrêmes de l'opposition.

Jellachich avait donc passé la Drave, il avait au préalable occupé Fiume et s'avancait en Hongrie. De tous côtés, soldats réguliers et volontaires Croates, pleins d'une patriotique ardeur et subjugués par la force du sentiment

national étaient accourus à son appel. La guerre que les Croates allaient porter sur le territoire magyar, était une guerre nationale. C'était, comme on l'a dit, « la protestation des vaincus d'un autre siècle contre des conquérants orgueilleux, l'acte indépendant d'un peuple qui s'appartenait enfin ». Certains patriotes même, allant au delà des vœux du Ban, lui tenaient ce langage. « Père, lui disaient-ils, nous partons pour aller te chercher à Bude, la couronne de Saint-Étienne et nous te suivrons jusqu'au bout du monde. » C'était « les soldats d'une idée » et leur crainte était de ne point rencontrer de Magyars à combattre.

Les Croates se levaient, non seulement pour défendre leurs droits méconnus, mais aussi pour se débarrasser de la tutelle magyare dont ils n'avaient jamais recueilli qu'oppression et injustice. Si la force des choses en les armant, faisait d'eux les auxiliaires et les champions de l'Autriche, ils espéraient bien par cet appui qu'ils lui donnaient, qu'un jour, l'Autriche reconnaissante, n'oublierait pas les services rendus.

Avant d'entrer sur le territoire hongrois à la tête de vingt mille hommes, directement commandés par lui, Jellachich s'était fait précéder de la proclamation suivante : « A la nation hongroise. »

« En mettant le pied sur cette terre à laquelle je suis attaché par la sympathie la plus vive, je prends le ciel à témoin que je ne fais cet acte qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation. Je le fais, forcé par les complots d'une faction dont le ministère hongrois n'est que l'instrument légal et qui, poursuivant ses criminels projets, ne vise qu'à abaisser la Majesté royale, à détruire

l'alliance sacrée qui attachait la Hongrie et les royaumes unis à son roi et à sa Constitution.

« C'est en vain qu'on voudrait appeler révolte ou trahison, une démarche qui n'est imposée que par le pur amour de la patrie et la fidélité à votre roi. Tout ce qui a été fait légalement sera conservé : ce n'est point un ennemi qui envahit les plaines de la Hongrie, c'est un ami qui vient au secours des sujets loyaux du roi constitutionnel. Ils me tendront une main fraternelle et avec le secours de Dieu, nous délivrerons le pays du joug d'un gouvernement incapable, odieux et rebelle. »

Comme on le voit, ce n'était pas seulement, comme le chef d'une province insurgée, revendiquant à main armée ses justes droits que parlait le Ban de Croatie, mais surtout comme lieutenant de l'empereur, rappelant les peuples à la fidélité, qu'ils doivent tous au souverain. A mesure que les liens se resserraient entre lui et le gouvernement autrichien, le rôle de Jellachich se dessinait plus nettement. Il aurait pu commencer l'organisation de la nationalité illyrienne, mais il lui semblait nécessaire auparavant de transformer l'Autriche, de la régénérer par le principe de l'égalité des nationalités, principe éminemment libéral et qui était conforme à l'intérêt bien entendu de la Croatie. Et, une fois cette transformation accomplie, de faire garantir par le nouvel empire autrichien, le royaume et la nationalité croate.

Aussi disait-il un jour : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer » et, répondant à l'empereur qui lui avait donné l'ordre de cesser ses préparatifs militaires, il écrivait : « Je vous demande pardon, mais j'ai promis de sauver l'empire malgré vous. »

Ce principe de l'égalité des nationalités que les Magyars

combattaient comme contraire à l'intérêt de leur domination, était le but vers lequel tendait Jellachich. Il voulait, il proclamait hautement la liberté pour toutes les nationalités, l'égalité pour toutes les races, mais sous l'autorité de l'empereur roi. Sa pensée était : alliance avec l'Autriche, guerre contre les Magyars.

En réalité, ce qui dominait toujours et partout, c'était l'intérêt bien entendu. Pour le moment, les Croates trouvaient leur intérêt dans une alliance avec l'Autriche et momentanément, ils taisaient leurs griefs particuliers, pour ne parler que de la vengeance réservée à l'injuste rébellion de la Hongrie contre son souverain légitime.

L'Autriche, de son côté, obligée de choisir entre la Hongrie et les Croates, feignait enfin d'ajouter foi aux sentiments dévoués de ces derniers, auxquels, peut-être, elle ne croyait pas trop, persuadée, au fond, que le mobile supérieur qui les faisait agir, était avant tout l'intérêt propre de leur nationalité. Aussi les aidait-elle dans l'ombre, jusqu'au jour où elle rompit elle-même avec la Hongrie, mais ce ne fut qu'à la dernière extrémité, lorsque le ministère autrichien n'eut plus aucun doute sur la rupture qui allait éclater entre lui et le cabinet hongrois et sur la ferme volonté de Jellachich d'attaquer les Magyars, en dépit des défenses de l'empereur. Ainsi donc, si l'armée croate, en traversant la Drave, marchait à la défense de l'empire, elle marchait surtout là, où l'appelaient l'intérêt et une haine nationale.

La situation était grave pour la Hongrie. Les Serbes continuaient la lutte, les Roumains et les Saxons de Transylvanie s'étaient soulevés, ayant à leur tête le major Riebel et le colonel Urban. Les Slovaques prenaient les armes sous la conduite du pasteur protestant Hurban.

Ainsi les Magyars, se voyaient déjà seuls devant tous leurs ennemis ; pas un des peuples établis sur le territoire hongrois n'avait embrassé leur cause.

Un cri d'alarme retentit alors dans toute la Hongrie et la marche de Jellachich sur Pest, n'y fit qu'exalter les passions révolutionnaires et enlever les dernières chances aux modérés.

Le comte Batthiany avait formé un ministère dont on avait exclu Kossuth et Szemère. Mais à peine formé, ce ministère fut dissous par la réaction que produisirent à la fois, l'entrée en campagne du Ban et le nouveau refus que la Diète venait d'essayer à Vienne. En effet, le 17 septembre, la Diète avait décidé de s'adresser non plus à l'empereur, mais à l'Assemblée nationale de Vienne. La députation magyare, composée de vingt-cinq membres et ayant à sa tête Pazmandy, le président des États, reçut un accueil enthousiaste de la population viennoise et notamment des chefs du parti démocratique. Une pluie battante n'avait pu refroidir l'enthousiasme des démocrates allemands. Le vieux Nicolas Wesselenyi, sorti aveugle des prisons de l'Autriche et le député Borrosch haranguèrent, sur la place Saint-Etienne, la foule avide de les entendre.

La députation magyare, devait « dénoncer la trahison du gouvernement central » et demander à la Constituante d'Autriche des secours contre les Croates. Mais cette assemblée, où les Slaves exaspérés des injustices hongroises étaient en majorité, refusa par 186 voix contre 108 de la recevoir. Ce fut en vain que M. Löchner, le premier orateur du parti démocratique, plaida leur cause avec la plus grande chaleur, que M. Borrosch se fit rappeler quatre fois à l'ordre et que, finalement, il fut cause que le

président Strohbach dut lever la séance. Rien n'y fit. Le ministère fit appel au loyalisme des députés slaves : sa victoire fut complète.

« La moitié du peuple de l'empire frappe à la porte de l'autre moitié, s'était écrié Borrosch, le chef du parti démocratique autrichien (séance du 19 septembre 1848) ; ce n'est pas une députation ordinaire, c'est une ambassade internationale. Nous siégeons ici comme Assemblée constituante, c'est vrai ; mais s'agit-il bien de nous en tenir strictement à ce rôle, lorsque la plus terrible de toutes les guerres civiles dévaste une partie de notre patrie. » (Approbation. Le président rappelle à l'ordre l'auditoire.) « Il y a quelques jours, un ministre a dit dans cette enceinte que l'esprit universel (*weltgeist*) fait l'histoire. Eh bien ! Ce même esprit universel nous somme, en ce moment même, de prendre part à cette œuvre. Je fais appel à tous les cœurs généreux de notre Assemblée. » (Bruyants applaudissements de la gauche.)

« La Hongrie, avait répondu le député tchèque Palazky, a cessé de former une partie de l'Empire ; elle s'en est détachée elle-même ; elle a ses ambassadeurs auprès des Cours étrangères ; enfin elle est toujours prête à agir contre les intérêts des peuples autrichiens. (Bruit.) La Hongrie n'a jamais représenté ni la liberté ni la civilisation, et si l'on veut nous parler de l'esprit universel, eh bien ! qu'on écoute cet esprit : il proteste contre les Magyars. » (Applaudissements et bruits.)

« Il y a autre chose ici qu'une lutte nationale, avait répliqué à son tour Löhner (député de Vienne). Un représentant de Prague a déclaré, il y a quelques jours : l'Empire existera tant que nous le voudrons, nous autres Slaves. Je crois qu'il avait raison (Approbation bruyante). Passerons-nous aussi à l'ordre du jour, s'était-il écrié, si l'Italie

tente de nouveau de se séparer de la monarchie, si la nation polonaise, déjà à demi ensevelie, retrouve la parole et la vie ? Une fois la Hongrie écrasée, il sera trop tard de porter le deuil de la liberté. » En fin de compte, l'Assemblée adopta à une majorité de 81 voix, 189 pour et 108 contre l'admission des Hongrois, la motion suivante présentée par Helfert : « L'Assemblée, considérant qu'elle est constituante et qu'elle n'a rien de commun avec des pays qui ont leur représentation distincte, déclare qu'elle ne peut recevoir la députation hongroise. »

En revanche, toute la nuit les clubs démocratiques masculins et féminins, le comité des étudiants, les associations ouvrières vinrent à la lumière des torches, protester contre le vote des États, sous les fenêtres des Magyars. La *Marseillaise*, le *Rakoczy* (air révolutionnaire hongrois) retentissaient dans les rues. C'est alors qu'un juif, professeur de langues, le docteur Tansenau, s'érigeant en représentant de l'empire, prit la parole au nom de l'Autriche entière pour offrir aux Magyars « les sympathies inaltérables des peuples autrichiens » : « Frères, s'écria-t-il, qu'est-ce que la Pragmatique Sanction ? Rien, absolument rien, plus rien. Le Pragmatique Sanction a cessé d'exister, car je la déchire au nom du peuple autrichien. » La démagogie pactisait donc avec le magyarisme. L'alliance se faisait entre les révolutionnaires des deux parties de la monarchie.

La Diète Hongroise, ressentit vivement l'outrage que la Constituante de Vienne venait de lui faire subir, en la personne des principaux de ses membres et les passions politiques s'exaltèrent de ce refus. Irritée, ne pardonnant pas à l'Assemblée autrichienne l'injure qu'elle venait de lui infliger, elle rompit définitivement avec l'ancien parti

constitutionnel et se précipita dans les bras de Kossuth à qui on donna des pouvoirs illimités. Nommé président du Comité de Défense, institué par la Diète (22 septembre), il partagea sa dictature avec l'ancien ministre de l'intérieur Szemère, auxquels la Chambre basse adjoignit Nyary, Ladistas Madarasz, Patay, Isebery et la Chambre des Magnats, Perenyi, Michel Eszterhazy et plus tard le baron Nicolas Josika.

On prit aussitôt des mesures énergiques pour défendre Pest. On réunit toutes les troupes dont on pouvait disposer. Tous ceux en état de porter les armes se présentèrent pour défendre leur capitale. Kossuth prêchait la guerre et demandait aux députés de venir avec lui « la pelle à la main, travailler aux fortifications de la ville, déplacer les pavés, élever des barricades. » Au milieu de cette patriotique émotion, les étrangers ne voulurent pas rester inactifs. Le 18 septembre, une affiche placardée dans les rues de Pest, engageait les Français résidant dans cette ville, à concourir à la défense, sous le commandement de M. Lafitte, ancien marin. « Nos compatriotes, y était-il dit, sentiront que le drapeau de la République doit se montrer dans la lutte qui se prépare. C'est la France qui combat partout où combat la liberté. »

Mais ce n'était plus seulement contre Jellechich, que le gouvernement de Pest allait avoir à lutter. L'Autriche était libre du côté de l'Italie. Les victoires de Radetzky, la marche rapide de Jellachich, la désapprobation des actes des Magyars par l'Assemblée nationale, décidèrent le gouvernement autrichien à agir avec vigueur et à renoncer aux mensonges que la Diète et lui échangeaient réciproquement depuis six mois.

C'est alors que le 22 septembre, l'empereur fit publier

deux manifestes, adressés l'un « à ses peuples de Hongrie » l'autre « à mes troupes qui se trouvent dans la Hongrie » :

« ... Je suis résolu, disait-il dans le premier, à terminer une guerre désastreuse, dans laquelle une partie de mes troupes est employée. J'y suis résolu, en employant à la fois les voies de la conciliation et les forces de mon autorité. »

« On a osé calomnier mes intentions et y voir une attaque aux droits garantis au pays. On a voulu mettre à exécution les projets de loi que je n'ai pas sanctionnés, lever des recrues, émettre du papier monnaie et même inviter mes troupes à quitter leurs drapeaux et leurs régiments, par conséquent empiéter sur mes droits royaux et ébranler la fidélité des soldats. Ma volonté ferme étant de résister à de pareils empiètements par la voie légale, j'assure les peuples de ma couronne hongroise que tout en maintenant tous les droits royaux du pays, je saurai en même temps maintenir les droits de ma couronne par tous les moyens que la puissance impériale met à ma disposition, fermement convaincu que leur maintien est le seul moyen d'amener une transaction et l'union des nationalités rivales. Appuyé sur la fidélité des peuples de la Hongrie et des royaumes qui y sont annexés, j'ai la ferme confiance qu'ils écouteront la voix de leur roi plutôt que celle des agitateurs ; qu'ils obéiront aux autorités légales, s'abstiendront de toutes attaques contre les personnes et contre les propriétés et je les invite à attendre avec calme, les mesures qui seront prises immédiatement, pour rendre la tranquillité au pays, y rétablir et y maintenir l'ordre constitutionnel. »

« Fait au château de Schoenbrunn, le 22 septembre 1848.

« Ferdinand. »

« Les complications de la querelle croate-hongroise, disait-il dans le second manifeste, menacent d'amener un événement inoui, la lutte des deux partis appelle des deux côtés la force militaire, et la crainte d'une grave collision m'engage à faire dans ce moment dangereux, un appel à mon armée et à toutes ses parties pour qu'elles préservent de toute atteinte l'esprit d'union et d'unité fraternelle éprouvé pendant des siècles, et qu'elles fournissent à l'Europe et à tous mes autres peuples, la preuve que la loi, placée actuellement sous la protection d'institutions politiques libres, est pour mon armée aussi sacrée qu'elle l'a toujours été, lorsqu'il s'est agi de maintenir l'ordre et les droits des citoyens »

Ces mesures que l'empereur promettait, reçurent le jour même de l'apparition de ce manifeste un commencement d'exécution par un décret du 25 septembre 1848, qui nommait le comte Lamberg commissaire impérial et commandant en chef des troupes en Hongrie.

« Désirant vivement empêcher l'effusion du sang et écarter les horreurs de l'anarchie, y lisait-on, j'ai jugé à propos de charger mon feld-maréchal lieutenant comte Lamberg du commandement en chef de toutes les troupes et corps armés qui se trouvent en Hongrie, quelle que soit leur dénomination, et il devra sur le champ en prendre le commandement en mon nom. »

En même temps, le 24 septembre, le comte Mensdorf apportait de Schœnbrunn et remettait au Ban, le rescrit royal par lequel l'empereur approuvait non seulement sa politique mais de plus lui annonçait qu'il venait d'adresser à toutes les troupes cantonnées en Hongrie, la défense formelle de combattre l'armée croate, entrée en Hongrie, comme « amie et défenseur de la monarchie autrichienne ».

Était déclaré traître et rebelle quiconque s'opposerait les armes à la main à l'armée croate.

C'était en l'absence du Palatin que le maréchal comte Lamberg était ainsi investi de pouvoirs extraordinaires. L'archiduc Palatin avait en effet quitté la Hongrie quelque temps auparavant. Jusqu'au 15 septembre, il avait cherché à gagner du temps, bornant son rôle à celui de médiateur entre la Hongrie et la Croatie. Le Palatin était archiduc, attaché à la dynastie par les liens du sang comme par les intérêts. Placé entre les obligations que lui imposait son titre et sa situation de prince de la famille impériale, il lui sembla impossible de concilier ses devoirs de premier magistrat hongrois avec ses liens de parenté. Chargé (25 septembre) de prendre le commandement des forces hongroises pour s'opposer à la marche du Ban, il essaya une dernière tentative de conciliation avec celui-ci qui avait transporté son quartier général sur les rives du lac Balaton. Vainement attendit-il au milieu du lac, sur le bateau à vapeur le *Kisfaludy*, que le Ban voulût bien venir conférer avec son Altesse Impériale Royale. Le bateau s'en retourna sans que la conférence eût eu lieu, « La force de la vapeur, avaient dit au Ban ses officiers, pourrait bien l'emporter sur le sauf-conduit de l'archiduc. » L'archiduc Étienne, après l'échec de cette tentative suprême de conciliation, revint à Pest, qu'il quitta bientôt furtivement pour s'enfuir à Vienne où il remit ses pouvoirs aux mains de l'empereur. Mais il n'y séjourna point, il préféra se rendre au château de Schaumburg, son patrimoine maternel, situé hors d'Autriche, en plein cœur de l'Allemagne, à l'abri de tout danger.

C'était là pour les Magyars une dernière désillusion.

Depuis longtemps, on attribuait à l'archiduc Étienne, des ambitions qui ne laissaient pas d'être grandes. « Le patriotisme magyar, en effet, s'était toujours plu à voir en ce prince, élevé dans les idées et les mœurs magyares, une ressource, disons mieux, un chef pour les grandes éventualités. »

La désillusion fut plus grande encore qu'ils ne croyaient. Une Commission avait été nommée pour faire l'inventaire des papiers que le Palatin n'avait pu emporter. On trouva chez lui, une lettre datée du 23 mars 1848, adressée à l'empereur, qui montrait, que malgré ses opinions libérales avouées, il se rendait compte de la voie dans laquelle l'entraînait le parti révolutionnaire. Après avoir décrit l'agitation qui régnait alors en Hongrie, le Palatin ajoutait : « Dans cette situation anormale et périlleuse, tout le monde attend le salut dans la formation la plus rapide d'un ministère responsable. En considérant même ce projet comme une autre calamité, il reste à savoir laquelle des deux est la moins grande ? »

« Je me contenterai d'énumérer brièvement les trois moyens qui me semblent seuls à employer, pour arriver à quelque chose en Hongrie. Voici le premier : Retirer toute la force armée du pays et le laisser courir à sa ruine, rester spectateur inactif des massacres et des incendies, des luttes entre les nobles et les paysans.

« Le second serait : Négocier au sujet des projets de loi avec le comte Batthiany (qui, pour le moment, est le seul héros du peuple, mais dont l'étoile pourrait s'évanouir si nous hésitions longtemps) ; sauver tout ce qui peut encore être sauvé et savoir d'avance les mesures à prendre, si ce ministre donnait sa démission par suite de son mécontentement.

« Le troisième moyen serait : Congédier le Palatin, envoyer immédiatement à Presbourg, un commissaire royal muni de pleins pouvoirs et de la loi martiale, à la tête d'une armée respectable. Après avoir effectivement dissous la Diète, il marcherait sur Pest pour user de son autorité de fer, aussi longtemps que les circonstances l'exigeraient.

« Quant au premier moyen, j'avoue qu'il me fait horreur et voici pourquoi. D'abord, il est pour ainsi dire immoral et peut-être même un gouvernement ne doit-il pas abandonner complètement ses sujets, une partie de ceux-ci surtout, étant bien intentionnée. Ensuite ce moyen servirait à produire les plus mauvais effets dans les autres provinces, à cause de l'exemple qu'il donnerait aux masses, que l'on ne pourrait pas réfréner.

« Le second moyen est bon et pourrait peut-être nous sauver. Bien qu'à première vue, il ait l'air d'une séparation, il constitue en ce moment la seule garantie de la conservation de la province, en supposant que les personnes à nommer pussent encore faire valoir leur entière influence sur le mouvement, ce qui, par ces temps troublés, ne saurait être affirmé avec assurance. On pourra, quand les temps auront pris une tournure plus favorable, faire changer bien des choses, ce qui, aujourd'hui, pourrait provoquer une séparation.

« Je ne sais, ajoutait le Palatin, si l'on ne pourrait pas, par d'habiles négociations, gagner encore quelque chose de Batthiany et de Deak, mais d'eux seulement (ils étaient alors à Vienne), car s'ils vont délibérer à Presbourg, j'appréhende tout.

« En fidèle fonctionnaire de l'État, j'ose avertir Votre Majesté d'une éventualité très importante : Que faudrait-

il faire si, les pourparlers, n'ayant pas abouti, Batthiany était prêt à tout risquer, à abdiquer, etc. ?

« Il est de mon devoir, non pas pour effrayer, mais pour exprimer ma conviction, de faire observer qu'en pareil cas, il faudrait être préparé à une résistance armée le long du Danube et sur la route qui conduit de Presbourg à Pest, contre une démonstration de la jeunesse et peut-être même d'une partie de la noblesse. Dans ce cas, il ne resterait que le troisième moyen, en supposant que l'on eut et la volonté et la possibilité de le mettre à exécution. Le troisième moyen, devrait être employé avec célérité.

L'archiduc terminait par ces paroles : « Si toutefois, Votre Majesté, dans sa sagesse, juge plus pratique le premier ou le troisième moyen, c'est-à-dire l'anarchie et la jacquerie, l'invasion et la terreur. Elle disposera sans doute de moi, conformément aux lois existantes et aux usages établis et elle me fera savoir, si elle veut qu'en ce cas, je doive rester provisoirement à Vienne ou je puisse partir pour un autre endroit ?

« De Votre Majesté, le fidèle et obéissant sujet,

« Etienne.

« Vienne, le 23 mars 1848. »

Sur la motion de Ladislas Madarasz, appuyée par Kossuth, la Diète déclara alors le Palatin, déchu de sa dignité.

« Le Palatin, lit-on dans le procès-verbal de la Diète, ayant quitté le camp au plus fort du péril, tout rapport est rompu entre lui et la nation hongroise. »

La Cour, qui, jusqu'à maintenant, avait employé le second des trois moyens proposés, en était arrivée par la force même des choses, et par suite des progrès rapides du parti révolutionnaire à utiliser le troisième.

Le comte Lamberg était donc nommé commissaire royal et commandant des forces militaires de la Hongrie. La mission qu'il était chargé de remplir était délicate et difficile, en raison même des périls qu'elle présentait, étant donnée la surexcitation générale des esprits. Le général Lamberg, du reste, ne se faisait pas d'illusions. « Mes jours sont comptés, avait-il dit au ministre Bach, dont il était venu recevoir les dernières instructions et prendre congé, nous ne nous reverrons jamais, adieu. Je vous recommande mes enfants. »

En signant sa nomination, l'empereur avait en même temps signé son arrêt de mort.

La motion de Ladislas Madarasz, présentée à l'Assemblée nationale le 27 septembre au soir, et appuyée par Kossuth, laquelle était ainsi conçue : « La nomination du général Lamberg est illégale et inconstitutionnelle (les deux manifestes royaux, datés du 25 septembre et cités plus haut n'étant pas contresignés). Défense est également faite aux troupes et à tous les citoyens d'obéir au général Lamberg sous peine de trahison », et qui fut adoptée à l'unanimité, l'avait en quelque sorte dénoncée à la vengeance populaire.

Une proclamation, conçue dans le même sens, rédigée par Kossuth et unanimement approuvée par les représentants, avait été adressée à la nation.

Une grande agitation ne tarda pas à régner à Pest et à Bude. Le comte Lamberg, sans avoir égard aux actes de la Diète, était arrivé à Bude, le 29 septembre, sans escorte et à un moment où les populations affluaient de tous côtés pour s'opposer à la marche de Jellachich. On crut que les portes de Bude allaient être fermées par son ordre. Des agitateurs se mirent à haranguer et à sou-

lever le peuple contre le comte Lamberg, déclaré traître à la patrie. Reconnu par la populace, au moment où il traversait le pont qui réunit les deux villes, il fut assassiné et mis en morceaux par une foule exaspérée.

L'attitude que prirent les membres du Parlement et les autorités en ces tristes circonstances, doit être sévèrement jugée par l'histoire. Les uns et les autres furent coupables, sinon de complicité, du moins de couardise et d'indifférence. Instruits des projets des meneurs, ils auraient peut-être pu sauver la vie du comte Lamberg. Ils ne punirent même pas l'étudiant Kolossy, qui avait porté le premier coup au général et qui plus tard, devait servir en qualité de lieutenant dans l'armée hongroise « en récompense de ses loyaux et fidèles services à la cause du magyarisme ». Tout ce que l'on peut dire, pour les excuser, c'est que les passions populaires étaient alors surexcitées à un tel point, que l'autorité municipale se serait peut-être trouvée impuissante à faire arrêter et juger les coupables.

Le meurtre du lieutenant général, comte Lamberg, jetait la Hongrie dans une nouvelle phase politique. C'était plus qu'une déclaration de guerre à l'Autriche. La Hongrie, se trouvait sans gouvernement officiellement reconnu. Le comte Batthiany en effet, était parti pour Vienne aussitôt après le meurtre du général, pour essayer d'amortir les effets de la colère royale. Désespéré de l'inutilité de ses efforts, ne se voyant plus de rôle à jouer, il était revenu en Hongrie, complètement désillusionné, s'établir dans une de ses propriétés.

Une situation nouvelle commençait donc et l'homme de cette situation, était Kossuth. Tout en effet semblait concourir à élever Kossuth. Désormais, il n'y avait plus

de ministère « accepté du roi ». Le Comité de Défense, conseil consultatif dans le principe, était le seul pouvoir reconnu du pays et il était l'âme de ce Comité. Kossuth se trouvait par suite porté au premier rang.

L'indignation fut grande à Vienne à la nouvelle de l'assassinat du comte Lamberg. Le gouvernement se décida à agir avec vigueur. L'empereur appela aussitôt le baron de Recsey à la présidence d'un nouveau ministère hongrois. Ce fut lui, qui, en cette qualité, contresigna le manifeste du 3 octobre, où l'empereur répondait à cet acte de rébellion en nommant Jellachich commissaire général en Hongrie et commandant de toutes les forces du royaume. Le manifeste était ainsi conçu :

« Nous, Ferdinand I^{er}, empereur constitutionnel d'Autriche, roi de Hongrie, salut aux représentants et magnats de Hongrie, Transylvanie, Croatie et Esclavonie, assemblés en Diète à Pest.

« A notre profonde douleur et indignation, la Chambre des députés s'est laissée entraîner par Louis Kossuth et ses partisans aux plus grandes illégalités. Elle a même mis à exécution, contre notre volonté royale, plusieurs résolutions condamnables. Elle a, tout récemment encore, adopté un décret par suite duquel notre lieutenant, comte François Lamberg, a été attaqué et assommé de la façon la plus cruelle.

« Dans ces circonstances, notre devoir royal nous force d'adopter les mesures suivantes, pour le maintien de la sûreté et des lois :

1^o La Diète est dissoute. Aussitôt après cette publication, ses séances seront suspendues ;

2^o Toutes les résolutions, prises par la Diète sans être sanctionnées par nous, sont déclarées nulles et non avenues ;

3° Toutes les troupes et corps d'armée de la Hongrie et des autres pays, ainsi que ceux de la Transylvanie, obéiront au commandement du Ban de Croatie, Slavonie et Dalmatie, lieutenant feld-maréchal, baron de Jellachich ;

4° Jusqu'au rétablissement de la paix, la loi martiale est proclamée dans toute la Hongrie ;

5° Le Ban Jellachich est nommé commissaire général de Sa Majesté, avec des pouvoirs illimités pour toute la Hongrie. Toutes les autorités civiles, militaires et ecclésiastiques ont à lui obéir comme à nous-mêmes ;

6° Nous recommandons particulièrement à notre commissaire royal, de veiller à ce que les agresseurs et meurtriers de notre commissaire royal feld-maréchal lieutenant comte Lamberg et les auteurs et complices de cette lâcheté révoltante, soient poursuivis conformément aux lois ;

7° Les autres affaires courantes de l'administration civile, seront traitées conformément aux lois, par les employés des divers ministères.

« Dès que l'unité de la monarchie sera rétablie, dès que toutes les nationalités auront sauvegardé leurs droits et que les relations mutuelles de tous les pays réunis sous notre couronne seront rétablies sur des bases fortes et stables, la légalité sera réintégrée par la représentation de toutes les parties constitutives de l'empire. »

Il fut décidé en même temps, qu'un renfort de quinze mille hommes de troupes serait envoyé au Ban. Ainsi, ce soldat énergique, monté si vite et si haut, allait pour sa part, entreprendre officiellement l'œuvre de restauration déjà commencée par deux autres officiers slaves. Il avait suivi sans se laisser arrêter par rien, le but qu'il

s'était tracé. Dégagé des influences révolutionnaires et démagogiques qui tyrannisaient la monarchie, il avait su résister à son empereur dans l'intérêt même de l'empire et des Slaves. Il avait fini par faire entendre leur voix jusqu'alors méconnue et par rendre leurs bras nécessaires. « Une Autriche, avec l'égalité des lois pour toutes les nationalités, c'est-à-dire une domination incontestée pour la majorité formée par les Slaves ; une Autriche déplacée de la vieille base germanique et transportée sur les robustes fondements de la jeune Slavie, tel était le cri dont le Ban se faisait l'interprète. »

La Diète était donc dissoute et les décisions qu'elle avait prises, annulées. La Hongrie était déclarée en état de guerre.

La Diète s'émut médiocrement de ce manifeste. Malgré le contreseing du nouveau président du Conseil, baron Adam de Recsey, la Diète déclara que le manifeste du 3 octobre, était inconstitutionnel et nul, attendu que d'après un article de la Constitution, le roi ne pouvait dissoudre la Diète avant que le budget n'eût été voté, et, qu'indépendamment de cette illégalité, la signature d'un ministre, résidant à Pest, était indispensable à la validité de tout rescrit royal. Par le même décret qui annulait le manifeste royal, le Ban Jellachich et ses partisans, étaient déclarés traîtres à la patrie et mis hors la loi. Le baron de Recsey était accusé de haute trahison et cité devant la Chambre des Magnats, Cour compétente en pareille matière.

En même temps, la Diète, sans reculer devant la barrière qu'elle allait mettre, entre elle et l'Autriche, se déclarait immédiatement en permanence sous le nom

d'Assemblée Nationale. La rupture entre la Hongrie et le souverain était donc accomplie.

A partir de ce moment, libres de toute contrainte, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, forts de l'appui qu'ils se prêtaient l'un l'autre, se disposèrent à repousser l'ennemi et à assurer l'indépendance de leur patrie. Cependant les décrets continuèrent à être rendus au nom du roi Ferdinand. Le gouvernement magyar, semblait ainsi supposer que la volonté du roi était gênée et soumise à l'influence de la camarilla de Vienne.

Le 27 septembre, le Ban Jellachich, après une marche rapide, était arrivé à Stuhlweissenbourg. Après y avoir laissé ses troupes se reposer quelque temps, il se disposa à marcher sur Pest, décidé à en finir par un coup décisif. Mais le Ban avait trop tardé dans l'exécution de son projet. Il vint se heurter, le 29 septembre, contre la petite armée hongroise de 16.000 hommes, commandée par Moga, à Pakozd. Malgré le désavantage du terrain, le Ban n'hésita pas à attaquer, mais fut repoussé grâce à l'artillerie magyare bien dirigée par Mack. Un armistice de trois jours fut alors conclu entre les deux armées, et Jellachich, obligé de renoncer à son projet d'attaquer la capitale, en profita pour se replier à travers les montagnes de la forêt de Bakony sur Raab et Comorn, d'où il dominait le Danube et la route de Vienne à Bude et pouvait attendre les troupes impériales promises par le ministère, qui devaient venir le renforcer, maintenant qu'il était lieutenant-général du roi de Hongrie.

Si, au point de vue de la perte matérielle, l'échec subi par Jellachich avait été des plus minime, l'effet moral de cette bataille fut considérable en Hongrie. Kossuth parvint

à l'apogée de la popularité, la confiance ébranlée se consolida.

Le 4 octobre, le colonel Maurice Perczel attaquait la réserve du Ban Jellachich, laissée en arrière par celui-ci et lui faisait dix-huit cents prisonniers. Le 7, il obligeait le corps principal de cette réserve, commandé par les généraux Roth et Philippovich à déposer les armes.

Cette première campagne avait mis en vue un jeune officier, le major Arthur Gœrgey, qui bientôt, grâce à ses allures décidées, allait devenir général en chef.

Il venait, du reste, d'acquérir une notoriété, en faisant pendre, pour crime de haute trahison et relations avec l'armée croate, un magnat auquel on ne pouvait reprocher que de n'être pas suffisamment révolutionnaire, le comte Eugène Zichy, ancien administrateur du comitat de Feher, qui était venu à sa maison de campagne, pour y arranger certaines affaires pressantes. C'est là qu'il fut surpris par les troupes hongroises et amené à Gœrgey, qui le fit comparaître immédiatement devant un conseil de guerre, présidé par lui-même. Après un semblant de jugement, il était condamné à mort.

Cette audacieuse exécution, fut ce que l'on pourrait appeler un véritable assassinat juridique. La condamnation en effet, était prononcée d'avance. Au chapelain d'Adany, qui était venu apporter au comte les secours de la religion et qui sollicitait l'autorisation de donner à celui-ci, à jeun depuis vingt-quatre heures, un peu d'aliments, Gœrgey avait répondu froidement : « A quoi bon lui donner une nourriture qu'il ne pourra digérer ? » Ces paroles prononcées avant l'interrogatoire, prouvaient d'une manière évidente, que le sort d'Eugène Zichy était irrévocablement fixé.

Ainsi mourait à trente-neuf ans, le chef d'une des plus illustres familles de Hongrie, le comte Eugène Zichy, remarquable par ses qualités de cœur, sa bonté et sa parfaite loyauté et dont la fidélité au roi était le véritable motif de sa condamnation.

C'était déjà le second assassinat au compte de la Révolution hongroise. La nouvelle de cette exécution, devait produire dans la Hongrie entière une impression profonde, et si les démagogues et les révolutionnaires approuvèrent ce qu'ils appelaient l'énergie de Gœrgey qu'ils firent nommer, pour le récompenser, au grade de colonel, la plupart des magnats furent épouvantés. Ils commencèrent à quitter Pest et la Chambre Haute fut obligée d'abord, d'interdire les absences à ses membres et ensuite (4 octobre), d'abaisser de trente à vingt le nombre des magnats présents, nécessaire à la validité des délibérations.

De plus, à la nouvelle de l'invasion de Jellachich, les députés saxons quittèrent également Pest pour rentrer en Transylvanie et ce fut en vain que dès qu'elle s'en aperçut, la Diète décréta qu'ils ne pouvaient abandonner leurs sièges avant d'avoir été remplacés et que s'ils ne l'étaient pas, ils seraient considérés comme déserteurs (17 novembre).

Les Magyars étaient alors dans la surexcitation la plus vive. L'agitation révolutionnaire à Pest allait croissant. Kossuth prêchait la guerre et rappelait sous le drapeau national, les troupes qui tenaient garnison en Bohême et en Galicie. Les paysans magyars se soulevaient pour anéantir les Croates et « pendre le brigand Jellachich ». Mais le gouvernement hongrois, se sentant isolé au milieu des races en révolte, comprit qu'il lui fallait chercher des alliances ou au moins un appui. C'est alors que les

Magyars se tournèrent vers les Allemands. A l'alliance de Jellachich avec l'empereur, ils opposèrent une alliance des Magyars avec les radicaux allemands. Les radicaux de Vienne, formaient à peine le dixième de l'Assemblée constituante qui représentait l'empire, moins la Hongrie, la Croatie, la Transylvanie et la Lombardie. Perdus au milieu d'une Assemblée indécise, où les rivalités de province et de nationalité dominaient généralement les intérêts libéraux, ils n'apportaient au milieu de ces tiraillements et de ces luttes sourdes, que de nouveaux éléments de confusion.

Les Magyars s'efforcèrent de faire entendre aux quarante radicaux de la Diète de Vienne et à la légion académique, composée non seulement des étudiants des universités, mais de révolutionnaires venus de tous les points de l'empire et de la confédération elle-même, que le radicalisme était compromis par la conduite et l'ambition de Jellachich. On les écouta.

« Jellachich apparaissait aux Allemands comme un Slave résolu, qui défendait un drapeau peu agréable aux yeux de la race germanique ». Les Italiens, craignaient un accroissement d'autorité pour cette race qui venait de frapper des coups si terribles sur leur nationalité. Les Polonais, entrèrent également dans le mouvement. Tous d'ailleurs, séduits par les promesses des Magyars et comptant sur une coopération sérieuse, acceptèrent l'alliance proposée. Kossuth, du reste, n'avait jamais caché ses sympathies pour les Allemands. C'était lui, qui, à la séance de la Chambre du 3 août, avait proposé la résolution suivante : « Dans le cas où le gouvernement autrichien, se lancerait dans une guerre contre le pouvoir central de Francfort et contre l'unité germanique, l'Au-

triche ne peut pas compter sur l'aide de la Hongrie », et un peu plus tard (séance de la Chambre du 22 septembre), il s'exprimait en ces termes à propos du refus de l'Assemblée constituante autrichienne de recevoir la députation magyare. « Par quelle raison a-t-on pu laisser partir la députation sans la recevoir? Uniquement parce que la majorité de l'Assemblée autrichienne n'est allemande, ni dans ses éléments, ni dans ses intérêts. Comme allemande, il lui serait impossible de se séparer de la Hongrie. Sans cette circonstance, nous aurions à parler autrement. »

L'orateur présageait une chose à la dynastie; « C'est qu'elle n'avait d'avenir qu'avec la puissance allemande, tout en consolidant la liberté des peuples et l'indépendance de la Hongrie. Il n'y a que la nation hongroise qui puisse se coordonner avec l'empire d'Autriche, toute autre nation, si elle veut exister, est nécessairement poussée à dissoudre l'empire. »

Étrange langage que celui tenu par Kossuth, à un moment où les Slaves au contraire, combattaient pour maintenir l'unité de l'empire compromise par la révolte des Magyars et celle des radicaux allemands de Vienne.

D'un autre côté, nous avons vu que le gouvernement hongrois avait envoyé deux députés à Francfort, pour montrer que l'Allemagne, de concert avec la Hongrie avait intérêt à provoquer la séparation des diverses nationalités qui composaient l'armée autrichienne, c'est-à-dire, à demander la dislocation de l'empire.

Les Magyars, dont la situation était devenue critique, et les Allemands de Francfort, songèrent à se faire un point d'appui commun, parmi les révolutionnaires de Vienne. Les Magyars avaient déjà recherché leur alliance. L'extrême gauche du Parlement de Francfort y avait des

intelligences. Le gouvernement hongrois avait promis de seconder par la force tout ce qui serait tenté dans les rues de Vienne. Le but des démocrates allemands, « des unitaires » apparaissait nettement. En projetant une insurrection à Vienne, ils aspiraient à miner l'influence conservatrice des Slaves et à entraîner l'empire dans la nouvelle confédération allemande rêvée à Francfort. Le slavisme eut été ainsi moissonné dès sa naissance.

Les Magyars, avaient aussi leurs desseins en s'alliant aux démocrates de Vienne et de Francfort. L'accord des Slaves et du gouvernement autrichien, mettait en péril la domination magyare sur les Slaves de la Hongrie. Si les Allemands voyaient avec dépit l'ascendant que le slavisme prenait dans la politique autrichienne, « les Magyars pouvaient regarder le même progrès avec terreur, comme le présage de cette grande catastrophe depuis longtemps redoutée, « la dissolution de la Hongrie par l'émancipation des races. » Ils proposaient le partage de l'Autriche aux démocrates de Francfort. Si les Magyars étaient victorieux, ils laissaient retourner dans le sein de l'Allemagne, les états héréditaires de la Maison de Habsbourg et ils gardaient la Hongrie indépendante avec ses annexes, Transylvanie, Croatie, Slavonie et Dalmatie. C'était la réalisation de leur ambition. L'alliance du magyarisme et du germanisme de Francfort était donc naturelle. Kossuth lui-même n'avait-il pas dit, lorsqu'il avait envoyé à Francfort deux plénipotentiaires, au lieu de les envoyer à Prague, où on ne leur eut pas fait mauvais accueil « qu'il cherchait dans le germanisme un allié contre les Slaves. »

La haine et la rivalité des races avaient donc créé « un parti du morcellement », *radical*, en face du « parti unitaire », *conservateur*. Deux partis jusqu'à présent, s'étaient

trouvés en présence dans la Diète hongroise. Le parti modéré, représenté par Batthiany et Deak, le parti d'une monarchie constitutionnelle moderne, les partisans de la légalité, ceux qui désiraient ardemment de nouvelles réformes, mais qui ne voulaient les obtenir que par des moyens réguliers et légaux, par l'action de l'opinion, ceux en un mot qui prétendaient rester fidèles « au roi aimé de Hongrie » et le délivrer, disaient-ils, de la contrainte à laquelle il était soumis. Et d'un autre côté, le parti radical, révolutionnaire, ceux qui trouvaient que la Hongrie méritait mieux que de rester une monarchie constitutionnelle dépendante, les alliés des unitaires de Francfort et des radicaux allemands de Vienne, ceux qui, pour le triomphe de leur ambition, aveuglés par leur exclusivisme national, n'auraient pas hésité à partager pourvu qu'on leur eut laissé un bon morceau.

Le parti national et le parti libéral qui ne formaient auparavant qu'un seul et même parti sous deux chefs, Etienne Szechenyi et Nicolas Wesselenyi, nourris tous deux dans la haine de l'Allemagne, s'était divisé. Les uns voulaient l'indépendance nationale, une Hongrie indépendante, avec les anciennes frontières et l'intégrité du territoire, « un état nouveau prenant place au banquet des puissances de l'Europe ». Les autres se prononçaient en faveur de garanties constitutionnelles. Kossuth n'avait pas hésité à abandonner les conservateurs, pour s'unir aux radicaux de Francfort.

Le Parlement de Francfort ne devait plus du reste, cacher son hostilité à la cour d'Autriche. Il allait bientôt prétendre à rien moins que de l'exclure indirectement de l'empire d'Allemagne, dont il discutait alors la constitution. Le Parlement de Francfort regardait l'Autriche comme

une annexe de l'Allemagne : sa mission était de germaniser les réfractaires et de mettre en pratique la formule du *Drang nach Osten* (marche vers l'Est). C'est en effet au mois d'octobre-novembre, qu'il adoptait les paragraphes suivants du pacte fondamental :

Article 1^{er}, § 2. — Aucune partie de l'empire ne pourra être réunie en un seul État avec des pays non allemands.

§ 3. — Si un pays allemand a le même souverain qu'un pays non allemand, les rapports entre les deux pays ne pourront être réglés que d'après les principes de l'union personnelle pure. » Ces deux paragraphes, emportaient la dissolution de la monarchie des Habsbourg. Ils démembraient l'État le plus puissant de la Confédération germanique. L'Autriche, proprement dite, était rattachée plus fortement à l'Empire ; mais la Galicie, l'Illyrie, la Transylvanie, la Hongrie, la Croatie cessaient de former avec elle cette masse compacte, cette agrégation de nationalités différentes qu'on appelle la monarchie autrichienne. En votant les paragraphes 2 et 3 de l'article 1^{er} de la Constitution, le Parlement de Francfort avait entendu mettre d'un côté les provinces non allemandes de la monarchie autrichienne, de l'autre, l'Autriche proprement dite, l'Autriche allemande, et en abandonnant celles-là, s'attacher plus fortement à celle-ci. Or, l'Autriche nouvelle, l'Autriche telle que l'avaient faite les révolutions de mars et de mai 1848, ne pouvait se prêter aux exigences des législateurs de Saint-Paul, « sans signer elle-même sa déchéance et sa mort ». L'Autriche était visée dans la préention qui lui tenait le plus au cœur, celle d'entrer dans l'empire avec l'ensemble de ses possessions. L'unité et la centralisation que rêvait la cour de Vienne, lui devenaient

impossibles, à moins qu'elle ne consentit à s'exclure elle-même du monde germanique.

Un sanglant triomphe vint sceller cette alliance des Magyars et des radicaux allemands de Vienne. Les démocrates viennois avaient promis aux Magyars un concours fraternel. Leur cause était la même : les uns et les autres étaient devenus puissants, grâce à une révolution ; les uns et les autres avaient à défendre aujourd'hui les droits qu'ils avaient conquis, contre ceux à qui ils les avaient arrachés. L'habileté des Magyars avait été de représenter le succès de Jellachich, comme celui de la réaction. Tous les démagogues de Vienne, étaient les alliés naturels des Magyars. Aussi le départ des régiments autrichiens, envoyés comme renforts à Jellachich, fut-il le signal d'une insurrection terrible. Un bataillon formé d'Italiens, refusa de partir, les autres furent obligés de battre en retraite sur Vienne. La division se mit dans l'armée et dans la garde nationale, et une lutte terrible s'engagea le 6 octobre, dans laquelle le général Brédy, le colonel prince Jablonowski et plusieurs autres officiers trouvèrent la mort. La ville fut en un instant couverte de barricades. Le ministre de la guerre, le comte Latour fut attaqué dans son hôtel, assommé à coups de marteau, et son cadavre traîné dans la rue, fut pendu à un réverbère, au milieu de l'enthousiasme délirant d'une populace en furie. « Un homme enveloppé dans un long manteau bleu et les bras croisés sur sa poitrine, regardait de loin, cette scène : « Ma foi, dit-il à son compagnon, la colère du peuple vue de près, n'est pas belle à considérer. » Cet homme était Pulszky, le plus ardent émissaire de Kossuth. Le comte Latour était en effet, avec le Ban de Croatie, la personne qui assumait le plus sur lui, les haines et les colères du

parti magyar. L'énergie de l'un, le dévouement de l'autre à la dynastie régnante, paraissaient les principaux obstacles aux projets des révolutionnaires, qui voulaient « l'indépendance et le triomphe de la Hongrie républicaine, sur les ruines de la monarchie légitime ».

La mort du comte Latour, fut pour les radicaux de Vienne le signal de la révolution. C'était le triste pendant de l'assassinat du général Lamberg, à Vienne. Kossuth avait dit qu'il donnerait volontiers un million pour faire une Révolution à Vienne. Or, les radicaux viennois n'étaient pas gens à dédaigner un million, quand il s'agissait surtout de prouver au peuple par des arguments sonores et concluants qu'il trouverait la fortune dans la Révolution. Ce nouveau crime resserrait davantage les liens de l'alliance, qui rattachait à une idée commune les révolutionnaires de l'Autriche à ceux de la Hongrie.

Toutes les troupes avaient évacué la ville : l'arsenal, mal défendu, fut pris et pillé et la populace s'arma. L'insurrection était victorieuse, l'Assemblée constituante s'empara du gouvernement sous la présidence de M. Smolka et un Comité de salut public s'organisa dans la soirée du 6. Mais la Diète ne put, malgré l'énergie de quelques-uns de ses membres, empêcher les violences qui déshonorèrent les journées d'octobre. Dans toutes les proclamations au peuple, dans toutes les adresses que MM. Pillersdorf et Hornbolst portèrent à l'empereur, l'Assemblée défendait la monarchie constitutionnelle. « L'Europe entière nous admire, disait, le 7 octobre, M. Smolka dans une proclamation destinée à apaiser la populace. Demeurons fidèles à nous-mêmes ; restons invariablement attachés au respect de la loi, à la monarchie constitutionnelle, à l'amour vrai de la liberté. »

L'empereur accueillit avec bienveillance la députation, qui alla le trouver à Schœnbrünn pour lui demander de la part de l'Assemblée constituante de Vienne : « 1^o la révocation du manifeste en vertu duquel Jellachich était investi de pouvoirs extraordinaires en Hongrie ; 2^o la formation d'un ministère populaire, sous la présidence du ministre Doblhof. » Mais, le lendemain 7 octobre, à huit heures du matin, il s'enfuyait de Schœnbrünn et gagnait Olmütz, par Linz, en laissant une proclamation ainsi conçue : « J'ai fait tout ce qu'un souverain pouvait faire pour le bien... Le pillage et le meurtre règnent dans Vienne et le ministre de la guerre a été tué. J'ai confiance en Dieu et en mon bon droit, je quitte ma capitale pour trouver les moyens de porter secours à mes sujets opprimés. Que ceux qui aiment l'Autriche et veulent sa liberté, se pressent autour de leur empereur. » De tous les monarques qui régnaient alors en Europe, l'empereur Ferdinand était cependant le plus digne d'estime. Juste, bienveillant, affable, il était très aimé de ses peuples. Mais quelle garantie présentait la fidélité de l'Assemblée, dans une ville livrée aux démagogues ? Pouvait-on espérer le prompt rétablissement de l'ordre, au moment où le bouleversement de Vienne offrait un théâtre propice à toutes les entreprises de la violence ? On le comprit et les membres les plus influents de la droite et du centre de l'Assemblée constituante allèrent jeter à Brünn, en Moravie, les fondements d'une nouvelle Diète, protestant contre les décisions de leurs collègues restés à Vienne et leur déniaient le droit d'agir au nom du Parlement. La Constituante de Vienne ne fut plus alors « qu'un Rump-Parliament, réduit à l'impuissance et annulé de fait par les événements. »

La guerre était donc ouverte entre la Révolution de Vienne et le gouvernement impérial. Le Parlement de Francfort, qui avait vu sans trop de déplaisir cette nouvelle explosion populaire, venait de faire partir pour Vienne, à titre de conciliateurs, trois de ses membres, Robert Blum, Jules Frœbel et Maurice Hartmann, dont les deux premiers ne devaient pas tarder à se déclarer partisans de l'insurrection. « Votre manifestation grandiose, disait le texte de l'adresse qu'ils remirent à la Constituante, a excité notre admiration. La lutte sanglante que vous avez si glorieusement soutenue, vous l'avez soutenue pour nous aussi, vos frères. Nous savons que vous persévererez dans vos efforts, et que vous serez les guides du reste de l'Allemagne par votre courage et votre énergie. Nous vous envoyons plusieurs de nos amis, pour vous témoigner notre haute estime et profonde reconnaissance des services que vous avez rendus à la liberté. » Ce document était signé par cent trente députés.

Le gouverneur militaire de Vienne, général Auersberg, avait dû battre en retraite et s'était retiré avec dix mille hommes sur les hauteurs du Belvédère. Il y attendait le général Windischgröetz, qui venait d'être appelé au commandement en chef de toutes les forces autrichiennes par un manifeste impérial en date du 16 octobre et qui marchait sur Vienne, et l'armée du Ban Jellachich.

Jellachich arriva le 7 octobre en vue de Vienne et s'établit à Schwechat. La Diète envoya alors à Jellachich le député Prato, pour connaître quelles étaient ses intentions en venant camper sur le territoire autrichien. Jellachich le reçut très poliment mais sans s'expliquer sur le motif de sa présence, lui fit remettre une lettre où il déclarait s'être mis en marche pour se rendre, comme « serviteur

de l'État, au point où était l'anarchie; comme soldat, où l'appelait le bruit du canon. »

Il proclamait bien haut du reste, son respect pour les droits des nationalités reconnues.

Pendant ce temps, les Viennois s'organisaient. Messenbauer était nommé commandant de la garde nationale. L'ancien général polonais Bem, accouru de Paris, fut nommé gouverneur et chargé de la défense de la place. C'est lui qui organisa et commanda la défense de la barricade de la Jøgerzeile, véritable forteresse de granit, flanquée de seize pièces de canon, qui ne fut prise que grâce à un mouvement tournant habile, opéré par les Croates. Mais il s'aperçut bientôt que la lutte n'avait guère de chance de succès, avec une bourgeoisie qui n'aspirait qu'au triomphe de l'ordre et il ne tarda pas à quitter Vienne, imité en cela par les plus clairvoyants des chefs de la démocratie, qui n'osèrent pas affronter une lutte qui leur paraissait par trop inégale.

Ce fut le 28 octobre que Windischgrøetz donna l'ordre d'attaquer. La municipalité viennoise sollicita alors du corps diplomatique une protestation contre le bombardement de Vienne. Consulté le premier à ce sujet, le ministre de France, sur le concours duquel la Révolution croyait pouvoir compter, répondit qu'il ne pouvait prendre l'initiative d'une pareille mesure sans l'invitation officielle du ministre des affaires étrangères. L'ambassadeur, en effet, n'avait aucune raison de protester. Au point de vue du droit, le bombardement s'opérait dans des conditions régulières. Le 20 octobre, en effet, Windischgrøetz avait déclaré la ville et les faubourgs en état de siège. Le 22 et le 24, le général avait accordé par deux fois à la ville, un délai de vingt-quatre heures pour réfléchir, la prévenant

à l'avance qu'il serait obligé de recourir au bombardement par suite des nécessités militaires. Un nouveau délai de quarante-huit heures, avait été accordé le 26. Les insurgés peu reconnaissants de cette mansuétude et de ce formalisme, en avaient profité pour attaquer pendant la nuit, les troupes impériales qui se tenaient sur la défensive. Le bombardement n'avait donc rien d'irrégulier, surtout que Windischgrœtz donna des ordres pour qu'autant que possible, les hôpitaux et édifices publics fussent respectés. Une protestation du corps diplomatique n'aurait pas été fondée, rien en droit ne pouvait la justifier. C'est du reste, ce que comprit très bien l'ambassadeur français.

Le 28 octobre au soir, Jellachich s'emparait des faubourgs de la Landstrass et de la Mœrgass. Dans ces faubourgs, une grande partie de la garde nationale abandonna ses armes. Jellachich harangua les bourgeois dans le faubourg de la Landstrass et fut accueilli par des vivats. Cela n'empêchait pas les ouvriers formant la garde mobile, de combattre avec la plus grande bravoure et un véritable acharnement. Le lendemain, le Jøgerzeile, le faubourg de la Léopolstadt, ceux de Wieden, de Maria-hulf et de Schottenfeld étaient aux mains de Windischgrœtz. Vienne dut capituler (30 octobre).

C'est alors qu'on apprit que l'armée magyare venait enfin de passer la Leitha, au nombre de vingt mille hommes et s'avancait pour sauver Vienne. Kossuth, en effet, n'avait pas voulu que l'armée magyare, continuât plus longtemps à assister, spectatrice impassible, à l'agonie d'une cité, coupable seulement de s'être soulevée pour la cause commune. « Hâtons-nous, disait-il, dans un conseil de guerre, tenu le 24 octobre, de payer une dette,

qui, vu les services de nos frères de Vienne, doit nous paraître sacrée. Il faut que nous allions au secours des Viennois ; l'honneur national le commande... »

Aussi, après une sommation, faite le 25 octobre, au prince Windischgrœtz d'avoir à lever le siège de Vienne, sommation qui resta sans réponse, l'armée magyare se mit en marche (28 octobre), et le 30, elle attaquait les Croates de Jellachich à Schwechat.

La lutte recommença de plus belle, Jellachich fit front à ses nouveaux ennemis, mais les troupes magyares, malgré l'impétuosité avec laquelle elles attaquèrent, ne purent entamer les solides confinaires du Ban. Menacés d'être précipités dans le Danube, les Magyars, pour éviter un écrasement total, repassèrent la Leitha en déroute, laissant quinze cents morts sur le champ de bataille. Les Croates avaient pris une revanche éclatante, leur victoire était complète.

C'était la fin. Vienne était définitivement condamnée ; elle se rendit sans conditions. Windischgrœtz y fit son entrée le 1^{er} novembre, précédé d'une proclamation menaçante qui mettait la ville, ses faubourgs et ses environs, jusqu'à une circonférence de deux mille en état de siège.

Les exécutions commencèrent alors, nombreuses, méthodiques. Robert Blum et Frœbel étaient venus porter aux démocrates de Vienne, les encouragements des démocrates allemands. Ils se croyaient couverts par l'inviolabilité que le Parlement de Francfort avait conférée à ses membres. Aussi ne tardèrent-ils pas à prendre résolument parti pour les révolutionnaires. Robert Blum surtout, allait bientôt se mélanger aux insurgés et ne plus conserver aucune mesure ni dans ses actes ni dans ses pa-

roles. Son titre de député à la Diète de Francfort, pensait-il, le rendait inviolable, le préservait de toute crainte vis-à-vis des Autrichiens. Aussi ne tarda-t-il pas à s'affubler d'un uniforme de la légion académique et à en devenir un des meneurs les plus décidés et les plus violents. Robert Blum, en effet, se distingua par la violence de ses harangues à la légion académique et à la populace. Il engagea le peuple à faire bonne justice de ceux qui, restés dans la ville, désiraient le triomphe de Windischgrœtz et il terminait un de ses discours en disant : « Le député de Francfort mourra avec les étudiants pour la liberté. » Des paroles, il passa aux actes, et n'hésita pas à combattre, les armes à la main, ceux qui venaient rétablir l'ordre dans la capitale.

Traduit devant un conseil de guerre ainsi que son collègue Frœbel, ils furent condamnés tous deux. Frœbel fut gracié, Blum exécuté (9 novembre). Le Parlement allemand protesta énergiquement, d'autant plus énergiquement qu'il sentait que, pour le moment, l'Autriche avait les mains liées. Il ne contesta pas la culpabilité de Blum ni les faits qui avaient motivé sa condamnation. Seulement il souleva une question de dignité en ce qui le concernait. Il décrétait (16 novembre) que l'exécution du député Robert Blum ayant eu lieu au mépris de la loi de l'empire du 30 septembre de cette année, le ministère de l'empire serait sommé de prendre les mesures les plus énergiques, afin de faire juger et punir les personnes qui avaient concouru directement et indirectement à cette exécution. Le ministre de l'empire Schmerling, dut désavouer Windischgrœtz, au moment même où l'empereur Nicolas, le remerciait des services qu'il avait rendus à l'ordre européen.

Cette prétention du Parlement de Francfort, était elle fondée en droit. Nous ne le pensons pas. Aucun État, en effet, ne peut et ne pourra jamais admettre, qu'un individu se targue de sa qualité de député et de l'inviolabilité que lui confère son titre, non seulement pour fomenter la révolte dans un État étranger (car au point de vue interne, l'Autriche était bien indépendante de l'empire), mais encore, pour y prendre part. Robert Blum, en prenant le parti des insurgés, se trouvait, vis-à-vis de l'Autriche (pouvoir légal), dans la même condition que ces insurgés, tout comme les autres aventuriers accourus des quatre coins de l'Europe qui composaient la légion académique. En revêtant l'uniforme, il s'exposait à encourir la rigueur des lois, et ce n'était pas un titre de député, qui, vis-à-vis de l'autorité légale qu'il combattait, pouvait le rendre inviolable. Il était entré dans l'insurrection et avait été pris. C'était comme partie à l'insurrection qu'il était condamné et non pas comme député. Il n'y avait pas, en effet, de raison de faire une différence entre les autres étrangers et lui. Les mêmes actes amenaient les mêmes peines. Cette façon d'agir pour un pays, se commande en effet, par un intérêt primordial sur lequel il ne peut transiger, intérêt tout à la fois de sécurité, de sûreté et de conservation. Ce n'était là, du reste, que le premier symptôme d'une lutte qui allait commencer entre le pouvoir central de Francfort et l'Autriche.

Les Slaves venaient donc de triompher. Mais ce triomphe pour l'Autriche avait aussi ses périls. La Révolution de Vienne n'avait fait que permettre à Jellachich « d'agrandir son rôle, de relever la cause des Slaves et de peser davantage sur les destinées de l'empire. »

Il venait de donner un coup terrible à l'alliance de la

race allemande avec la race magyare, mais déjà les ministres allemands de l'empereur, s'effrayaient des conséquences du service rendu par les Slaves à l'empire. La victoire avait été achetée une première fois par le concours des Slaves. Le cabinet autrichien, comprenait le danger qu'il y avait à s'appuyer encore sur ceux qui venaient de sauver l'empire. Le Slavisme, n'allait-il pas prendre un ascendant de plus en plus grand dans la politique autrichienne? La victoire des Slaves n'allait-elle pas être le prélude d'une nouvelle orientation de la politique autrichienne? Renoncerait-elle aux traditions allemandes, pour s'incliner du côté des Slaves? Jellachich leur paraissait trop fort. C'était là un allié redoutable dont il fallait affaiblir la puissance.

Mais l'apparence ou la réalité de l'ingratitude était peut-être encore plus à craindre. On réclamait le prix des services rendus. Le Ban Jellachich, se voyait avec peine placé en face du prince Windischgrœtz dans une situation secondaire. Les Slaves se crurent trahis. Déjà, disait-on, le prince Windischgrœtz traitait avec l'aristocratie magyare et combinait un « plan d'alliance austro-magyare pour briser les projets du Ban et comprimer l'ambition inquiétante des Slaves ». Des milliers de volontaires slaves accourus de tous côtés, abandonnèrent l'Autriche.

Les Magyars laissés en repos derrière la Theiss en profitèrent alors, pour tirer parti des fautes de leurs ennemis.

Les Habsbourg, vainqueurs en Italie, en Bohême et dans les États héréditaires, n'avaient plus à compter qu'avec les Magyars. Mais avant d'entamer la lutte, le gouvernement autrichien se renouvela.

Une ordonnance du 22 octobre, avait suspendu les séances de la Constituante de Vienne et l'avait convoquée à

Kremsier, petite ville de la Moravie, pour le 15 novembre. Le ministère Dobhloff s'était usé dans ses luttes contre la démocratie viennoise. Le 21 novembre, un nouveau cabinet entra en fonction. Le diplomate de l'armée, le prince Félix de Schwarzenberg, qui par une longue carrière en Italie, avait appris l'art de dompter les révolutions, fut appelé à la présidence du ministère. Nature énergique et volontaire, ennemi de toute compromission, il avait servi tour à tour à Pétersbourg, à Londres, à Turin et à Naples, où il s'était montré ami passionné de l'absolutisme. Successivement diplomate et soldat, il avait joué un rôle important dans le camp de Radetzky et il allait apporter dans les affaires de l'empire, un peu de cette rigidité militaire, qu'il avait conservée de son passage dans les camps. Il devait avoir comme assesseurs principaux le comte Franz Stadion, qui avait fait preuve d'un réel talent d'administrateur et le docteur Alexandre Bach, qui, sorti indemne de la Révolution d'octobre, y avait montré de grandes qualités.

Dans la séance d'ouverture de la Diète de Kremsier (15 novembre), le nouveau ministère exposa son programme. Il voulait la monarchie constitutionnelle, sincèrement et sans arrière-pensée, il voulait que cette forme de gouvernement s'appuyât sur l'égalité des droits et sur le développement libre de toutes les nationalités, garanties par la publicité dans toutes les branches de la vie politique. Il insistait sur l'unité de l'empire et annonçait que l'Autriche rajeunie, traiterait avec l'Allemagne « de puissance à puissance ». C'était d'un mot, donner congé au Parlement de Francfort et « refaire de la question allemande, une simple question diplomatique ».

Mais un acte d'une portée plus haute, confirma l'inten-

tion bien arrêtée de rajeunir et de régénérer l'Autriche. Le 2 décembre 1848, l'empereur Ferdinand IV, malade et fatigué, se sentant incapable de suffire aux exigences d'une situation aussi grave, sur les conseils de l'impératrice Marianne, abdiquait en faveur de son neveu François-Joseph, alors âgé de dix-huit ans, fils aîné de son frère, l'archiduc François-Charles. Des hommes aussi énergiques que le prince de Schwarzenberg, le maréchal Windischgrœtz et le Ban Jellachich, placés à la tête de la contre-révolution, devaient effrayer par leur audace ce Ferdinand si faible et si indécis, peu fait par suite pour la grande politique.

L'abdication avait eu lieu à Olmutz dans l'intimité. Ces graves décisions, en effet, avaient été prises dans une réunion de famille à laquelle assistaient seuls les ministres, le conseil privé, le prince Windischgrœtz et le Ban Jellachich. Depuis longtemps, sa santé affaiblie, ne permettait plus à Ferdinand de remplir les lourdes charges de la dignité impériale. Il n'avait attendu pour abdiquer que le jour où il pourrait désigner à ses peuples un successeur.

Le nouvel empereur, était libre de tout engagement dans la question hongroise. Sa première proclamation, annonça l'intention de réunir en un grand corps d'État, tous les pays et toutes les races de la monarchie.

Dans son discours d'avènement, en effet, François-Joseph s'exprimait ainsi : « Convaincue de la nécessité et de la valeur des institutions libérales, Sa Majesté, entame avec confiance la mission qui lui incombe de réorganiser et de rajeunir toute la monarchie. La vraie liberté, l'égalité des droits de toutes les nationalités de l'empire, ainsi que celle de tous les citoyens devant la loi, non moins

que la participation des mandataires du peuple à la législation, telles seront les bases par lesquelles la patrie se relèvera dans son ancienne grandeur. L'édifice nouveau que tous ensemble nous allons reconstruire, sera comme une grande tente où sous le sceptre héréditaire de nos aïeux, les diverses races de l'empire, s'abriteront plus libres et plus unies que jamais. »

Mais en même temps, François-Joseph s'annonçait comme un souverain constitutionnel. « Fermement résolu, disait-il encore, à conserver sans tache l'éclat de la couronne, mais prêt à partager nos droits avec les représentants de nos peuples, nous espérons, avec l'aide de Dieu, et de concert avec nos peuples, arriver à réunir en un grand corps d'État, tous les pays et toutes les races de la monarchie. »

L'empereur faisait donc appel à ces idées de liberté constitutionnelle et d'égalité entre les races, au nom desquelles, les Slaves, s'étaient soulevés en faveur de l'Autriche et promettaient de combattre les Magyars.

Ce règne qui commençait au milieu des révolutions, en présence de la guerre d'Italie non encore terminée, de celle de Hongrie qui allait commencer aux portes de Vienne à peine soumise, fut accepté par une grande partie de l'empire comme une ère nouvelle. Les projets d'indépendance des radicaux de Pest, se trouvaient fortement menacés.

CHAPITRE III

III. — L'INTERVENTION POLONAISE DANS LA GUERRE DE HONGRIE L'ALLIANCE POLONO-MAGYARE

Au moment où éclatait en Europe la Révolution de 1848, de tous les esprits mal à l'aise qui pouvaient alors rêver une levée de boucliers, les exilés polonais étaient les mieux préparés. Depuis 1831, les émigrés polonais n'avaient pas d'autre but ni d'autre perspective qu'une nouvelle guerre d'indépendance. « Plusieurs années après la défaite de leur pays, les chefs de l'émigration polonaise, qui avaient demandé l'hospitalité à d'autres États, n'y cherchaient pas une patrie nouvelle. Ceux qui s'y étaient créés des intérêts et des affections, étaient prêts à les briser au premier appel du pays. » Les écrivains de la Pologne, loin de renoncer à l'indépendance de leur nationalité, rêvaient pour leur pays un rôle important dans le mouvement de la civilisation. D'un autre côté, les militaires devenus inutiles à leur patrie, étaient prêts à offrir leur épée à quiconque leur ouvrait la perspective de se battre à nouveau contre les Russes. Certains, comme Dembinski et Bem, tout en se livrant aux affaires, ne pensaient qu'à étudier des plans de bataille pour la prochaine insurrection.

« Le problème de la grande guerre et de la guerre de partisans était discuté ». On pensait aux moyens à employer, pour donner un caractère plus général à une nouvelle tentative d'indépendance. Les Polonais étaient prêts à rentrer en campagne et à se jeter dans la mêlée.

Un moment, les émigrés polonais avaient été dominés par une illusion que les encouragements de l'opinion libérale en France et en Angleterre, contribuaient à entretenir. Ils avaient espéré que l'appui armé de l'Europe Occidentale leur ayant manqué, ils trouveraient du moins, un concours actif dans la diplomatie des gouvernements constitutionnels. Les témoignages de sympathie, en effet, ne leur manquèrent pas, mais aucun appui ne répondit à leurs vœux. Il apparaissait suffisamment par l'attitude réciproque des gouvernements, que la paix, tendait à devenir un système européen et qu'elle ne serait pas troublée, tant qu'elle dépendrait des cabinets des grandes puissances. L'idée d'un concours de la France et de l'Angleterre, ne fût-il que diplomatique, dut être abandonnée et les émigrés polonais furent bien obligés de travailler en dehors de la sphère des gouvernements établis, pour se créer d'autres forces et d'autres alliances.

La Pologne avait trois maîtres. Bien que liés à la même politique par la complicité, les trois copartageants de la Pologne, n'avaient pas toujours usé cependant, des mêmes procédés violents à l'égard du pays partagé entre eux. « Le libéralisme de la nation prussienne, les idées constitutionnelles, qui, peu à peu, se faisaient jour dans la forme du gouvernement, les traditions et la situation de ce pays, qui semblaient de nature à le mettre un jour en hostilité avec la Russie et l'Autriche, avaient inspiré aux Polonais des sentiments de confiance dans leurs rapports avec la

Prusse. » En ce qui concernait la Russie et l'Autriche, les opinions de l'émigration étaient divergentes. Avant même les massacres de Galicie, où les Polonais avaient cru reconnaître la main de l'Autriche, l'état de choses mis en pratique par le cabinet de Vienne, était pour beaucoup d'entre eux, la personnification même du système de conquête, qui pesait alors sur la Pologne. Pour ceux-là, la domination russe était moins odieuse que celle de l'Autriche. « La Russie, disaient-ils, en nous tyrannisant, nous fortifie : l'Autriche nous divise, nous corrompt et nous énerve. » L'Autriche n'était-elle pas le premier ennemi à frapper ? Ceux qui raisonnaient ainsi, c'était les démocrates. Les autres, au contraire, pensaient que leur véritable ennemi, celui de la ruine duquel dépendait avant tout le sort de la Pologne, c'était la Russie. Ils croyaient que l'Autriche, serait plus vite entraînée que la Russie vers le gouvernement libéral des cabinets de l'Occident. C'était alors, d'après une saine politique, contre la Russie, qu'ils devaient tourner les haines de leurs concitoyens et des alliés qu'ils cherchaient partout pour la Pologne.

La Révolution de 1848 qui venait agiter l'Europe Orientale, trouvait donc officiers et diplomates polonais au milieu de vastes plans, qui, espéraient-ils, allaient peut-être pouvoir être appliqués. La Révolution de 1848 et les événements qui se produisirent à cette époque, devaient fournir l'occasion si impatiemment attendue par les Polonais.

De tous les révolutionnaires accourus des différents pays en Hongrie, les Polonais, en effet, furent ceux qui se jetèrent avec le plus d'empressement dans la lutte. « Les idées, les opinions, qui avaient jusqu'alors divisé l'émigration polonaise, se retrouvèrent en présence. » D'un

côté les conservateurs avaient pris dès l'origine pour ligne de conduite, le développement par voie légale des institutions nouvelles et l'alliance avec les Tchèques et les Croates. A leurs yeux, « l'idée constitutionnelle et l'idée de race, devaient aller de front ». De l'autre côté, se trouvaient les radicaux qui voyaient dans l'alliance avec les Slaves une gêne, parce qu'elle était conservatrice et qui repoussaient les moyens légaux et le slavisme, ainsi que le système conservateur, parce qu'ils espéraient arriver plus promptement au but national, « l'indépendance par l'insurrection ». Certains même paraissaient être d'irréconciliables ennemis de l'Autriche. Accoutumés à voir en elle le plus perfide de leurs maîtres ; le souvenir des événements de Galicie et l'occupation de Cracovie, toujours présent à la mémoire, ils pensaient que leur premier vœu devait être la dissolution de la monarchie autrichienne. « Que l'Autriche se dissolve, s'écriaient-ils, que les peuples opprimés depuis si longtemps par elle, brisent enfin les liens d'une alliance contre nature, que le chaos se fasse de Cracovie à Milan et au milieu de cette confusion, nous retrouverons la fortune de la Pologne. »

Les conservateurs, le prince Czartoryski en tête, un des plus ardents défenseurs du slavisme, et qui s'efforçait de prouver aux populations slaves de l'Autriche, que le slavisme bien compris, ne les obligeait aucunement de sacrifier leur individualité et leur indépendance à l'unité de la race entière, montrait aux radicaux polonais, combien leurs calculs et leur conduite étaient dangereux. S'adressant à ceux qui étaient restés à Vienne et qui s'apprétaient à prendre part à l'insurrection, il s'exprimait en ces termes : « Vous jouez follement l'avenir de votre pays ; vous l'engagez dans une partie que vous ne pouvez que perdre.

Quittez les barricades, sortez de Vienne, joignez-vous aux Tchèques, qui suivent l'empereur, et laissez faire l'épée slave de Jellachich ». Les chefs du parti conservateur montrèrent alors l'exemple et quittèrent Vienne, mais les radicaux, dont le chef était M. Smolka, ne voulurent point abandonner la cause vers laquelle ils avaient d'abord penché. Chez eux, les passions révolutionnaires l'emportèrent sur les sympathies de race. Si ceux des conservateurs qui avaient l'expérience des choses, avaient repoussé toute solidarité dans les affaires de Vienne, les démocrates avaient pris part à la Révolution. La guerre terminée à Vienne, ne pouvait-elle pas recommencer en Hongrie ? Ce serait alors la grande guerre, ayant de l'attrait non plus seulement pour les démocrates, mais pour les officiers de l'émigration. Le bruit du canon n'éveillerait-il pas un écho de l'autre côté des Carpathes.

Entre ces deux partis étaient les généraux, les officiers et les soldats, qui se désolaient de rester inactifs et « qui étaient enclins aux résolutions extrêmes par simple désir de faire la guerre ».

Les généraux voulaient donc la guerre. Ils se disaient que la Hongrie touchait à la Galicie et que la Galicie, par suite de la nature de son sol, présentait les meilleurs avantages stratégiques que la Pologne pouvait espérer. Si la Hongrie triomphait, qu'y avait-il de plus facile que de soulever la Galicie et d'y allumer le foyer, d'où l'incendie, pouvait ensuite se propager dans la Pologne Russe. Ils ne s'apercevaient pas qu'en agissant ainsi, ils allaient combattre au bénéfice du magyarisme, le principe de leur nationalité. Les Slaves d'Autriche, en effet, qui allaient aussi coopérer à cette lutte, obligés de combattre les

Magyars, loin de prêter aux Polonais un appui contre le czar, allaient devoir subir la bienveillance des Russes.

Comme on le voit, chaque parti conservait ses prétentions distinctes. Ces divisions, on les voyait aussi parmi les généraux. Si Bem inclinait du côté du radicalisme, Dembisnki penchait du côté des diplomates : aussi était-il plus suspect aux Magyars et à certains moments, on a pu le voir préoccupé d'avoir pris parti contre les Slaves.

Quand la Révolution éclata à Budapest, la plus grande anarchie régnait dans la direction des affaires militaires en Hongrie. Attirés par les promesses qu'on leur avait faites, certains régiments casernés en Hongrie, étaient passés à l'insurrection. Les uns étaient décidés à rester fidèles aux Magyars, mais d'autres n'attendaient que le moment favorable pour rejoindre les Autrichiens. L'armée hongroise n'existait pas à vrai dire, et il eut été difficile de trouver un corps de dix mille hommes. Kossuth avait bien décrété une levée en masse de deux cent mille hommes ; mais comment la réaliser ? Comment lui trouver des cadres ? Il fallait pour cela des généraux expérimentés. Les Magyars virent bientôt qu'ils n'en avaient pas. Cette pénurie d'officiers généraux, ayant déjà fait la grande guerre, ouvrit le chemin à l'émigration polonaise. La Pologne allait donc fournir non seulement des soldats, mais encore les officiers et les généraux qui manquaient à l'armée magyare.

L'émigration polonaise, n'avait attendu ni la guerre de Hongrie, ni la Révolution de Vienne pour essayer un rapprochement entre les deux peuples. Tant que la Pologne était restée en dehors du slavisme, elle avait été populaire parmi les Magyars. Dès 1831, ces derniers avaient offert d'équiper à leurs frais cent mille hommes,

pour aller concourir au rétablissement de la Pologne. Leur adresse à l'empereur d'Autriche, à cette époque, indiquait qu'ils voyaient dans cette aide donnée à la Pologne, la garantie de leur propre indépendance, « impossible sans un État polonais qui les séparât de la Russie ». Ils s'efforçaient de persuader à l'Autriche qu'elle n'était pas en sécurité sans une Pologne libre, constituée entre elle et la Russie et qu'au jour de l'invasion de son territoire par ses voisins de l'est, elle le regretterait amèrement. La lettre de remerciement, écrite de Varsovie aux Magyars, au nom de la nation polonaise par le président du gouvernement d'alors, le prince Adam Czartoryski, constatait « qu'au milieu de l'insouciance de l'Europe entière, le peuple hongrois seul, avait fait des démarches officielles pour venir en aide aux combattants de la Vistule ; que les liens entre les deux nations étaient des liens traditionnels et séculaires ; qu'elles se donnaient jadis mutuellement des rois ; que la grande reine Hedvige, issue d'un de ces monarques à la fois Hongrois et Polonais, avait achevé de cimenter l'union des deux États ; qu'aussi les migrations réciproques d'un de ces deux pays dans l'autre, n'avaient pas été interrompues, depuis l'époque mémorable où les héros des deux pays avaient confondu leurs ossements dans les mêmes tombeaux sous Varna. »

Or, si en 1831, les Magyars étaient animés de semblables intentions, si le rétablissement de la Pologne leur apparaissait comme une nécessité d'existence pour eux-mêmes, à combien plus forte raison, en était-il de même, alors qu'ils n'attendaient plus rien que de la sympathie des peuples.

Le 9 avril 1848, à l'assemblée populaire du Musée, Paul Nyary avait proposé d'adresser à la nation polonaise une

proclamation, où des vœux seraient formés en faveur de son prochain réveil, où en même temps, on recommanderait à ses nobles, d'imiter leurs frères de Hongrie, d'affranchir les paysans et de fonder un État véritablement démocratique.

Cette motion, il est vrai, avait été vivement combattue par Maurice Perczel. Le Comité, sans repousser le vœu formulé par Nyary, avait cru devoir en ajourner la rédaction et l'envoi, pensant que le moment n'était pas venu pour appeler les Polonais aux armes, la Russie étant prête, à écraser immédiatement l'insurrection et à profiter de l'occasion pour intervenir dans les affaires d'Occident.

Kossuth lui-même, avait séparé la cause de la Pologne de celle des Slaves et s'était montré favorable aux Polonais. Mais, lorsque ceux-ci voulurent prêcher aux Magyars des idées de transaction avec les Slaves, la défiance succéda à la sympathie. Kossuth, qui ne voyait à la rivalité des Slaves et des Magyars, d'autre issue que la ruine du slavisme, repoussa alors les ouvertures de l'émigration polonaise. Après la Révolution de mars, les Polonais essayèrent un nouveau rapprochement, que Kossuth accueillit avec une complaisance d'autant plus grande, qu'il voyait le cabinet de Vienne décidé à résister aux demandes des Magyars. Les Magyars voulaient étendre leurs privilèges administratifs, en profitant des embarras de l'Autriche. Ils voulaient, ainsi que nous l'avons vu, un ministre pour la guerre et un pour les finances. Les Polonais étaient préoccupés de l'organisation administrative de la Galicie. Ils proposèrent alors aux Magyars une sorte d'entente constitutionnelle. Mais Kossuth, ayant ainsi par cette menace d'une alliance polono-magyare, obtenu ce qu'il voulait, abandonna les Polonais.

Kossuth était d'ailleurs dominé, par la crainte du slavisme. Il craignait toujours de trouver dans chaque Polonais, un agent des ambitions slaves. Il disait hautement, que l'alliance la plus désirable pour les Magyars, était celle de la race allemande. « Je n'hésite pas à déclarer, avait-il dit, que la nation hongroise est à mon avis destinée à être, avec l'Allemagne, la sentinelle de la civilisation à l'Orient de l'Europe. » Aussi, quand le gouvernement autrichien recouvra un peu de sa liberté, grâce à l'appui prêté par les Croates, Kossuth, fidèle à ses instincts germaniques, s'allia aux radicaux de Francfort. Mais la gravité des événements, les complications qu'avaient fait surgir la Révolution de Vienne et le soulèvement des Croates, des Valaques et des Serbes, obligea Kossuth, dominé par la force des choses, à avoir recours aux Polonais.

C'est en décembre 1848, que Kossuth se vit forcé de se tourner de leur côté. L'état des affaires magyares était tel, qu'il n'était plus possible de repousser les avances de l'émigration polonaise et son intervention, dans la lutte entre la Hongrie et les Croates, ne tarda pas à être un fait accompli.

Parmi les Polonais, les uns s'étaient offerts. De ce nombre furent les radicaux et les officiers qui désiraient la guerre pour la guerre. Le général Bem fut de ceux-là. Dembinski, au contraire, ne quitta Paris que sur les pressantes sollicitations des agents magyars et il ne partit, qu'avec l'espoir d'amener une transaction entre les Magyars et les Croates. Quant aux conservateurs et aux diplomates, ils voulaient une alliance de la Pologne avec la Hongrie entière et non seulement avec la race magyare. Ils rejetèrent l'idée de continuer la guerre, et le prince

Czartoryski disait dans une circulaire : « qu'un Polonais ne saurait s'attacher exclusivement à la fortune de la race dominante, en Hongrie, sans forfaire d'une manière patente à ses devoirs de nationalité. » Kossuth fit bon accueil à Bem et à Dembinsky, mais il écarta provisoirement comme des ennemis, les conservateurs polonais, qui voulurent donner aux Magyars de sages conseils. Leur attache au slavisme les rendrait suspects.

Bem devait être celui des généraux de l'émigration polonaise, qui allait remporter les premiers succès dans la guerre de Hongrie. Déjà, au moment des massacres de Galicie, en 1846, il s'était fait fort, pour peu que la France l'y aidât, de mettre la Pologne sur pied. Aussi, en apprenant la Révolution de mars, Bem s'était rendu à Lemberg, et de là, à Vienne (octobre 1848), où il avait organisé une garde mobile et avait été nommé commandant général de la ville. Son peu d'espoir de sauver Vienne, n'avait fait que rendre son intrépidité plus glorieuse : il avait montré la plus grande bravoure dans la guerre des barricades.

Son exemple, du reste, ne tarda pas à être suivi par dix mille de ses compatriotes, qui s'empressèrent d'apporter l'appoint de leur courage au contingent de la révolution hongroise.

Des révolutionnaires accourus des quatre coins de l'Europe, pour défendre le drapeau de l'insurrection magyare, les Polonais furent les premiers en effet, qui se formèrent en un corps auxiliaire. La légion polonaise s'augmenta peu à peu, surtout après le bombardement de Lemberg, par le général Hammerstein (2 novembre). Beaucoup de jeunes étudiants, y vinrent continuer contre l'Autriche, la lutte qu'ils avaient si malheureusement entamée par

ailleurs. Sous le commandement d'un des leurs, le brave Wysocki, élevé successivement au grade de général, les volontaires Polonais, allaient rendre de très grands services.

Depuis la retraite du comte Batthiany, le gouvernement était resté de fait, entre les mains du Comité de Défense, qui s'était adjoint deux nouveaux membres, le général Mezzaros et Barthélemy Szemère. Mais il importait que cette situation fût au plus vite régularisée. Aussi le 8 octobre, Kossuth demanda à la Diète un vote qui garantît aux membres du Comité de Défense, l'autorité dont ils avaient besoin pour remplir leur mandat. En même temps il proposa que deux d'entre eux, composassent avec leur président, une sorte de gouvernement provisoire et que les autres fussent individuellement chargés des divers départements ministériels. Malgré l'opposition de Paul Nyary, ceci fut adopté presque à l'unanimité et Louis Kossuth, fut élu président du Comité de Défense. On lui laissait le choix des ministres.

Dans la proclamation qu'elle adressa au peuple le 28 octobre, l'Assemblée disait : « Nous ne combattons que pour la défense des droits sanctionnés par les lois de 1848. »

« Décidément, s'écriait à ce propos, le journal français le *National* », l'amour des Hongrois pour la légalité est incorrigible. »

Nous ne savons pas si cet amour de la légalité était aussi incorrigible que voulait bien l'affirmer le *National*, mais ce que l'on peut dire, c'est que même après l'invasion austro-croate, après le manifeste du 3 octobre, beaucoup de personnes, principalement dans les hautes classes, croyaient ou voulaient croire encore « au bon cœur, aux excellentes intentions du pauvre roi trompé. »

Comprenait-on la profondeur du fossé creusé entre le roi et la nation ? C'est très probable. En tout cas les pouvoirs constitués, politiques et religieux, pensèrent qu'il était plus sage de continuer à distinguer le roi et ses conseillers, « la majesté inviolable et ce qu'on appelait alors la camarilla ».

Mais les principes révolutionnaires s'infiltraient de plus en plus. Un des journaux les plus importants, le *Kossuth Hirlapja*, n'ajoutait plus le titre de roi ou de Sa Majesté, lorsqu'il nommait le roi Ferdinand et on le vit prendre une allure de plus en plus radicale. Un jour même, un prêtre, Joseph Barsi, écrivit un article où il proposait de proclamer la République. Cette idée, mise en avant par plusieurs petits journaux, pénétrait peu à peu dans les masses. Le Club de l'Egalité, sous la direction des frères Madarasz, propageait les principes les plus démocratiques.

Fidèles à leurs sympathies germaniques, les députés magyars, sur la proposition de Jean Besze, exprimaient (27 novembre), leur indignation de l'exécution de Robert Blum et quelques semaines après (20 décembre), les réfugiés allemands, se réunissaient dans la salle affectée aux séances de la chambre des députés, pour honorer la mémoire des victimes du siège de Vienne. Des discours enflammés, prononcés par l'ancien chef de club Tansenau, par un ex-prêtre catholique Horarik et par Vasvari furent fréquemment applaudis.

Cela n'empêchait pas les Magyars d'être animés du patriotisme le plus ardent. Sans s'inquiéter d'un nouvel arrêté du général Windischgrätz, qui le déclarait hors la loi, Kossuth s'était mis à l'œuvre avec la plus grande célérité. La patrie hongroise fut proclamée en danger. On vit alors dans tous les comitats orientaux, les volontaires

prendre les armes pour la défense de leurs droits. « Jusqu'à quelle époque voulez-vous servir demandait-on à ces braves? Jusqu'à la mort, répondaient-ils. Dans le village de Karczay, un enfant se dirigeait à cheval vers le bureau d'enrôlement. On lui demande ce qu'il veut : « Je désire, dit-il, servir la patrie avec les autres. « Quel est ton âge? » « Douze ans. » « Enfant, tu es trop jeune encore ». « Je grandirai devant l'ennemi, s'écrie alors l'enfant en relevant fièrement la tête. »

Organisé définitivement et soutenu par les populations, le Comité de Défense se consacra tout entier à sauver la patrie. Déployant une activité considérable, aidé très utilement par l'expérience d'anciens officiers étrangers, principalement par Dembuiski, il sut faire face aux exigences de la situation.

En ce qui concerne l'organisation de l'armée magyare, l'infanterie comprenait d'abord, un certain nombre des anciens régiments magyars, qui servaient auparavant sous le drapeau autrichien et qui, se trouvant en Hongrie au moment de la constitution du ministère national, avaient été retenus au service de leur pays. Mais c'était le petit nombre vis-à-vis de la nouvelle infanterie « les Honveds », (défenseurs de la patrie), soldats réguliers, enrôlés pour quatre ans. On commençait par faire appel aux volontaires; si cet appel ne suffisait pas, on levait alors les jeunes gens de dix-neuf ans accomplis, puis successivement les plus âgés, selon des classes d'âge, fixées légalement. L'unité militaire des Honveds était le bataillon, dont l'effectif au complet, était de douze cents hommes. Ils avaient pour uniforme, la tunique hongroise de couleur brune, l'attila orné de brandebourgs rouges; le pantalon bleu foncé et le shako noir. La cavalerie était formée

par les hussards. Chaque régiment, commandé par un colonel, comprenait quatre divisions sous les ordres d'officiers supérieurs, et huit escadrons, (mille hommes environ), à la tête desquels étaient placés des capitaines. L'artillerie, où un grand nombre de jeunes gens instruits, d'ingénieurs surtout, s'enrôlèrent, était divisée en batteries, et chaque batterie comprenait huit pièces, dont deux obusiers.

Enfin, une légion allemande, polonaise et italienne, dans laquelle étaient venus se fondre les aventuriers de tous les pays, complétait le contingent de l'insurrection. La légion polonaise, qui était la plus nombreuse, procura même plusieurs escadrons de uhlans.

Pour assurer l'unité de l'armée nationale, le Comité de Défense ordonna à tous les régiments magyars d'arborer le drapeau tricolore. Ordre fut également donné aux commandants de forteresse, d'avoir à changer les couleurs jaune et noir (drapeau autrichien), contre les trois couleurs, dans l'espace de sept jours et d'envoyer leur soumission écrite au gouvernement. Ceux qui n'obéissaient pas, étaient déclarés hors la loi et n'importe qui pouvait les fusiller. Aussi toutes les places fortes du territoire, excepté les forteresses d'Arad, de Temesvar et du fort de Charlebourg (Károlyvár), obéirent-elles à l'ordre reçu.

Pendant que l'insurrection magyare s'organisait, les nationalités non magyares ne restaient pas inactives. En Transylvanie, l'entrée en campagne de Jellachich, avait provoqué la réunion d'une nouvelle assemblée valaque, qui avait déclaré ne vouloir reconnaître, ni l'union de la principauté avec la Hongrie, ni le gouvernement de Pest. Elle ne connaissait d'autre constitution que la Constitution autrichienne et, en conséquence, elle s'opposait à la levée militaire, décrétée par les représentants du peuple

magyar. Dans le Banat, la guerre continuait plus cruelle que jamais.

L'arrivée du général autrichien Puchner, nommé gouverneur général de la Transylvanie, réfréna les excès commis, en régularisant la guerre. Mais aussi la révolution roumaine, se trouva arrêtée par les lenteurs et les méfiances de la politique autrichienne. Plusieurs milliers de Roumains s'étaient offerts à l'enrôlement, mais ils ne purent obtenir des fusils. Le général autrichien s'effraya d'un si grand nombre d'auxiliaires et se contenta de distribuer des piques et des haches, pendant que plusieurs milliers de fusils, restaient en dépôt à Belgrade et à Hermanstadt. Commandant du reste à dix mille hommes de troupes régulières, Puchner n'avait, pour le moment, rien à redouter des Magyars, trop occupés chez eux pour pouvoir envoyer des renforts en Transylvanie. Aussi ne tarda-t-il pas à se rendre maître de toutes les campagnes.

De son côté, le commissaire du gouvernement magyar, Berzenczey, envoyé spécialement dans les districts sicules, invita les Szeklers à se réunir en assemblée populaire dans la plaine d'Agyagfalva. En dépit de l'opposition du commissaire général hongrois baron Vay, l'Assemblée comprenant plusieurs milliers de personnes, hommes, femmes et enfants, eut lieu, sous la présidence du comte Emeric Miko. Après avoir entendu différents orateurs, notamment le commissaire magyar Berzenczey, l'Assemblée prêta serment au roi et à la Constitution nationale, jura de défendre les lois par la force des armes, si cela était nécessaire, et confia le commandement au chef d'un régiment sicule, Alexandre Zsombory. Tous ces votes furent émis au milieu de nombreux cris de haine contre les Valaques.

Alors, le 18 octobre, le général Puchner, lança une proclamation qui mettait en état de siège toute la Transylvanie. Puis, le même jour, il ordonna de désarmer les Magyars de Szeben et s'empara du trésor de l'ancienne grande principauté.

Il avait d'ailleurs un auxiliaire qui tenait constamment les Magyars en haleine. Après la réunion de Blajium, Ianko, persuadé que toute conciliation avec ces derniers, était désormais impossible, s'était retranché dans les montagnes près d'Abrud-Banya, avec quelques compagnons qui lui étaient dévoués. Il avait commencé par reprendre certains petits bourgs magyars, afin de s'y procurer les armes qui lui manquaient. Bientôt se rassemblèrent autour d'Ianko les habitants des montagnes voisines. Il agrandit le cercle de ses opérations et ce qu'on appelait le pays des Mines, c'est-à-dire les trois sous-préfectures de Zalathna, Turda et Abrud, devint le centre de ce qui devait être, en Transylvanie, la véritable guerre nationale.

De son côté, le colonel Urban était entré en campagne. Il avait occupé Szasz Regen et se proposait de marcher sur Maros-Vasarhely, capitale des sièges sicules, mais se trouvant inférieur en nombre aux Szeklers, il fut battu et dut battre en retraite dans la direction de Besztercze, où il devait être renforcé par la brigade du général Wardener. Les Szeklers entrèrent alors dans Szasz-Regen qu'ils saccagèrent et brûlèrent ensuite.

Sur ces entrefaites, le général autrichien Gedeon, après avoir battu le major Alexandre Gal, entra dans Maros-Vasarhely.

C'est alors que le commissaire magyar baron Vay, voyant la tournure critique que prenaient les événements, fit publier (23 octobre), une proclamation dans laquelle

tous les hommes valides étaient invités à se lever en masse. La veille (22 octobre), Ianko, à la tête de huit mille Valaques, était entré dans Zalathna.

Le général Baldacsi, ancien officier autrichien, avait été nommé par le gouvernement magyar, commandant des troupes transylvaines. Peu de temps après (25 novembre), les Magyars essuyaient une défaite complète près de Dées. « On vit, ce jour-là, des gardes nationaux, que commandait le major Nicolas Katona, prendre la fuite à l'approche des bataillons du colonel Urban, et ne s'arrêter qu'arrivés dans leurs foyers. »

Après la prise de Maros-Vasarhely, les Austro-Valaques dirigèrent leurs opérations sur la capitale de la Transylvanie, Klausenbourg. Les Magyars furent de nouveau battus par le colonel Urban, une première fois près de Szamos-Ujvar et une seconde fois à Szamos-Falva. Urban entra alors le 17 novembre à Klausenbourg en même temps que les généraux Wardener et Kaeldany. A la suite de ces défaites successives, le commissaire baron Vay et le général Baldacsi, furent traduits devant un conseil de guerre. Que leur reprochait-on ? « Ils avaient été timides. ils avaient été indécis, c'était tout ce dont on pouvait les incriminer. »

La campagne contre les Serbes ne tourna pas mieux, malgré les divisions entre le patriarche Rajachich, plus dévoué à l'Autriche et le jeune général Stratimirovich, plus dévoué à la cause nationale. Si Vetter s'empara du camp serbe de Perlaz (2 septembre), le général Mezzaros, ministre de la guerre, venu tout exprès pour ramener la victoire sous le drapeau de l'insurrection magyare, quoique ayant à sa disposition dix mille hommes d'anciennes troupes et quinze mille irréguliers, fut repoussé par les

Serbes, tout au plus au nombre de sept mille, dans son attaque contre Szent-Tamas. Après l'assassinat du général Lamberg et la retraite du ministre Batthiany, le général Mezzaros fut rappelé à Pest. Il se choisit pour successeur le général Eder. Il s'en allait, laissant les choses dans l'état où il les avait trouvées, peut-être même dans un état pire. Déjà, sous le commandement de Mezzaros, les officiers des anciens régiments, avaient commencé à donner leur démission, ne voulant pas servir plus longtemps contre les Serbes. L'invasion de Jellachich, encouragea ces défections et elles ne tardèrent pas à prendre des proportions inquiétantes.

Les historiens magyars, ont prétendu et soutenu que des troupes auxiliaires, envoyées de la Serbie Turque, étaient venus apporter leur concours aux Serbes de Hongrie. Quoique le fait ait été contesté, nous croyons qu'à un moment donné, ceci fut exact. Il y avait certainement là un acte contraire au droit des gens et dont la Turquie eut pu être rendue responsable. La sympathie de race, des intérêts communs, ne pouvaient en aucune manière légitimer de pareils actes. C'était en quelque sorte une immixtion dans les affaires intérieures de l'Autriche. Que cette immixtion fut en faveur de l'une ou de l'autre partie, la principauté serbe n'en manquait pas moins à ses devoirs de neutralité. Personne, en effet, n'avait demandé son concours d'une façon officielle, le gouvernement autrichien paraît même l'avoir ignoré. En tout cas, il est une chose certaine, c'est que le consul général autrichien de Belgrade, dans une lettre datée du 20 septembre et adressée à Jellachich, disait qu'il serait très désirable, au point de vue politique et civil, que les troupes auxiliaires (envoyées de la Serbie-Turque) fussent éloignées. De cette façon, on

évitait des complications diplomatiques. Il n'est donc pas exact que le gouvernement autrichien ait encouragé ni même approuvé des faits, contre lesquels le consul général autrichien à Belgrade protestait en son nom. Ce qui est exact, et l'Autriche certes ne s'en plaignit pas, c'est que la frontière fut franchie par des volontaires serbes. Ces volontaires pouvaient remplacer avantageusement les auxiliaires serbes contre les Magyars, mais ils ne représentaient plus un gouvernement extérieur. Ces volontaires, en effet, combattaient à leurs risques et périls. Ils s'exposaient, s'ils étaient pris, à toutes les rigueurs de la loi militaire, mais le Droit international n'avait rien à y redire.

Cependant, il arriva, que même pendant la lutte, les Serbes se sentirent joués. Stratimirovich fut chargé d'aller réclamer à Olmutz la reconnaissance officielle de leurs anciens privilèges. On le reçut sans doute avec bienveillance, mais finalement, il s'en alla sans avoir rien obtenu. L'effet produit à Carlowitz fut déplorable et le métropolitain fut obligé de supplier le gouvernement autrichien, de se hâter de faire droit aux réclamations de la nation serbe, sans quoi, il se verrait obligé de céder à la pression populaire et de prendre en considération, les ouvertures que les Magyars malheureux, s'étaient décidés à leur faire. L'empereur Ferdinand, écrivit alors (14 novembre) à « son cher archevêque Rajachich » et l'engagea à ne pas traiter avec les rebelles Magyars et à seconder les opérations de Windischgrœtz, lui promettant, qu'après la guerre, les vœux légitimes de ses compatriotes recevraient pleine et entière satisfaction.

La guerre se continuait donc dans le Banat (c'est-à-dire dans les trois comitats de Torontal, Temes et Krasso, renfer-

més entre la Theiss, la Maros et les districts frontières), avec des alternatives de succès et de revers. Si, le 30 novembre, le lieutenant-colonel Maderpach forçait les retranchements du Pont du Diable, l'attaque entreprise contre Tomessovacz échouait une première fois (30 novembre), et une seconde fois (5 décembre), bien qu'elle fût conduite par le général Kiss en personne. Damjanich s'emparait bien de Carlsdorf (19 décembre) et, vainqueur à Jackovatz, livrait cette ville à la proie des flammes. Mais, repoussé devant Pancsova (3 janvier), malgré la bravoure et l'énergie de ses lieutenants, Maderpach, Nagy Sandor et Vecsey, Kiss dut battre en retraite par un froid terrible qui lui coûta plus encore que l'assaut. Cette expédition se terminait d'une façon désastreuse et l'armée magyare rentra dans ses quartiers, profondément démoralisée. Damjanich, Serbe dévoué aux Magyars et qui détestait ses compatriotes, lui succéda, mais il reçut du Comité de Défense l'ordre de se retirer sur la ligne de la Maros, en évacuant complètement la Voïvodina serbe.

Le général Schlick, de son côté, avait quitté ses cantonnements de Galicie et était entré en Hongrie (6 décembre) à la tête d'une dizaine de mille hommes. Le lieutenant-colonel Pulszky, dont les troupes étaient moins nombreuses, dut battre en retraite sur la montagne de Kassa, où il prit position. Après avoir reçu des renforts, il attendit l'ennemi. Schlick attaqua le 11 décembre. Après une courte résistance, les gardes nationaux lâchèrent pied et se débandèrent complètement. Grâce à la bravoure d'une petite compagnie de Polonais, les canons hongrois furent sauvés. Heureusement, le général Schlick ne profita pas de sa victoire. Il resta immobile durant une quinzaine de jours et les Magyars en profitèrent pour organiser une

nouvelle armée. Mezzaros, nommé au commandement de cette armée, attaqua l'ennemi à Kassa, mais fut complètement battu. La défaite de Mezzaros, pouvait avoir les conséquences les plus graves. Schlick n'était plus séparé de Debreczen, où le gouvernement magyar venait de s'établir, que par une distance de cinq ou six étapes. Mais Schlick fut obligé de s'arrêter. Les comitats qu'il avait sur ses flancs ou qu'il lui fallait traverser, étaient animés du plus ardent patriotisme et se levaient en masse. Il craignait, en abandonnant le comitat de Saros, base d'opérations dont il était sûr, de voir ses communications avec la Galicie coupées, ce qui, pour lui, aurait été alors extrêmement dangereux.

Pendant ce temps, la Diète continuait à tenir ses séances. Celle du 4 décembre fut très importante. La Diète eut en effet à s'occuper de deux actes portés indirectement à sa connaissance, le dernier manifeste de Ferdinand et la première proclamation du général Windischgröetz. Sa Majesté impériale, royale, apostolique, mandait aux populations hongroises, qu'elle envoyait le prince maréchal au milieu d'elles « pour mettre un terme aux illégalités commises par les rebelles Kossuth et ses complices ». Windischgröetz annonçait de son côté, qu'il entrait en Hongrie pour comprimer la révolte, promettant le pardon à quiconque se soumettrait, menaçant de sa colère tous ceux qui essaieraient de résister.

Ces actes n'avaient pas été adressés officiellement à la Diète, tous les rapports ordinaires entre elle et le roi se trouvant interrompus. La Diète, en avait eu connaissance indirectement par l'intermédiaire des magistrats du comitat de Soprony, limitrophe de l'Autriche, auxquels ils avaient été envoyés. C'est pourquoi Ladislas Madarasz,

membre du Comité de Défense, fit adopter par les députés, la déclaration suivante : « Ces documents ne sauraient être authentiques ; ils ne peuvent être que des inventions de la camarilla ; ils sont et restent considérés comme nuls et non avenus. »

La Diète et le Comité de Défense, par une sorte de fiction constitutionnelle, distinguaient Sa Majesté, de la Cour, espérant trouver dans ce subterfuge, le moyen de ne pas effrayer le peuple et de ne pas ébranler la fidélité de l'armée à la cause libérale constitutionnelle.

Mais le 2 décembre, Ferdinand, ainsi que nous l'avons vu plus haut, se démettait à Olmütz de tous ses pouvoirs. Son frère, l'archiduc François-Charles, à qui le trône impérial devait revenir, y renonçait également en faveur de son propre fils, l'archiduc François-Joseph, qui, déclaré majeur par décret de l'empereur Ferdinand, montait sur le trône autrichien sous le nom de François-Joseph I^{er}.

Les deux manifestes de Ferdinand et de François-Joseph n'étaient pas parvenus à la Diète officiellement, mais par voie privée. Ils avaient été adressés à tous les comitats, à toutes les villes, mais non au gouvernement magyar, que l'Autriche ne reconnaissait plus.

Nous savons ce que contenaient ces pièces. Dans la première, l'empereur Ferdinand y donnait les motifs de son abdication. Il y était dit que « les grands événements qui se succédaient et l'incontestable nécessité d'une réorganisation des formes du gouvernement, réorganisation à laquelle Sa Majesté avait préparé la voie dès le mois de mars, avaient amené le souverain à se convaincre qu'il fallait des forces plus jeunes que les siennes, pour accomplir cette grande œuvre » et c'est pourquoi Ferdinand V

renonçait au trône impérial royal, en faveur de son neveu.

Dans son manifeste, contresigné par le prince de Schwarzenberg, François-Joseph déclarait entre autres choses, qu'il espérait « réunir en un tout unitaire, tous les pays et toutes les races de la monarchie ».

Lues à la Diète autrichienne, qui siégeait alors à Kremsier, ces deux manifestes avaient été accueillis par les applaudissements de la majorité des députés. Il n'en fut pas de même à la Diète de Pest.

Les Magyars, en effet, crurent avoir saisi le vrai sens de l'abdication de Ferdinand et ils prirent la résolution de n'en faire aucun cas. La Diète refusa de reconnaître François-Joseph comme roi.

Pour les Magyars, la signification du passage du second manifeste (voir page 172) où François-Joseph émettait la double idée de l'égalité des droits de toutes les races et de l'unité de l'empire, centralisé en un seul corps, ne faisait pas de doute. Ce second point, c'était le « rêve séculaire des Habsbourg, enfin mis ouvertement en pratique ». Le premier n'était « qu'un leurre, destiné à faire passer l'autre, en flattant les utiles alliés de l'Autriche, Croates, Serbes, en un mot, toutes les populations en guerre avec les Magyars ».

En Hongrie, on comprit du premier coup la situation nouvelle dans laquelle ce brusque changement plaçait le pays vis-à-vis de l'empire.

Les anciennes constitutions du royaume, ne faisaient pas mention expresse de la renonciation du roi à la couronne. Néanmoins il ressortait de l'ensemble du droit public magyar, que le roi constitutionnel de Hongrie, ne pouvait abdiquer sans le consentement du pays. Il n'y avait de roi

légitime, que celui qui avait juré de respecter les institutions et les libertés hongroises et qui avait été couronné de la couronne de Saint-Étienne, avec le consentement et en présence de la Diète représentant le pays. L'abdication de Ferdinand et l'élévation au trône de François-Joseph, ne pouvaient donc pas légalement obliger la Hongrie.

Le 7 décembre, la Diète, à l'unanimité, vota la protestation suivante : « Considérant que le roi ne peut pas abdiquer sans le consentement de la nation, vu que leurs rapports reposent sur un contrat bilatéral ;

« Considérant que celui-là seul, peut être reconnu roi de Hongrie, qui, étant héritier immédiat, aurait conclu avec le pays, le pacte du couronnement, aurait juré d'observer les lois et constitutions et enfin, aurait été couronné avec la couronne de Saint-Étienne.

« Considérant que lorsque le roi se sent incapable de remplir ses devoirs de souverain, il appartient à la nation de pourvoir provisoirement au gouvernement du pays ; la Diète déclare :

« Qu'il n'appartient à personne de disposer à son insu de la couronne hongroise et que, pour cette raison, il est défendu, sous peine de haute trahison, d'obéir à celui que les lois, la Constitution et la Diète, ne reconnaissent pas comme souverain légitime et dont au contraire, toute ingérence dans le gouvernement de la Hongrie, serait une usurpation. »

Ainsi donc, tout en déclarant nul l'acte d'abdication de Ferdinand, la Diète n'osait pas encore rompre définitivement avec la dynastie et proclamer son indépendance.

Ladislas Madarasz, en fit cependant la proposition, mais lui-même recula devant ce moyen révolutionnaire. Kossuth avait déjà, lui aussi, plusieurs semaines auparavant, tonné

contre la dynastie, « qui ne devait, qu'à la magnanimité de la Diète, de n'être pas encore déposée », mais les républicains étaient rares. On préféra s'en tenir à une fiction constitutionnelle d'après laquelle, Ferdinand, était toujours considéré comme étant le roi, « le roi, trompé par une camarilla, seule responsable de la violation des lois de 1848. » La Hongrie se trouva ainsi dans une situation mixte. On conserva dans les commissions délivrées aux officiers supérieurs, cette clause : « sauf confirmation ultérieure du roi. » Les membres du Comité de Défense, au nombre de six, présidé par Kossuth, et qui remplissaient les fonctions de l'exécutif, ne prirent point le titre de ministres, parce qu'ils n'étaient pas nommés par le roi. Mais d'un autre côté, le Comité de Défense, modifia le sceau de l'État. Il y laissa les armes du royaume, mais la couronne, emblème de la royauté fut supprimée. Ainsi donc pendant que l'Autriche « préparait l'attaque au nom de François-Joseph, la Hongrie s'apprêtait à la résistance au nom de Ferdinand », mais en se passant, bien entendu, de la sanction royale.

Le 8 décembre, à la fois pour exciter le patriotisme magyar et pour mettre le peuple en garde contre les manifestes que les Autrichiens ne manqueraient pas de répandre, la Diète fit rédiger une proclamation qui fut approuvée et aussitôt après, répandue partout.

Dans les circonstances actuelles, l'accord de toutes les classes était nécessaire et il importait d'intéresser chacune d'elles, au salut de la patrie. On avait déjà fait, en faveur du peuple, tout ce qu'il était alors possible de faire. On s'occupa maintenant des ecclésiastiques et des nobles. Le président du Comité de Défense, promulgua dans le *Kossuth Hirlapja*, (22 décembre), un décret, en vertu duquel les prêtres, dont le revenu n'atteignait pas 300 florins (l'habi-

tation non comprise), recevraient désormais du trésor, la somme nécessaire pour leur constituer ce minimum de traitement.

En même temps, la Diète élaborait un projet de loi, destiné à indemniser le plus vite possible, les anciens propriétaires, auxquels on avait supprimé les corvées. La Commission Centrale des bureaux de la Diète, proposa alors de répartir les indemnités à partager en neuf classes, répondant chacune à la nature des sessions agricoles perdues par les ex-seigneurs ; sept cents florins seraient attribués à la première classe, trois cents à la dernière. (Les sessions agricoles correspondaient à des revenus, pour la détermination desquels, on tenait compte à la fois et de la contrée et de la qualité de la terre). Les communes qui se seraient rachetées à leurs propres frais depuis le 1^{er} janvier 1833, seraient indemnisées comme les seigneurs. On leur rendrait la somme qu'elles avaient payée.

En ce qui concernait la dîme du vin qui avait été également supprimée, les vignobles devaient être divisés en quatre catégories et l'indemnité s'élever à quatre-vingts, soixante, quarante ou vingt florins par arpent. Seulement les possesseurs de vignobles se rachetaient seuls. Ils pouvaient traiter avec les propriétaires et stipuler des termes de paiement, dont la longueur ne devait pas cependant excéder dix années. C'est alors que les événements, vinrent interrompre brusquement, les travaux de l'Assemblée.

Après la prise de Vienne, les Magyars avaient profité du répit que leur laissait l'immobilité de Windischgrœtz. Le général Moga fut remplacé. Il n'inspirait plus de confiance à l'armée et lui-même n'avait plus confiance en elle. Gœrgey avait séduit Kossuth. Aussi, aussitôt après la défaite de Moga, lui donna-t-il sa place, se félicitant,

comme il disait dans une lettre datée de Presbourg « d'avoir tiré un bon numéro de l'urne du destin. » Arthur Gœrgey, s'écriait-il en rendant compte à l'Assemblée des événements auxquels il avait pris part, « Arthur Gœrgey sera toujours un fidèle serviteur de la liberté. » (Discours prononcé par Kossuth dans la séance du 9 novembre) Gœrgey était un soldat, un vrai soldat, non point un civil improvisé général. Aussi sa nomination, fut-elle très bien accueillie par la Diète et par l'armée.

Depuis six semaines, Windischgrœtz conservait la plus malheureuse immobilité. Gœrgey en avait profité pour réorganiser et aguerrir son armée. Cette immobilité de Windischgrœtz pouvait faire croire qu'il renonçait à faire une campagne d'hiver, quand, le 9 décembre 1848, il entra en campagne. Avant de commencer les hostilités, le maréchal Windischgrœtz avait adressé aux généraux et officiers défectionnaires, un manifeste pour leur rappeler le serment au drapeau et les engager à rentrer sous son commandement. Ce manifeste n'eut du reste aucun résultat.

Windischgrœtz avait sous ses ordres immédiats, une cinquantaine de mille hommes et à peu près deux cents pièces de canôn. Le plan des Autrichiens était très simple. « L'armée principale devait marcher en deux corps sur Budapest ; l'un, sous le commandement du général en chef Windischgrœtz, l'autre, sous celui de Jellachich ; le premier, par la route du Danube, le second, en suivant à peu près la ligne droite, tirée du lac Neusiedel à Bude. » D'autres corps d'armée, devaient partir des diverses provinces autrichiennes dont le cercle entoure la Hongrie, pour se rejoindre au centre. La division du comte Schlick, s'avancait des frontières de

la Galicie. Le général Albert Nugent allait opérer au nord de la Drave. Le général Puchner défendait la Transylvanie. Huit mille hommes étaient enfermés dans les forteresses d'Arad et de Temeswar.

D'un autre côté, la division Simunich devait passer les montagnes des Carpathes blanches, tourner la position de Presbourg et marcher sur la rivière de la Waag, dont elle avait l'ordre de garder la ligne de défense et de s'emparer de la forteresse de Léopolstadt. De plus, l'armée autrichienne était fortement appuyée par les Roumains de Transylvanie et les Serbes du Banat.

Les Magyars, de leur côté, avaient des corps d'armée opposés à l'ennemi, sur presque tous les points ; mais à l'exception de ceux qui gardaient les citadelles, la plupart n'étaient pas en état de tenir tête aux troupes autrichiennes. Au centre, le plus puissant des corps d'armée magyars, d'un effectif approximatif de trente mille hommes, commandé par le général Arthur Görgey, était opposé à Windischgrätz et à Jellachich. Le ministre de la guerre, Mezzaros, devait défendre les comitats du nord contre le général Schlick. Sur la Drave, douze mille hommes sous les ordres du général Perczel étaient opposés à Nugent. Kiss et quelques autres généraux, se trouvaient également les adversaires des Austro-Serbes.

Le 10 décembre, Jellachich quittait son quartier général de la Landstrass. Le 16, il franchissait la Leitha, occupait Parendorf et se dirigeait sur Altenbourg, pendant que Windischgrätz traversait le Danube sur un pont jeté à Hambourg.

Le 18 décembre, ce dernier faisait son entrée dans Presbourg, que les Magyars avaient évacuée après avoir enlevé le pont de bateaux et brûlé quelques pontons. Aus-

sitôt maître de Presbourg, le général en chef ordonnait d'arborer l'étendard impérial. En vain quelques Magyars protestèrent en invoquant la Pragmatique Sanction. Windischgrœtz leur répondit que les Magyars, par leur révolte, avaient déchiré eux-mêmes l'ancienne Constitution et qu'ils ne devaient pas s'étonner, de voir l'Autriche considérer la Hongrie, comme une province autrichienne.

Le 20 décembre, François-Joseph, publiait un manifeste, où il montrait la ferme intention de délivrer ses fidèles sujets magyars, de la tyrannie d'un gouvernement révolutionnaire, qui les empêchait de lui témoigner son attachement.

Le 26 décembre, commença un mouvement général offensif contre Raab, ville sur laquelle les Magyars s'étaient repliés. Le plan en avait été dressé par le Ban Jellachich. « Le maréchal Windischgrœtz devait marcher rapidement par Hochstrass, de façon à attaquer les Magyars de front. Jellachich devait les tourner par le sud et les rejeter sur un autre corps, s'avancant par Dunaszeg et Vamos ». Ainsi, Gœrgey se trouvait pris entre trois corps d'armée et séparé des renforts que Perczel lui amenait du sud. Mais le mauvais état des chemins et la lenteur avec laquelle les troupes de Windischgrœtz opérèrent le mouvement prescrit, permit à Gœrgey de se dérober à ses adversaires. Néanmoins celui-ci, vivement poursuivi par le Ban, renonça à défendre Raab et se retira par la route de Pest, laissant plusieurs centaines de prisonniers entre les mains du major général Ottinger, dont la cavalerie culbuta son arrière-garde à Babolna (28 décembre).

Au moment de l'entrée en campagne du général en chef Windischgrœtz, Maurice Perczel, qui avait remporté

divers succès du côté de la Croatie, avait reçu l'ordre de venir rejoindre à Győr le corps de Görgey. Mais celui-ci, ne s'étant point maintenu dans cette position, Perczel fut obligé de rétrograder jusqu'à Moor, en attendant de pouvoir opérer sa jonction avec Görgey. C'est là que Jellachich, détaché par le général en chef, à l'effet d'empêcher la jonction des deux corps d'armée magyars, le rejoignit, le battit complètement, lui faisant deux mille prisonniers et le rejeta sur Sthuhlweissenbourg. Görgey apprenant la défaite de Perczel, renonça à livrer bataille à Ofen. Le maréchal Windischgrätz ne profita pas mieux du succès de Moor, qu'il ne l'avait fait des marches habiles de Jellachich. Les lenteurs du prince, permirent à Perczel de faire sa jonction avec Georgey. Les deux généraux magyars, se disposèrent alors à gagner l'autre bord du Danube.

Au nord et au sud, les Magyars n'étaient pas plus heureux. Nous avons vu en effet, que le 4 janvier, Mezzaros avait été complètement battu à Kaschau (Kossá) par le général Schlick, laissant sur le champ de bataille toute son artillerie et un grand nombre de prisonniers. De son côté le général Simunich, maître de Tyrnau, venait mettre le siège devant la forteresse de Léopoldstadt.

Au sud, Nugent, après sa victoire de Kœrmend, était entré dans Funfkirchen et Kiss, ainsi que nous l'avons vu, avait été battu par les Austro-Serbes (2 janvier) devant Pancsova.

Les Autrichiens étaient donc vainqueurs de toutes parts. Mais la défaite de Moor surtout, était grave. Elle allait obliger le gouvernement et la Diète à quitter la capitale. Pest en effet se trouvait ouvert à l'ennemi.

Le 30 décembre, sur l'invitation de la chambre des

représentants, le président Pazmándy avait mis en demeure le gouvernement d'exposer la situation du pays en général et celle de l'armée en particulier. Le lendemain, les deux chambres réunies en conférence mixte, écoutèrent l'exposé que leur fit Kossuth au milieu d'une grande agitation. La nouvelle de la défaite du général Perczel était arrivée dans la nuit.

La discussion s'engagea alors sur deux points principaux : 1^o La translation du siège du gouvernement ; 2^o L'envoi d'une députation à Windischgrätz. Kossuth prit l'initiative de la proposition relative à l'évacuation de Pest et ne fit aucune opposition en ce qui concernait l'envoi d'une députation au maréchal Windischgrätz, quoique pour son propre compte, il n'en espérait aucun résultat. Une députation fut alors nommée. Elle était composée du comte Louis Batthiany, du comte Georges Mailath, de l'archevêque Sonovics et de l'ex-ministre Deak. Elle devait faire son possible pour conclure un armistice avec Windischgrätz et ensuite se rendre à Vienne, où elle devait tenter auprès de François-Joseph une tentative de pacification. Ce fut le 3 janvier que cette députation se présenta au camp autrichien pour entrer en pourparlers. Le maréchal leur demanda d'abord à quel titre ils se présentaient à lui. « En qualité de députés de la Diète magyare, répondirent-ils. »

« Je ne vous reconnais pas cette qualité, messieurs, répliqua le prince ; vous l'avez perdue, le jour où la Diète a cessé d'exister, en méconnaissant l'autorité légitime de l'empereur. »

Puis, comme les députés magyars insistaient sur les conditions d'une amnistie, demandant la reconnaissance

absolue des concessions faites à la Hongrie par Ferdinand.

« Apprenez, messieurs, répondit le maréchal, que je ne traite jamais avec les rebelles. »

L'arrestation du comte Louis Batthiany, qui, nonobstant la défense que lui avait faite le général en chef, voulut se présenter à lui, l'arrestation provisoire de ses trois collègues, tels furent les résultats de cette députation.

Conformément au vote de la Diète, le 1^{er} janvier 1849, le Comité de Défense partit pour Debreczen, retraite sûre à quinze lieues au delà de la Theiss, défendue par la rivière et par des marais impraticables en hiver. De plus, le gouvernement se trouverait au centre du plus pur magyarisme, dans une ville de cinquante mille âmes, offrant de grandes ressources pour l'organisation militaire. Le Comité de Défense emportait avec lui la couronne de Saint-Etienne, la planche aux billets de banque, le matériel des manufactures d'armes, etc.

A la suite de leurs défaites successives, les Magyars avaient compris qu'il fallait gagner du temps, pour augmenter et pour organiser leur armée. C'est pourquoi ils convinrent d'évacuer la capitale, d'abandonner le Banat et la Bacs, jusqu'à la Maros et Theresiopol. Avec ce nouveau plan de défense, la ligne de la Theiss devenait la frontière nouvelle de l'insurrection. Il fallait la défendre à tout prix, pendant que derrière cette ligne, le gouvernement magyar concentrerait ses moyens d'action.

Le 4 janvier, un conseil de guerre, sous la présidence du commissaire du gouvernement Ladislas Csany, considérant que les forces de l'ennemi étaient supérieures à celles des Magyars, et qu'il était impossible de défendre la ligne du Danube, vu que ce fleuve étant glacé, pouvait

être très facilement franchi par l'armée autrichienne, décida l'évacuation militaire de Pest. Le 5 janvier, à midi, l'arrière-garde des troupes magyares avait évacué Pest. Quelques heures plus tard, l'armée autrichienne y faisait son entrée. Pendant ce temps, Gœrgey, en exécution du nouveau plan de défense, se dirigeait vers le Nord Est, pour faire une diversion en faveur de l'armée qui allait se concentrer et se reformer derrière la Theiss. Grâce à ce mouvement, le général Perczel gagnait Szolnok, sur la Theiss et y passait le fleuve. A la pointe que poussait Gœrgey vers le Nord, correspondaient de secrètes menées pour insurger la Galicie. Le prince polonais Wovonetzki, Motoschitzki et l'un des chefs de l'insurrection viennoise Thunes, rattachaient ainsi la guerre de Hongrie « aux espérances de la démagogie européenne et aux vues particulières des réfugiés polonais ».

Au début de l'année 1849, la situation de la Hongrie était des plus critique. Partout, les Magyars s'étaient vus obligés de reculer. Le cercle de fer qui les entourait, se resserrait de plus en plus. Personne ne douta plus, en Europe, que la guerre de Hongrie ne fût bientôt terminée. Windischgrœtz lançait de Pest (7 janvier), une proclamation énergique.

« Dès ce moment, disait-il, poursuivons donc les rebelles et ne donnons notre protection et appui qu'aux sujets fidèles et dévoués de notre souverain.

« Habitants de la Hongrie ! la capitulation de la capitale, permet aux Hongrois de rentrer volontairement dans le giron du pouvoir légitime. J'attends, dans peu de temps, les déclarations de soumission de tous les habitants du pays. Ils mettront bas leurs armes et retourneront dans les foyers de leurs familles. De cette manière, vous me

mettez en état de solliciter la grâce de Sa Majesté, pour les erreurs dans lesquelles une grande partie de la population a été entraînée involontairement. »

Windischgrœtz frappa les deux villes jumelles de lourdes contributions de guerre, institua des cours martiales, fit exécuter deux officiers autrichiens qui avaient servi sous le drapeau hongrois, le major Szell, du bataillon du prince de Prusse, et le chef des chasseurs tyroliens, Soll. Il en fut de même de Vasvary, jeune tribun dont la parole éloquente, avait plus d'une fois enflammé les masses. Les simples soldats furent envoyés en Italie. Le comte Louis Batthiany que quelques jours auparavant, Windischgrœtz avait refusé de recevoir, fut arrêté chez lui en attendant qu'il fût passé par les armes.

La situation était grave, la Hongrie libre ne comptait plus qu'une dizaine de comitats. Les désertions se multipliaient parmi les membres de la Diète et parmi les officiers. Enfin il y avait des germes de division.

Gœrgey, le plus ambitieux des généraux magyars, détestait Kossuth.

La vieille lutte du pouvoir militaire et du pouvoir civil, si visible, à toutes les époques de révolution, allait compromettre la cause magyare, qu'elle devait plus tard perdre complètement.

Les défections qui se produisirent parmi les membres de la Diète et parmi les officiers parurent effrayer Gœrgey ou du moins, les prit-il comme le prétexte d'un acte de révolte contre le Comité de Défense. Un grand nombre d'anciens officiers de son corps étaient restés à Pest au lieu de suivre leurs régiments.

Aussi, le lendemain de son arrivée à Vacz (6 janvier), il publia la proclamation suivante :

« Au corps d'armée royal hongrois du Danube supérieur :

« Les avantages obtenus par les forces supérieures de l'ennemi sur le corps d'armée du Danube, et en particulier, les événements les plus récents, ont, à ce qu'il paraît, exerçant leur influence naturellement décourageante, ébranlé chez plus d'un d'entre nous, jusqu'au sentiment qui nous avait tous réunis dans la plus juste de toutes les luttes.

« Raffermer cette confiance ébranlée et ranimer le courage quelque peu abattu, tel est le premier devoir du général. Ce devoir je le remplis d'abord, en offrant au corps d'armée, la perspective de chances plus favorables, grâce à une diversion contre un corps détaché des troupes auxiliaires de l'ennemi (celui du général Simunich qui descendait sur la rive gauche du Danube); mais surtout, en exprimant ma conviction, en portant mon jugement et sur les événements passés et sur ceux que doit nous préparer l'avenir.

« J'ai accepté le poste que l'on m'a offert, parce que je crois juste la cause de la Hongrie. Je garderai mon poste aussi longtemps qu'il me restera confié, fussent les meilleurs d'entre vous être ébranlés et retirer leur appui à la cause juste.

« Ce sentiment me donne la force d'avouer sans détours mes propres fautes, relativement aux faits accomplis depuis le 1^{er} novembre (date de la nomination de Gœrgey au grade de général en chef) et par cet aveu, j'espère donner à l'armée, l'assurance que désormais, je saurai prendre de meilleures mesures.

« J'ai eu tort de renoncer à persuader au Comité de Défense qu'il devait abandonner sa malheureuse idée de la garde et du blocus de la frontière, car tous les désas-

tres auxquels a été innocemment exposé le corps d'armée, proviennent uniquement de là. Par suite de l'énorme service nécessité par les avant-postes, l'organisation, l'augmentation et la concentration de l'armée ont dû rester de pieux désirs.

« J'ai eu tort, étant au quartier général de Bicske, d'obéir au Comité de Défense, qui m'ordonna de me retirer en deçà de la première ligne devant Bude. Par cette retraite peu motivée, le corps d'armée fut placé dans une situation équivoque, il eut l'air de vouloir éviter un conflit décisif pour la bonne cause.

« Mais j'avais reçu les ordres de ce même gouvernement, que le général Mezzaros, ministre choisi par le pays et confirmé par notre roi Ferdinand V, reconnaissait et reconnaît encore, puisqu'il a accepté de lui et continue à exercer le commandement du corps d'armée de la Tisza (Theiss) contre le général ennemi, comte Schlick. Ce que j'ai pu faire, je l'ai fait, persuadé que je ne commettais pas, que je ne faisais pas commettre au corps d'armée royal hongrois, placé sous mon commandement, une action illégitime, aussi longtemps que le Comité de Défense ne s'est pas désavoué lui-même. Or, le 1^{er} janvier 1849, au moment où le corps d'armée du Danube supérieur, malgré sa retraite à l'intérieur de la première ligne, devant Bude, se tenait encore prêt à combattre non loin de Hamsabeg, de Tamok, de Soskut, de Bia, etc., le Comité de Défense, au lieu de justifier la confiance que nous avons toujours eue en sa loyauté — il l'eut justifiée en restant à proximité du danger — a, tout à coup, quitté la capitale. Par là, et plus encore par l'envoi, à notre insu, et sans notre consentement, d'une députation au généralissime des troupes ennemies, il nous a jeté dans une

situation on ne peut plus perplexe. Alors, chez nombre d'entre nous, dut s'éveiller le soupçon que nous avions été dégradés de notre beau rôle de défenseurs de la liberté constitutionnelle de la Hongrie, réduits au rang d'instruments d'intérêts particuliers et égoïstes.

« Sans mettre en doute la loyauté du Comité de Défense, quoique notre confiance ait été gravement ébranlée par sa subite disparition de la capitale, mais afin de préserver le corps d'armée d'une dissolution complète, ce qui serait le plus grand des malheurs, je crois de mon devoir de le mettre en demeure, soit d'adopter après mûre réflexion, soit de rejeter en faisant connaître ouvertement son opinion différente, la déclaration qui suit, déclaration dont le but est de garantir notre honneur contre des imputations calomnieuses. »

« Général Gœrgey. »

Cette proclamation, ainsi que la déclaration qui suit, fut lue devant une conférence convoquée par Arthur Gœrgey et dont les membres, amis personnels ou proches parents du général, Bayer, Horvath, Cornélius Gœrgey, Étienne Gœrgey, Poltenbeg, Szegedy et César Mednyanszky, acceptèrent les termes et autorisèrent la publication.

Dans la déclaration intitulée « Déclaration du corps d'armée royal hongrois du Danube supérieur », Gœrgey constatait d'abord que le corps d'armée royal hongrois du Danube supérieur s'était toujours conformé aux ordres de l'autorité supérieure magyare, et avait toujours combattu pour le maintien de la Constitution hongroise et l'intérêt du pays.

« Fort de ce fait incontestable, continuait-il, le corps d'armée du Danube supérieur, proteste énergiquement contre toute supposition, tendant à faire croire qu'il ait

jamais servi les intérêts particuliers d'un parti quelconque en Hongrie. Il repousse toutes les rumeurs de ce genre comme de misérables calomnies.

« Mais ce fait de la fidélité inébranlable avec laquelle le corps d'armée, luttant pour le maintien de la Constitution hongroise, s'est soumis à tous les ordres du Comité, en dépit de privations et de déceptions sans nom, autorisait précisément le corps d'armée, à espérer que le Comité de Défense éviterait au moins de le placer dans une situation équivoque. »

Suivait alors l'exposé de ce que, par ordre du Comité de Défense, le corps d'armée avait été obligé de faire, ainsi que l'exposé des décisions que le 1^{er} janvier 1849, le quartier général de Promontoï avait reçu, c'est-à-dire :

1^o Avis de l'abandon de la capitale par le Comité de Défense ;

2^o Ordre du même Comité de livrer devant Bude une bataille décisive, sans pourtant sacrifier le corps d'armée, ni exposer la capitale à un bombardement

3^o Ordre de faire escorter une députation envoyée auprès du commandant en chef de l'armée ennemie.

« Chacun de ces faits, y était-il dit, aurait par lui-même, suffi pour ébranler la confiance de l'armée dans les membres du Comité. Bien plus, l'ensemble de ces faits dut faire craindre que le corps d'armée, pour employer l'expression la moins vive, ne fût qu'un instrument utile mais dangereux dans des mains inexpérimentées. C'est pourquoi, afin de maintenir inébranlable sa position sur le terrain strictement légal, en dépit des menées politiques, auxquelles, surtout dans l'avenir le plus prochain, notre pauvre patrie pourrait être exposée, le corps d'armée du

Danube supérieur fait publiquement la déclaration suivante :

« 1^o Le corps d'armée du Danube supérieur reste fidèle au serment qu'il a prêté de combattre tout ennemi étranger, à l'effet de maintenir la Constitution hongroise, sanctionnée par le roi Ferdinand V ;

« 2^o Le corps d'armée du Danube supérieur, agira cependant avec la même décision contre tous ceux qui, à l'intérieur, par des menées républicaines intempestives, chercheraient à renverser la royauté constitutionnelle ;

« 3^o De cette idée du maintien de la monarchie constitutionnelle, pour laquelle le corps d'armée du Danube supérieur est prêt à combattre jusqu'au dernier homme, il suit naturellement qu'il ne peut, qu'il ne doit obéir qu'aux seuls ordres qui lui seront envoyés sous la forme légale, par le ministre de la guerre royal hongrois, ou par son lieutenant qu'il a lui-même nommé, lequel est à l'heure actuelle, le général Vetter ; .

« 4^o Le corps d'armée du Danube supérieur, se souvient des serments qu'il a prêtés à la Constitution hongroise. Il se souvient aussi de son propre honneur. Il sait parfaitement ce qu'il doit et ce qu'il veut. En conséquence, et en dernier lieu, il déclare qu'il ne reconnaîtra le résultat d'une convention conclue avec l'ennemi qu'en tant que cette convention garantirait, d'une part, la forme du gouvernement à laquelle l'armée a prêté serment et d'autre part, l'honneur militaire du corps d'armée.

« Vacz, 4 janvier 1849. »

L'acte du général Gergey, attaquant, dénonçant à ses soldats le gouvernement national, soutenu par la plus grande partie des citoyens, à un des moments les plus critiques de la Révolution hongroise, était inexcusable.

Tenir un pareil langage dans un pareil moment était un acte criminel, presque une trahison. « Il est des moments où diviser un peuple, c'est le tuer. » Ses accusations, en donnant à ses subordonnés l'exemple de l'indiscipline, marquaient le point de départ d'une hostilité fatale, dont le résultat devait être la ruine de la Hongrie.

Ce qu'il y a de plus curieux, c'est de comparer avec celle-là, d'autres proclamations signées du même général et où il tenait un langage tout à fait différent. On peut juger par là quelle était la sincérité de Gœrgey et combien peu le Comité de Défense devait avoir confiance en lui.

Dans une proclamation du 26 novembre, intitulée : « La voix du corps d'armée du Danube supérieur et signée par Arthur Gœrgey et Ladislas Csanyi, on lit ce qui suit : « Tout rapport légal entre la nation et le roi, étant devenu impossible, par suite des intrigues de la réaction, c'est dans la représentation nationale, que nous reconnaissons le seul pouvoir qui décide des affaires du pays et nous considérons le Comité de Défense, émané de ce pouvoir, comme un gouvernement parfaitement légal. »

Et dans une autre proclamation (10 décembre), adressée à l'armée, après l'abdication de Ferdinand, Gœrgey et Ladislas Csanyi déclaraient : « Que l'abdication de Ferdinand était illégale et que l'armée obéirait à la Diète et au gouvernement créé par elle. »

Dans ses mémoires, Gœrgey nous dit que son intention première, dès l'entrée de Windischgrœtz en Hongrie, avait été de se retirer derrière la Theiss. A quoi Kossuth lui avait répondu que ce n'était pas dans ce but qu'il lui avait confié l'armée la plus nombreuse et la mieux aguerrie.

S'efforçant de se justifier, Gœrgey un peu plus loin, nous

dit encore, que Kossuth lui avait ordonné de tenir à Gyor (où il devait recevoir des renforts que lui amenait Maurice Perczel) et qu'il répondit que cela n'était pas possible, les retranchements de Gyor couvrant une trop grande étendue et ses troupes disponibles ne se trouvant pas suffisamment nombreuses.

De même, en ce qui concerne l'envoi d'une députation au maréchal Windischgrœtz, cette députation n'avait pas été envoyée par le Comité de Défense. Du reste, en quoi l'envoi de cette députation, pouvait-elle compromettre la position de l'armée ? D'autre part, admettra-t-on jamais, qu'un chef militaire, prenne le droit de discuter les actes émanés de la libre discussion des représentants du peuple ? La Diète alors, avant de décider la moindre chose, se verrait forcée de consulter tous les commandants de corps d'armée. Où cela ne conduirait-il pas ? De plus, que serait-il arrivé, si Mezzaros, dont Gœrgey prétendait n'accepter que les seuls ordres, s'était mis en opposition avec le Comité de Défense ?

Gœrgey, dans ses mémoires, est revenu sur cette proclamation fameuse de Wacz ou Waitzen et l'a expliquée, mais non justifiée, en disant qu'il s'était vu obligé de la faire par suite de la défection des anciens officiers et qu'il avait cru ne pouvoir que par ce moyen seul, raviver la confiance attiédie de ses soldats et empêcher ainsi la dissolution de son armée. Mais ce que nous pouvons constater c'est que le corps d'armée du Danube supérieur ne fut pas le seul où des défections se produisirent. Il y en eut aussi dans l'armée du sud. Ici et là, elles provinrent surtout de l'esprit indécis et jaloux des commandants et des officiers supérieurs. « Plusieurs généraux eurent comme Gœrgey, des indécisions à vaincre, des lâchetés à réprimer. Ils s'y

prireut autrement et réussirent mieux, en faisant un chaleureux appel au patriotisme de leurs troupes. »

En réalité, deux choses apparaissaient nettement, dès maintenant, dans la conduite de Gœrgey. D'abord l'hostilité de l'officier autrichien, qui souffrait de se trouver l'inférieur « d'écrivains, de parleurs, tels que Kossuth et ses collègues », en un mot, l'hostilité de l'élément militaire contre l'élément civil. D'autre part, son attachement à la légalité, à son roi Ferdinand V, et son peu de sympathie pour « les idées républicaines et antidynastiques ». Ce point de vue allait dominer toute sa conduite jusqu'à la fin de la Révolution et c'est pourquoi nous en parlons ici.

Serré entre les quatre corps d'armée des généraux autrichiens Csorich, Simunich, Gœtz et Schlik, le général Gœrgey était parvenu à leur échapper et était venu après une marche de nuit dans la montagne, s'établir à Windschacht, d'où les Autrichiens avaient vainement tenté de le débusquer. C'était là un succès pour les Magyars.

Laissons parler maintenant M. Blaze de Bury, qui s'est fait l'éloquent défenseur de Gœrgey, mais qui, croyons-nous, n'est pas parvenu cependant, malgré ses efforts, à le justifier.

« Ici, dit M. Blaze de Bury, se place la célèbre proclamation de Waitzen, ultimatum politique de Gœrgey et qui pose définitivement, en termes non équivoques, la mesure dans laquelle lui et son armée, entendent se conduire, ce qu'il adopte et ce qu'il répudie, ce qu'il reconnaît et ce qu'il foule aux pieds, ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas. « Les idées antidynastiques, dit Gœrgey dans ses mémoires, étaient des plantes exotiques sur le sol de la Hongrie. Comment elles y avaient pris racine, par l'opération des bavards populaires ou par la désas-

treuse influence des faits accomplis, mes vieux soldats ne s'en préoccupaient guère ; mais ils commençaient à soupçonner les intentions du gouvernement et ne se sentaient nul souci de quitter le sol légal sur lequel il ne leur en coûtait déjà que trop d'avoir à combattre contre leurs anciens camarades. » Les vieilles troupes, animées de l'esprit constitutionnel monarchique, s'étaient fiées à Kossuth, alors que vers la fin d'octobre, au moment du passage de la Leitha, l'agitateur, invoquant d'ailleurs la sanction de l'archiduc Palatin, cousin du souverain légitime, leur disait avec une apparence d'autorité, qu'il s'agissait uniquement de s'opposer aux plans désorganiseurs du Ban Jellachich et des Slaves soulevés. Plus tard, au commencement de décembre, elles avaient encore écouté sa voix qui leur affirmait, qu'en dépit des événements survenus, elles pouvaient, sans manquer à leurs serments prêtés à la couronne impériale, continuer à combattre pour Ferdinand V, roi de Hongrie, et pour la constitution sanctionnée par lui. On se figure quel dut être l'immense découragement de ces hommes, lorsqu'ils s'aperçurent qu'on les trompait, lorsque Kossuth, leur héros de la veille, ne fut plus pour eux qu'un sublime parleur (on sait ce que vaut ce titre, aux yeux du soldat en campagne), et lorsque enfin, ils en vinrent à se douter que le grand orateur n'était au fond qu'un républicain. A l'ardeur belliqueuse, succéda tout à coup l'hésitation. Une partie des officiers quitta les rangs, ceux qui restèrent ne montraient plus qu'un zèle douteux. Seul, Gœrgey pouvait, à ce moment critique, raviver la confiance attiédie de ces intrépides vétérans. Il le fit par sa proclamation de Waitzen, document politique et militaire, ordre du jour et profession de foi..... Observons qu'à cette époque, le

mot de séparation d'avec l'Autriche n'avait pas encore été prononcé : mais Gœrgey connaissait son monde et pressentait de loin, les terribles abîmes ou l'illusion d'une victoire ne manquerait pas d'entraîner tôt ou tard l'esprit aventureux de Kossuth. Quelques heures après le succès de Waitzen, Gœrgey, cachetant son rapport au gouvernement provisoire, disait à l'un de ses amis, le général Gaspar : « J'ai presque envie de ne pas envoyer à Debreczen la nouvelle de cette affaire, car ces imbéciles sont capables de proclamer l'indépendance. »

Mais ce qui est plus curieux encore, c'est la conversation que devaient avoir à Godollo (7 avril 1849), juste sept jours avant la proclamation de l'indépendance, Kossuth et Gœrgey.

« La patience de la nation est à bout, dit Kossuth en commençant, et je ne vois qu'une manière de répondre à la constitution octroyée du 4 mars : c'est de proclamer la déchéance et la séparation de la Hongrie d'avec l'Autriche. Les peuples de l'Europe ont les yeux sur nous et de l'attitude que la nation hongroise va prendre vis-à-vis de cette constitution, dépendront, n'en doutez pas, toutes leurs sympathies.... »

« La séparation de la Hongrie d'avec l'Autriche, répondit Gœrgey, nous entraînerait en dehors du droit. Nous battre pour cette cause, ce ne serait plus nous battre pour, mais contre la loi. De défensive, notre politique deviendrait agressive, et nous attaquerions... quoi ? L'existence fondamentale de la monarchie autrichienne ! y songez-vous ? N'avez-vous donc pas réfléchi aux milliards d'intérêts et de sympathies que nous blesserions à mort, aux incalculables fléaux que nous attirerions sur notre malheureuse patrie, à la désolante confusion morale que vous jetteriez

dans les vieilles troupes, noyau de notre armée, en les forçant à se parjurer ? Ne comprenez-vous pas que chaque jour, vous trouvera plus faibles et plus désunis, que chaque pays voisin ira grossir la masse de nos ennemis, et que nous ne serons plus que les perturbateurs de l'équilibre européen ?..... »

Et à Kossuth, qui lui demandait d'un air quelque peu railleur, s'il croyait que les vieilles troupes eussent jamais songé sérieusement à Ferdinand V et à la Constitution de 1848.

« Et à quoi, s'il vous plaît, répondit Gœrgey, auraient-elles pensé ? Ignorez-vous, qu'après l'évacuation des capitales, ma proclamation de Waitzen, était l'unique moyen qui nous restât de retenir sous le drapeau de la Hongrie, ces braves gens résolus à passer à l'ennemi ?.... J'ai vécu avec ces troupes, j'ai partagé leurs joies et leurs souffrances, je connais leur esprit et leurs sentiments, eh bien ! si en ce moment le roi Ferdinand V était là, je n'aurais pas la moindre hésitation à l'inviter à m'accompagner au camp et à venir seul au milieu d'eux et sans défiance, recevoir leurs acclamations et leurs hommages. »

Le Comité de Défense eut cependant l'intention, paraît-il, d'agir énergiquement à l'égard de Gœrgey. S'il faut en croire le capitaine Duka, son aide de camp, le bruit avait couru que Kossuth allait faire arrêter le rebelle par un de ses collègues, le général Repassy. Gœrgey, en ayant été informé, s'écria : « S'il vient, c'est moi qui le ferai mettre en sûreté, jusqu'à ce que j'aie passé le Braniczko. Après, je me mettrai à sa disposition. »

Il aurait fallu écraser dans l'œuf ce Dumouriez magyar. Kossuth ne prit aucune mesure à cet égard. Il craignait

de provoquer la dissolution de l'armée du Danube, si on lui enlevait son général.

Kossuth avait d'ailleurs à lutter dans la Diète, contre un parti de la paix fortement organisé.

Tous les députés qui avaient siégé à Pest, n'avaient pas suivi le Comité de Défense à Debreczen. De plus, ceux qui avaient eu ce courage, étaient loin de penser tous de la même façon. Beaucoup désiraient la paix et la demandaient sans cesse. D'autres, désespérant du succès de la lutte armée, craignaient de se compromettre par des actes révolutionnaires. Ces pacifiques, détestaient Kossuth, car celui-ci ne voulait à aucun prix, entendre parler de transactions.

L'assemblée de Debreczen, comme toutes les assemblées de représentants, se composait du reste, d'une droite, d'un centre et d'une gauche, partis qui étaient représentés dans l'armée et qu'il faut connaître, si l'on veut se rendre compte des tiraillements qui ne cessèrent d'exister entre le gouvernement central et ses différents chefs.

Dans cette lutte avec l'Autriche, chacun en effet avait son point de vue. La Diète, combattait pour son souverain légitime, le roi Ferdinand V. Pour elle, François-Joseph, qui n'avait rempli aucune des conditions imposées par la loi magyare, n'était qu'un usurpateur. Les Gœrgey, les Damjanich, les Veczey, les Linange et d'autres encore, anciens officiers dans l'armée autrichienne, représentaient ce parti à l'armée. A les entendre, « en levant au nom du roi Ferdinand V, l'étendard de l'insurrection contre celui qui n'était à leurs yeux qu'un usurpateur, ces hommes ne violaient aucun serment. » Pour ceux-ci, rien n'empêchait l'ouverture de négociations avec l'Autriche, car, à leur point de vue entre l'Autriche et la Hongrie, il ne s'agissait

que de certaines concessions que la couronne royale de Hongrie, réclamait de la couronne impériale d'Autriche.

En ce qui concerne le second parti, celui que l'on pourrait appeler le parti de « l'indépendance nationale », son but, était la création d'une Hongrie indépendante, avec les anciennes frontières et l'intégrité du territoire. Après cela, monarchie ou république, peu leur importait.

Le principal, c'était d'abord de s'affranchir du joug des Habsbourg et d'asservir par le fer et le feu les nationalités slaves, qui refusaient d'accepter l'autocratie magyare. « Ensuite, on verrait à se faire république ou monarchie, selon les circonstances et selon que le vent soufflerait du nord ou du midi, république du Danube, si le principe républicain finissait par triompher et dans le cas contraire, monarchie élective. » Ce parti s'identifiait en Kossuth. Il était représenté à l'armée par Mezzaros, Vetter et d'autres généraux de moindre envergure.

Quant à la gauche, ce n'était plus seulement l'indépendance et l'autonomie qu'elle désirait, mais une république magyare avec des institutions démocratiques. Ce parti avait à sa tête Ladislas Madarasz, membre du Comité de Défense, et ministre de la police. Il avait à l'armée de nombreux adhérents. C'était d'abord les Maurice Perczel, les Kméty, les Guyon, puis les émigrés polonais, les Bem, les Dembinski, les Woroniewski. Dans la pensée de ceux-ci, la guerre que soutenaient les Magyars, ne valait en un sens, qu'en tant qu'elle pouvait réveiller chez les peuples de l'Europe, ces mouvements insurrectionnels, qui pouvaient leur faire espérer une résurrection de l'ancienne Pologne. Au demeurant, ce n'était guère l'idée purement magyare qui les préoccupait, ils la trouvaient mesquine.

La leur, apparaissait comme beaucoup plus large. Les émigrés polonais étaient en effet, entrés dans la Révolution magyare, avec leurs idées propres. La question générale les préoccupait avant tout. De là, leur tendance à élargir le champ d'opérations, à sortir des frontières que les insurgés magyars de 1848, s'étaient promis de respecter.

Lors de son arrivée à Debreczen, Kossuth, avait contre lui la majorité des membres de la Diète et il n'aurait pas pu se maintenir au pouvoir, s'il n'avait eu l'appui d'une immense popularité. En janvier 1849, le parti de la guerre ne comptait pas trente représentants. La Diète se trouvait partagée entre ces deux partis. Les « Pacifiques » et les « Partisans de la guerre ». Il y avait, il est vrai, un petit nombre de députés indépendants qui faisaient parti du centre.

Ce fut le 9 janvier 1849, dans la grande salle du collège réformé de Debreczen, que la Diète rouvrit ses séances publiques, sous la présidence de son doyen d'âge, Ladislav Paloczky.

Le 13 janvier, la Diète écouta la lecture du rapport que venaient de lui faire parvenir ses membres envoyés en députation auprès du général en chef autrichien et avec lesquels celui-ci, ainsi que nous l'avons vu plus haut, avait refusé d'entrer en pourparlers. C'est alors que profitant de la colère des membres de la Diète, Kossuth fit adopter les résolutions suivantes :

« 1^o La Diète déclare qu'elle veut défendre la patrie jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière goutte de sang ;

2^o L'Assemblée nationale, ne se séparera pas avant que le pays ne soit délivré ;

3^o Cette décision sera notifiée à l'armée et il sera ajouté

que tout homme qui, par lâcheté, prendra la fuite sera puni de mort ;

4° Quiconque se rendra coupable d'extorsion ou de pillage dans les campagnes, sera également puni de mort ;

5° Tous les vivres, tous les transports, seront payés en argent comptant et dans les cas où cela ne serait pas possible, les intéressés seront indemnisés après la guerre. »

En même temps, pour punir les personnes qui, oubliant leurs devoirs envers la patrie, étaient entrés au service de l'Autriche, le Comité de Défense proposa (8 février), la création de tribunaux dits « de danger public ». Était déclaré justiciable de ces tribunaux :

« 1° Quiconque, de fait, prendrait les armes et exciterait quelqu'un à prendre les armes contre la patrie magyare, la constitution, l'indépendance et l'intégrité du royaume ;

2° Quiconque, conspirerait de concert avec l'ennemi, rendrait à l'ennemi un service quelconque de son propre gré et sans y être contraint par la force, lui servirait d'espion ; lui fournirait des vivres, des armes ; lui montrerait le chemin ou le sentier, ou l'aiderait de ses informations soit verbales, soit écrites ;

3° Quiconque, sans y être forcé, mettrait à exécution ou propagerait les décrets, les ordres, les proclamations séductrices de l'ennemi.....

5° Quiconque, sans y être forcé, accepterait de l'ennemi un emploi, une commission et agirait dans son intérêt, » etc.

Ces tribunaux se composaient de deux juges civils et de deux juges militaires sous la présidence d'un cinquième juge, civil ou militaire. Le ministère public comprenait un accusateur public, obligé de fournir ses preuves. L'accusé

avait le droit de se choisir un défenseur. S'il n'en choisissait pas, on lui en désignait un d'office. Les débats étaient publics et la condamnation prononcée à l'unanimité. Un des juges se déclarant contre la condamnation, l'accusé était renvoyé devant les tribunaux ordinaires. Les tribunaux de danger ne prononçaient qu'une peine, la mort, et jugeaient sans appel. Le 13 février, à l'unanimité, le projet fut converti en décret.

Si, à la Chambre des représentants, on constata (28 février), à la suite d'un rapport de la Commission permanente de la vérification des pouvoirs, reconstituée sous la présidence de Daniel Iranyi, que 155 représentants étaient absents, dont 107 inexcusables, la Chambre Haute offrait un spectacle plus affligeant encore pour le patriotisme magyar. On avait réduit le nombre des magnats nécessaire à la validité de ses délibérations à vingt, même avant l'évacuation de Pest, et cependant elle ne put ouvrir ses séances à Debreczen que le 12 mars. La séance d'ouverture eut lieu dans une maison particulière (la maison Barczy), sous la présidence du second président Sigismond Perenyi, en l'absence du premier président Georges Mailath, qui resté à Pest, devait s'enfuir plus tard avec les Autrichiens.

« Si la Table des Magnats, dit Perenyi, n'a pas été plus tôt convoquée, c'est, je regrette de l'avouer, parce qu'il m'a été impossible de réunir le nombre de membres indispensable pour la validité des délibérations. Ainsi, aujourd'hui même, je comptais sur la présence de vingt-quatre membres et nous ne sommes que dix-huit. « Comme le fit remarquer le baron Stojka, pas un des princes n'était présent. On nomma une Commission pour l'examen des absences. Après le dépôt de son rapport, 108 magnats

furent réputés justifiés de leur absence. Le reste, la grande majorité, sauf de rares exceptions, ne parut pas, ni ne s'excusa. Certains même, acceptèrent des emplois du maréchal Windischgrœtz. Le comte Henri Zichy devait aller à Saint-Pétersbourg, réclamer à Sa Majesté le Czar, l'armée auxiliaire qui allait écraser la Hongrie. Il avait, en effet, l'assassinat de son frère à venger.

Cependant, au milieu de ces défections et de ces sourdes hostilités, Kossuth déployait une activité admirable, levant des volontaires enflammés par sa parole, organisant des fabriques d'armes et de poudre, créant des armées. On le vit suffire à toutes les exigences politiques et militaires d'une situation exceptionnelle, concentrer en lui toutes les énergies nationales et représenter véritablement la Hongrie militante.

L'inaction inexplicable de l'armée autrichienne à Pest, servait beaucoup Kossuth. Elle lui permit non seulement de réunir en un tout compact les troupes qui se trouvaient dispersées, mais encore d'en augmenter le nombre. Du reste, il devait être fortement aidé par ses commissaires extraordinaires. Très peu nombreux à l'origine, il y en avait alors dans presque tous les comitats. Les uns étaient déjà vice-comtes ou comtes suprêmes des comitats où ils exerçaient leurs pouvoirs, mais le plus souvent, c'était des membres de la Diète, représentant la province où ils avaient été envoyés ou tout au moins la connaissant suffisamment. De plus, il y avait de ces commissaires attachés à chaque armée et d'autres encore, dont la mission était de surveiller le recrutement et l'approvisionnement des troupes.

A la suite de la prise de Pest, d'immenses magasins d'approvisionnements, étaient tombés aux mains des

Autrichiens. Il semblait que la guerre, vigoureusement menée, dût être bientôt terminée. Mais Windischgrœtz parut croire qu'il suffisait de décrets pour pacifier le pays. « On mettait hors la loi le gouvernement révolutionnaire et on plaçait sous séquestre les biens des chefs insurgés, au lieu de marcher pour écraser les rebelles. « Mon but n'est pas d'opprimer, disait Windischgrœtz, dans une proclamation datée de Bude (7 janvier 1849), je n'agis que contre les coupables menées de rebelles outrecuidants, qui, à l'aide du mensonge, de la tromperie et de la séduction, ont travaillé au renversement d'un trône établi depuis plus de huit cents ans, pour la gloire et le salut de la nation, qui foulent aux pieds les droits des nationalités non magyares, habitant la Hongrie.... »

Et, dans une autre proclamation datée également de Bude, 11 février, où il constatait les heureux effets de ses proclamations précédentes, il s'exprimait ainsi : « Quelques localités seulement, égarées par des perturbateurs, essaient encore de troubler l'ordre, en répandant des proclamations, des ordres et des résolutions de Kossuth. Habitants de la Hongrie, vous avez vu avec quelle douceur j'ai agi, en supposant qu'il y avait plus d'hommes égarés que de rebelles ; mais celui qui tenterait aujourd'hui de faire cause commune avec le parti révolutionnaire de Debreczen, de propager ses ordres, ne peut compter sur aucune indulgence et sera puni comme coupable de haute trahison. »

En même temps, il installait deux tribunaux à Bude. Devant le premier, appelé Commission de Purification, durent comparaître les personnes qui avaient occupé des emplois civils sous le gouvernement national. Le second,

simple conseil de guerre, eut à juger les anciens officiers autrichiens, qui avaient pris part à l'insurrection.

Windischgrœtz aurait eu alors deux choses bien simples à faire. D'un côté, détacher quelques-unes de ses troupes pour observer la retraite de Gœrgey, d'un autre côté, lancer son corps d'armée principal sur la Theiss et écraser ainsi les rebelles, avant qu'ils eussent eu le temps de se concentrer. Or, Windischgrœtz fit justement le contraire. Il envoya des troupes considérables à la poursuite de Gœrgey et conserva de nombreux régiments autour de lui. La plus petite partie de son armée se dirigea sur la Theiss et s'arrêta sur les bords de cette rivière, placée en observation, mais peu en état, soit d'attaquer, soit même de se défendre.

Seul, le feld-maréchal Schlick poursuivait les succès des armes autrichiennes d'une manière plus utile. Près de Kaschau, il avait battu Mezzaros, ministre de la guerre du gouvernement de Debreczen. Les paysans slaves, levés contre leur gré, pour le compte de l'insurrection, se joignaient à Schlick et, plaçant ainsi Mezzaros entre deux feux, le forçaient à évacuer Kaschau.

Cette retraite, sans combat, de Presbourg sur Pest, de Pest sur Debreczen, l'attitude nécessitée par la faiblesse de l'insurrection, c'était là, à en croire Kossuth, tout un plan de générosité. « La noble nation des Magyars, disait-il, dans une proclamation (24 décembre), n'est pas seulement très brave, elle est très humaine. Les impériaux étaient en si petit nombre, si dépourvus d'armes, d'argent et de vivres, qu'il ne tenait qu'à nous de les écraser. Nous nous sommes retirés pour éviter le sang, parce qu'il n'y a point de gloire à triompher des faibles. » Et, cependant, déjà le 4 février, les troupes impériales occu-

paient Keskemet, à 20 lieues sud-est de Pest. Le 14. Eszek, sur la Drave, tombait aux mains de Nugent, qui s'emparait ainsi de 614 canons, de deux mille quintaux de poudre et d'approvisionnements considérables. Le général Gluser détruisait, devant Altarad, les batteries élevées contre la forteresse sur la rive droite de la Maros. Au nord, les corps des généraux Schultzig et Schlick opéraient leur jonction près de Tokay, sur le confluent du Bodrog, et de la Theiss, à dix-sept lieues de Debreczen, quartier général du gouvernement insurrectionnel. Après une heure de canonnade, la forteresse de Léopoldstadt s'était rendue à discrétion, et le général Simunich se mettait à la poursuite de Gœrgey.

Le *Journal officiel* de Vienne, célébrait déjà « la glorieuse fin de la campagne ». On croyait l'insurrection vaincue et, cependant, il était un point où elle n'allait pas tarder à triompher. Ce point, c'était la Transylvanie, et le général qui allait ramener la victoire du côté des Magyars, était le général polonais Bem. L'entrée de Bem en Transylvanie, à la fin de décembre, changea, en effet, complètement la face des affaires.

Obligé de quitter Vienne après la prise de cette ville, le général Bem était venu offrir ses services à l'insurrection magyare. « Si vous soumettez la Transylvanie, lui avait dit Kossuth, la Hongrie vous en cédera la moitié. »

Né en 1795, à Tarnow, en Galicie, mais polonais d'origine, Joseph Bem était d'une taille petite et d'une laideur peu commune. Il servit dans l'armée française avec le grade d'officier jusqu'à la capitulation de Dantzick. Ce fut lui, qui, lors de l'insurrection polonaise de 1831, commandant l'artillerie à Ostrolenka, protégea avec ses pièces la retraite de l'armée polonaise et gagna le grade de colonel

qui lui fut conféré sur le champ de bataille. La Révolution de 1848 avait trouvé Bem remplissant les fonctions de maître d'étude dans l'institution Massin à Paris. Cette Révolution le ramena dans l'est de l'Europe et c'est alors qu'en octobre 1848 il avait été nommé commandant de Vienne.

« Taillé sur le patron des grands capitaines, dit de lui Balleydier, dans son *Histoire des révolutions de l'empire d'Autriche*, doué d'un esprit entreprenant, audacieux et passionné, Bem, depuis son entrée au service jusqu'au jour, où renégat, il mourut sous le turban de Mahomet, ne fut qu'un chef de parti. Placé dans un milieu normal, il serait devenu peut-être un grand général ; jeté sur un terrain d'insurrection et de barricades, il demeura toute sa vie un aventurier, dont le nom désormais est historique. »

Kossuth mit donc le général Bem à la tête d'un corps d'une dizaine de mille hommes avec la mission d'aller combattre en Transylvanie. C'était bien là le terrain qui convenait à un tel homme, habitué aux faveurs de l'inspiration et du hasard, capable de triompher sans beaucoup d'hommes.

Ayant comme champ d'action un pays de montagnes et de forêts, admirablement propre aux surprises, comme armée, quatre à cinq mille Polonais, des Szeklers, et un certain nombre de Valaques incorporés de force, c'était bien la fortune qui paraissait lui avoir ménagé à dessein le territoire et les hommes. Mais si la Hongrie avait recours aux généraux polonais, c'était comme nous l'avons montré plus haut, par raison de force majeure, parce qu'elle y avait été obligée. Les Polonais étaient des Slaves et en tant que Slaves, on s'en défiait. Si on accueillait assez cordialement les officiers polonais qui voulaient la guerre pour la

guerre et en particulier les radicaux, il n'en fut pas de même pour les conservateurs polonais. Les Magyars ne voulaient point entendre parler de concessions, ils étaient ennemis de toute idée de transaction, aussi ceux des conservateurs polonais qui étaient venus avec l'espoir d'amener une conciliation entre les diverses races, ne furent-ils pas très bien accueillis.

Le mouvement qu'avait fait éclater la Révolution de mars 1848, avait eu également son contre coup en Transylvanie. Composée de races hétérogènes, il s'y produisit une véritable dislocation. Les Hongrois et les Szeklers, resserrant d'une manière plus étroite les liens qui les unissaient, se tournèrent du côté de leurs frères de Pest, et, sur leur proposition, la Diète de Klausenbourg avait voté la réunion immédiate à la Hongrie (juin 1848). Les Saxons qui s'y étaient opposés, se laissèrent alors séduire par la grande idée de l'Unité Germanique. Une députation fut envoyée à l'Assemblée de Francfort, porteur d'une adresse rédigée en ces termes : « Frères allemands, depuis sept siècles, une branche de l'arbre national, du chêne gigantesque de la Germanie, a été plantée dans les vallées orientales des Carpathes ; ses racines étendues, ont dû pénétrer et se nourrir incessamment dans le sol de la mère patrie, c'est ainsi que l'air et la lumière allemand ont continué à nous animer et à nous éclairer. . . Que la patrie allemande s'étende partout où se parle la langue allemande. Nos cœurs entonneront avec vous l'air national qui retentit de la Vistule jusqu'aux bords du Rhin et ils ajoutaient : « nous aurions voulu que notre grande et puissante mère prit une voix plus forte et ne se bornât pas à prier la petite nation des Magyars, mais lui ordonnât de respecter la nationalité allemande. »

Quant à la race opprimée et méprisée des Valaques, ce moment de crise et de dissolution générale leur avait paru une occasion favorable pour leur cause, et le moment leur parut venu, de s'affranchir du joug sous lequel on les avait tenus courbés si longtemps. Déjà avant la révolution de Vienne, ils avaient vainement adressé maintes réclamations à ce sujet ; ils renouvelèrent leur demande, promettant d'accepter l'acte de réunion avec la Hongrie, si on les écoutait. Mais les Magyars transylvains suivirent à leur égard, l'injuste conduite, tenue par les Hongrois envers les peuples établis sur leur territoire. Comme eux, ils voulaient bien leur propre indépendance, mais ils ne voulaient pas celle des nations placées au dessous d'eux. Les Valaques avaient essuyé un nouveau refus. Traités comme les Serbes et les Croates, ils s'étaient soulevés à la voix de leurs chefs populaires Pap et Janku et étaient venus se placer sous les ordres du général Puchner, commandant les troupes autrichiennes en Transylvanie. Alors, avait commencé une guerre d'extermination, remplie d'atrocités réciproques. Les villages étaient pillés et réduits en cendres, aucun quartier n'était fait aux prisonniers.

Pour s'établir en Transylvanie, Bem devait briser cette union des Valaques et des Autrichiens. Il commença donc par porter le poids principal de son action contre les troupes peu nombreuses du général autrichien Puchner, en disant aux Valaques qu'il ne venait que pour chasser les Autrichiens. Le gouvernement autrichien, s'était refusé à armer les populations valaques, de crainte de les rendre inquiétantes pour l'Autriche elle-même. Ainsi commençait une évidente réaction contre l'influence que les Slaves pouvaient gagner à la défaite des Magyars. Cette impoli-

tique attitude devait ouvrir une voie de salut à l'insurrection magyare. C'était là, en effet, une grande faute. Parmi les cent vingt mille Valaques qui s'étaient soulevés par soif de vengeance et dans l'espoir de conserver une Transylvanie indépendante des Magyars, il n'y en avait pas quinze mille qui eussent des fusils. Bem en profita. Il occupa rapidement toute la Transylvanie, ravageant et rançonnant les villages valaques et les établissements saxons établis dans le haut pays. Quinze jours de combats avaient suffi au général polonais pour chasser Puchner de ses positions. Dans toute la Transylvanie, il ne restait plus aux Autrichiens que les villes saxonnes de Hermanstadt et de Cronstadt. Le corps du général Puchner, trop faible pour s'opposer à la marche de Bem avait été rejeté sur Hermanstadt. De tous côtés arrivaient dans cette ville, des fugitifs mourant de faim et de froid. Le 21 janvier 1849, le général Bem parut devant Hermanstadt, mais il n'avait avec lui que des troupes légères et il fut repoussé.

Cependant les Saxons, bien avant l'attaque de Bem s'étaient effrayés de leur isolement. Ils avaient demandé des secours au commandant des troupes russes dans les Principautés Danubiennes, le général Luders. Ils imploraient la protection des Russes et sollicitaient une intervention purement locale. Rien, en effet, n'était encore décidé sur la convenance d'une intervention générale de la Russie. La situation spéciale des Saxons assiégés, privés de toute communication avec l'empire, laissait à une intervention le caractère d'un secours particulier. Le général russe Luders, ne voulut pas prendre sur lui une semblable responsabilité, mais il promit d'écrire à l'Empereur Nicolas, à cet égard.

Au moment, où ces événements se passaient, les

Russes, sous le commandement du général Luders, occupaient militairement les Principautés Danubiennes. Ils y étaient entrés, disaient-ils, sous prétexte de dompter la Révolution et de maintenir la tranquillité, de concert avec les troupes du sultan, souverain du pays, mais en réalité, pour pouvoir mieux peser sur les décisions du gouvernement ottoman. Celui-ci, en effet, avait protesté énergiquement et à plusieurs reprises, contre le prétendu droit d'intervention que s'arrogeait la Russie et le général commandant les armées de la Roumanie, G. Maghiero, avait adressé, 10 octobre 1848, à chacun des représentants des puissances occidentales, la lettre suivante : « Monsieur le consul général.

« A la suite de l'occupation de la terre roumaine (Valachie), par l'armée turque, le général Luders nous annonce, par sa proclamation du 29 septembre, que les troupes russes ont aussi passé la frontière roumaine. Je viens donc, monsieur le consul, protester, devant le gouvernement que vous représentez, contre cette nouvelle violation du territoire roumain, violation de tous les traités qui garantissent l'inviolabilité du pays..... »

Mais cette protestation était restée sans effet, et pour que la tranquillité ne fût pas troublée dans les Principautés du Danube, les Russes allaient intervenir en Transylvanie pour y rétablir l'ordre. Une intervention armée entraînait trop bien dans les vues politiques du gouvernement russe, pour que l'occasion ne fût pas négligée. Aussi le czar, consulté par le général Luders, avait donné une réponse favorable à la demande d'intervention.

Tout ceci est expliqué dans une lettre qui tomba entre les mains du gouvernement magyar et qui fut publié dans le numéro du journal le *Kozlony* du 1^{er} avril. Cette lettre était écrite

par M. Timoni, consul général d'Autriche à Bucharest, et adressé au général Puchner, en date du 22 janvier 1849.

« Le général Luders, y était-il dit, commandant en chef des troupes russes, qui, en 1848, avait occupé la Moldo-Valachie, m'a fait savoir verbalement par M. Kotzebue, consul russe, qu'il est arrivé hier (21 janvier), un courrier de Saint-Petersbourg, qui, relativement à la demande des bourgeois saxons, tendant à obtenir des secours contre les Szeklers, a apporté la réponse suivante : « Le refus du général Luders a été approuvé, mais si les secours militaires venaient à être demandés par le gouvernement impérial royal en Transylvanie, le général Luders serait autorisé à les accorder, et, lorsque le résultat aurait été obtenu, à se retirer immédiatement en Valachie. « M. Kotzebue a encore ajouté que le général Luders venait d'ordonner la concentration d'un corps mobile sur la frontière, se tenant prêt en cas de requête officielle. Fuad Effendi, le commissaire turc dans les Principautés, a exprimé son étonnement de ces mesures, d'autant plus que l'intervention devait sortir d'une province turque, chose contraire au principe de neutralité adopté par la Porte. » Mais, en dépit de l'étonnement de Fuad Effendi, la neutralité turque fut violée dès que le général Luders, eut reçu le 25 janvier, la requête exigée. Il y eut là, évidemment une violation du droit des gens.

Bem, en effet, avait à nouveau paru devant Hermanstadt. Les Valaques se joignirent alors aux Saxons pour faire une nouvelle démarche auprès du général russe. Pénétré du péril de la situation, le général Puchner, n'osant prendre sur lui la responsabilité d'un acte aussi grave, exposa dans un conseil de guerre, la demande des habitants. Le conseil, en ayant apprécié l'opportunité, et,

comme il paraissait impossible de tenir tête au général polonais avec des forces inférieures en nombre, le général autrichien, de concert avec la municipalité et l'évêque valaque Schaguna, sollicita la coopération du général Luders. Ils représentèrent aux Russes, dans quel pressant danger ils se trouvaient. Bien que ce fût une démarche de circonstance, elle avait été cependant prévue, ainsi que nous l'avons vu plus haut, par le cabinet de Saint-Petersbourg qui y avait donné son consentement. Le 1^{er} février, dix mille Russes, sous les ordres du général Engelhardt et du colonel Skariatine, franchirent les défilés des Carpathes et occupèrent les deux villes d'Hermanstadt et de Cronstadt. Bem crut alors prudent de se replier vers le pays des Szeklers pour s'y renforcer. La sécurité commençait à renaître parmi les Saxo-Valaques, surtout que deux victoires remportées, l'une devant Hermanstadt, sur l'avant-garde de Bem, l'autre sur des Szeklers qui environnaient Cronstadt, avaient suivi l'entrée des Russes en Transylvanie. Roumains et Saxons se crurent sauvés.

Cependant à Olmutz, le gouvernement autrichien s'inquiétait de l'intervention russe et de la façon dont elle s'était produite. On accusait les Roumains d'avoir cédé à leur sympathie pour les Russes. Puchner fut blâmé par la Cour de Vienne et reçut l'ordre de faire évacuer le plus promptement possible la Transylvanie. On envoya, dit-on, un courrier au général Puchner pour lui défendre de demander des secours. Il arriva trop tard. On en envoya un second pour presser l'évacuation. Les événements se chargèrent d'accomplir les vœux du gouvernement autrichien. Bem en effet, qui s'était jeté dans les montagnes, avait bientôt repris l'offensive. Il surprit les troupes russes isolées en avant d'Hermanstadt, les battit et les força de

rentrer dans la ville saxonne. Le général Engelhardt y attendit vainement une diversion concertée avec le général Puchner ; mais celui-ci ne vint pas. Alors les Russes, ne pouvant s'y défendre et craignant de voir leurs communications coupées, se décidèrent à évacuer Hermanstadt et Cronstadt et à quitter la Transylvanie. La retraite se fit à travers les défilés du Rotherthurn (la Tour-Rouge), au milieu des cris d'effroi des fuyards saxons, s'engouffrant et s'étouffant entre les rochers à pic. Puchner, de son côté, voyant ses troupes affaiblies par les fatigues et les combats, avait cherché un refuge au delà des limites de la Transylvanie, en Valachie.

D'ailleurs, rien n'était encore arrêté entre les cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg au sujet d'une intervention sérieuse. Les récents succès de l'Autriche en Italie et la reprise générale de l'offensive contre l'insurrection hongroise, avaient fait naître des doutes à Vienne, sur la nécessité d'un secours à demander à la Russie et c'est pourquoi le général Puchner, avait reçu des ordres pour presser l'évacuation de la Transylvanie, par des alliés qu'on considérerait comme inutiles. Les journaux anglais pourtant, et entre autres le *Standard*, le *Morning-Post* et le *Daily News* avaient les premiers poussé le cri d'alarme à l'annonce d'une alliance entre l'Autriche et la Russie, qui menaçait la neutralité du Bosphore et des Dardanelles. Cette nouvelle cependant était loin encore d'être exacte, mais cela n'empêchait pas le *Daily News* dans son numéro du 8 mars 1849, d'écrire ce qui suit : « On comprend le danger. L'alliance de la Russie et de l'Autriche est, il faut le reconnaître, une menace pour l'Europe et surtout pour nous. Or, à cette heure, cette alliance est un fait avéré et c'est en vain que l'on écrit d'Olmutz à la *Gazette*

de Cologne que le cabinet autrichien est très irrité de l'intervention des Russes en Transylvanie. Personne ne se laissera abuser par ce démenti semi-officiel : nous doutons même qu'il puisse calmer la juste indignation des officiers autrichiens de l'armée du feld-maréchal Puchner, dont l'amour-propre a été singulièrement blessé, par la présence des officiers russes dans leurs rangs.

L'intervention russe en Transylvanie n'est pas du reste, continuait le même journal, le seul service que le czar, fort obligeant en pareille matière, se dispose à rendre à l'empereur François-Joseph. » Cependant aucune alliance, certainement, n'était encore conclue entre l'empereur et le czar.

Fier du succès qu'il venait de remporter sur les Russes, le général Bem se hâta de le faire connaître à ses amis de Vienne et de Paris, comme d'une victoire remportée au profit de la cause révolutionnaire et qui leur importait autant qu'à lui. Les Polonais triomphaient donc et cette victoire leur assurait un grand prestige aux yeux des populations de la Transylvanie et de l'Europe. Ses succès flattaient l'amour-propre national de ceux-là mêmes de ses compatriotes, qui tenaient pour impolitique l'intervention polonaise en Hongrie. L'émigration s'émut et de tous côtés les Polonais accoururent sous son drapeau.

Le lendemain de l'évacuation des Russes, Bem était entré dans Hermanstadt. La citadelle de Carlsbourg était la seule ville de Transylvanie qui restait au pouvoir des impériaux et il n'avait fallu que trois mois à Bem pour obtenir un aussi grand résultat. Aussi, était-il l'idole de ses soldats qui l'appelaient leur père, papa Bem. Tout en lui passait à l'état de légende : sa personne physique, taille moyenne, crâne chauve couronné de cheveux gris,

barbe blanche que le poète Petœfi appelait un étendard blanc. Mais ce qui emportait surtout la confiance et l'admiration du soldat et de l'homme du peuple, c'était sa bravoure personnelle, son habileté à se tirer des mauvais pas où sa fougue l'avait engagé, enfin l'audace foudroyante de ses coups de mains.

Bem essaya bien, après la victoire, de contenir la licence de ses troupes, mais il ne put y réussir entièrement. Les Szeklers commencèrent par piller la ville d'Hermanstadt. Cronstadt eut bientôt le même sort. Au pillage, à l'incendie, succédèrent les exécutions, les exactions, les menaces. Une contribution fut imposée aux habitants. Tous ceux qui avaient porté un fusil et qu'on put atteindre furent fusillés. Des tribunaux militaires furent institués pour exécuter tous les suspects de fidélité à l'Autriche.

En Hongrie, le succès du général polonais ne produisit pas un moindre effet qu'en Transylvanie. Il inspira une grande confiance à la Diète de Debreczen, qui, reconnaissante des services rendus, créa Bem lieutenant-maréchal, et lui décerna en même temps la décoration de première classe, qu'elle lui fit porter par une députation parlementaire. En Europe, on s'étonna que les Russes se fussent laissés battre par les insurgés, et surtout qu'ils ne parussent pas songer à prendre une revanche immédiate.

En ce qui concerne les malheureux habitants restés à Hermanstadt, Bem se montra d'ailleurs sans pitié. Un grand nombre de personnes, furent passées par les armes. Tout le pays saxon fut parcouru par des colonnes mobiles, qui pillaient et incendiaient fermes et villages. Les Saxons même, manquèrent un moment, d'être déchus par décret de la Diète de Debreczen, du rang qu'ils occupaient

parmi les nations souveraines de la Transylvanie. Si le décret ne fut pas adopté, ils n'en furent pas traités pour cela avec moins de rigueur.

Bem avait écarté les Valaques afin de battre Puchner et les Russes, mais les Valaques, quoique la plupart ne fussent pas armés, n'étaient pas soumis, et refusaient de se soumettre à d'autres conditions, que celle de l'égalité des races. Ils étaient d'autant plus disposés à rester unis à l'Autriche que les Magyars étaient victorieux, car ce n'était certes pas maintenant, que ceux-ci feraient des concessions. Bem alors, prit soin de témoigner aux Valaques, en toute occasion, des intentions amicales. Il se garda bien d'imiter la conduite des Magyars, dont la haine contre la race valaque, se déployait dans toute son énergie. « Le joug des Valaques, déjà de fer avant la guerre, était devenu après la victoire, un joug de plomb. C'était, on aurait pu dire, des tyrans, punissant leurs esclaves révoltés. »

Une fois les premières représailles passées, Bem s'étudia à la modération. Cette générosité ne laissa pas que de lui concilier les esprits. Sa conduite devait amener les résultats qu'il en espérait. En effet, il y eut bientôt un parti parmi les Valaques, qui, sur la foi de cette politique, toute personnelle au général polonais, crut que les Magyars pourraient entrer en négociation, « sinon par désintéressement, du moins par calcul. » Ce parti aurait simplement demandé pour chaque comitat, tout en admettant l'incorporation de la Transylvanie à la Hongrie, une reconnaissance de leur nationalité spéciale. Dans tous les comitats où la majorité de la population eût été valaque, l'administration leur eut appartenu, leur langue aurait été celle

des actes publics : le magyar aurait été la langue du gouvernement et de la législation.

Kossuth cependant, était bien éloigné de tout sentiment libéral vis-à-vis des Valaques, et il n'eut pas souffert que Bem prit sur lui de traiter avec eux. Lors de leur premier soulèvement, il avait déclaré, qu'entre Magyars et Valaques, il s'agissait d'extermination : « ou nous serons exterminés, ou nous exterminerons. » C'était lui encore, qui avait répondu aux députations valaques venues de la Transylvanie et du Banat que : « Lorsqu'on veut la nationalité, on la conquière par les armes ». Dans une proclamation destinée à les rappeler à l'obéissance : « Nous soulèverons, disait-il, notre généreuse nation des Szeklers, et nous ferons disparaître par le fer, tout rebelle, de la surface de la terre, » Kossuth avait ainsi provoqué la guerre. Il se trouvait cependant dans la Diète des hommes comme Nyaryi et Déak, qui n'adoptaient pas l'exclusivisme et les idées de centralisation de Kossuth. Il y avait aussi, dans la Diète, quelques députés valaques de Hongrie, qui ne négligeaient pas les intérêts communs de leur race.

De plus Ianko, qui se maintenait dans les montagnes d'Abrud-Banya, venait de détruire presque entièrement le corps de trois mille hommes envoyé contre lui, sous les ordres du major Hatvany, près du bourg d'Abrud. Cette victoire, avait une grande importance morale. Pendant que les armées impériales vaincues, battaient en retraite, les Roumains, abandonnés à leurs propres forces, combattaient et triomphaient au nom de la patrie. Bem en profita pour exhorter les Magyars à une politique plus habile. Ceux-ci reconnurent eux-mêmes, qu'il fallait tenir compte d'une nationalité qui se manifestait par une victoire.

Un revirement menaçant s'opérait d'ailleurs, dans l'es-

prit des nationalités diverses engagées dans la lutte. Il était nécessaire d'en profiter. On commençait à comprendre, en Transylvanie, comme en Dalmatie, et en Croatie, que le résultat de la victoire des Autrichiens ne serait pas la constitution séparée des nationalités tyrannisées par les Magyars, mais la centralisation à Vienne, de tous les éléments divers de l'Autriche. Les Magyars se montrèrent donc disposés à des concessions, et envoyèrent en mission, près d'Ianko, un Roumain, membre de la Diète, nommé Dragos. Bem, espérant que ces essais de conciliation le rendraient définitivement maître de la Transylvanie, pénétra dans le Banat de Temesvar, pour s'assurer de la force des Serbes, qui, depuis un an, résistaient aux troupes magyares. Le député Dragos, se rendit à Abrud Banya, où on le reçut amicalement. Il apportait un armistice auquel les chefs valaques adhèrent spontanément. Les offres de Dragos, étaient une espèce de compromis entre l'incorporation prononcée par les Magyars et l'indépendance réclamée par les Roumains. Chaque comitat aurait constitué une province nationale à part, de façon à former une grande fédération, sous la suzeraineté de la Hongrie. Mais les ultra Magyars, qui regardaient toute velléité de transaction comme contraire à la cause magyare, virent avec mécontentement cette mission du député Dragos, et accordèrent au major Hatvany l'autorisation de faire entrer des troupes dans Abrud, sous prétexte d'y empêcher les troubles. Celui-ci s'avança alors, sans bruit, et enveloppa le bourg de ses soldats, pendant que les chefs roumains discutaient avec Dragos, dans une profonde sécurité. Ianko parvint à se sauver dans les gorges des montagnes, mais Butiano et Dobra, qui, confiants dans les efforts qu'ils avaient faits,

en faveur de la conciliation, attendaient sans crainte, furent saisis tous deux. Dobra fut massacré sur place. Butiano fut pendu le lendemain. Une aussi lâche trahison exaspéra les Roumains. En quelques jours, trois mille combattants furent réunis autour d'Ianko. Les Valaques descendirent alors des montagnes pour venger leurs chefs, mirent en déroute les troupes d'Hatvany et massacrèrent toute la population magyare d'Abrud Banya. Le député Dragos, devenu suspect, et accusé de s'être prêté aux projets d'Hatvany, fut également massacré par ses compatriotes.

En même temps que l'on avait conclu un armistice, qui avait été si vite rompu, une amnistie générale avait été proclamée, dont on n'exceptait que les voleurs. L'évêque valaque Schaguna, qui s'était joint aux bourgeois saxons, pour demander l'intervention des Russes, était mis aussi en dehors de l'armistice. Mais, « sous prétexte de brigandage, on avait établi des tribunaux militaires, qui condamnaient à être fusillé ou pendu, quiconque leur portait ombrage ». Le général Bem, revenu du Banat, et qui réprouvait hautement la conduite des Magyars envers les Roumains, s'indignant de voir ses victoires compromises par cette maladroite politique, crut devoir mettre un terme à ces fureurs. Il lança alors une proclamation, par laquelle il déclarait aux Magyars « qu'ils s'étaient conduits en tyrans, qu'il réprouvait leurs actes et qu'il cassait leurs tribunaux militaires ». Mais ses observations étaient accueillies avec un mécontentement mal déguisé. Les Magyars trouvaient qu'il était trop libéral, et certains d'entre eux songèrent que la politique de Bem devenait une cause de gêne pour le gouvernement, et qu'elle contrariait trop souvent leurs desseins. « Il est trop popu-

laire », disait un ministre magyar. C'était, du reste, la cause des ménagements qu'on lui témoignait. Il est probable que si, à ce moment, les Magyars avaient pu le remplacer, ils l'auraient fait volontiers, mais il avait su fanatiser ses soldats et, en même temps qu'il en était le chef, il en était aussi l'unique lien, et lui parti, l'armée de Transylvanie s'évanouissait. Les Magyars étaient donc contraints de faire taire leurs ressentiments.

Dans le sud, le général magyar Maurice Perczel ne fit pas une campagne moins brillante contre les Austro-Serbes. Le 31 mars, il ravitaillait Petrovaradin et le 3 avril, il s'emparait de Szent Tamas, qui, jusque-là, avait été si funeste aux Magyars, et la mettait à sac. D'ailleurs, là comme en Transylvanie, la guerre revêtait un caractère horrible. Le 10 mai, Perczel entrait à Pancsova, capitale des Serbes dans le Banat. Il ne restait plus alors à l'Autriche dans la partie méridionale de la Hongrie, que Titel et Temesvar. La campagne avait duré six semaines.

Vainqueur en Transylvanie, Bem lui-même passait dans le Banat. Il venait empêcher que le corps de Puchner, désormais commandé par Malkovszky, ne revint de Valachie, où il s'était réfugié. Le 13 et le 16 avril, il battait les Autrichiens sous le commandement du général Leningen, près du défilé des Portes de Fer. Aussitôt après, il entrait dans la ville de Karansebes. « Les frontéristes du Banat, écrivait alors le hardi général polonais à Kossuth, avaient quitté hier leur maisons à notre approche. Ils y reviennent déjà en masse et tout étonnés d'être traités amicalement par nous, ils font leurs soumission. Je ne pense pas que les Autrichiens, trouvent dorénavant parmi eux, d'aveugles auxiliaires. » Le 10 mai, Bem attaquait près de Pétravilla, l'armée de Malkovszky qui avait

repassé la frontière et pour la seconde fois, le contraignait à se replier en Valachie (18 mai). La conquête de la partie orientale du Banat, couronnait dignement les brillantes opérations du général Bem.

Parmi les officiers polonais, qui prenaient part à la guerre de Hongrie avec éclat, il s'en trouvait un, dont les qualités militaires, ne le cédaient en rien à celles de Bem. C'était le général Dembinski.

Dembinski ne s'était point offert spontanément ainsi que Bem, mais il était venu sur les instances de l'agent magyar à Paris, le comte Ladislas Teleki. Ce fut certainement un des généraux de la Révolution hongroise, dont le mérite fut le plus considérable, car il sut, le premier, réunir les forces dispersées des Magyars et les habituer à soutenir le feu d'une armée régulière.

« Bizarrie des choses humaines ! le hasard voulut, que dès son entrée en Hongrie, le plus vigoureux champion de la Révolution, couchât sous le même toit que l'un des plus intrépides généraux autrichiens, le général Schlick ». Cependant le lendemain, il put partir pour Debreczen sans être reconnu.

Le général Dembinski n'était pas seulement un grand capitaine, il était encore un politique habile. Le premier, il avait aperçu dans les événements de février, une occasion pour la Russie, de prendre une position tellement forte, que plus tard (il le déclarait comme polonais), tous les efforts des révolutionnaires, ne pourraient l'en déposer. Inclinant du côté des diplomates et des conservateurs, il était partisan de la conciliation et désirait une transaction entre les Slaves et les Magyars. Il espérait amener ces derniers, à faire les concessions indispensables à la nationalité de chacun de ces peuples.

Naguère encore, avant les massacres de Galicie, Dembinski avait pensé « que l'Autriche pourrait jouer un grand rôle, qu'elle était la puissance à qui il aurait été le plus facile de rétablir la Pologne et de jouer en Orient un rôle prépondérant. »

Il pensait qu'un archiduc d'Autriche, aurait pu régénérer l'empire, en s'emparant de ce grand mouvement d'idées qui avait rajeuni la Hongrie. Il comptait pour cela sur l'archiduc Étienne, à qui l'on attribuait une certaine ambition. Les événements étaient venus démontrer au général polonais, que l'archiduc Étienne, ne se prêterait pas à de semblables calculs. Cependant, il n'en était pas moins préoccupé de la transformation de l'Autriche. Il croyait possible de la renouveler et les Magyars lui paraissaient être cet élément de jeunesse qui devait donner à l'empire une vie nouvelle. Il répugnait surtout aux tentatives anarchiques, il voyait avec tristesse celles qui compromettaient la situation de la Galicie et lors des premiers conflits constitutionnels entre l'Autriche et les Magyars, il avait refusé d'encourager par sa présence à Pest, une rupture entre la Hongrie et l'Autriche.

Né en 1790, Dembinski avait seize ans, lorsqu'en 1806, sa mère l'envoya à Vienne, à l'école du Génie. Officier dans les légions polonaises qui servirent la France, compagnon d'armes de Poniatowski, il rentra dans ses foyers en 1815, passa sa vie dans l'étude et le travail jusqu'en 1831, date à laquelle il prit une part glorieuse à la révolution polonaise et émigra avec le renom d'un des plus hardis généraux de cette guerre. Ce fut lui, qui, à la tête de sa division, après la défaite des troupes polonaises à Ostrolenka, fit de la Lithuanie jusqu'à Varsovie, cette re-

traite fameuse, qui arracha des cris d'admiration aux Russes eux-mêmes.

Ce fut en France qu'il vint chercher une autre patrie. Il s'y livrait à l'industrie et au commerce lorsque éclata la Révolution de 1848.

Après avoir songé d'abord à se rendre dans la Pologne prussienne et avoir été un des promoteurs du congrès de Breslau, il s'était décidé à partir pour la Hongrie. Opposé aux menées anarchiques de la Société démocratique de Versailles, il avait formulé, quoique sans y prendre part, quelques propositions pour le congrès de Prague. Deux d'entre elles frappèrent l'assemblée et nous montrent assez bien, l'esprit qui a inspiré toute la conduite du général polonais dans les affaires autrichiennes. Il demandait : « 1° Que le congrès prononçât qu'il y a parfaite solidarité entre les diverses souches de la grande famille slave, de sorte que les intérêts de chacune d'entre elles, devinssent les intérêts de toutes ; 2° qu'une députation fut envoyée séance tenante aux Croates et aux autres Slaves de la Hongrie, pour leur déclarer, que les intérêts des Slaves exigeaient la solution à l'amiable de leurs différends avec les Magyars. Cette même députation, à la suite de cette démarche, se serait rendue à Pest pour obtenir des concessions des Magyars, en faveur des peuples slaves de la Hongrie. » Le général polonais comprenait, en effet, tout ce qu'il pouvait y avoir d'avantageux dans une alliance entre la Hongrie et les Slaves. Aussi, tous ses efforts tendirent-ils vers ce but.

Parti de Paris, Dembinski arriva à Debreczen où s'était réfugiée la Diète, sur la proposition de Kossuth, vers la fin de janvier. Il y trouva le gouvernement magyar dans de grandes inquiétudes. A ce moment, les Autrichiens,

ainsi que nous l'avons dit plus haut, étaient victorieux sur tous les points. L'Europe avait cru la cause magyare définitivement perdue, mais deux choses allaient amener un retour de la fortune en faveur des Magyars. L'une, c'est l'imprudence montrée par le gouvernement autrichien, l'autre, c'est l'organisation de l'armée par Dembinski et la tactique qu'il suivit.

Dès que l'Autriche s'était sentie plus forte, dès qu'elle avait reconquis une partie de sa liberté, elle avait eu le tort de revenir avec les Slaves et les Valaques de Hongrie à ses anciennes traditions. Le gouvernement autrichien, jusqu'aux événements de 1848, avait suivi la politique de l'homme d'État qui représentait pour elle la tradition, Metternich. Elle avait pris comme devise « diviser pour régner » et quoique Metternich eût été renversé, les ministres autrichiens qui lui avaient succédé, avaient suivi plus ou moins sa politique. Il y avait bien, comme nous l'avons montré plus haut, une opposition à cette politique, opposition qui avait son point d'appui, en Bohême, en Croatie et en Styrie, mais elle était toute de propagande et de journalisme. Le résultat de cette pénurie d'hommes, capables de représenter une politique nouvelle, obligeait l'empereur à choisir ses ministres parmi des hommes imbus des idées de Metternich et auxquels il était difficile de se plier aux exigences de la situation. Il arriva ainsi que l'idée qui paraissait avoir triomphé à Vienne par l'épée de Jellachich, n'eut personne pour la porter au pouvoir et la faire entrer dans la pensée du gouvernement. L'alliance de l'Autriche et des Slaves, inaugurée sur les débris des faubourgs de Vienne bombardée, reçut une nouvelle consécration sur les champs de bataille de la Hongrie et de l'Italie. Mais si l'Autriche avait, dans un moment de pres-

sant danger, consenti à écouter les réclamations de ceux dont l'aide lui était alors nécessaire, il lui en coûtait, le danger passé, d'être obligée de tenir ses promesses.

A quoi servait-il d'avoir triomphé des Italiens, des Allemands et des Magyars, s'il fallait accorder aux Slaves les prérogatives qu'elle avait refusées à ces peuples ? Elle n'avait donc vaincu ses ennemis, que pour être obligée de s'abaisser devant ses amis de la veille, devant ses maîtres à présent. Ainsi raisonnait le gouvernement autrichien.

Aussi longtemps que l'on crut avoir besoin des Slaves, on les flatta par de belles promesses, mais dès que l'on pensa que les Magyars étaient vaincus, on leur montra la défiance que leur ambition faisait naître. Dès les premiers succès, lorsque la prise des deux capitales du royaume de Hongrie, parut amener la fin prochaine de la guerre, les ministres commencèrent à se montrer hautains, dans leurs rapports avec leurs alliés.

Aux députés de Presbourg, venus à Vienne, pour lui prêter serment de fidélité, François-Joseph répondait : « J'espère qu'à l'avenir, vos paroles seront confirmées par vos actions. De grands changements se préparent pour la Hongrie, j'attends avec confiance que la nation magyare, en se soumettant tout entière sans délai, me laisse libre d'appliquer ma sollicitude paternelle, non pas seulement au soin de ses intérêts particuliers, mais au bonheur commun de tous mes peuples. » C'était là en effet, le résultat le plus clair de l'insurrection de 1848. La Hongrie était destinée, dans la Constitution nouvelle de l'Autriche, à devenir une simple province. La prétention des Magyars à la domination des races voisines, avait soulevé contre eux ces races : mais celles-ci, à leur tour, allaient

être « fondues avec les Magyars eux-mêmes, dans une unité autrichienne ».

Les Slaves du sud, avaient montré le plus de zèle pour l'Empire, ce fut surtout à leur égard que l'ingratitude se fit jour. Étonnés d'abord, ils montrèrent bientôt qu'on s'adressait mal. Le gouvernement autrichien, pouvait refuser de faire droit aux prétentions légitimes ou illégitimes des Italiens ou des Allemands, peu leur importait. Ils désiraient même, sans doute, la ruine des privilèges de la nation magyare qui les tyrannisait, mais tous ces peuples étaient des ennemis de l'Autriche ; eux au contraire, ils avaient triomphé avec elle, pourquoi les assimilait-on à ceux qu'ils avaient vaincu ?

Nous avons vu que Jellachich, avait été dès le début de la guerre, nommé commandant en chef des forces militaires en Hongrie et cette nomination avait été pour quelque chose, dans l'ardeur que les Croates avaient témoigné depuis lors pour les intérêts de l'empire. Au siège de Vienne, il n'avait point été nommé, comme on le lui avait fait espérer, au commandement en chef de l'armée assiégeante. On lui avait déclaré, que « se trouvant en terre allemande, devant une ville allemande, on regrettait de ne pouvoir mettre un général slave, à la tête de l'armée ». Windischgrœtz, auquel, le titre de général en chef avait été donné, avait ajouté, que dès que l'on rentrerait en Hongrie, le Ban reprendrait le rang qui lui était acquis par ses loyaux services. Mais lorsque Vienne fut prise et que l'on songea à pénétrer en Hongrie, Jellachich ne fut pas rétabli dans son commandement en chef, et loin de lui faciliter le moyen de se renforcer d'éléments slaves, on s'efforça de désorganiser son armée. Les régiments croates lui furent enlevés, pour les remplacer par d'autres,

qui ne fussent pas de nationalité slave. On voulait lui enlever, ce qui lui aurait permis de devenir indépendant. Cependant Jellachich était bien loin d'avoir de telles pensées. Il comprenait trop, l'intérêt que les Slaves, avaient à rester fidèles à la maison de Habsbourg, pour songer à lui causer des embarras et de là, le surnom *d'impérial* qu'il avait reçu des libéraux. Les conséquences de la conduite de l'Autriche, ne devaient pas tarder à apparaître. Il était à craindre, en effet, que les Slaves n'écoutassent que les conseils de leur juste impatience.

Ils virent dans l'attitude du gouvernement autrichien et dans la résignation prudente de Jellachich, une double trahison. Jellachich, perdit ainsi à leurs yeux, une partie de son prestige. « L'armée croate, qui s'était formée sous l'influence du sentiment national, se vit en quelque sorte frappée dans son principe constitutif et elle ne montra plus la même foi, dans l'idée pour laquelle elle combattait. »

Un autre événement, allait augmenter encore cette défiance des Slaves. Le gouvernement autrichien, sous la poussée de l'opinion, avait réuni à Kremsier, des députés des différentes parties de l'empire, pour doter l'Autriche d'une constitution. La Diète de Kremsier, avec les meilleures intentions du monde, se consumait dans le désordre et l'impuissance. L'empereur, sur les conseils de Schwarzenberg, prononça la dissolution de la Diète. Cet acte eut comme conséquence, de transformer la défiance des Slaves en hostilité, sur beaucoup de points.

L'autre cause qui amena un retour de la fortune en faveur des Magyars, ce fut l'organisation par Dembinski d'une armée véritable. Les marais fangeux, qui bordent la Theiss, opposaient un obstacle sérieux à la marche des

armées impériales pendant la mauvaise saison, Dembinski sut profiter des circonstances. Il n'avait pas encore le commandement en chef, mais on sentait qu'il y était destiné. Kossuth, en effet, le lui réservait, quoique le général polonais craignît en acceptant, de blesser la susceptibilité des généraux magyars. L'armée était tellement éparpillée sur le territoire, qu'on ne trouvait nulle part une masse de plus de douze mille hommes. En deux semaines, cinquante mille hommes furent réunis en deux divisions commandées par Repassy et Klapka. Le commandement en chef en fut donné à l'organisateur Dembinski. C'était la première armée régulière de l'insurrection. Comme on le voit, celui-ci ne perdait pas de temps. Il avait à cœur de mettre la Hongrie en état de défense et de lui permettre de continuer la guerre avec succès.

Pendant ce temps, Gœrgey, continuait ses marches et contre-marches, n'ayant devant lui qu'un seul adversaire, le général Schlick, qui ne put l'empêcher de se rapprocher du point où pourrait s'opérer sa jonction avec l'armée de la Theiss. Schlick alors, était parti de Kaschau (30 janvier), avec l'intention de faire une pointe sur Debreczen, en passant par Tokay, afin d'y inquiéter le gouvernement magyar. Le général Klapka, qui occupait Tokay, trop faible pour résister aux impériaux dans la ville, passa la Theiss et après avoir brûlé le pont derrière lui, alla prendre position de l'autre côté de cette rivière, où s'étendent de vastes plaines. Schlick l'y suivit aussitôt, 31 janvier, mais sur ce terrain fangeux des bords de la Theiss, il fut repoussé avec pertes et dut retourner à Kaschau. C'est alors que Gœrgey, profitant de l'échec de Schlick, put glisser entre les mains de son adversaire.

Du reste, l'hostilité que l'on voyait naître entre les

deux chefs de l'armée autrichienne, Windischgrœtz et Jellachich, ne pouvait qu'être favorable à la cause magyare. L'un, en effet, représentait les prétentions slaves, l'autre, au contraire, la centralisation impériale. Le prince Windischgrœtz, de tous ceux qui avaient servi l'Autriche depuis la Révolution, était peut-être celui qui était le plus attaché aux vieilles traditions germaniques et qui s'était montré le plus mécontent de l'élévation de Jellachich. Quoique ayant vaincu la Révolution de Prague et ayant repris Vienne, grâce au concours du Ban, il n'était ni un grand tacticien, ni un grand général. « Ses qualités, qui étaient celles d'un grand seigneur des temps passés, l'empêchaient d'être propre à commander dans une guerre civile, au milieu de tant d'intérêts et de passions à concilier et où il aurait fallu un esprit de transaction qui était incompatible avec son caractère. » Dès le début de la guerre, il se trouva en opposition avec Jellachich. Ce dissentiment qui régnait entre les deux généraux, malgré les démentis des journaux officiels, n'en était pas moins réel et le gouvernement autrichien en avait été un moment assez inquiet. Ce désaccord du général en chef avec le Ban, ne pouvait être en effet que malheureux pour l'Autriche.

Leur dissentiment, portait surtout, sur le plan de campagne à adopter. Le Ban voulait qu'on armât les Serbes campés sur la Theiss et que par cette diversion, on permit aux troupes impériales, de forcer les lignes magyares. Windischgrœtz, croyait avoir vaincu l'insurrection en s'emparant de Bude et de Pest. Il ne pouvait pas comprendre, que les troupes impériales eussent besoin du concours de Serbes. Il les abandonna à leurs propres forces et l'armée magyare, put ainsi passer tranquillement la Theiss.

Le général serbe Théodorowich allait d'ailleurs, manifester son indépendance, en refusant d'obtempérer aux ordres du maréchal Windischgröetz, qui lui ordonnait d'exclure de son armée le drapeau serbe et de n'y admettre que le drapeau autrichien. La presse n'allait pas tarder non plus à s'associer à toutes ces résistances, tantôt par des plaintes amères, tantôt par des menaces à peine cachées. « Qu'avons-nous à craindre de Francfort et de Vienne ? » écrivait le *Serbske*, de Belgrade.

Ces divisions et l'inaction de Windischgröetz à Budapest, laissaient à l'insurrection le temps de se reconnaître. Le 15 février, les troupes magyares furent définitivement organisées et partagées en sept corps: 1^o Celui de Klapka; 2^o Celui de Repassy; 3^o Celui de Damjanitch; 4^o Le corps du sud engagé contre les Serbes, et commandé par Maurice Perczel; 5^e et 6^e corps de l'est, sous le commandement de Bem, nommé gouverneur général de la Transylvanie; 7^o Celui de Gœrgey.

Ainsi que nous l'avons vu, Dembinski, nommé général en chef, avait reçu le commandement de l'armée principale, composée des divisions Repassy et Klapka et le député Szemère avait été placé à côté du général en chef comme commissaire du gouvernement. Mais beaucoup des officiers magyars, n'avaient jamais fait la guerre, ils ne savaient pas ce que c'était qu'un champ de bataille et l'expérience leur manquait. Aussi apparurent bientôt, une série d'événements militaires ou politiques, où l'on vit se manifester l'inexpérience des chefs magyars et qui plus est, l'hostilité de quelques-uns d'entre eux, à l'égard des généraux polonais. « Toutes les difficultés que Bem avait rencontrées en Transylvanie à essayer d'une politique de conciliation entre les Valaques et les Magyars, se reproduiront

pour Dembinski lorsqu'il voudra obtenir des concessions pour les Slovaques et les Serbes. » L'esprit d'exclusivisme et de prépotence, l'intransigeance des Magyars, allaient l'empêcher d'arriver à son but d'apaisement et de conciliation.

Dembinski allait même échouer beaucoup plus vite que Bem, car les questions personnelles vinrent ici se mêler aux questions politiques. En effet, sa nomination comme général en chef, devait blesser l'orgueil et les susceptibilités de certains généraux magyars. Ils trouvaient que Bem en Transylvanie, Dembinski général en chef, c'était donner trop d'importance à l'émigration polonaise. Mais cette nomination, avait surtout eu tort, de préjudicier à l'ambition d'un général magyar, Gœrgey, qui ne devait pas pardonner à Dembinski d'avoir été nommé et à Kossuth de l'avoir nommé. Le sentiment d'animosité et aussi de jalousie, qu'avait fait naître à Vienne la nomination de Bem, comme commandant de la place, apparaissait ici à nouveau. Cette préférence devait exciter forcément de la mauvaise humeur, dont nous allons voir se produire les conséquences.

Le plan était de concentrer tous les corps de l'armée en une seule masse compacte et de marcher sur Pest. Mais il fallait d'abord empêcher Schlick de marcher du nord-ouest sur Debreczen. Ce fut l'œuvre de Gœrgey, très bien secondé par ses deux lieutenants, Aulich et l'Irlandais Guyon. La prise des défilés du Branickzko par ce dernier (5 février) enleva sa base d'opérations au général Schlick, déjà battu à Tokay par Klapka, le 31 janvier. La concentration était donc possible. Aussi, après avoir communiqué au Comité de Défense de Debreczen le plan qu'il avait l'intention de suivre, Dembinski fit

jeter sur la Theiss, deux ponts, l'un vers Tokay, l'autre près de Lœk, pour les divisions Repassy et Klapka. Le général autrichien Schlick, qui se trouvait en face de Klapka, dut battre en retraite après avoir subi un échec. La campagne semblait donc s'annoncer sous de bons auspices.

De son côté, Windischgrœtz, était sorti de son inaction (fin de février) et suivant ses plans, Jellachich devait s'établir à Szolnok avec l'aile droite, tandis que lui-même, à la tête du gros de l'armée, formant le centre, marcherait sur Erlau, pour se tourner au moment propice vers la Theiss, et se diriger sur Debreczen. L'ordre était donné à Schlick de se réunir au centre et de former l'aile gauche.

Jellachich s'était alors rendu à Szolnok, Schlick attendait, à Petervasara, l'arrivée du maréchal Windischgrœtz. Celui-ci, le 24 février, atteignait la ville de Gyongyos, au sortir de laquelle il rencontra l'armée magyare. Dembinski, en effet, avait prévenu les Autrichiens devant Erlau, en venant prendre position à Kapolna, le dernier des bourgs importants que l'on rencontre avant d'arriver à cette ville par la route de Pest. En même temps, le Comité de Défense, donnait l'ordre au général Gœrgey de se rapprocher de Dembinski et même d'unir ses troupes aux siennes, afin de contrebalancer l'accroissement de forces que l'armée autrichienne devait recevoir, par suite de sa jonction avec Schlick.

C'est alors que le 15 février, l'armée de Dembinski, fut renforcée par le corps de Gœrgey qui comprenait une quinzaine de mille hommes. Quoiqu'il n'y eut là rien d'extraordinaire, ce fait « devait amener, dans le présent et dans l'avenir, des conséquences décisives ». Arthur

Gœrgey était ambitieux. Arrivé presque sans transition du grade de lieutenant au commandement d'un corps d'armée, il était, des généraux magyars, le plus habile et le plus capable. Monarchique comme beaucoup, Gœrgey avait vu d'un mauvais œil les alliances de Kossuth avec la démagogie européenne. « Il avait d'ailleurs, pour le rhéteur de Debreczen, le mépris des hommes d'action pour les hommes de parole. » Aussi, ressentit-il amèrement, ce qu'il croyait être une espèce d'injure faite à son talent militaire et à son patriotisme. L'adjonction de l'élément polonais à l'insurrection nationale, l'avait mécontenté. Il souffrait de voir les faveurs accordées au général étranger. Une sourde jalousie contre les nouveaux alliés de la Hongrie, se cachait derrière les blessures de la vanité nationale et il se résignait avec peine à recevoir les ordres d'un Polonais. La meilleure preuve de son hostilité, se trouve dans l'ordre du jour, qu'il adressa à ses soldats lors de la nomination de Dembinski comme général en chef :

« Un arrêté du ministre de la guerre, disait-il, en date du 12 février 1849, place sous les ordres du lieutenant-général Dembinski, le corps d'armée du Haut-Danube, qui prend désormais le nom de 16^e division de l'armée royale hongroise.

« En portant ce fait à la connaissance de la 16^e division, je recommande solennellement à tous les officiers sous mes ordres, de supporter cette espèce d'humiliation, avec le même calme que je mets à me désister de mon propre commandement et à me ranger, conformément à la décision du gouvernement, sous les ordres du lieutenant-général Dembinski, homme capable, à ce qu'on assure, et vieilli dans la carrière militaire. »

Ce document, n'était guère de nature à concilier à

Gœrgey, les bonnes grâces de son nouveau chef. Aussi, dès la première entrevue, la glace fut-elle brisée. Dembinski avait écrit à Gœrgey pour qu'il marchât sur Mikolcz, afin de pouvoir appuyer le corps principal de l'armée. Gœrgey se trouvait à Kaschau et répondit qu'il y resterait. Il invoquait la nécessité de soutenir l'insurrection dans les comitats du nord. Dembinski insista et Gœrgey obéit.

Lorsque ce dernier, lui présenta les officiers de sa suite, Dembinski lui reprocha sa conduite et s'exprima en ces termes : « J'ai voulu, d'abord, user de bienveillance, parce que je sais que c'est un crève-cœur, pour tout officier hongrois de servir sous un chef étranger ; mais aujourd'hui vous critiquez mes ordres au lieu d'y obéir et je me lasse. »

Cependant Dembinski, connaissant les dispositions de Gœrgey à son égard et son peu de sympathie pour les Polonais, car il était jaloux des honneurs qu'on leur accordait, essaya de se faire pardonner une élévation, qu'expliquaient ses talents militaires et son expérience, et s'appliqua à le gagner par de bons procédés. Il le porta sur la liste des avancements et contribua ainsi à sa fortune.

« Le plan de Dembinski était de marcher sur Metzkoërs, de forcer les impériaux à une bataille et de les couper de leur ligne d'opérations qui s'appuyait sur le pont de Szolnok. » On savait exactement les positions de l'ennemi. Sur la gauche, un corps d'armée autrichien de douze mille hommes, au centre, près de Hatvan, Windischgrätz et le gros de l'armée, à droite, quelques milliers d'hommes, et, à l'extrême droite, le corps de Schlick, qui cherchait à opérer sa jonction avec le gros de l'armée. Klapka, chargé d'empêcher la jonction de Schlick, ne s'en acquitta qu'imparfaitement. Néanmoins, il y avait encore de grandes

chances de succès, si l'infanterie et l'artillerie de Gœrgey tenaient solidement. C'est alors que la mauvaise volonté de Gœrgey commença à se manifester ouvertement, la veille du jour où l'union eût été si nécessaire et que sa jalousie, à laquelle il devait sacrifier jusqu'au salut de sa patrie, apparut clairement.

Dans la nuit du 25 au 26 février, Dembinski, en effet, avait écrit à Gœrgey de venir à Erlau d'aussi grand matin que possible, pour parcourir tousdeux la ligne de bataille, de façon à ce que, s'il était tué, Gœrgey put le remplacer.

Gœrgey n'arriva qu'à onze heures et dit qu'il ne fallait pas compter sur ses troupes, qu'elles ne tiendraient pas en rase campagne contre le canon. La pensée de Dembinski fut alors de concentrer ses troupes, afin de tenir tête au gros de l'ennemi. Trois heures s'étaient à peine écoulées depuis sa conférence avec Gœrgey qu'on entendit le bruit du canon du côté de Kapolna. Dembinski, arrivé sur le terrain avec Gœrgey, trouva l'armée en désordre et l'infanterie en fuite. Gœrgey fit alors tourner sa voiture et engagea Dembinski à en faire autant. Mais celui-ci ayant la responsabilité de la bataille, s'avança à cheval sur Kapolna. Le soir approchait. Il n'avait que le choix, ou de battre en retraite avec les divisions de son armée qui ne s'étaient pas encore trouvées engagées, ou de conserver sa position. Une retraite était impossible. Avec des troupes mal aguerries, c'eût été une fuite. Aussi, Dembinski se décida-t-il à tenir devant Kapolna. Pendant le reste de la journée du 26, il disposa tout, pour une affaire sérieuse, devenue inévitable. La bataille s'engagea sur toute la ligne, le 27 au matin. Les troupes qui occupaient Kapolna, cédèrent; ramenées par Dembinski sur le point abandonné, elles passèrent aux Autri-

chiens. C'est alors que le bruit du canon annonça l'arrivée du corps du maréchal Schlick. La jonction était faite. Schlick culbutait Klapka, et, après un violent combat, s'emparait du village de Verpeleth. Cependant, le colonel Aulich tenait toujours, et Dembinski, par une marche commandée à Guyon, espérait encore ressaisir une position favorable. Gœrgey prit sur lui de donner un ordre opposé à une division qui devait appuyer Guyon, et ainsi cette manœuvre, qui devait déplacer le champ de bataille au profit des Magyars, ne réussit pas. Quant à Gœrgey, il se tenait inactif à cinq portées de canon, sous prétexte de protéger la retraite de l'armée. Attaqué de front par Windischgrœtz et de flanc par Schlick, Dembinski recula jusqu'à Kereczend, et dans la nuit du 27 au 28, l'armée magyare dut battre en retraite sur Metzo-Kœrs, où elle prit une forte position. Les Autrichiens étaient vainqueurs. En ne faisant pas ce qui lui avait été ordonné, en n'occupant pas non plus la position qui lui avait été fixée, Gœrgey assumait la responsabilité de la défaite et était cause de la retraite. Il est probable, en effet, en considérant la courageuse tenue des troupes de Dembinski, que l'appui des quinze mille hommes de Gœrgey, élite de l'armée magyare, eut décidé de la journée en leur faveur.

L'armée se retira donc sur Metzo Kœrs, à travers des marécages et des routes défoncées, manquant absolument de tout. « Dembinski crut avoir fait assez pour l'honneur de ses jeunes soldats ». C'était, en effet, un résultat considérable pour l'armée magyare, d'avoir tenu deux jours et deux nuits, en rase campagne, devant les troupes aguerries de l'Autriche. L'inaction du général Windischgrœtz après la victoire, releva le courage des Hongrois. Un

hardi coup de main, tenté par Damjanitch, mit entre leurs mains la position de Szolnok. Mais le mauvais vouloir de Gœrgey, paralysait les combinaisons de Dembinski, dans la retraite, comme à Kapolna. Contrairement à ses ordres, Gœrgey se dirigea vers Poroszlo, et quand Dembinski, forcé de le suivre, afin de le rejoindre, lui fit de justes reproches sur sa conduite, il répondit : « Oui, c'est ma faute ».

A partir de ce jour, Gœrgey cessa toute relation officielle avec Dembinski, et prit sur lui d'évacuer la position qu'on lui avait assignée à Poroszlo. C'était donc la résistance flagrante et la désobéissance constante aux ordres du général polonais. Si l'on n'eût pas attendu l'arrivée de Kossuth au camp, Dembinski l'eût fait arrêter.

Cependant, après la journée du 27, Windischgrœtz s'était lancé à la poursuite des Magyars, et le 3 mars, les atteignait à Mezokœvesd. Mais ceux-ci, décidés à la fois, à venger leur échec, et à sauver Debreczen, virent eux-mêmes offrir la bataille aux Autrichiens et, cette fois, la victoire passa de leur côté. Windischgrœtz revint alors à Pest, laissant le commandement aux mains de Schlick. Bientôt, l'armée impériale, suivant son exemple, fit un mouvement rétrograde. Gœrgey, qui voulait se faire pardonner son inaction, et Klapka, supplièrent Dembinski de profiter de ce succès pour marcher en avant et attaquer les Autrichiens, avec toutes ses forces réunies. Mais, Dembinski n'osa pas, avec raison, tenter un coup de fortune, qui aurait pu être mortel pour la jeune armée magyare. Il refusa, passa la Theiss, et vint prendre position à Tizafüred. Gœrgey donna alors cours à sa haine contre Dembinski, et, de plus en plus influent, profitant des espérances déçues et de la jalousie des autres géné-

raux magyars contre le général polonais, décida le commissaire du gouvernement, Barthélemy Szemère à destituer Dembinski, à la suite d'un Conseil de guerre, auquel prirent part les autres généraux, non moins jaloux du Polonais.

Accompagné des généraux Repassy, Aulich et Klapka, Gœrgey se présenta alors devant Dembinski : « Monsieur le feld-maréchal, dit-il, nous avons de tristes nouvelles à vous annoncer ». Dembinski l'interrompit aussitôt : « Croyez-moi, monsieur, ayant la conscience tranquille, rien de ce que vous aller me dire ne pourra m'attrister. » Gœrgey dit alors au général polonais, que « l'armée n'avait plus de confiance en lui, parce qu'il ne connaissait pas le pays et qu'il ne communiquait pas ses plans à ses principaux lieutenants. » « Je vous ai laissé parler, répliqua Dembinski, entre nous, tout est fini ; mais je ne puis m'empêcher de vous dire que, lorsqu'il y a dix-huit ans, mes officiers voulurent, en Lithuanie, m'obliger à leur communiquer mes plans, je leur répondis simplement que si ma casquette les savait, je la jetterais au feu et marcherais tête nue. Aujourd'hui, continua-t-il, ma volonté s'est encore affermie, on pourra me briser comme on brise une barre de fer, mais on ne me verra pas plier. Songez à ce que vous faites. En ce moment, peut-être, on se bat à Szolnock. Douze mille d'entre vos compatriotes peuvent payer de leur vie, la résolution que vous prenez ici. » Une heure après cet entretien, Dembinski recevait du commissaire général Szemère, une communication, lui faisant connaître la nomination de Gœrgey, comme général en chef. Gœrgey triomphait donc, grâce à l'appui des autres généraux.¹

Aussitôt après sa nomination comme général en chef,

Görgey envoya son chef d'état-major réclamer à Dembinski, les livres contenant les minutes des ordres donnés par lui dans son commandement. Celui-ci refusa de les donner, considérant, disait-il, le livre en question comme un recueil de pièces justificatives. Görgey fit alors placer à la porte de Dembinski un détachement d'infanterie et lui fit dire qu'il était prisonnier.

Le lendemain du jour où ces tristes faits s'étaient passés, Kossuth arriva au camp avec le ministre de la guerre Mezzaros et le général Vetter. Il se trouvait en face du fait accompli. Görgey et Dembinski s'expliquèrent violemment devant lui, rejetant l'un sur l'autre l'accusation d'avoir fait manquer la campagne. En considération de l'influence exercée déjà par Görgey sur une partie de l'armée, Kossuth crut devoir donner raison au général magyar, dont c'était en somme la seconde rébellion contre ses chefs. Cependant, le commandement en chef de l'armée, fut donné au général Vetter, mais Görgey reçut la promesse du ministère de la guerre, qu'il ne tarderait pas à l'obtenir.

« Il eut été difficile, disait Kossuth, dans son rapport, de décider séance tenante, qui des deux partis (Dembinski d'un côté, Görgey et les généraux magyars de l'autre), avait raison. » Dembinski prédit alors à Kossuth qu'il se donnait un rival avec lequel il aurait plus tard à compter. Le seul reproche que l'on peut faire à Dembinski, c'est de ne pas avoir été assez énergique, car à Kossuth qui demandait à Görgey quelle mesure celui-ci aurait dû prendre quand on refusait de lui obéir :

« Je l'ignore, dit-il, mais ce que je puis dire, c'est que si j'eusse été à la place de Dembinski, j'aurais fait pendre

Görgey. » Ce jugement du général insoumis était significatif.

Mais si Dembinski n'était plus à la tête de l'armée, le succès n'en devait pas moins couronner ses plans. Damianitch en effet, venait, comme nous l'avons vu, de prendre Szolnok (5 mars). Les Magyars, pouvaient ainsi couper au corps principal des impériaux, qui se trouvait à Maklar et à Porozlo, toute communication avec Pest. Dembinski, oubliant sa disgrâce, envoya un plan en ce sens à Debreczen, mais le Comité de Défense accordait la préférence à celui de Görgey, qui consistait à marcher sur l'ennemi en deux colonnes séparées. Il en résulta que les impériaux purent s'échapper et l'on exposa ainsi Damianitch et Görgey à être battus. C'était d'ailleurs, la crainte, de voir ce fait se réaliser, que Dembinski avait exprimée au général Vetter.

L'anarchie, du reste, régnait en ce moment dans l'armée magyare. Des généraux qui la commandaient, le plus grand nombre n'étaient montés si haut, que grâce aux faveurs de la Révolution et n'avaient pas d'autre expérience. Force leur fut de revenir aux plans de Dembinski. Mais le succès, tout en relevant le courage du parti révolutionnaire, n'avait pas rétabli l'harmonie « au camp des Agamemnom hongrois. » Les haines de race, la diversité des opinions, les rivalités du commandement, les ambitions privées, les basses jalousies, les espérances déçues, divisaient les rangs magyars en autant de partis. « Des lettres, interceptées par des éclaireurs impériaux, révélaient cette division des esprits. Dans l'une d'elles, adressée par Kossuth à Görgey, qui lui reprochait l'élévation du général Vetter au commandement en chef,

Kossuth le conjurait, au nom de la patrie, de ne pas soupçonner ses compagnons d'armes.

« Je vous supplie, au nom de Dieu, lui disait-il, d'éloigner de votre esprit tout soupçon..... Je connais Vetter et son caractère ; il n'est pas attaché à la patrie par des liens comme les nôtres. Pour cela, il hésitait d'accepter le commandement en chef, mais l'ayant accepté, il se ferait massacrer plutôt que de reculer ou de commettre une lâcheté.

« Votre victoire est certaine, si vous marchez d'accord ; sinon, je dis : Pauvre Hongrie ! pauvre patrie ! Un mot sur le général Mezzaros, que vous devez estimer et que vous estimez. Il est faible, mais il est de bonne foi. Harmonie donc, harmonie entre vous, tant que l'ennemi sera devant vous. Quoi qu'il en soit, je veillerai à ce que la mésintelligence n'aille pas trop loin pour compromettre le salut de la patrie. »

Cette mésintelligence et ces dissensions malheureuses auraient pu coûter cher aux Magyars. Mais heureusement pour eux, les Autrichiens, qui n'étaient guère mieux commandés que les Magyars se trouvaient embourbés dans les plaines qui séparent Pest, de Szolnok. On aurait pu leur infliger une défaite en marchant directement sur Komorn, Dembinski le conseillait et aurait voulu, une fois l'armée autrichienne défaite, « qu'on marcha sur Vienne pour y traiter de l'avenir des Magyars et de leurs alliés. » Mais les Magyars allaient s'obstiner à vouloir prendre Bude et ils devaient immobiliser ainsi, momentanément, leur armée principale.

Quant aux Polonais, ils poussaient à la marche en avant. « Ils disaient aux Magyars que le meilleur moyen d'être pris au sérieux par l'Europe, était de lui donner des témoi-

gnages éclatants de leur force. Marchez sur Vienne, leur disaient-ils, frappez l'Autriche au cœur. Faites de là un appel de conciliation, aux Slaves et aux Valaques. Proclamez l'égalité des races : acceptez de transiger avec eux. Soulevez alors les Principautés du Danube, donnez-nous les moyens d'entrer chez les Russes par la Galicie, et la Pologne insurgée à son tour, vous préservera de l'intervention du czar. »

Sur ces entrefaites, le 15 mars, Vetter nommé général en chef, arriva à Szent Miklos pour prendre le commandement des troupes. Il résolut alors de reprendre le plan primitif. Le 28 et le 29, il passa la Theiss à la tête de toutes ses forces, mais il tomba malade tout à coup, et Gœrgey allait obtenir enfin le commandement en chef des forces magyares. Il allait avoir le poste qu'il désirait depuis si longtemps et son ambition satisfaite, devait le maintenir pour quelque temps dans le chemin du devoir, et le laisser déployer tous ses talents militaires.

Après la victoire de Kapolna, l'empereur François-Joseph avait cru la Hongrie anéantie et le moment venu de revenir sur les concessions que le gouvernement autrichien avait faites sous la pression des événements. Il y avait encore une Constituante en Autriche, mais depuis la prise de Vienne, elle traînait à Kremsier une misérable existence. Les avocats et les hommes de lettres y discutaient, pendant de longues journées, des théories différentes sur les droits fondamentaux des citoyens. Après plusieurs mois de discussions philosophiques, elle n'avait même pu enfanter une Constitution. Elle avait seulement, « par des théories anarchiques, réussi à donner un point d'appui à la démagogie de Vienne ». Aussi, le 4 mars, la

Diète de Kremsier avait été dissoute et l'empereur avait octroyé à tous les pays composant la monarchie autrichienne, y compris la Hongrie et le royaume lombardo-vénitien, une constitution unitaire, précédée d'un manifeste impérial et d'une déclaration des droits fondamentaux, ne s'appliquant ni à la Hongrie ni aux provinces italiennes.

Dans son manifeste, l'empereur commençait par rappeler sa déclaration du 2 décembre, où il avait exprimé l'espoir, de réunir en un grand État unitaire, toutes les provinces et les diverses races de l'empire. « La Diète de Kremsier, continuait-il, depuis des mois, ne fait qu'émettre des théories. Au reste, elle ne représente pas la monarchie entière et nous avons résolu de donner les mêmes droits à tous nos peuples. Depuis lors, grâce à la marche victorieuse de nos armées de Hongrie, la grande œuvre de l'unité de l'Autriche, œuvre dont nous nous sommes proposé la réalisation comme base de notre règne, a été avancée d'une manière notable. C'est pourquoi la Diète est dissoute et nous octroyons de notre volonté impériale une Constitution à toute la monarchie une et indivisible. »

La dite Constitution qui fut publiée, mais qui ne fut jamais exécutée, consacrait l'égalité des droits entre toutes les races et remettait l'autorité impériale au contrôle d'un pouvoir législatif.

Au fond, cette Constitution était libérale et consacrait toutes les conquêtes de l'esprit moderne : liberté religieuse, liberté individuelle, liberté de la presse et d'enseignement, droit d'association, responsabilité des agents du pouvoir, indépendance judiciaire. Toutes ces garanties s'y trouvaient. « L'unité de l'empire y était organisée par

l'unité de la représentation nationale ». Chaque province avait une législation provinciale ; mais, en outre, il y aurait une Diète générale de l'empire, composée de deux chambres, toutes deux électives. La Hongrie pour la première fois, était rangée parmi les pays héréditaires et voyait son autonomie supprimée. En outre, le territoire légalement indivisible de l'antique royaume de Saint-Etienne se trouvait restreint dans ses limites, car on séparait la Transylvanie, la Croatie et le territoire serbe c'est-à-dire le Banat et le comitat de Bacs. C'était là, la satisfaction insuffisante, donnée aux réclamations et aux espérances des petites nationalités et la récompense de leurs services. Cette Constitution que les Magyars regardaient comme une violation flagrante de toutes les lois nationales, ne pouvait être subie. C'est alors que la Hongrie résolut de rompre complètement tous les liens qui l'avaient unie à la maison de Habsbourg-Lorraine. Mais pour cela, il lui fallait la victoire. Elle l'attendait donc patiemment et la victoire obtenue, elle se décida, à la demande de Kossuth, à frapper un coup décisif.

Windischgrœtz avait dispersé les cinquante-deux mille hommes dont il disposait, sur une longue ligne de Vacz à Czegled et sur la grande route, depuis Godollo jusqu'à Hatvan. Le 6 avril, les deux armées hongroise et autrichienne, se rencontrèrent entre Godollo et Isaszeg. Schlick et Jellachich, faillirent d'abord déterminer la victoire en faveur des Autrichiens, quand, à cinq heures du soir, Aulich accouru à l'appel du canon, arriva avec ses huit mille hommes, sa cavalerie et son artillerie et les Autrichiens furent complètement battus. Le colonel Gaspar avec seize mille hommes ; était resté immobile à une lieue du champ de bataille.

Si, comme Aulich, il était arrivé à l'appel du canon, les Autrichiens étaient anéantis. L'effet de cette victoire fut très grand. Au sud, Perczel rejetait sur la rive droite du Danube, les débris du corps du général Théodorowich, que, malgré les instances de Jellachich, Windischgrœtz avait refusé de soutenir, incendiait les villages des Serbes et en massacrait les habitants. A l'est, Bem était maître de la Transylvanie tout entière. L'insurrection hongroise triomphait, l'armée insurrectionnelle comptait cent quatre-vingt mille hommes. Kossuth comprit alors que le moment était venu de s'affranchir de cette légalité, à laquelle on avait fait tant de sacrifices et de proclamer l'indépendance nationale. « L'heure est venue, s'écria Kossuth dans la séance de la Diète du 14 avril, où il est du devoir de la Hongrie et plus particulièrement du devoir des représentants de la nation, de déclarer à la face de Dieu et de l'Univers, à la face de l'Europe et du peuple, que nous voulons être libres et indépendants (Acclamations prolongées).

« Messieurs, poursuivit Kossuth, si je me rappelle ce qui se passait, il y a juste une année, si par la pensée, je me retrace les trahisons, les parjures, l'ingratitude dont a été récompensée la fidélité de notre nation, voilà, à quelle conclusion j'arrive. Dieu peut disposer de moi dans cette vie comme il lui plaira, il peut m'accabler de souffrances physiques, il peut me conduire à l'échafaud, il peut me condamner à la ciguë ou à l'exil, mais une chose par laquelle il ne pourra pas me manifester sa toute-puissance, c'est qu'il me fasse jamais redevenir sujet de la maison d'Autriche... » « Bien plus, continua-t-il, la dynastie a appelé les Russes à son secours, et, par le mani-

feste du 4 mars, elle a rayé la Hongrie du nombre des nations et démembré son territoire.

« Tels sont les faits. Après de pareils actes, est-il possible que le peuple conserve le moindre respect pour la dynastie ?

« Maintenir la maison d'Autriche sur le trône, ce serait anéantir tous les sentiments honnêtes, fouler aux pieds toute morale. Nous n'exposerons pas le pays à cela. De plus, n'est-il pas de notre devoir, à l'égard de nos frères morts sur le champ de bataille, de notre devoir envers le peuple qui a fait de si grands sacrifices, d'assurer le fruit de ces sacrifices, le fruit du sang versé?... »

Après ce discours, un des plus beaux que Kossuth eut jamais prononcé, et au milieu d'un enthousiasme indescriptible, la Diète déclara par acclamation (14 avril), l'indépendance de la Hongrie et prononça la déchéance de la maison de Habsbourg, bannie à perpétuité du territoire hongrois « non pas, disait-elle, par témérité, ni passion politique, mais parce que la patience de la nation était épuisée » (1).

La forme définitive du gouvernement était réservée, la majorité du pays était trop monarchiste pour qu'on osât proclamer la République. Kossuth, élu gouverneur président formait (2 mai 1849) un ministère sous la présidence de Szemère, avec Gœrgey comme ministre de la guerre. Les Magyars venaient donc de rompre définitivement avec la légalité, à laquelle ils avaient paru jusqu'alors si attachés. Le parti modéré avait objecté vainement que si la

(1) On pourra lire, *in extenso*, la déclaration de l'indépendance de la nation hongroise dans Iranyi et Chassin (*Histoire politique de la Révolution de Hongrie*). Tome II, pages 366 et suivantes.

constitution était une chose légale, se séparer de la dynastie était une faute et qui plus est, un acte de provocation qui ne pouvait que faire tort à la cause magyare.

Par la déclaration d'indépendance du 14 avril, la guerre de Hongrie entrait, en effet, dans sa deuxième phase, *la phase révolutionnaire*. « L'insurrection pour la défense du droit, se transformait en une lutte pour la Révolution. »

CHAPITRE IV

IV. — L'INTERVENTION RUSSE

ÉCRASEMENT DES MAGYARS ET DE L'ÉMIGRATION POLONAISE

La situation de l'Autriche en mai 1849, était fort mal jugée à Pest. Sans doute la maison de Habsbourg subissait une crise qui offrait les plus belles chances à l'audace de ses ennemis, mais elle avait encore des ressources dont les Magyars ne semblaient pas se rendre compte.

Gørgey qui avait succédé à Vetter, comme généralissime de l'armée magyare, et dont l'ambition était maintenant satisfaite, déployait de réelles qualités militaires. Il avait, comme nous l'avons vu, rencontré Windischgrœtz à Isaszeg et l'avait battu, grâce aux renforts que lui avait amenés Aulich et malgré la bravoure et les manœuvres habiles de Schlick et de Jellachich, qui avaient failli déterminer d'abord la victoire en faveur des Autrichiens. Perczel n'avait pas fait une campagne moins brillante contre les Austro-Serbes. Il s'était emparé de Szent-Tamas et le 10 mai, il était entré dans Pancsova, capital des Serbes dans le Banat. Il ne restait plus à l'Autriche, en Serbie, que Titel et Temesvar.

Le gouvernement autrichien avait alors destitué Windischgrœtz, et l'avait remplacé par le général Welden, de retour d'Italie. Mais ce choix n'était pas de nature à relever la fortune de l'empire. En effet, le 9 avril, la division du général Gotz était battue à Waitzen, et le 19 avril, la principale armée autrichienne était mise en déroute à Nagy Sarlo. Par suite de cette victoire, les Autrichiens avaient dû abandonner Pest, en laissant une garnison dans la citadelle de Bude, et les Hongrois étaient entrés dans Komorn débloqué, le 22 avril. Le 26 avril, les Magyars avaient même passé le Danube, et infligé une nouvelle défaite aux Autrichiens, qui battaient en retraite de toute part sur Raab. Les Magyars avaient donc repoussé l'armée autrichienne, de la Theiss à la frontière de l'archiduché. C'était là un beau résultat, mais le gouvernement insurrectionnel se berçait d'illusions singulières. Enivré par les succès que venaient de remporter les armées magyares, il disposait déjà en espérance de l'Autriche tout entière. A Vienne, il faisait alliance avec la démagogie et lui annonçait sa délivrance. Dans une proclamation adressée aux Viennois et dans laquelle il rassemblait dans une espérance commune les trois noms d'Allemagne, de Hongrie et de Pologne, Kossuth s'écriait : « Vienne, antique capitale de l'Occident, ouvre-nous tes portes. Belles Viennoises, mères, sœurs bien-aimées, les jours de malheur sont passés, le printemps de la liberté revient. Préparez des couronnes de fleurs pour vos fils, vos frères et vos amants. Les bons Hongrois ont promis à leurs alliés de venir à leur secours ; ils tiennent leur parole et les braves Polonais sont avec eux. Ce n'est pas la première fois qu'ils s'approchent de Vienne en sauveurs, en libérateurs. Vivent l'Allemagne, la Hongrie, la

Pologne, trois malheureuses sœurs désormais inséparables. Vive la liberté. Mort aux assassins, eux seuls n'auront point de grâce. Vienne est notre cri de ralliement et vous sauver notre mission.... »

Le 2 mai, Kossuth venait annoncer à l'Assemblée, la formation de son cabinet et exposer le règlement adopté par lui pour l'expédition des affaires. D'après ce règlement, chaque décret ou ordonnance du gouvernement, devait être contresigné par un ministre. L'action du gouvernement, se bornait à diriger la politique générale, à nommer les titulaires des emplois supérieurs, à émettre des règlements organiques. Les déclarations de guerre, les traités de paix et d'alliance, toute décision qui pouvait mettre en jeu l'existence du pays en tant que nation, était réservée à l'Assemblée Nationale. Le droit de grâce devait être exercé par une Cour de grâce, composée de quatre membres avec le ministre de la justice comme président.

Barthélemy Szemère fut appelé par Kossuth à la présidence du conseil avec le portefeuille de l'intérieur. Les affaires étrangères furent confiées au comte Casimir Bathiany. Les finances furent données à François Duschek. La direction des travaux publics fut confiée à Ladislav Csany. L'évêque catholique Michel Horvath eut l'instruction publique et les cultes. Sabbas Vukovich, le portefeuille de la justice, Gœrgey, celui de la guerre. Le général Klapka devait administrer ce dernier ministère aussi longtemps que son titulaire serait retenu à l'armée et Casimir Bathiany devait donner le contre-seing.

Le jour même de son entrée en charge (2 mai) le président du conseil des ministres, Barthélemy Szemère, prononça un long discours où se trouvait exposé le programme de sa politique. Le gouvernement s'y disait révo-

lutionnaire et avouait des tendances républicaines et démocratiques. « Notre programme, dit Szemère, se compose de trois points :

« Premier point. Le ministère se déclare *gouvernement révolutionnaire*. En conséquence, il ne reculera, sous sa responsabilité, devant aucune mesure qui sera jugée nécessaire au salut de la patrie. Aussitôt que la paix sera rétablie, le ministère cessera d'être révolutionnaire; recourir à des mesures extrêmes sans nécessité serait un crime de lèse-nation.

« Deuxième point. Le ministère suivra *la ligne républicaine*; il s'opposera de toutes ses forces, et par tous les moyens, à toute manœuvre réactionnaire en faveur de la monarchie, mais il combattra aussi, toute pensée de république, qui voudrait s'affranchir de la vie de famille et de l'organisation du travail en s'attaquant à la propriété.

« Le ministère veut une *république*, Dieu nous en est témoin.

« Troisième point. Le ministère adopte *les tendances démocratiques*. Toutes les lois qu'il présentera, seront conçues dans le sens de la démocratie. Il adopte le principe de la souveraineté du peuple dans toutes ses conséquences.

« Il se retirera plutôt que de déroger à ces principes. »

Ce programme présenté au nom du gouvernement tout entier fut accueilli avec enthousiasme. Cependant, il se trouva des députés pour le déclarer intempestif et dangereux. « La parole du ministre, disaient-ils, pourra compromettre la cause de l'indépendance de la Hongrie constitutionnelle vis-à-vis de l'Europe, où déjà triomphait la réaction antirépublicaine. » En réalité, après comme avant, les

gouvernements européens devaient rester à peu près indifférents à ce qui se passait sur le bord du Danube.

« Je ne veux pas, avait dit Kossuth, le 23 avril aux représentants, que mes fonctions soient une sinécure honorifique comme la dignité de souverain dans certaines monarchies constitutionnelles. Je veux avoir une certaine latitude pour agir, sauf à être personnellement responsable de ce que j'aurai pu faire. Qu'on nous laisse libres, s'était-il écrié pour résumer son opinion, qu'on nous laisse libres de sauver le pays à nos risques et périls. »

Le 14 mai, Kossuth et les ministres prêtèrent serment. Kossuth était religieux et mystique. Le bas clergé hongrois était entré avec entrain dans la révolution, mais le haut clergé était resté fidèle à l'Autriche.

Un des premiers actes du gouvernement de Kossuth, fut la présentation d'un projet de loi relatif à l'augmentation de l'armée. Le contingent demandé (50.000 hommes) fut accordé à l'unanimité par les deux Chambres.

Kossuth avait cru également devoir établir une armée d'observation au pied des Carpathes. En réalité, l'objectif de ce corps de troupes, était d'observer les frontières exposées à l'invasion moscovite et si cela était possible d'envahir la Galicie, d'y soulever les Polonais et d'amener ainsi, une diversion favorable au mouvement en avant de l'armée principale. Les Polonais recommandaient particulièrement ce projet et Dembinski fut appelé au commandement du corps d'observation. Mais l'expédition deux fois décidée, fut contremandée et enfin abandonnée. Le soulèvement de la Galicie, était en effet fort problématique ; mais ce à quoi l'on tenait par dessus tout, c'était d'éviter, de donner prétexte à une intervention russe, à laquelle, pour le moment, le gouvernement magyar

ne croyait pas. Or une excitation directe au réveil de la nationalité polonaise, présentait cet inconvénient grave, qu'elle fournissait à l'intervention russe un prétexte, qui, paraissant plausible, eut privé la cause magyare de l'appui au moins diplomatique de l'Europe, en cas de violation des traités internationaux.

Nous avons vu que des tribunaux exceptionnels avaient été créés pour l'application de la loi martiale. Le ministre de la justice, M. Vukovics, avait quelques jours avant la constitution de la nouvelle administration judiciaire (les Tables Septemvirale et Nationale (autrefois Table royale) et la Cour des appels commerciaux avaient été réorganisées), présenté à l'Assemblée nationale, un rapport sur l'interprétation d'un point de droit très important, soulevé par l'application de la loi martiale. Les individus dont les actes ou la mise en accusation étaient antérieurs à la promulgation de cette loi, devaient-ils être justiciables des tribunaux exceptionnels ? M. Vukovics penchait pour l'affirmative, parce que, disait-il, la nouvelle loi n'ayant modifié que la procédure en usage, et l'ancienne loi condamnant également à la peine de mort pour les crimes de trahison, dans le cas présent, l'effet de la rétroactivité serait nul.

Une discussion des plus vive, sur cette question de principe, s'engagea parmi les membres de l'Assemblée. Les Pacifiques, contrairement à l'avis du ministre de la justice, soutinrent que si la loi martiale était interprétée de cette façon, elle aurait des effets rétroactifs. Néanmoins la majorité admit l'interprétation gouvernementale, d'une part, à cause de la pénalité identique posée par les deux lois et d'autre part, parce qu'il aurait été très difficile de faire punir tantôt par les tribunaux nouveaux, tantôt par les tribunaux ordinaires, le même crime, commis à l'oc-

casion de la même guerre, suivant que sa perpétration ou la mise en accusation, eussent pu être datées de tel ou tel jour (1).

(1) En ce qui concerne cette question de principe, soulevée à l'Assemblée (question de rétroactivité ou non rétroactivité des lois de compétence et de procédure pénale, autrement dit, des lois de forme), il était, croyons-nous, conforme aux principes rationnels, d'admettre, d'après la nature même de ces lois, que la loi nouvellement promulguée, c'est-à-dire la loi martiale, serait applicable, même aux faits antérieurs à sa promulgation.

Le but de la procédure pénale, en effet, est d'assurer la complète manifestation de la vérité judiciaire, en protégeant, par certaines formalités, l'intérêt de l'accusation et celui de la défense. Ayant pour objet la manifestation de la vérité, ces lois relatives à la compétence et à la procédure, ne peuvent violer des droits acquis, car personne, ne peut en avoir contre la découverte de la vérité. En contestant, au pouvoir social, la faculté de modifier l'organisation des juridictions et les formes de procédure, par des lois, obligatoires du jour de leur promulgation, on entraverait, « dans sa sphère, l'exercice de la souveraineté ». (Arrêt de la Haute cour, du 8 mars 1849 (S. 49. 2. 225).

Les lois de procédure ou de forme, doivent donc, d'après leur nature et contrairement à la règle admise pour les lois de fond, s'appliquer du jour de leur promulgation, à toutes les infractions : elles ont un effet rétroactif.

Constatons, du reste, que chez nous, la question a été résolue en ce sens, après deux incidents parlementaires, qui ont la valeur d'une interprétation législative.

On instruisait le procès contre les auteurs de l'attentat du 15 mai 1848 (Barbès, Raspail, Blanqui, etc.), quand fut votée la Constitution du 4 novembre qui substitua la Haute Cour de justice à la Cour d'assises pour juger ce genre de crimes (art. 91). Un membre de l'Assemblée nationale, M. Deville, proposa un amendement pour préciser que la nouvelle juridiction n'aurait compétence qu'à l'égard des crimes commis depuis la promulgation de la Constitution. Cet amendement fut repoussé sur cette observation de M. Dupin : que les lois

En ce qui concerne ces tribunaux exceptionnels, M. Vukovics, réduisit leur nombre à dix et leur attribua des sièges et des circonscriptions déterminées. On conserva cependant les conseils de guerre dans les armées en campagne (8 mai). Mais bientôt (20 juin), les tribunaux exceptionnels furent réduits à un seul siégeant à Pest, afin d'assurer l'uniformité de l'application de la loi. Auparavant, en effet, les tribunaux exceptionnels qui jugeaient sans appel, condamnaient ou acquittaient pour le même fait ou un fait semblable, d'une manière différente suivant les lieux.

En ce moment, du reste, l'Assemblée nationale, était unanime à coopérer avec le pouvoir exécutif à l'œuvre qu'il s'était donnée pour tâche : « l'affranchissement de la patrie, l'établissement de la liberté. » Les Pacifiques, semblaient avoir perdu toute velléité d'opposition. Au programme de Szemere, Nyary avait répondu par une profession de foi démocratique et Kazinczy, s'écriait dans un moment d'enthousiasme. « Hier, (14 avril), nous avons passé le Rubicon et je crois que dorénavant la nation s'assurera infailliblement, une vie libre nouvelle. »

Mais si l'on avait créé les armées indispensables à la dé-

de forme saisissaient même les faits antérieurs à leur promulgation (séance du 3 novembre, *Moniteur* du 4 ; D. 48, 4, 248). La question fut de nouveau discutée le jour où l'Assemblée nationale fut appelée à prononcer le renvoi, devant la Haute-Cour, des auteurs présumés de l'attentat du 15 mai. Après un débat complet et solennel, le renvoi fut ordonné pour la même raison (séance du 20 janvier 1849, *Moniteur* du 21 ; D. 49, 4, 39). Devant la Haute Cour la même question fut une troisième fois agitée et résolue dans le même sens, par arrêt du 8 mars 1849 (D. 49, 4, 53). (Laborde, *Cours de Droit criminel*, p. 45).

fense du pays, il fallait aussi de l'argent. Or les contributions directes ne rendaient guère et en même temps le produit des contributions indirectes avait considérablement diminué, même dans les parties du territoire non occupées par les Autrichiens. Aussi, le ministre des finances proposa-t-il le remplacement de l'impôt personnel, par une augmentation de 1/2 0/0 de l'impôt sur le revenu. L'assiette de cet impôt était ainsi établie : les fonctionnaires et les personnes à gages, le devaient en raison de leurs traitements, déduction faite d'un tiers de la somme totale. Conformément au premier projet, les commerçants devaient payer 10 0/0 du produit de leurs affaires, considéré en tant que capital et pour la détermination duquel, ils étaient obligés de fournir des preuves, par exemple de présenter leurs livres.

Le nouveau projet, au contraire, ne se contentait pas de réduire le taux à 7 1/2 0/0, mais de plus regardait la déclaration du contribuable comme suffisante.

L'impôt sur le débit des boissons qui existait auparavant, ne fut pas maintenu à un taux uniforme. On fit différentes catégories pour sa perception, selon le plus ou moins d'importance des villes. Le premier projet taxait tous ceux qui exerçaient des professions libérales, d'après l'évaluation de leur revenu net. Dorénavant ils payèrent 10 0/0 de leur loyer.

Au député Étienne Bezerey, qui avait demandé l'application du principe de la progressivité de l'impôt, plusieurs des représentants les plus influents de l'Assemblée, répondirent que le principe était juste, mais qu'il était nécessaire d'en ajourner l'application, pour ne pas se créer d'embarras vis-à-vis des nobles, qui n'avaient jamais encore payé d'impôts et qu'il fallait y habituer peu à peu.

La déclaration de l'indépendance du 14 avril, avait creusé un abîme entre le passé et l'avenir. Personne ne pouvait plus reculer. La Hongrie cependant, était loin encore d'être émancipée par les Magyars. Les défaites de l'Autriche, qui avaient eu comme conséquence et en même temps pour résultat d'exalter l'orgueil de ces derniers, avaient ramené les Autrichiens à une politique prudente et conciliatrice. C'est cette politique qui allait finir par les faire triompher.

Les Slaves, qui avaient si puissamment soutenu l'Autriche contre les Magyars, commençaient à se sentir joués. Nous avons vu que de vives discussions avaient éclaté entre Windischgrätz et Jellachich. Ce dernier se plaignait que Windischgrätz et son successeur ne s'entourassent que de Magyars, restés fidèles à l'empereur, mais qui détestaient les Slaves, tout autant que les hommes de Debreczen. Théodorovich, qui avait maintenant le commandement en chef des Serbes, faisait entendre les mêmes plaintes et refusait de remplacer le drapeau serbe par celui de l'Autriche.

L'Autriche, à la suite de ses défaites et devant les dangers dont elle était menacée, comprit qu'il serait imprudent de mécontenter plus longtemps les populations slaves de l'empire, dont les plaintes augmentaient de jour en jour. Les Tchèques rappelaient à l'Autriche ses promesses. Ils se plaignaient que ces promesses n'eussent pas été tenues et ils menaçaient de rester spectateurs passifs de la lutte, si l'Autriche persistait dans une politique contraire à leurs intérêts. Le langage des Croates était plus vif encore que celui des Tchèques. « Une feuille patriotique, la *Gazette des Slaves Méridionaux* (Sudslavishe-Zeitung) parlant au nom des habi-

tants des confins militaires que le gouvernement avait replacés sous leur ancien régime, après leur avoir donné à espérer des droits nouveaux, s'écriait : « Malédiction sur le jour qui nous a vus naître ! Nous, nos femmes, nos enfants et nos chaumières, nous sommes livrés sans pitié au régime exceptionnel. Devenus partie intégrante de l'armée impériale, la discipline militaire est notre seul Code civil... Les innombrables cohortes de contingents croates qu'on voit sans cesse défiler, pareilles à une migration de peuples, ne pèsent que comme de légers brins de paille dans la balance de la justice autrichienne... Où trouverait-on dans le monde un peuple aussi complètement paria et quels malheurs peuvent se comparer aux nôtres. »

Telles étaient les paroles des alliés de l'Autriche. Partout, ce n'était que récriminations véhémentes et menaces sans ménagement. Il fallait arrêter ce mouvement redoutable, et c'est ce que fit l'Autriche, avec une très remarquable adresse, au moment où les Magyars la croyaient déjà près de sa ruine. Le gouvernement autrichien avait à calmer l'irritation des Slaves et à réduire l'insurrection magyare. Il apaisa les Slaves par de nouvelles promesses, par quelques petites concessions et, en ce qui concerne les Magyars, il prit une décision, qui coûta peut-être à sa fierté, mais que les événements ne lui permettaient plus d'ajourner : il fit appel à l'intervention armée du Czar. L'Autriche sut, du reste, prendre un prétexte spécieux. En invoquant le concours des armées russes, elle parut solliciter « moins une faveur, que proposer une ligue qui aurait un intérêt commun : la lutte contre la coalition des Polonais et des Magyars. »

Depuis l'intervention russe en Transylvanie, et le

secours donné par le général Luders, à la population d'Hermanstadt ; la division régnait parmi les esprits, sur la question d'une intervention russe. Le ministère était séparé en deux partis, le parti russe et le parti autrichien. Ce dernier ne voulait pas de l'intervention russe, qu'il regardait comme une humiliation pour l'Autriche. Le parti russe, lui-même, n'était guère, au début, fort partisan des Russes. Il trouvait simplement qu'il était préférable de voir les Russes à Vienne que les Magyars. Mais, les événements, comme nous l'avons vu, s'étaient précipités ; la question de l'intervention se posait, plus précise. A Vienne, quelques hommes d'État calculaient ce que pourrait coûter une intervention éventuelle de la Russie. Ils redoutaient qu'elle ne se posât pas simplement en chevalier désintéressé de l'Autriche, mais que pour prix de ses services, elle ne réclamât une compensation, la Bukowine, par exemple, ce qui l'aurait poussée alors jusqu'au Pruth. Mais Vienne se trouvait découverte et menacée. La joie que les démocrates allemands de la capitale, montraient à chacune des victoires des Magyars, indiquait assez l'accueil favorable que les soldats de Gœrgey et de Dembinski recevraient de leur part. Au reste, depuis la prise de Vienne, on n'avait pu encore y rétablir la tranquillité. De jour en jour, on s'attendait à voir éclater l'insurrection. De leur côté, les Magyars venaient de proclamer leur indépendance et de prononcer la déchéance des Habsbourg. La nécessité d'un secours pressait, et cet appui, que la Cour de Vienne était décidée à demander, en avril 1849, elle allait le demander et ne pouvait le demander qu'à la Russie. En effet, elle ne pouvait demander appui à la Prusse, car, en fait d'humiliation, la plus

grande pour la monarchie autrichienne, eut été d'être sauvée, si tant est qu'elle eût pu l'être, par la Prusse.

D'ailleurs les Cours allemandes, et avec elles, la Prusse, menacées elles-mêmes dans leur existence par l'effervescence qui régnait encore en Allemagne, redoutaient d'encourager la défiance de l'opinion publique, en s'attachant plus étroitement à l'Autriche. Elle ne pouvait pas, non plus; s'adresser à l'Angleterre, qui avait posé en principe le système de non intervention dans les mouvements politiques. Il existait toujours, entre le Cabinet anglais et celui de Vienne, un certain état d'irritation, causé par la poursuite de tendances politiques opposées. Les Magyars étaient alors populaires à Londres, et d'ailleurs, où les Anglais auraient-ils pris les hommes à envoyer sur la Theiss. Les relations amicales avec l'Espagne n'étaient pas encore rétablies depuis la dernière révolution de palais, et parmi les gouvernements italiens, on apercevait ou des dispositions hostiles ou une hésitation, car ces gouvernements, pour avoir une entière liberté d'action, attendaient la marche des événements. Quant à la France, tout ce qu'on pouvait demander, c'était de ne pas l'avoir contre soi. Un gouvernement issu de la Révolution ne pouvait pas, en effet, renier les principes mêmes, d'où il était sorti. Aussi, l'Autriche, n'ayant pu réduire les Magyars avec les *Slaves d'Autriche*, s'adressa aux *Slaves étrangers*.

La cause magyare était dès lors perdue.

Certains ont prétendu que c'était la déclaration d'indépendance, qui avait été la cause de l'intervention russe et le parti modéré magyar, à cette époque, espérait, que si l'on restait dans la légalité, si on n'entrait pas dans la Révolution et que l'on ne sortit pas des limites de la Hongrie,

la Russie n'aurait aucun prétexte pour intervenir et n'interviendrait pas. En tout cas, il est probable que l'intervention russe aurait eu lieu quand même. Nous avons là-dessus le témoignage du colonel Ramming, chef d'état-major du général Haynau, qui montre que l'intervention était décidée au commencement d'avril. D'ailleurs, ce qui peut paraître extraordinaire, la déclaration de l'indépendance ne fut connue à Vienne que le 3 mai (1). Ce qu'il y a de certain, c'est que le vote de la déchéance de la maison de Habsbourg et de l'indépendance de la Hongrie, précipita cette intervention, en faisant entrer la Hongrie dans la voie révolutionnaire et en menaçant l'intégrité même du royaume. Les événements, en même temps qu'ils nécessitaient l'intervention russe, précipitaient cette intervention.

Lorsque les Russes avaient secouru la ville d'Hermans-tadt; c'était, ainsi que nous l'avons vu, sur la demande des habitants de cette ville. Rien n'était alors décidé sur la possibilité d'une intervention générale de la Russie. Le gouvernement autrichien, croyait que ses propres ressources lui suffiraient pour réduire les Magyars et cette demande s'était accomplie en dehors de son initiative. Or, en ce moment, c'était le gouvernement autrichien qui s'adressait directement au czar. C'était une véritable demande officielle et le 4^e mai, la *Gazette de Vienne* annonçait que « l'empereur d'Autriche ayant demandé l'assistance de la Russie, le czar mettait à sa disposition son armée pour écraser ses sujets révoltés. » Cette

(1) Voir la dépêche de M. Magenis à Lord Palmerston, en date du 7 mai, dans la correspondance officielle sur les affaires de Hongrie, n. 170.

demande n'était donc pas une demande particulière comme la première. Tandis que la première avait été une intervention purement locale, dont le général Puchner avait refusé de prendre la responsabilité et que même, on avait accusé les Roumains d'avoir cédé à leurs sympathies pour les Russes, la seconde était une intervention générale, demandée par l'empereur dans l'intérêt et pour la sauvegarde de ses États.

Deux proclamations, l'une de l'empereur d'Autriche, l'autre de l'empereur de Russie, annoncèrent hautement, l'intervention jusqu'alors problématique.

« Nous, Nicolas I^{er}, etc., disait l'empereur de Russie, par notre manifeste du 14 (26 mai) de l'année dernière, nous avons informé nos fidèles sujets des malheurs qui avaient frappé l'Europe occidentale. Nous déclarâmes en même temps que notre intention était de combattre nos ennemis, en quelque lieu que ce fût, et de protéger l'honneur du nom russe et l'inviolabilité de nos frontières, sans nous préoccuper de notre propre personne et dans une union indissoluble avec notre sainte Russie.

« Depuis lors, les troubles et les mouvements séditieux n'ont pas cessé dans l'Ouest de l'Europe. Des tentatives coupables, ont entraîné la foule crédule par l'illusion trompeuse d'un bonheur qui n'est jamais sorti de l'anarchie et de la licence ; elles se sont étendues jusqu'en Orient, dans nos principautés de la Valachie et de la Moldavie, soumises au gouvernement turc. L'entrée de nos troupes et des troupes ottomanes, dans ces provinces, a suffi pour y établir la tranquillité et pour la maintenir.

« Mais dans la Hongrie et dans la Transylvanie, les efforts du gouvernement autrichien, divisés par une guerre sur un autre point, avec des ennemis nationaux et

étrangers, n'ont pu vaincre jusqu'à ce jour la révolte. L'insurrection, soutenue par l'affluence de nos traîtres de la Pologne de l'année 1831 et des renforts de transfuges et de vagabonds d'autres pays, a donné à la révolte une extension de plus en plus menaçante. Au milieu de ces événements funestes, Sa Majesté l'empereur d'Autriche, nous a invités à l'assister contre l'ennemi commun ; nous ne lui refuserons pas ce service.

« Après avoir invoqué le Dieu des armées et le maître des batailles, pour qu'il protège la juste cause, nous avons ordonné à notre armée de se mettre en marche, pour étouffer la révolte et anéantir les anarchistes audacieux, qui menacent aussi la tranquillité de nos provinces.

« Que Dieu soit avec nous, et personne ne pourra nous résister, nous en sommes convaincus. Tels sont les sentiments de nos sujets. Chaque Russe partage cet espoir et la Russie remplira sa sainte mission.

« Saint-Petersbourg, mai 1849. »

En même temps, Nicolas, pour tranquilliser l'Europe sur la nature de son intervention, reconnaissait officiellement la République Française, reconnaissance qui paraissait, à première vue, un contre-sens, par rapport à certains termes du manifeste, mais qu'expliquait la politique actuelle du gouvernement français. Le gouvernement français, avait déclaré en effet, qu'il ne seconderait pas la Révolution au dehors.

L'empereur de Russie, il est vrai, s'était, par une déclaration du 14 mars 1848, interdit toute immixtion dans les affaires intérieures des pays étrangers. Mais il avait eu soin de se réserver à l'avance, une complète liberté d'action pour le cas « où le contre-coup des révolutions du dehors, mettrait en péril sa propre sécurité et où l'équi-

libre territorial, établi par les traités, risquerait d'être troublé ou modifié à son préjudice ».

De son côté, l'empereur d'Autriche, par une proclamation en date du 12 mai, crut devoir annoncer l'intervention russe en ces termes : « ... C'est conformément à notre désir, et parfaitement d'accord avec nous, que les armées russes paraissent en Hongrie, afin de terminer promptement, par tous les moyens en notre pouvoir, une guerre qui dévaste vos champs. Ne les regardez pas comme ennemis de votre patrie, mais comme amis de votre roi, qu'ils secondent dans son ferme projet de délivrer la Hongrie, du joug pesant des perturbateurs indigènes et étrangers. Les troupes russes observeront la même discipline que mes troupes, elles protégeront les personnes et agiront, avec rigueur, pour dompter la révolte, jusqu'à ce que la bénédiction de Dieu fasse triompher la bonne cause. »

La Russie avait donc accueilli favorablement, la demande du cabinet de Vienne, (malgré l'avis de certains politiques russes, qui disaient qu'il fallait laisser l'Autriche se disloquer complètement, car ainsi réduite à l'impuissance, le Czar ferait comme il l'entendrait, la loi sur le Danube et dans tout l'Orient), et cela pour plusieurs raisons, les unes plutôt théoriques, se rattachant à la ligne de conduite suivie antérieurement par le gouvernement russe dans sa politique extérieure, raisons de tradition, se rattachant à la nature autocratique du gouvernement du czar et au caractère de ce dernier. Les autres, raisons de fait, raisons purement contingentes, commandées par un intérêt immédiat et bien compris. L'intérêt russe était, en effet, profondément engagé dans la question magyare. Comme nous le

verrons un peu plus loin, tout dans cette question, était avantage pour elle.

Examinons d'abord les premières raisons. Au moment où les aspirations des peuples vers la liberté politique s'étaient traduites dans les faits par des insurrections et des révolutions intérieures dans la plupart des États de l'Europe, le czar Nicolas, était bien l'incarnation des principes de la Sainte-Alliance, posés à Vienne en 1815, et mis successivement en pratique, par les congrès de Troppau (1820), de Laybach (1821), de Vérone (1822). Continuateur et observateur fidèle des traditions fraternelles, imbu avant tout des principes légitimistes et monarchiques, il ne lui déplaisait pas de se poser comme le garant suprême de tous les principes d'autorité. Sa puissance en Europe, était du reste à cette époque, très grande. Le flot révolutionnaire, s'était arrêté impuissant aux limites de son empire, et son prestige avait grandi de toute la faiblesse des autres rois. Il voyait se tourner vers lui les prières de tous ceux qu'épouvantait la Révolution. Quoi de plus naturel alors, que ses sentiments personnels, se fussent exagérés sous l'influence des haines et des espérances qui montaient vers son trône, et qu'il se plût à paraître comme le défenseur de la légalité et de l'ordre en Europe.

La Sainte-Alliance, avait admis et posé en principe, qu'il était légitime d'intervenir en faveur des rois contre les peuples. Elle était destinée à resserrer les liens des contractants, pour s'opposer en commun à toute tentative nouvelle de changement politique en Europe, à garantir le maintien du système monarchique, enfin à prévenir et à réprimer au besoin les troubles intérieurs des États et les soulèvements populaires, contre les gouvernements

établis. La doctrine de la Sainte-Alliance, avait été précisée dans la note de M. de Metternich, datée de Laybach, le 12 mai 1821, « comme le résultat de la mission divine conférée aux souverains légitimes, pour régir les peuples, sans que ces derniers, eussent le droit d'émettre la moindre réforme, ni de prendre aucune initiative ». Maintenir l'équilibre européen pendant une période de vingt ans, afin d'assurer le repos et l'indépendance des États, et pour empêcher les violations arbitraires des droits et des territoires étrangers, tel était le but que s'était proposé la Sainte-Alliance. Les cinq grandes puissances avaient posé en règle, la faculté de s'ingérer dans les affaires intérieures des États indépendants, lorsque, d'après elles, la situation de ces affaires constituerait un danger pour la paix de l'Europe.

« Pour légitimer leur principe d'intervention, les souverains de la Sainte-Alliance, avaient déclaré que les gouvernements seuls ont des droits naturels, éternels, imprescriptibles, dont l'origine n'est pas sur la terre ; que les peuples, au contraire, n'ont que des droits acquis et que, si les gouvernements ne leur en accordent point, ils n'en auront point. »

Le principe de la Sainte-Alliance, était donc comme le disait M. de Broglie à la Chambre des Pairs, que toute Révolution, quelle qu'elle fût, était non seulement un désordre à l'égard du gouvernement qui la subissait, mais un attentat contre la civilisation en général.

Or, c'était bien de cette façon que Nicolas comprenait les choses. Son esprit fort net, ne concevait qu'une manière de gouverner les peuples : c'était de commander militairement et de n'admettre les sujets ni à discuter, ni à partager avec le maître la souveraineté. Ce principe,

non seulement il l'appliquait dans ses États, mais il aurait désiré vivement le voir mettre en pratique dans les autres États. Point d'utopies chez lui, point d'aspirations libérales, comme chez son frère. Il avait une haine profonde pour la Révolution, qui, pendant trente ans, ne devait pas avoir en Europe d'adversaire plus résolu, ni plus redoutable que lui.

Mais bien qu'en 1848, le système de la Sainte-Alliance fût encore en un certain sens, conforme aux idées des souverains de la plupart des grandes puissances, sur la question de l'intervention, le système n'en craquait pas moins de tous côtés.

Déjà au Congrès de Troppau (octobre 1820) l'Angleterre avait protesté avec force contre l'idée émise par le czar Alexandre, de proclamer comme une loi générale et permanente, le principe de l'intervention dans les affaires intérieures de tous les États. Il n'était pas admissible pour elle, que la Sainte-Alliance « prit *a priori* l'engagement de soutenir dans tous les cas possibles et dans tous les pays, certaines théories politiques, plutôt que certaines autres. » Aussi, l'Angleterre, suivie en cela par la France, avait-elle refusé de s'associer à la déclaration de principes proposée par l'empereur de Russie.

L'opposition de l'Angleterre, allait encore apparaître plus nettement au Congrès de Vérone (octobre 1822). L'ancien ami de Metternich, Lord Castlereagh, était mort (12 août 1822), et son successeur, Georges Canning, qui ne combattait pas systématiquement l'esprit de la Révolution, mais qui était préoccupé avant tout, de maintenir ou d'augmenter la puissance de son pays, n'allait pas tarder à prendre le contre-pied même de la politique de la Sainte-Alliance et à poser en dogme, *le principe de*

non intervention. L'émancipation des colonies espagnoles, devait marquer le succès de sa politique éminemment opportuniste. D'une façon générale, il croyait qu'il y aurait plus de profit pour sa patrie à exploiter la liberté qu'à la combattre et cette opinion, devait lui servir de règle de conduite durant toute la durée de son ministère qui le mit aux prises avec la Sainte-Alliance.

D'un autre côté, les peuples avaient pris conscience de leurs droits, de leur existence nationale. Une évolution s'était faite dans les idées, et le libéralisme était en train de saper à la base le système de la Sainte-Alliance.

Alexandre et Metternich avaient tout fait pour maintenir l'Europe dans l'état de sujétion où ils la tenaient auparavant. Mais ils n'avaient pas été les plus forts. Alexandre, miné par les déceptions, était mort à Taganrog, après une courte maladie (1^{er} décembre 1825) et Metternich avait dû fuir devant la Révolution.

Aux événements qui s'étaient accomplis malgré sa volonté, on pouvait pressentir que la Sainte-Alliance ne durerait guère après lui. Son successeur serait-il plus heureux. Réussirait-il là, où lui avait échoué ?

En tout cas, il n'était pas homme comme son frère, à se laisser détourner du but et on le vit nettement s'affirmer, partisan des principes absolutistes, adversaire acharné de la Révolution. La Révolution avait éclaté récemment (1847) en Moldo-Valachie. Mettant en pratique les théories de la Sainte-Alliance, il intervint pour dompter la Révolution et rétablir l'ordre. C'était aussi pour rétablir l'ordre et la paix troublés dans son royaume, que François-Joseph disait, dans son manifeste de mai 1849, avoir demandé l'intervention armée du czar. Et l'*Abeille du Nord*, journal

officiel de S. M. Nicolas, parlant du dernier manifeste de cet empereur, s'exprimait en ces termes : « Nos czars bien-aimés, sont pour la seconde fois, investis par la Providence, de la mission de régler les destinées du monde civilisé... Pour la seconde fois, la Russie restituera ses autels au Très-Haut, leurs trônes aux rois, la paix aux peuples ; et elle sauvera ses ennemis mêmes des angoisses de l'anarchie. »

L'empereur d'Autriche avait, en effet, demandé secours au czar Nicolas, contre le parti de la Révolution européenne. Le temps était déjà loin, où la Hongrie se bornait à réclamer ses privilèges méconnus par l'Autriche. « Depuis le vote du 14 avril, la Hongrie n'avait plus de querelles constitutionnelles avec l'Autriche. » Elle était entrée dans la voie révolutionnaire. « Son armée était l'armée révolutionnaire, combattant pour le compte de tous les partis révolutionnaires en Europe. » Les autres causes de l'insurrection s'étaient perdues. La guerre avait changé de caractère. C'était maintenant l'ardeur de la propagande révolutionnaire, qui dominait toutes les autres passions et jusqu'aux anciennes affinités de races. On voyait les Polonais, de race slave, combattre les Tchèques et les Croates également slaves. Nicolas, par haine de la Révolution, avait consenti à intervenir. Il ne lui déplaisait pas, ainsi que nous l'avons dit, de se poser en Europe comme le champion des principes conservateurs et de venger les monarques, qui, moins heureux que lui, avaient vu leurs trônes ébranlés par la Révolution de 1848. Le 8 mai, du reste, dans le manifeste qu'il publiait, il déclarait « envoyer ses armées écraser la Révolution en Hongrie, où les traîtres polonais de 1831, réunis à des réfugiés et à des

proscrits appartenant à d'autres nations, usurpaient le pouvoir. »

Mais, s'il y avait dans l'intervention russe une tentative d'un prince essentiellement imbu des principes monarchiques pour faire revivre un système qui s'effondrait, il y avait aussi et surtout un autre ordre de raisons, raisons de sûreté immédiate et d'intérêts essentiels qui pouvaient être compromis par la Révolution Magyare. Le motif principal, en effet, que devait donner l'empereur de Russie pour justifier son intervention, c'était la nécessité de pourvoir à sa propre défense. « Que notre sécurité, disait-il, soit menacée par ce qui se passe ou se prépare en Hongrie, c'est ce qui ressort évidemment des projets et des efforts avoués par les insurgés eux-mêmes. Toute atteinte, que même pour un temps, porterait de ce côté un gouvernement révolutionnaire à l'intégrité et à l'unité de la monarchie autrichienne, en serait une à l'état de possession que, d'accord avec l'esprit des traités, Sa Majesté, croit nécessaire à l'équilibre européen, comme au repos de son propre pays. » (Manifeste de l'empereur de Russie du 16 juin 1849, pour expliquer les motifs de son intervention et que nous reproduisons *in extenso*, en appendice.)

Le czar, en effet, désirait assurer à la fois sa sécurité au dedans et son influence au dehors. Il détestait les Magyars, d'une part, parce qu'ils lui apparaissaient comme des adversaires de la politique russe sur le Danube, d'autre part, parce qu'il sympathisait avec les Slaves du sud qui étaient les ennemis des Magyars. L'accueil que ceux-ci faisaient aux patriotes Polonais, n'était pas fait non plus pour plaire à Nicolas. L'alliance des Polonais et des Magyars, la crainte de voir la Pologne se soulever tout entière, l'irritaient beaucoup.

Les victoires des généraux polonais, le triomphe des Magyars, accru par la renommée, avaient causé dans la Pologne russe, sinon une effervescence menaçante, du moins de sourdes agitations. On y avait prohibé les armes à feu, on exerçait partout une active surveillance, prêt à répondre à la moindre tentative de révolte. Néanmoins la Pologne Russe tressaillait à l'annonce des succès remportés par ses compatriotes. L'émigration polonaise, n'aurait pas du reste demandé mieux, que d'y entrer allumer l'incendie. Les provinces limitrophes russes, avaient grand besoin de voir se rétablir l'ordre de l'autre côté de la frontière. La Russie avait aussi ses difficultés intérieures. Depuis la guerre de Galicie de 1846, depuis l'émancipation des paysans et l'abolition des corvées en Autriche, conséquences de la Révolution de mars, le paysan russe commençait à se rendre compte, « que ces mots avaient un sens et qu'eux, paysans, avaient aussi des droits. » Le czar avait donc des raisons sérieuses de redouter l'insurrection hongroise, comme un dangereux voisinage.

Puis il y avait la questions de Balkans qui était en jeu. Du côté de la Transylvanie, en effet, Bem tendait à paralyser, en suscitant et en encourageant les Moldo-Vaques mécontents, les efforts des Russes pour maintenir le calme dans les Principautés. Les Magyars, d'ailleurs, n'étaient-il pas des alliés tout trouvés pour le gouvernement ottoman et ayant intérêt à entraver les progrès de l'influence russe parmi les populations chrétiennes de la Turquie. Or, la Russie prétendait intervenir seule en Turquie et n'était pas disposée à voir une autre puissance venir se mettre en travers de ses projets.

D'un autre côté, Nicolas n'en pensait pas moins à ac-

croître sa puissance et l'insurrection hongroise lui paraissait devoir favoriser ses vues. La Russie s'était établie en Turquie, en secondant la Révolution contre les Turcs. N'était-il pas possible pour les Russes de s'établir en Autriche, en appuyant le pouvoir contre la Révolution. Puis on se trouvait en Hongrie, en pays slave, où la guerre avait été provoquée par les Slaves. Si, depuis la dissolution de la Diète de Kremsier, ils montraient de la défiance vis-à-vis de l'Autriche, ils n'étaient pas pour cela réconciliés avec les Magyars, qui au fur et à mesure de leurs succès, devenaient plus orgueilleux et plus menaçants. Les Slaves avaient donc besoin d'un appui pour les délivrer du magyarisme. Les Russes allaient combattre la Révolution magyare, mais en même temps, Nicolas faisait savoir aux populations de sa race qu'il pensait toujours à l'objet de ses préoccupations personnelles. » Il se posait comme champion des Slaves en face des revendications magyares. Il désignait ainsi la Russie comme le protecteur naturel des Slaves opprimés par les Magyars.

De plus, il avait toujours les yeux tournés vers l'Orient et il comptait sur la reconnaissance de l'Autriche qu'il allait sauver, pour lui permettre de réaliser ses vues. La France et l'Angleterre, venaient de l'obliger de conclure avec le sultan, le traité de Balta Liman (1^{er} mai) et il voyait là un échec de sa politique, quoique ce traité lui assurât de grands avantages dans les Principautés de Moldavie et de Valachie qu'il promettait d'évacuer. Il pensait que grâce à l'appui de François-Joseph, il pourrait prendre une revanche facile. N'ayant aucune sympathie pour l'unité germanique, il voulait une Autriche forte pour empêcher la Prusse de réaliser ses desseins en Allemagne. Pour ces motifs, Nicolas promit son concours et

au commencement de mai, les premières colonnes russes entraient en Hongrie.

Pour intervenir, le czar Nicolas pouvait donc se placer à un double point de vue. Point de vue de fait, point de vue concret, veiller à la propre sûreté et à la conservation de ses États. Point de vue abstrait et spéculatif, point de vue doctrinal, se rattachant au système de la Sainte-Alliance. Intervention contre la propagation des idées révolutionnaires, parce que la Révolution menaçait non seulement ses institutions, mais ses intérêts et la sécurité de son commerce. Le système de la Sainte-Alliance, était en effet, susceptible d'une application très large. De plus, la Russie était intéressée à la Révolution de Hongrie, par la contiguïté de sa frontière occidentale et par des relations commerciales importantes. Comme son frère, le czar Alexandre, Nicolas ne demandait pas mieux, du reste, que de retirer des bénéfices de la Sainte-Alliance et de s'en servir comme d'un moyen, comme d'une arme.

Donc, agir au nom des principes de la Sainte-Alliance, et conformément à ces principes, agir également au nom de la sûreté immédiate et des intérêts essentiels du gouvernement russe, qu'il jugeait compromis, telle pouvait être, telle devait être la raison d'être de l'intervention du czar.

Or, ces raisons, raisons de principe, raisons doctrinales, en même temps que raisons de sûreté immédiate et d'intérêt soi-disant bien compris, se retrouvent avec une analogie assez curieuse, parmi les motifs invoqués ou donnés en 1823, par le gouvernement français, pour expliquer son intervention dans les affaires intérieures de l'Espagne.

Mais si l'on peut voir entre l'intervention française en Espagne en 1823, et l'intervention russe en Hongrie, en 1849, une certaine ressemblance, il y a une différence qu'il importe tout d'abord de faire remarquer. Entre ces deux interventions, il y avait, en effet, une nuance, car la France était intervenue pour rétablir le pouvoir absolu du roi Ferdinand VII, contre le pouvoir légal, qui était alors libéral, tandis qu'en Hongrie, il y avait intervention de la part de la Russie, en faveur du pouvoir légal, qui était un pouvoir absolu.

Néanmoins, la ressemblance entre les deux interventions, était assez curieuse. De Madrid, les Bourbons avaient invoqué (8 février 1822) le concours de Louis XVIII. Ferdinand VII, prisonnier des exaltados, avait dû demander l'aide de l'Europe et l'intervention de la France. Par le traité d'Aix-la-Chapelle (1818), Louis XVIII avait été admis à coopérer avec les puissances « au maintien des traités existants ».

Le prince de Metternich qui, en 1822, était véritablement l'incarnation même de la Sainte-Alliance, désirait que « l'intervention de la France en Espagne fût conforme aux principes de la Sainte-Alliance ». Puisque c'était la France qui devait agir, il voulait « lier cette puissance à l'Alliance », et répétait sans cesse aux plénipotentiaires français, à Vérone, qu'ils ne devaient pas se séparer de leurs alliés.

« Le prince de Metternich, disait Montmorency, m'a ramené à son texte favori, le terrain de l'Alliance. Il m'a dit que tout serait bon avec elle et par elle, qu'avec elle nous ne serions pas ennemis de l'Espagne, qu'agissant seuls, nous le serions. Que nous devions ensuite venir franchement à nos alliés. »

Lord Wellington, représentant de l'Angleterre, s'était élevé avec force, contre les prétentions des grandes puissances, d'intervenir dans les affaires intérieures d'un État étranger (note du 20 octobre 1822).

Mais la France s'engageait à agir au nom de l'Alliance, au nom de ses principes et, comme le disait Metternich : « Pour que la cause ne fût point altérée dans son essence, il était de toute nécessité que la France appuyât chacune de ses demandes sur des principes que les alliés pussent avouer comme les leurs. » C'est aussi ce qu'avait fait Montmorency. Imbu de plus en plus des principes de la Sainte-Alliance, il soutenait, dans une dépêche adressée à Wellington (20 décembre), la légitimité de l'intervention française et européenne ; il posait en principe qu'une médiation anglaise ne pouvait être acceptée. « La France, disait-il, est plus intéressée qu'aucune autre puissance dans les événements qui peuvent résulter de la situation de la monarchie espagnole. Mais ce n'est pas son propre intérêt seulement qui est compromis et qu'elle doit avoir en vue dans les circonstances actuelles. C'est le repos de l'Europe et le maintien des principes qui le garantissent, qui est en jeu... Le duc de Wellington sait bien que l'on a considéré la question comme entièrement européenne. »

Et dans la note envoyée à Madrid, Villèle s'exprimait en ces termes : « La France sait qu'en théorie rigoureuse, nulle puissance étrangère n'a le droit d'intervenir dans les transactions constitutionnelles des peuples ; mais elle sait qu'il y a des cas d'absolue nécessité, où l'application des principes est momentanément suspendue, et que, quand les intérêts essentiels d'une nation sont compromis par les révolutions d'une nation voisine, il est du devoir du gouvernement de la première de s'expliquer avec le gouvernement

de la seconde. L'Angleterre jugea ce cas d'absolue nécessité en 1793, à l'égard de la France. »

Le gouvernement français en effet, pour intervenir en Espagne, invoquait les intérêts et la sécurité de la France. En intervenant, la France, s'attaquait non à la constitution espagnole, mais à ses conséquences, le déclenchement de la Révolution, l'expansion des idées libérales, les conspirations tramées entre les libéraux des deux pays, en un mot, à la contagion morale. Il y avait des mesures de sécurité à prendre, résultant de l'état de l'Espagne. Des mesures de précaution avaient du reste été prises par le gouvernement français contre les incursions des Révolutionnaires, (cordon sanitaire, plus tard transformé en armée d'observation) et contre l'expansion de leurs théories.

Dans une dépêche du 23 janvier 1823, adressée à Canning, Chateaubriand disait « que la France surtout, seul pays dont la frontière touchât à celle de l'Espagne, souffrait considérablement des troubles qui agitaient le royaume de Ferdinand... On a les preuves les plus multiples que les révolutionnaires de l'Espagne et ceux de la France sont en relations intimes.

Puis il disait que l'exaltation de ceux qui dirigeaient les affaires, pouvait les porter à une agression contre une autre puissance et à l'appui de sa théorie de l'intervention, Chateaubriand ne manquait pas de rappeler la déclaration de guerre de l'Angleterre à la France en 1793, fondée sur le même principe ».

Un peu plus tard, il disait encore : « Nul gouvernement n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'une nation, excepté dans le cas où la sûreté immédiate et les intérêts essentiels de ce gouvernement ont été compro-

mis... Nos provinces limitrophes, disait-il, ont le besoin le plus pressant de voir se rétablir l'ordre au delà des Pyrénées... »

Aussi dans la question de savoir si la guerre qui avait été entreprise constituait « une immixtion dans les affaires intérieures de l'Espagne ou si c'était un acte de sûreté de la part de la France », la question fut-elle tranchée dans ce dernier sens, malgré l'opposition de l'Angleterre qui se trouva être seule de son avis et qui ne put que protester.

« En réalité quelque protestation que fit le gouvernement français, la guerre d'Espagne ne fut qu'une application des théories de la Sainte-Alliance, une guerre de doctrine, entreprise pour soutenir un principe, la légitimité, pour combattre un fait, la Révolution. » Deux documents du reste, le discours de Louis XVIII et la Déclaration sur la Course (27 mars 1823) le prouvent surabondamment. Ce fut aussi ainsi, dans leurs luttes de parti, que les Français considérèrent la guerre d'Espagne, et ce qui corroborait cette opinion, c'est que la France s'était défendue d'intervenir. Le gouvernement avait déclaré hautement « ne pas faire la guerre aux Espagnols, mais à une faction de rebelles et soutenir des intérêts communs à la France et à l'Espagne. » Une fois la guerre terminée, l'Espagne restait libre de se gouverner elle-même. Tel était le fond de toutes les déclarations françaises.

Cet état d'esprit, était un peu celui qui devait pousser le czar Nicolas à intervenir en Hongrie. Il avait une haine profonde pour la Révolution. Il était contre-révolutionnaire par principe, par sentiment, par tradition. Il était imbu des principes de la Sainte-

Alliance. Quoi de plus naturel alors, qu'il intervînt pour écraser la Révolution triomphante sur les frontières de son empire. Ce qui le prouve, c'est le langage qu'il tenait un jour au général prussien Dohna, qui, assistant à des manœuvres en Russie, le félicitait sur la belle tenue de ses troupes : « Elles vous plaisent, lui répondit brusquement le czar ; eh bien, je vous les donne ; prenez-les, marchez sur Berlin et délivrez le roi. » Donha assez embarrassé, avait répondu qu'un officier prussien ne marchait que sur les ordres de son souverain. Comme on le voit, c'était toujours chez le czar Nicolas la même haine pour les principes révolutionnaires.

L'intervention russe était-elle légitime ? Tout d'abord, constatons, en nous plaçant au point de vue des principes de la Sainte-Alliance, que cette immixtion dans les questions de politique intérieure des États étrangers, sorte de contrôle que se donnaient les cinq grandes puissances pour défendre les rois contre les efforts de l'esprit révolutionnaire, et que le czar Nicolas aurait désiré voir à nouveau appliquer dans la pratique, constituait une négation de la liberté des peuples et de la souveraineté des États. Au reste, comme le fait remarquer P. Fiore, l'intervention devrait alors être réciproque entre les souverains, et il n'y aurait plus que la puissance militaire de l'étranger pour régler les conflits politiques dans chaque État.

Qu'un État, en vertu du droit de défense et de conservation qui lui appartient, puisse exiger d'un autre État qu'il ne permette pas et n'encourage pas les tentatives faites contre lui, cela est certain. Mais on ne peut pas dire qu'il y ait un droit d'intervention au sens juridique du mot.

Quand on parle en effet d'un droit d'intervention, on se trompe sur le sens que l'on doit y attacher dans les rapports des États. Les États sont souverains, il n'y a pas d'autorité qui leur soit supérieure et les seuls droits qu'ils se reconnaissent, sont, en même temps que des droits conventionnels, des droits coutumiers, dont l'existence, repose sur des obligations réciproques et des intérêts communs (1). Les actes qui sont dans la coutume des États, mais qui ne reposent pas sur ce fondement, sont des faits politiques résultant de la souveraineté des États, ils ne sont pas des droits ; telle est l'intervention. Par le fait même de l'intervention, l'État qui intervient, manque au respect qu'il doit à la souveraineté et à l'indépendance de l'État dans les affaires duquel il intervient. « L'intervention n'est donc pas un droit, car il n'y a pas de droit contre le droit et la souveraineté des États est un principe essentiel du droit des gens. »

Ceci dit, en ce qui concerne les principes de la Sainte-Alliance, nous devons remarquer que l'intervention russe se présentait sous un jour particulier, car la Russie n'était pas intervenue *proprio motu*. C'était à la suite d'une demande officielle de secours de la part de l'Autriche que l'intervention avait été décidée, demande qui pouvait en un certain sens la légitimer. Et, tout d'abord, y avait-il là réellement une véritable intervention.

On entend, par intervention, dit M. Despagne (2), le fait de la part d'un État, de s'immiscer de sa propre autorité, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un

(1) Funck Brentano et Sorel. *Précis du Droit des Gens*, P. 215

(2) Despagne. *Droit international public*. Ps. 182 et s.

autre, de manière à lui imposer, soit la solution d'une difficulté particulière, soit une ligne de conduite déterminée à propos d'une ou de plusieurs questions.

Pour qu'il y ait intervention, il faut que l'on attente à l'indépendance d'un État véritablement souverain. Il n'y a donc plus intervention quand la souveraineté de l'État dans les affaires duquel un autre intervient n'existe pas, ou quand l'État intervenant non seulement ne méconnaît pas la souveraineté de celui dont il s'occupe, mais ne fait que répondre à son appel librement exprimé ? Il n'y a donc pas intervention proprement dite, quand l'immixtion dans les affaires d'un pays est provoquée par ce dernier.

Il est vrai qu'un État qui sollicite l'intervention d'un autre État, pour soutenir son gouvernement intérieur, constate par là même son impuissance à faire respecter son autorité par ses sujets et « qu'il porte lui-même atteinte à la souveraineté de l'État qu'il dirige. » « Les États ne sont des États, ne sont souverains et indépendants qu'à condition de maintenir l'ordre à l'intérieur et de faire respecter leurs frontières. La puissance intéressée constate, par le droit d'intervention, qu'elle reconnaît à l'autre, son impuissance à gouverner ses propres États. » Elle montre ainsi, que seule, elle est incapable de faire respecter sa souveraineté et son indépendance.

L'intervention russe était donc une intervention, quoique présentant un caractère particulier, car on se trouvait toujours en face d'une partie d'un État qui, n'étant pas suffisamment fort pour faire rentrer l'autre partie dans l'obéissance, avait recours à une puissance tierce.

Comme nous l'avons dit plus haut, en intervenant, le Czar aidait les Slaves en même temps que l'empereur

d'Autriche et le profit était double pour la Russie dans cette intervention en apparence désintéressée.

Les Magyars se trompaient donc. Ils croyaient l'Autriche vaincue et l'Autriche se relevait par des concessions aux Slaves. Ils s'imaginaient que les Russes ne pouvaient avoir l'intention d'entrer en Hongrie et l'intervention russe allait s'accomplir. C'était là une double erreur qui explique le recours de Kossuth à des expédients diplomatiques, au moment où la question ne pouvait plus se dénouer que sur le champ de bataille.

Lorsque le gouvernement magyar eut connaissance du nouveau péril, qui allait le menacer, il protesta à la face de l'Europe, contre l'intervention de la Russie.

«..... La nation hongroise, disait le manifeste, est décidée à verser la dernière goutte de son sang, plutôt que de reconnaître pour son roi, un meurtrier du peuple.

« En prenant cette résolution inébranlable, elle croit religieusement au triomphe de sa cause, parce que sa cause est sainte ; mais elle n'en proteste pas moins à la face de Dieu et des peuples civilisés, contre l'inique intervention de la Russie, qui, dans l'intérêt d'un despote parjure, foule aux pieds le droit des gens et les droits les plus imprescriptibles de l'homme.

« Elle proteste dans la conscience du devoir de sa propre défense, à laquelle on l'a réduite.

« Elle proteste au nom de cet éternel droit des gens, le fondement sacré des rapports entre les États ;

« Elle proteste au nom des traités, des déclarations et des garanties, qui placent sous l'égide des sentiments de la justice communs à tous les peuples, l'existence de celui d'entre eux, qui est menacé de mort ;

« Elle proteste au nom de l'équilibre européen, de la liberté et de la civilisation.

« Elle proteste au nom de l'humanité et du sang innocent qui crie vengeance au Dieu de justice.

« La nation hongroise y compte : les sympathies de tout peuple qui aime le droit et la liberté, répondront à ce cri.

« Mais fut-elle abandonnée de tous, forte de sa conscience, elle n'en déclare pas moins, devant Dieu et les hommes, qu'elle ne cédera jamais et qu'elle luttera jusqu'au dernier soupir, pour la défense de ses droits.

« Que Dieu, que le monde civilisé, soient juges entre nous et nos oppresseurs..... »

Mais il ne suffisait pas d'élever la voix. Déjà les Russes s'avançaient et se massaient sur différents points de la frontière. Les Autrichiens s'apprêtaient à recommencer la lutte. Le temps pressait, il était nécessaire d'agir.

Or, à la veille de l'entrée des Russes en Hongrie, les premières opérations de l'armée magyare, montrèrent l'anarchie qui régnait dans le gouvernement insurrectionnel.

Après la défaite du général Welden, sous les murs de Comorn (26 avril), Gœrgey tenait dans ses mains les destinées de la Hongrie, la route de Vienne lui était ouverte, il n'avait qu'à marcher en avant.

S'en aperçut-il ? Oui — La proclamation qu'il adressa à ses troupes, le 29 avril, montre sa clairvoyance.

« Camarades..... Chacune des batailles que nous avons livrées, a été décisive. Plus décisive encore, sera chacune des batailles que nous livrerons désormais..... Beaucoup d'entre nous, pensent que l'avenir désiré, est dès à présent conquis. Ne vous y trompez pas ! Cette lutte, ce n'est pas la Hongrie seule, qui la soutiendra contre l'Au-

triche..... Et comme j'ai la conviction que pas un seul de vous ne préférerait une misérable existence, à une si glorieuse mort; à cause de cela, même au milieu du plus épouvantable bruit des batailles, je n'ai désormais pour vous qu'un cri : « En avant, camarades ! en avant ! Souvenez-vous en, quand de nouveau, vous marcherez au combat. »

Ainsi Gœrgey se rendait compte de la gravité de la situation. Il criait en avant, « ses soldats électrisés par lui, avec lui criaient en avant, et cependant, il alla en arrière, du côté de Bude ». Pourquoi ?

A l'en croire, c'était parce que ses munitions étaient épuisées et ne pouvaient être renouvelées que trois ou quatre jours après la bataille. Quant à sa marche sur Bude, Kossuth, prétend-il, désirait la prise de la forteresse qui mettait Pest sous le coup d'un bombardement continu et qui, disait-on, ne demandait qu'à se rendre, pourvu qu'une armée importante, parût sous les murs de la ville. Mais, d'autre part, Gœrgey avait l'intention de revenir sur la déclaration de l'indépendance, d'en renverser les auteurs et, maître de tout le pays, de traiter avec l'Autriche sur la base de la Constitution de 1848 modifiée. C'est, sur cette seconde raison développée dans ses mémoires, que Gœrgey s'est surtout appuyé (1).

Quant à Kossuth, dans une lettre adressée de Widdin aux agents diplomatiques (12 septembre 1849), il a nié de la façon la plus formelle, d'avoir ordonné à Gœrgey d'aller assiéger Bude, au lieu de poursuivre l'ennemi (2). De son

(1) *Mémoires*, T. III. Ps. 45, 58.

(2) *Catastrophe in Ungarn*. Leipzig, 1849. P. 8.

côté, le général Klapka a affirmé qu'il n'avait jamais su que Kossuth eût expédié à Gœrgey, l'ordre que celui-ci prétend avoir reçu. « Bien au contraire, dit-il, les conversations de Kossuth durant le siège, lui donnèrent à penser que le gouverneur avait toujours été d'un avis tout opposé. »

Cependant, lorsque Gœrgey arriva sous les murs de Bude, il répondit au commissaire Iranyi qui l'interrogeait, qu'il y venait conformément aux ordres du gouvernement.

En réalité, Gœrgey se dirigeait sur Bude, afin de pouvoir ramener plus facilement les choses en leur état antérieur à la guerre, abolir l'indépendance et renverser ses auteurs, mais surtout l'un d'entre eux, le chef du parti national, Kossuth. Son ambition personnelle, sa haine contre Kossuth, telles sont les véritables raisons de sa manière d'agir.

Déjà, dans une lettre qu'il écrivait le 11 novembre 1848, à Kossuth, du quartier général de Presbourg, parlant de la nécessité d'une dictature, il laissait entendre que c'était à lui qu'elle devait revenir.

« C'est aux hommes, disait-il, qui ont trouvé opportun de mettre la majeure partie de l'armée hongroise, sous la direction d'un simple citoyen, c'est à ces hommes qu'il appartient de juger, si la Hongrie se trouve réellement assez menacée d'un désastre, pour qu'elle ne puisse plus être sauvée de la ruine que par l'institution d'une dictature puissante ? »

On ne prêta pas attention à cette insinuation, et de là, devait naître chez Gœrgey une haine terrible contre celui qui avait fait sa fortune militaire, mais qui était le plus grand obstacle à son ambition. Dès lors, Gœrgey se mit à

critiquer les ordres de Kossuth et à agir à sa guise. Les rapports étaient déjà très tendus entre le général et l'homme d'État quand eut lieu l'évacuation de Pest. Dembinski avait été nommé commandant en chef des troupes magyares. Mais, comme nous l'avons vu, enserré dans un réseau d'intrigues, il avait succombé et c'était son rival qui l'avait remplacé. Dembinski avait alors émis l'idée d'opérer un mouvement du côté de la Galicie. Les défilés des Carpathes pouvaient permettre à quelques milliers d'hommes résolus de tenir une armée en échec. Dembinski, que Kossuth avait placé à la tête de la légion polonaise et d'environ une dizaine de mille hommes, voulut tenter l'aventure. A peine avait-il pris position dans les Carpathes, que Gœrgey lui donna l'ordre de rétrograder, eut-il même obtenu des avantages sur l'ennemi, et il était enjoint aux officiers magyars de ne pas lui obéir, si Dembinski voulait passer outre. Dembinski obéit, mais il envoya à Pest sa démission qui fut acceptée. C'était la seconde fois que Gœrgey faisait manquer les plans de Dembinski. Les Polonais furent affligés de la démission de Dembinski et il s'en fallut de peu qu'elle n'amenât celle de Bem et entraînât ainsi la rupture de l'alliance polo-magyare. Heureusement pour les Magyars, Bem céda aux instances de Dembinski qui l'engagea à conserver son commandement. L'influence des Polonais n'en avait pas moins reçu une grave atteinte.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que lorsque tout montrait aux Magyars que les Russes étaient en marche, ils refusaient encore de croire que leur intervention fût proche. Lorsque Visocki, qui était resté dans les Carpathes avec quelques bataillons polonais, annonça qu'il venait d'avoir un engagement avec l'avant-garde russe, « on le traita

de visionnaire et on lui dit qu'il avait pris des Uhlans autrichiens pour des Cosaques. » La fortune, du reste, semblait sourire encore aux Magyars, Gergey venait de s'emparer de Bude (21 mai), mais l'intervention russe, il ne fallait pas s'y tromper, était le commencement de la fin.

L'heure des résolutions suprêmes était arrivée. Le gouvernement de la Hongrie avisa au salut de la patrie de deux manières : A l'intérieur, il montra l'activité la plus grande, pour opposer à l'invasion une résistance énergique.

A l'extérieur, par l'entremise de ses agents, il revendiqua le droit de la nation magyare et protesta auprès des puissances étrangères, contre l'intervention de la Russie.

Voyons donc maintenant quelle fut, à l'égard de l'intervention du czar, l'attitude des différentes puissances européennes. Nous avons vu plus haut, qu'à peine installé à Pest, le cabinet Batthiany s'était fait représenter auprès du parlement de Francfort. Mais, des deux représentants magyars, le premier, Denis Pazmandy, était revenu vers le commencement de juillet 1848, présider la seconde chambre de la Diète. Le second, au contraire, Ladislas Szalay, était demeuré au poste qui lui avait été confié. Le gouvernement magyar avait donc demandé l'assistance démocratique du pouvoir central de Francfort ; mais le parlement de Francfort n'avait ni armée, ni trésor et était tout aussi peu reconnu des gouvernements étrangers que le gouvernement magyar lui-même. Les rapports de la nation magyare avec l'Allemagne Unitaire, devaient donc se borner « à de mutuels témoignages d'estime, à des protestations d'alliance cordiale, mais sans aboutir à aucun résultat positif. » Le Parlement de Francfort avait

bien fourni des orateurs de club et des soldats de barricade à l'insurrection de Vienne : il avait fait entrer dans les rangs des Magyars, ce qui restait de la fameuse légion académique : c'était là, tout ce qu'il pouvait faire pour eux. Aussi les Magyars se tournèrent-ils vers la France et l'Angleterre.

Au mois d'avril 1848, après l'entrée en Hongrie du Ban Jellachich, le ministère Batthiany s'était fait représenter à Paris par le comte Ladislas Teleki, membre distingué et très populaire du parti libéral. A la différence des deux représentants magyars, envoyés près du pouvoir central de Francfort, dont les lettres de créance avaient été signées par l'archiduc palatin Étienne, celles du comte Teleki portaient la signature seule des ministres nationaux. Néanmoins, le gouvernement de la République Française se choisit plus tard un représentant en Hongrie. Mais pour des raisons particulières et surtout pour ne pas sembler donner au dehors un appui à la Révolution, M. Pascal Duprat, auquel ce poste avait été confié, resta en France.

Aussitôt l'indépendance de la Hongrie proclamée, le comte Teleki en informa le gouvernement français, qui refusa d'ailleurs de reconnaître le nouvel État. Quand l'intervention russe fut décidée, le représentant magyar réitéra ses démarches, insistant surtout sur ce qu'il appelait les intérêts directs de la France, mais le gouvernement de la République Française resta sourd à ses sollicitations. Du reste, il lui aurait été difficile au moment où il préparait l'intervention d'une république contre une république, au moment où il se préparait à intervenir à Rome, de s'opposer à l'intervention d'une monarchie au profit d'une autre monarchie. Le général Cavaignac voulait la

paix au dehors comme au dedans. Après la crise interne que la France venait de traverser, il la considérait avec raison comme indispensable à l'affermissement de la République.

Le 17 juillet 1848, lorsque l'intervention russe s'était produite pour la première fois, M. Lherbette avait interpellé le gouvernement « à propos de l'entrée prochaine ou déjà accomplie des armées russes dans les Principautés Danubiennes et sur la politique que la France comptait adopter en présence d'un pareil événement.

« La situation des Principautés, avait répondu le ministre des Affaires étrangères, M. Bastide, appellera toute notre attention et nous aurons à examiner, si la Russie n'est pas sortie des limites que les traités et notamment le traité d'Andrinople ont fixées à son protectorat. » L'incident n'eut pas d'autres suites.

En France cependant, il régna d'abord un certain enthousiasme en faveur des Magyars. Depuis le commencement de la guerre entre l'Autriche et la Hongrie, la démocratie française n'avait cessé de s'intéresser aux diverses phases de la guerre. Michelet recommandait leur cause : « La Hongrie, messieurs, s'écriait-il, au mois de février 1849, au Collège de France, espère aujourd'hui contre l'espérance. C'est qu'elle a la foi, et la foi sauve tout. »

Mais, comme le dit M. Balleydier, toute la diplomatie de Kossuth devait échouer tour à tour devant l'indifférence étudiée de M. Drouyn de Lhuys, devant l'impassibilité narquoise de M. Bastide, et devant la logique du général Cavaignac (1). Le 12 mai, à la nouvelle de l'interven-

(1) Balleydier. *Histoire de la guerre de Hongrie*. P. 185.

tion russe, Flocon interpella M. Drouyn de Lhuys, qui répondit que « si les négociations ne suffisaient pas pour prévenir un acte aussi déplorable que l'intervention des Russes, dans les affaires de l'Autriche, le gouvernement demanderait le concours de l'Assemblée, pour prendre une autre résolution ».

Sa conduite, cependant, ne tarda pas à donner un énergique démenti à la protestation qui lui était échappée. Le 22 mai, M. Joly, député de Toulouse, proposa un ordre du jour des plus belliqueux, qui fut combattu par le général Cavaignac et Odilon Barrot, mais soutenu par Ledru Rollin, qui qualifia le manifeste du Czar, « de nouveau manifeste de Brunswick », et par Crémieux, déclarant que l'Italie et la Hongrie étaient les boulevards de la liberté. « La lutte est ouverte entre la Révolution et la contre-Révolution ; il faut que la France prenne un parti ».

La discussion recommença à la séance suivante (23 mai). M. Bastide proposa un ordre du jour motivé, auquel se rallia M. Joly, et ainsi conçu : « L'Assemblée Nationale, considérant que le principe de l'indépendance des nations de l'Europe et la sécurité même de la République Française sont menacées par le manifeste (du Czar) et les mouvements de troupes des puissances étrangères (la Russie envahissant la Hongrie, la Prusse, le duché de Bade, etc.), invite le pouvoir exécutif à prendre immédiatement toutes les mesures les plus énergiques pour protéger l'honneur et les intérêts de la République Française, en même temps que l'indépendance et la nationalité des peuples, et passe à l'ordre du jour. » Le général Cavaignac proposa alors une rédaction moins ferme, en déclarant qu'il repoussait une déclaration de guerre. « L'Assemblée Nationale, disait

ce nouvel ordre du jour, appelle la sérieuse attention du gouvernement sur les événements et les mouvements de troupes qui s'accomplissent en Europe et préoccupée du danger de cette situation, tant pour l'avenir de la liberté que pour les intérêts intérieurs et extérieurs de la République, elle recommande au gouvernement, de prendre les mesures nécessaires pour les protéger énergiquement. Ce dernier mot fut remplacé par efficacement, et M. Bastide finit par se rallier à l'ordre du jour Cavaignac, à condition qu'on y ajouta : « Et pour sauvegarder l'indépendance et la liberté des peuples. » La division ayant été demandée, l'ordre du jour du général Cavaignac fut adopté par 436 voix contre 184. Son auteur s'était très nettement prononcé contre une déclaration de guerre. Le général Cavaignac avait, d'ailleurs, saisi le côté faible de la Révolution hongroise.

« Nous avons, disait-il, essayé de connaître la pensée et les plans des Hongrois ; nous n'avons jamais pu savoir ce qu'ils voulaient. » Nicolas venait de reconnaître la République Française, aussi la diplomatie de Kossuth échoua-t-elle devant l'indifférence de M. Drouyn de Lhuys.

L'agent magyar, envoyé auprès du gouvernement français, vit bientôt qu'il n'avait rien à en espérer pour son pays.

A défaut du gouvernement français, qui repoussait ses sollicitations, il résolut d'émouvoir l'opinion publique. Il avait, dès le début de la guerre, publié au nom du gouvernement magyar, un manifeste aux peuples civilisés. En mai 1849, signalant les dangers d'une intervention russe, il s'exprimait ainsi : « Le czar, déclare qu'il s'est levé pour protéger l'honneur du nom russe et l'inviolabi-

lité de ses frontières contre la Révolution; mais si la Pologne existait encore, la Hongrie se trouverait-elle aux frontières de la Russie qui s'est avancée vers la Hongrie? Que la France y prenne garde, lorsque l'Autriche sera envahie, lorsque l'Allemagne sera renversée, où seront alors les frontières de la Russie? » Les Magyars, espéraient en exagérant le danger, intéresser la France et l'amener à intervenir auprès des autres cabinets de l'Europe. Mais le gouvernement français, avait promis de ne pas seconder la Révolution au dehors et les Français n'intervinrent pas.

En Angleterre, la cause des Magyars, trouva peut-être encore plus de sympathie qu'en France. Les Anglais, sans néanmoins se compromettre, au point de reconnaître l'indépendance de la Hongrie, étaient bien aise d'inquiéter un peu la Russie qui s'apprêtait à la combattre. Le terrain y était du reste plus favorable qu'en France. Tandis que celle-ci devait tenir compte dans sa politique extérieure de la paix générale, l'Angleterre ne semblait pas craindre les ébranlements européens. Ceux qui prirent en Angleterre l'initiative du mouvement d'opinion tenté en faveur des Magyars, croyaient à ce que leur affirmaient les agents de Kossuth. Ils voyaient dans les Magyars, un peuple revendiquant, les armes à la main, la chose la plus sacrée, l'indépendance nationale. En réalité « les Magyars avaient pris les armes principalement dans des vues d'influence et de conquête. » Les vrais motifs de leur mécontentement, c'était d'une part, la perte de leur suprématie sur la Croatie et la Transylvanie, d'autre part, leur désir de substituer à Vienne, dans les conseils de l'Autriche, l'influence de leur race à celle de la race allemande. Les Anglais croyaient à une Hongrie de quatorze millions d'âmes, libérale et

civilisatrice. L'opinion, travaillée par quelques nobles esprits s'émut. La guerre de Hongrie devint populaire parmi l'aristocratie britannique. Le ministre des affaires étrangères, lord Palmerston, assura les Magyars de la sympathie de l'Angleterre et leur fit entendre des paroles d'encouragement. Dans une séance de la Chambre des Communes, il tint même un langage plein de reproches à l'égard du gouvernement autrichien. Mais c'était là peu de chose. Le républicain Kossuth, du moins le laissait-il croire à toute l'Europe radicale, essaya alors de gagner l'Angleterre, en lui insinuant que la royauté était vacante et que la Hongrie accepterait volontiers pour roi, un prince de la maison de Cobourg. Les Magyars, croyaient que cette offre, allait faire de Palmerston un défenseur ardent de la cause magyare. Mais c'était bien peu connaître l'Angleterre que de penser qu'elle allait ainsi se poser, seule en face de l'Europe, et que la Russie et l'Autriche prendraient en considération les menaces de l'Angleterre isolée. Lord Palmerston était trop habile pour vouloir se compromettre inutilement et les pourparlers engagés entre lui et le représentant magyar à Londres, Ladislas Szalay, ne tardèrent pas à montrer à ce dernier, qu'en dehors de témoignages de sympathie, la Hongrie ne devait rien attendre de l'Angleterre.

Ladislas Szalay, qui, après avoir été accrédité auprès du pouvoir central de Francfort, avait été chargé par Kossuth, de se rendre en Angleterre, pour demander au ministère anglais, de vouloir bien interposer la médiation de la reine Victoria entre les combattants, avait adressé le 11 décembre 1848, à lord Palmerston, une note dans laquelle il lui demandait une audience. Il lui avait été répondu

le 13, « qu'on ne connaissait de Hongrie, que celle qui faisait partie intégrante de l'empire d'Autriche » ; en conséquence, si M. Szalay avait une communication à faire, « elle devait l'être par l'organe du baron Koller, représentant de l'empereur d'Autriche à Londres. » Vainement, le 15 décembre, le représentant magyar écrivit une nouvelle lettre pour réfuter la manière de voir de lord Palmerston. Celui-ci n'en persista pas moins dans sa résolution (1).

C'est alors qu'au début de l'année 1849, M. François Pulszky, alla remplacer à Londres Ladislas Szalay. Mais, lorsque M. Pulszky voulut entrer en rapports avec Palmerston, il se heurta aux mêmes fins de non-recevoir que son prédécesseur. Palmerston, d'ailleurs, considérait l'existence de l'Autriche comme nécessaire à l'équilibre européen. Aussi, le cabinet de Londres, après avoir protesté par la voix de son ambassadeur à Constantinople, à l'occasion de la première intervention russe, ne trouvait-il rien à dire, lorsque par sa circulaire du 9 février, Nesselrode lui fit connaître l'entrée des troupes russes en Transylvanie.

Il ne protesta pas davantage à la nouvelle de la seconde intervention russe en Hongrie, et, lorsque le 17 mai, il transmit à son chargé d'affaires à Saint-Petersbourg, l'opinion du gouvernement anglais sur un aussi grave événement, ce fut dans les termes suivants : « Quelque regrettables que soient aux yeux du gouvernement de Sa Majesté britannique, cette intervention, les causes qui l'ont

(1) Correspondence relative to the affairs of Hungary, presented to both Houses of Parliament. 15 August. 1850. Nos 78, 79, 80, 82..

amenée et les résultats qu'elle pourra produire, le gouvernement de Sa Majesté, n'a pas jugé pourtant que les circonstances fussent de nature à exiger, que la Grande-Bretagne eût une opinion à cet égard (1).

Tout ce que fit la Cour de Londres, ce fut d'offrir à celle de Vienne, ses bons offices, pour le cas où elle eut voulu entrer en négociation avec la Hongrie. Mais si Palmerston exprima le désir de voir la paix se rétablir entre Magyars et Autrichiens, sur une base acceptable de part et d'autre, « satisfaction des droits acquis du royaume de Hongrie, maintien de son union avec l'empire autrichien » (2), la dépêche du ministre des affaires étrangères, écrite le 1^{er} août, ne fut communiquée au prince de Schwarzenberg, que le 12, la veille de la capitulation de Villagos, c'est-à-dire beaucoup trop tard.

L'Autriche était victorieuse, aussi Palmerston, en bon politique, ne crut-il pas mieux faire que de féliciter le czar et l'empereur d'Autriche, d'avoir terminé heureusement une guerre aussi déplorable. Sa sympathie pour les Magyars, se borna à recommander aux vainqueurs de ne pas abuser de leur victoire, et de tenir compte des droits constitutionnels de la Hongrie (3) ». On peut dire, du reste, que plus l'Angleterre s'éloignait de l'Autriche, plus la Russie lui devenait indispensable. La sympathie anglaise, tournait donc plutôt contre les Magyars.

Mais s'il était de l'intérêt d'une puissance, de s'opposer à l'intervention russe, c'était bien celui de la Turquie.

(1) Dépêche n° 179.

(2) Dépêches nos 254 et 255.

(3) Dépêches nos 299 et 301.

« N'était-ce pas là le prélude de la violation des frontières turques en 1853. » Une Hongrie indépendante, aurait pu mettre un obstacle aux projets ambitieux de Nicolas, vis-à-vis de la Sublime Porte. Cet intérêt, celle-ci le comprit parfaitement en 1848-1849, mais elle était trop faible pour empêcher l'entrée des armées russes sur son territoire, entrée qui s'était faite en vertu de traités antérieurement imposés à la Turquie, et la Révolution Roumaine, avait fourni aux Russes le prétexte cherché. La révolution étouffée (août 1848), ceux-ci avaient continué à occuper les Principautés et c'est de là, ainsi que nous l'avons vu, qu'ils allèrent porter secours en Transylvanie au général Puchner.

Fuad-Effendi, commissaire du Sultan, dans les Principautés, avait fait observer aux autorités russes, que le gouvernement ottoman, ne pouvait que désapprouver une intervention, qui prendrait pour point de départ une province de l'empire ottoman et, par conséquent, si « le principe de sa neutralité était violé. » L'ambassadeur anglais à Constantinople, sir Stratford Canning, par une note en date du 3 février 1849, avait fait savoir au gouvernement du Sultan, qu'il approuvait sans réserve le langage de Fuad Effendi et le général Aupick, représentant de la République Française, s'était associé aux démarches de sir Stratford.

Mais, comme ces marques de sympathie, n'étaient suivies d'aucune promesse de secours, La Porte, ne se sentant pas suffisamment forte pour se brouiller avec ses voisins, ne protesta pas contre la violation de son territoire. Et, lorsque le général Duhamel, consul général de Russie à Bucharest, annonça une seconde intervention des troupes russes en Transylvanie (26 mai) projet mo-

mentanément abandonné, Fuad-Pacha ne fit aucune observation, et en juin 1849, au moment de l'entrée des Russes en Hongrie, le gouvernement ottoman, en dépit des encouragements de sir Stratford Canning et aussi du général Aupick, pour qu'il fit respecter son territoire, n'osa pas sortir de son mutisme, très préjudiciable à ses intérêts.

Kossuth protesta contre cette violation de la neutralité de la Turquie et le comte Jules Andrassy fut chargé d'amener la Porte à rester neutre ; à empêcher les Russes de se servir du territoire des Principautés, comme base d'opérations militaires, ainsi qu'à ne pas laisser les Serbes porter secours aux Slaves de Hongrie et ne pas permettre que les Autrichiens s'y refugiassent, pour s'y reconstituer et préparer une nouvelle attaque. Enfin, à ne pas s'opposer à ce que les Magyars, fissent venir des armes par le bas Danube.

Mais la Turquie, malgré sa bonne volonté et son désir d'être utile à la Hongrie, dut, par suite de l'abandon des Puissances Occidentales, rester spectatrice impuissante des violations de son territoire et de la ruine des Magyars.

Un ministre protestant, M. Wimmer, fut envoyé également auprès du cabinet de Berlin, mais celui-ci refusa de le recevoir et lui ordonna même de quitter le territoire de Sa Majesté le roi de Prusse, dans le plus bref délai.

D'un autre côté, depuis la capitulation de Milan et l'armistice de Sarlasco, le roi de Piémont, négociait la paix avec l'empereur d'Autriche ; mais les hostilités ne tardèrent pas à recommencer et la rupture de la trêve ayant été dénoncée à Radetzky (mars 1849), Charles-Albert envoya comme représentant en Hongrie, le colonel Monti.

Il avait comme instruction, « de reconnaître l'indépendance de la Hongrie et de conclure une alliance offensive et défensive entre les deux puissances. » Les Magyars, étaient prêts à accueillir ces avances avec empressement et le comte Teleki à cet effet, avait envoyé le baron Splenyi auprès de Charles-Albert.

Malheureusement, l'ouverture des hostilités en Italie, fut connue des Magyars en même temps que la fin de la courte campagne de Novare. Le colonel Monti, qui avait été obligé de passer par l'Orient pour se rendre à son poste, connut à Belgrade la nouvelle du désastre, après lequel, sa mission n'avait plus d'objet. Néanmoins, il alla offrir ses services à Kossuth, qui le chargea de former une légion italienne dont il serait le chef.

Venise, cependant, était toujours libre. Le 20 avril, Kossuth envoya à Manin la déclaration de l'indépendance et lui proposa une alliance défensive et offensive. Daniel Manin acceptait l'alliance proposée au nom de Venise et répondait que tous ses vœux étaient qu'elle fût conclue le plus tôt possible. Venise étant bloquée de toutes parts, il fut impossible aux représentants des deux ennemies de l'Autriche de se rendre à leurs postes. L'agent magyar ne rencontra que le 3 juin, dans la rade d'Ancône, le représentant vénitien Louis Pasini, avec lequel il signa un projet de traité, dont la disposition principale était ainsi conçue : « ... 1^o Une alliance offensive et défensive est conclue entre l'État de Hongrie et le gouvernement provisoire de Venise. Aucun des deux États, ne pourra stipuler un acte ou un traité de paix quelconque avec l'ennemi commun, sans le concours et l'approbation de l'autre... » Mais trop éloignées l'une de l'autre, la Hongrie et Venise ne purent pas s'aider efficacement. Arrêté en

route par les Autrichiens, l'envoyé de Kossuth ne put même pas rentrer en Hongrie.

Seule en Europe, la Confédération Helvétique reconnut le gouvernement magyar. Mais que pouvait-elle faire?

Cependant le gouvernement magyar, ne se contenta pas d'aller frapper à la porte des cabinets européens.

Au début de l'année 1849, Kossuth envoya comme agent aux États-Unis, le comte Samuel Wass, pour demander au gouvernement fédéral, la reconnaissance formelle de l'indépendance de la Hongrie. Le gouvernement de Washington, ne voulant pas agir avec trop de précipitation en pareille circonstance, chargea un agent diplomatique, M. Horace Mann, d'aller sur les lieux, pour se rendre compte de la situation présente et de l'avenir de la Hongrie et pour déclarer que les États-Unis, étaient disposés à reconnaître le nouvel État, en admettant qu'il fût capable de se maintenir.

Non seulement le message annuel du Président Taylor, en décembre 1849, fit mention de la mission confiée à M. Mann, mais les instructions qui lui avaient été données, furent communiquées au Sénat, qui en ordonna l'impression, en mars 1850.

Du reste les sympathies du peuple américain étaient pour la Hongrie. Ces sympathies, se manifestaient même avec un certain éclat. Les meetings, en faveur des Hongrois, succédaient aux meetings et le gouvernement fédéral, en adoptant la ligne de conduite qu'il allait suivre dans les affaires de Hongrie, ne faisait guère que refléter le courant de sympathie qui existait alors aux États-Unis, en faveur des Magyars.

Voici d'ailleurs en quels termes, Sir John Clayton, mi-

nistre des affaires étrangères des États-Unis, répondait officiellement à un Hongrois, M. Breisach, chargé de lui transmettre les résolutions adoptées par un meeting de New-York, (juillet 1849). Cette réponse montre nettement, quelle était la façon de voir du gouvernement américain sur la question.

«..... Le gouvernement et le peuple de ces États, disait le ministre des affaires étrangères, prennent un vif intérêt aux événements qui s'accomplissent aujourd'hui en Hongrie et toute information qui pourra jeter de la lumière sur la lutte engagée entre ce pays, la Russie et l'Autriche sera toujours reçue avec reconnaissance.

La politique et la pratique des États-Unis, sont de reconnaître tout gouvernement qui donne au monde la preuve qu'il est assez fort pour vivre par lui-même.

Si la Hongrie parvient à se soutenir dans cette lutte inégale, il n'est pas de raison qui puisse nous empêcher de reconnaître son indépendance. Le Congrès, nous le croyons du moins, sanctionnerait un tel acte de notre part et par suite, le gouvernement serait très heureux d'entrer en relations politiques et commerciales avec la Hongrie indépendante. »

Agréez, etc.

John Clayton.

Sous-secrétaire d'État, ministre des Affaires étrangères.

M. Mann, remplit donc sa mission et rendit compte de son résultat au cabinet de Washington, qu'il dissuada d'accéder à la demande de reconnaissance. A l'exemple des grandes puissances européennes, les États-Unis s'abstinrent et leur conduite fut d'autant plus prudente, que peu de temps après, la Révolution magyare était com-

plètement écrasée. Mais le gouvernement fédéral ne s'en était pas moins mis en mesure, pour être le premier à reconnaître le nouvel État. Aussi cette conduite, donna-t-elle lieu aux réclamations de l'Autriche.

Examinons quelles furent ces réclamations. Evidemment, l'Autriche pouvait considérer les Magyars comme des sujets révoltés. Une nation qui prend les armes contre l'État dont elle fait partie et qui veut constituer un État indépendant, fait, en effet, acte de guerre civile et se place en dehors du Droit public de l'État. Que la Hongrie, se trouvât dans une situation spéciale vis-à-vis de l'Autriche, en ce qu'elle avait des lois et une organisation propre, que cette situation spéciale, se fût plus accentuée encore depuis le vote des lois constitutionnelles d'avril 1848, qui avaient, pour ainsi dire, consacré une sorte d'autonomie magyare, c'est là un fait certain, mais ce n'en était pas moins une partie d'un État qui se soulevait contre l'État dont il faisait partie, et par suite, cet État, ici l'Autriche, était parfaitement en droit de considérer les Hongrois comme des sujets révoltés.

Qu'au point de vue de la reconnaissance des Magyars comme belligérants, cette sorte d'autonomie de la Hongrie, eût permis plus facilement à un État étranger de la reconnaître comme belligérante, c'est là notre avis. Il y avait là, en effet, un pays ayant des lois fondamentales propres et des institutions politiques propres, qui était parvenu à établir un gouvernement complètement organisé et à disposer d'une armée suffisamment forte pour lutter victorieusement, pendant un certain temps, contre les armées autrichiennes. Il y a là certainement un fait dont il faut tenir compte, de même que les États-Unis, dans leur conduite, ne firent que se conformer à la poli-

tique et à la pratique suivies par eux antérieurement, et que nous examinerons plus loin. En tout cas, l'on peut dire que si la lutte persiste entre les deux parties, si, de part et d'autre, les forces paraissent s'égaliser, s'il est difficile de prévoir l'issue de la révolte, les puissances étrangères peuvent mettre les deux parties sur le même pied, en leur reconnaissant la qualité de belligérants. Cette reconnaissance ne doit pas être intempestive, car alors, elle serait préjudiciable à l'État en proie à la guerre civile. Que la reconnaissance de cette province insurgée, comme belligérante, puisse être considérée comme une participation à la lutte, comme un acte de guerre contre l'État auquel elle appartient, c'est là une question d'appréciation, variable suivant les faits, les différentes phases de la lutte, les intérêts engagés, en un mot, suivant les circonstances.

Le 30 septembre 1850, M. de Hulsemann, chargé d'affaires autrichien auprès du gouvernement américain, remettait à ce propos, une note au secrétaire d'État, M. Webster, « dans laquelle il protestait contre certaines expressions contenues dans les instructions données à l'agent américain, et contre les mesures adoptées par le gouvernement des États-Unis, pour se rendre compte des progrès et du résultat probable du mouvement révolutionnaire en Hongrie. » Il faisait remarquer que « ceux qui n'avaient pas hésité à prendre sur eux la responsabilité de confier une telle mission à M. Dudley Mann, auraient dû se dire, en dehors des considérations de convenance, qu'ils exposaient leur émissaire à être traité comme espion ». Il ajoutait « que si le gouvernement des États-Unis jugeait à propos de prendre indirectement part aux mouvements révolutionnaires de l'Europe, la politique

américaine s'exposerait à des actes de représailles, et à certains inconvénients, qui ne pouvaient manquer d'affecter le commerce et l'industrie des deux hémisphères ».

Dans sa réponse en date du 21 décembre 1850, le Secrétaire d'État américain, faisait observer que la conduite adoptée par le président Taylor, concordait avec les principes qu'avaient toujours suivis les États-Unis dans leur politique extérieure, en matière de neutralité et avec les doctrines du Droit public. « Il n'est pas exigé des pouvoirs neutres, disait-il, qu'ils attendent la reconnaissance de la mère patrie. Dans les trente dernières années, huit ou dix nouveaux États ont formé des gouvernements indépendants dans les possessions coloniales de l'Espagne, et la même chose a été effectuée par la Belgique et par la Grèce. Tous ces gouvernements, ont été reconnus par les principales puissances de l'Europe, de même que par les États-Unis, avant même qu'ils le fussent par les États dont ils s'étaient séparés. Si les États Unis avaient reconnu formellement la Hongrie, lors même qu'il n'en fût résulté aucun avantage pour l'une ou l'autre des parties, cette reconnaissance n'aurait pas constitué un acte contre le droit des gens, tant qu'ils n'auraient pas pris part à la lutte contre l'Autriche. Les États-Unis s'étaient abstenus de le faire. »

Quant au mot espion qu'avait employé M. de Hülseman en parlant de M. Mann, M. Webster démontrait, que ce nom ne pouvait être donné « qu'à une personne envoyée par un des belligérants pour obtenir des renseignements secrets sur les forces et les ressources de l'autre, dans le but de s'en servir pour des objets hostiles ». En traitant M. Mann en espion, l'Autriche, d'après M. Webster, et c'est aussi, en un certain sens, notre avis, n'aurait pas agi en nation civilisée et si, disait-il, le gouvernement

autrichien, eut mis à exécution une telle mesure, « l'esprit du peuple américain, aurait exigé qu'une guerre immédiate fût faite avec tous les moyens dont la République pouvait disposer.

Le secrétaire américain, d'autre part, répudiait la responsabilité des termes du document adressé à son agent par le gouvernement fédéral, vis-à-vis du gouvernement autrichien et en ce qui concerne le titre donné à Kossuth dans les instructions de M. Mann, M. Webster disait, que dans une communication confidentielle à son agent, il n'était pas admissible qu'un État refusât un titre honorifique à une personne, pour cette raison que son gouvernement la considérait comme rebelle, alors que, pour la plupart des puissances, elle était digne de ce titre.

Pour l'hypothèse des représailles, contenue dans la note autrichienne, les États-Unis étaient prêts à en courir les chances. Rien ne devait empêcher, disait M. Webster, le gouvernement et le peuple américain, tout autant qu'ils ne se départiraient pas des devoirs d'une stricte neutralité, d'exercer les droits, qui, d'après eux, appartenaient à toute nation indépendante, et de faire connaître librement leur opinion sur les questions importantes qui pouvaient naître parmi les États civilisés.

Dans une note du 11 mars 1851, le chargé d'affaires autrichien répondait alors que, quoique les raisons mises en avant par M. Webster, n'avaient pas modifié les vues du gouvernement de Sa Majesté Impériale, en ce qui concernait la mission de M. Mann, il se refusait à toute autre discussion de cet incident, discussion qui ne pouvait donner aucun résultat satisfaisant, et que l'Autriche, satisfaite du dernier discours du Président des États-Unis, ne demandait qu'à continuer des relations amicales. « Le

Président Fillmore, disait M. de Hülseman, a déclaré dans son message du 2 décembre dernier, qu'il était déterminé à agir envers les autres nations, de la même manière que les États-Unis désiraient qu'on agit envers eux, et qu'il avait adopté comme règle de sa politique, d'user de bienveillance envers les puissances étrangères et de s'abstenir de toute intervention dans leurs affaires intérieures. L'Autriche n'avait jamais demandé et ne demanderait jamais autre chose que la mise en pratique de ces principes. Tant que les États-Unis, ne dévierait pas de ces principes, le gouvernement impérial serait sincèrement disposé à maintenir des relations amicales avec le gouvernement des États-Unis. »

L'accusé de réception de la note de M. de Hülseman par M. Webster, ou ce dernier, tout en regrettant au nom du Président des États-Unis, que sa note précédente, n'eut pas obtenu l'approbation du gouvernement autrichien, exprimait sa satisfaction que celui-ci fût disposé à maintenir des relations amicales entre les deux gouvernements, clôtura définitivement cette affaire.

« En terminant, M. Webster disait que les principes et la politique indiqués, en réponse à la note du 30 septembre, comme devant être suivis par les États-Unis, s'accordaient avec leur condition, leur étant imposés par leur caractère, leur histoire et leur position parmi les nations du monde. Ils ne seraient donc ni abandonnés ni écartés, à moins de changements extraordinaires dans la marche générale des affaires humaines. »

En réalité, les réclamations du gouvernement autrichien étaient exagérées. Les États-Unis, aussi bien dans ce cas que dans des circonstances analogues, se montrèrent

très prudents et les événements, du reste, leur donnèrent raison.

Les États-Unis, comme nous l'avons dit plus haut, ne firent dans cette affaire, que suivre la ligne de conduite et appliquer les principes qui les avaient guidés dans des cas semblables.

En 1821, le président Monroe exposait dans un message, qu'il était évident que l'Espagne ne parviendrait jamais à soumettre ses colonies insurgées et que celles-ci, d'autre part, ne transigeraient pas sans que leur indépendance fût préalablement reconnue. Cette déclaration qui se basait sur une appréciation de fait, l'impossibilité pour l'Espagne de venir à bout de la résistance qui lui était opposée par ses colonies de l'Amérique du Sud, et la vitalité de ces dernières, servit en quelque sorte de base à la décision prise par le Congrès Américain dans sa séance de janvier 1822 où, d'accord avec le président Monroe, il reconnut à la presque unanimité, l'indépendance du Mexique et des autres colonies espagnoles de l'Amérique du Sud.

Les mêmes principes que ceux admis par le Congrès, dans sa séance de janvier 1822, furent appliqués au Texas par le gouvernement américain. Le Congrès de 1836, déclarait en effet, que les États-Unis reconnaîtraient l'indépendance du Texas dès que le gouvernement des États-Unis aurait « les données nécessaires » pour se rendre compte si ce pays était à même « de remplir les obligations et d'exercer les droits d'un État indépendant ». Or c'était justement pour avoir ces données, que le cabinet de Washington avait envoyé M. Mann en Hongrie. Il se conformait donc aux mêmes principes.

Dans un message spécial, adressé à ce sujet au Con-

grès, la même année 1836, par le président Jackson, celui-ci disait que la reconnaissance de l'indépendance d'un État nouveau, avait toujours été une question délicate, impliquant une grande responsabilité, responsabilité qui était plus grande encore, quand il s'agissait d'un État qui s'était séparé violemment d'un autre État dont il faisait partie. « Dans ce cas, ajoutait-il, si la reconnaissance prématurée de l'indépendance, ne peut être considérée absolument comme une cause légitime de guerre, tout au moins, est-on fondé à y voir un acte d'hostilité envers l'une des parties belligérantes. »

Cette thèse, du reste, devait être consacrée en Europe même, à propos de la reconnaissance comme belligérants par l'Angleterre, des Confédérés, lors de la guerre de Sécession de 1861 à 1864, lorsque lord John Russel, alors chef du Foreign Office, tout en s'efforçant de justifier la conduite du gouvernement anglais, donna son approbation aux principes ainsi émis par M. Adams, ambassadeur des États-Unis à Londres. « Lorsqu'une insurrection, disait M. Adams, éclate contre un gouvernement constitué légitimement, les gouvernements étrangers qui veulent continuer d'entretenir avec lui des relations pacifiques, des rapports de bonne harmonie et d'intimité, sont tenus de s'abstenir avec soin, de toute mesure propre à exercer une influence quelconque sur la situation du pays dont la tranquillité intérieure est troublée : cependant, si après un temps moral suffisant, on voit que la lutte se prolonge et n'offre nulle perspective d'une fin prochaine, alors, la nécessité de la reconnaissance des combattants, comme belligérants, se justifie d'elle-même et personne n'est fondé à la blâmer. »

Ce que nous dirons, c'est qu'il est certain qu'un État

en proie à la guerre civile, ne peut *ipso facto* être regardé comme formant deux États. Pour cela, il faudrait que la persistance de la guerre, l'égalité des forces des deux combattants et l'impossibilité de prévoir son issue, aient revêtu un caractère tel, que les puissances adverses puissent regarder comme réalisée une séparation qui, comme le dit Calvo, n'a pas encore reçu la consécration définitive et irrévocable du fait accompli.

Il serait donc assez difficile de comparer, en ce qui concerne la stricte observation des devoirs de neutralité, la conduite des États-Unis en 1849, avec celle suivie par la France, en ce qui concerne les démêlés qui s'élevèrent à partir de 1774 et 1775, entre l'Angleterre et ses colonies d'Amérique et qui furent bientôt suivis de guerre. Dès le début, en effet, la France se départit des principes de la neutralité. Elle commença d'abord par soutenir en sous-main, les insurgés américains, tant qu'il fut périlleux de se découvrir, soit par des envois d'armes et de munitions, soit en leur fournissant des secours directs d'argent. La lettre du comte de Vergennes à Louis XVI, en date du 2 mai 1776 en est la preuve. Cette lettre commençait ainsi : « J'ai l'honneur de mettre aux pieds de Votre Majesté, la feuille qui doit m'autoriser à fournir un million de livres pour le service des colonies anglaises, si elle daigne la revêtir de son approuvé... »

D'un autre côté, il paraît bien que la reconnaissance des colonies anglo-américaines comme belligérantes par S. M. Très Chrétienne, à la suite de la notification aux agents américains par le ministère français, des préliminaires du traité d'amitié et de commerce à stipuler entre les deux États, notification faite le 16 décembre 1777 par M. Gréard, secrétaire du Conseil d'État du roi, suivie du traité d'al-

liance du 6 février 1778, qui considérait les États-Unis d'Amérique « comme une nation indépendante » ait été un peu hâtive, et que ce soit la crainte qu'éprouvait le gouvernement français de voir que, s'il hésitait davantage à soutenir ouvertement les Américains, le gouvernement anglais ne cherchât à renouer des intelligences avec ces derniers et, par d'habiles concessions, ne parvînt à prévenir une guerre, qui ne pouvait avoir pour lui que des conséquences redoutables, qui le fit agir ainsi, plutôt que l'impossibilité, en présence de laquelle se trouvait l'Angleterre, de soumettre ses colonies. Si en effet, le général anglais Burgoyne avait capitulé à Saratoga avec toutes ses troupes, il avait d'abord remporté toute une série de succès et de son côté, Sir William Howe battait les insurgés américains à différentes reprises. Étant données, d'autre part, les très grandes ressources de l'Angleterre en hommes et en argent, on pouvait supposer que finalement, celle-ci viendrait à bout des rebelles.

Ce fut du reste, en ce qui concerne la conduite du gouvernement français, la façon de voir du cabinet de Londres, qui considéra la déclaration remise par le marquis de Noailles, ambassadeur de France, près la Cour de Londres, le 15 mars 1778 à lord Weymouth, secrétaire d'État de S. M. Britannique, comme une véritable déclaration de guerre de la part du roi très chrétien, quoique cependant les hostilités ne dussent pas commencer immédiatement. Cette déclaration portait à la connaissance de la Cour de Londres, le traité d'amitié et de commerce signé par la France avec les États-Unis de l'Amérique septentrionale, qui, disait la déclaration, « sont en pleine possession de l'indépendance prononcée par leur

acte du 4 juillet 1776 » (1). Le 17 mars, lord North, communiquait la note de l'ambassadeur français à la Chambre des Communes, en même temps qu'un message du roi, considérant la dite note « comme une agression aussi injuste que non provoquée contre l'honneur de sa couronne et les intérêts directs de son royaume, agression contraire aux assurances les plus solennelles, attentatoire aux lois des nations et injurieuse aux droits de toutes les puissances souveraines de l'Europe. » En ce moment, en effet, on était loin de pouvoir dire que l'Angleterre ne parviendrait jamais à soumettre ses colonies d'Amérique. Ce qui vient corroborer notre opinion, c'est que les États-Unis, célèbrent comme une date importante de leur lutte pour l'indépendance nationale, la bataille de Yorktown qui fut livrée en 1781, c'est à-dire, trois ans après la conclusion du traité d'alliance entre la France et les colonies anglo-américaines. Le long intervalle de temps qui sépare ces deux dates importantes, montre donc qu'il n'était guère encore possible au début de l'année 1778, de supposer une victoire certaine des insurgés. Il y eut donc, dans ce fait de la reconnaissance par le gouvernement français des colonies anglaises, comme formant un nouvel État, un véritable acte d'hostilité, un véritable acte de guerre de ce gouvernement contre l'Angleterre. Que la ligne de conduite suivie par la France dans cette affaire ait été un acte de bonne politique, cela est certain, mais alors la question est autre et nous n'avons pas ici à l'exa-

(1) Cet acte était celui par lequel, les treize colonies confédérées, dont les députés s'étaient prononcés en faveur de l'indépendance, rompirent tous leurs liens avec la couronne d'Angleterre en se déclarant indépendantes et libres.

miner. Le concours donné par Louis XVI aux colonies anglaises d'Amérique fut un acte politique, ce ne fut pas l'exercice d'un droit.

On voit donc où se trouve la différence. D'un côté, les États-Unis ne firent que se conformer à une pratique antérieure, qui était de se procurer d'abord les données nécessaires pour apprécier si un pays insurgé était à même de remplir les obligations et d'exercer les droits d'un État indépendant, avant de le reconnaître comme belligérant. C'est la conduite qu'ils suivirent dans la guerre de Hongrie. M. Mann n'avait qu'une mission, s'éclairer sur la situation présente et l'avenir de ce pays et lui-même, fut le premier à dissuader au gouvernement américain d'accéder à la demande de reconnaissance. Aussi, en 1849, les États-Unis refusèrent-ils de reconnaître l'indépendance de la Hongrie. A l'exemple de toutes les grandes puissances européennes, les États-Unis s'abstinrent et on ne peut guère trouver dans leur conduite, quelque chose qui se rapprochât d'un acte d'hostilité envers l'Autriche.

En 1778 au contraire, la France, voyait dans les colonies anglo-américaines, des auxiliaires tout trouvés, pour lui permettre de reprendre sa revanche des défaites et des humiliations que lui avait fait subir l'Angleterre, l'éternelle ennemie de la France comme disait Vergennes. Le point de vue fut donc tout autre ici. Le gouvernement français, se décida, par suite de considérations politiques et d'intérêts bien compris. Il fit acte de bonne politique, mais c'est tout. Les considérations tirées du droit des gens et des devoirs respectifs des nations les unes envers les autres, n'eurent absolument rien à voir dans sa conduite.

Les tentatives de Kossuth, pour faire reconnaître l'indépendance de la Hongrie échouaient donc. De l'indifférence de l'Europe, à l'égard des affaires hongroises, le gouvernement magyar ne pouvait se faire aucune illusion. C'est alors, que devant l'invasion russe, ainsi que nous l'avons vu plus haut, Kossuth avait publié (18 mai) une solennelle protestation, où il faisait connaître à l'univers et les droits de la Hongrie, et sa résolution énergique de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il ordonnait, en même temps, la levée en masse et le jeûne obligatoire, le tocsin et les services religieux. On était en plein mysticisme, on demandait au Christ de bénir les armes magyares.

Cependant, l'espoir des modérés hongrois, des pacifiques de conclure une paix honorable, ne s'était jamais évanoui, même au milieu de la lutte. Ils croyaient que l'intervention russe était due à la déchéance de la maison de Habsbourg et ils espéraient que les Russes s'arrêteraient dans leur marche en avant, ou au moins que François-Joseph ferait des concessions, si l'acte qui prononçait la déchéance était révoqué. Les partisans de la paix, entrèrent en rapport avec Gœrgey qui affectait de croire à l'innocence du roi, trompé par la camarilla et qui paraissait favorable à l'idée de soumission à la dynastie, en échange de certaines garanties. Gœrgey se rendit alors à Debreczen dans les premiers jours de juin et proposa aux pacifiques d'abolir la déclaration de l'indépendance, afin que la Hongrie fût sauvée de l'invasion russe. Mais le conseil était donné trop tard. « Je reçus, écrit Gœrgey, je reçus pour réponse, la nouvelle désolante que la Diète était déjà prorogée et ne se réunirait plus avant le mois de juillet à Pest. » Vainement, Gœrgey proposa une contre-révolution militaire pour abolir la loi du 14 avril. « Point

de Révolution militaire, point de régime du sabre, tels furent les cris par lesquels les pacifiques accueillirent sa proposition. » Il est bien certain qu'un coup d'État violent répugnait à ces derniers. « J'étais entré dans cette réunion, écrit Gœrgey, rempli d'un joyeux espoir ; j'en sortis désappointé. Je trouvai le parti de la paix battu, incapable pour le moment de recommencer la lutte et me paraissait-il, peu résolu à la risquer. Ces hommes n'avaient point de plan arrêté. Du moins, ne m'en communiquèrent-ils aucun, peut-être par excès de prudence. Mais cette réserve même, me donna à penser que le parti de la paix se sentait trop faible pour essayer de tenir tête au parti opposé, aux hommes du 14 avril, tant à l'intérieur qu'au dehors du Parlement » (1).

Cependant Gœrgey ne renonça pas à renverser Kossuth et ses partisans, mais il changea de tactique. Dans le Parlement, il essaya de rendre plus forts les ennemis du gouvernement par l'introduction de membres nouveaux qui fussent disposés à la paix. Il voulait, de plus, priver Kossuth des hommes qui lui étaient dévoués, tels que Bem, Perczel, Dembinski, Guyon. Pour cela, il était indispensable que Gœrgey restât ministre de la guerre. « Cette conviction, dit Gœrgey, finit par me déterminer à vaincre l'aversion morale que j'éprouvais à prêter serment à une loi, dont le renversement me paraissait indispensable, même dans la plus favorable des hypothèses, pour sauver la juste cause de la Hongrie. »

En ce qui concernait son dessein de fortifier dans la seconde Chambre le parti de la paix, Gœrgey ne réussit guère. Les élections rendues nécessaires par le remplace-

(1) Mémoires de Gœrgey. Tome II. P. 121.

ment des représentants déclarés démissionnaires, ne firent, en effet, entrer dans la Diète, que deux ou trois pacifiques.

D'autre part, à force de déclarer le général Guyon incapable, il arriva à le faire déplacer et le général Klapka allait prendre sa place, quittant par suite la direction par intérim du ministère de la guerre. Mais s'il ne réussit pas dans ses intrigues contre Bem, il parvint au but qu'il se proposait en ce qui concerne Perczel et Dembinski. Accusé d'imprudence à la suite de la bataille de Kacs qu'il avait perdue, Perczel déjà fort aigri par la nomination de son rival au ministère, donna sa démission. De son côté, peu après, Dembinski donnait également la sienne, alléguant, comme motif, un désaccord entre le gouvernement et lui.

Arthur Görgey partit alors pour l'armée. Le 2 juin, il annonçait dans le *Kozlony*, (journal officiel du gouvernement magyar) qu'il avait pris possession du ministère de la guerre, mais que aussi longtemps que sa présence serait nécessaire à la tête de son armée, son ami dévoué, le colonel Émeric Szabo, serait chargé de l'intérim. Le 31 mai, sur la proposition de Barthélemy Szemère, la Diète s'était prorogée jusqu'au 2 juillet.

Cependant, après la bataille de Comorn, les Autrichiens non poursuivis par Görgey, s'étaient repliés sur Presbourg et se reconstituaient peu à peu. Le général Welden s'était fait battre par les Magyars. Aussi venait-on de le remplacer comme commandant de l'armée autrichienne par le feldzeugmestre Haynau, le pacificateur de l'Italie, général d'une extrême énergie et d'une inflexible volonté et dont l'esprit d'initiative était

fortifié par des connaissances militaires étendues. Il avait, du reste, donné au gouvernement ses preuves de fermeté et de hardiesse.

En même temps, les troupes russes s'avançaient de toutes parts, elles envahissaient la Hongrie de trois côtés différents : par la Moravie, la Galicie et la Valachie (juin 1849).

Jellachich, qui, à la suite de ses dissentiments avec les généraux autrichiens, s'était replié sur la Croatie, repaissait au sud, avec trente-quatre mille hommes. Les Russes entraient en Hongrie et avant de combattre, ils tentèrent quelques essais de diplomatie à l'égard des Magyars.

Ils répandirent çà et là de vagues rumeurs, semant certains bruits et laissant s'accréditer des suppositions, auxquelles l'inexpérience politique des Magyars allait se laisser prendre. Les Russes d'ailleurs, depuis leur entrée en Hongrie, s'étaient conduits tout autrement que les Autrichiens. Si on ne tient pas compte de certains excès militaires, de l'incendie de quelques villages dont les habitants avaient mis à mal les patrouilles ennemies, la conduite des armées russes, grâce à une sévère discipline, était meilleure que celle des troupes autrichiennes, qui ne se faisaient pas faute de piller, d'insulter et de maltraiter les habitants. Les officiers russes se montraient polis, affables, à l'égard des officiers magyars faits prisonniers par eux, ou avec lesquels ils entraient en rapport. Peu à peu, le bruit se répandit en Hongrie, que les Russes n'étaient pas des ennemis systématiques des Magyars, qu'ils méprisaient les Autrichiens tout en paraissant prendre leur défense, que le czar Nicolas était généreux et poussait le gouvernement autrichien à la conciliation. « Ils n'en vou-

laient, disait-on, qu'aux Polonais, qui, après avoir été, suivant l'expression de Batthiany, un mal nécessaire, étaient devenus un embarras et un obstacle. » On parlait beaucoup des politesses du prince de Leuchtenberg pour des officiers magyars qui servaient en Russie. En Transylvanie, le grand duc Constantin passait également pour un défenseur de la conciliation entre Magyars et Autrichiens. « Voilà ce que les amis de Gœrgey écoutaient complaisamment et la Russie s'ouvrait ainsi un chemin au cœur de la Hongrie. »

Mais les opérations militaires avaient recommencé. Les agents magyars avaient essayé vainement de provoquer une contre intervention en faveur de la Hongrie. Les deux armées alliées formaient un cercle immense qui embrassait toute l'étendue de la Hongrie, il fallait lutter. L'influence, qui avait prévalu dans la première phase des opérations de l'armée insurrectionnelle, avait été celle des Polonais Bem et Dembinski. L'influence du général Gœrgey devait dominer la seconde.

Le général Gœrgey était né à Toporcz, le 30 janvier 1818. Dès l'âge de quatorze ans, il était entré à l'école militaire de Tuln, en Autriche. Son avancement dans l'armée nationale avait été prodigieusement rapide. Le général Gœrgey avait conquis tous ses grades en six mois. D'un tempérament de fer, par son impassibilité aux souffrances physiques, il étonnait ses troupes, qui, cependant, eurent à subir elles-mêmes les fatigues les plus dures. Très rigoureux sur la discipline, il regagnait la faveur des soldats par son impartialité à conférer les grades et les récompenses. Il ne récompensait guère que le mérite, sauf le cas où il trouvait son intérêt politique à se faire

des créatures. Deux hommes se partagèrent à chaque instant cette nature indécise : un patriote magyar, jaloux de prédominer comme homme d'État et un officier autrichien dédaignant les civils. Il était entré comme ministre de la guerre dans le ministère Kossuth du 2 mai 1849, mais la coopération brillante des généraux polonais le gênait et l'offusquait. Gœrgey représentait le parti de l'alliance avec l'Autriche, si cette dernière lui avait offert le maintien de l'unité magyare. Cette pensée, du reste, était si bien dans l'intérêt des Magyars, que Dembinski lui-même n'avait pas approuvé la proclamation de la déchéance de la maison de Habsbourg. Gœrgey, au moment de la prise de Bude, semblait préoccupé de cette idée, dans laquelle il ne sut pas entrer résolument. Ses opinions comme citoyen magyar, étaient contraires à la déchéance. Mais, au lieu d'entraîner son pays dans cette voie, il manœuvra de façon à se débarrasser des Polonais et à renverser Kossuth. En réalité, ce dernier, à deux reprises différentes, avait offert à Gœrgey le pouvoir suprême, désirant faire tourner l'ambition du général au profit de la patrie. Gœrgey avait joué le désintéressement : « Vous ne demandez, avait-il répondu, que la retraite après la victoire : moi, j'e n'aspire qu'à la chaire de chimie de l'Académie des mines de Selmecz. » (Gœrgey, sorti de l'armée en 1845, avait passé trois ans à Prague, où il s'était adonné à la chimie, publiant même des mémoires remarquables dans le *Bulletin de l'Académie des Sciences* de Vienne). La vérité, c'est qu'il ne voulait pas recevoir le pouvoir des mains de son rival et préférerait le conquérir seul, « soit par l'intrigue, soit par la violence ». C'est pourquoi, au lieu de marcher sur Vienne, il avait rebroussé chemin et était allé prendre Bude. Quoi qu'il en soit, les

soldats aimaient leur général et, victorieux, avaient confiance en lui.

L'armée russe était entrée en Hongrie sous les ordres du maréchal prince Paskevitch. Le général Gœrgey comprit qu'il n'y avait plus rien à attendre de l'Autriche irritée, et, séduit par les manœuvres de la diplomatie russe et par les paroles flatteuses des Russes sur la bravoure et la conduite brillante des troupes magyares et de leurs officiers, il projeta de demander la protection du czar et de l'intéresser au sort de la Hongrie. Gœrgey d'ailleurs, communiquait son projet au ministère magyar dès le commencement de la nouvelle campagne.

« Cette pensée de traiter avec les Russes, était, au point de vue polono-magyar, une idée moralement monstrueuse, aussi bien qu'une naïveté, au point de vue purement magyar. » Les Polonais furent informés de ce dessein, qu'ils pouvaient regarder, à bon droit, comme une sorte de rupture de leur alliance avec les Magyars, et Dembinski demanda en leur nom, des explications à Kossuth, sur ce mouvement qui poussait les Magyars vers les Russes. Kossuth, espérant peut-être, changer les intentions de Gœrgey, déclara hautement, que personne, à sa connaissance, ne parlait en Hongrie, de donner la main à la Russie. Il se rapprocha même de Bem et de Dembinski. Celui-ci, bien que ne voulant plus du commandement en chef, et malgré ses déboires, consentait néanmoins à étudier un nouveau plan de campagne. L'armée hongroise avait été successivement battue à Pered et à Győr : Haynau avait occupé la ville et Gœrgey avait écrit à Kossuth qu'il fallait évacuer Pest, se réfugier à Nagy Varad avec la banque, les établissements d'équipement et l'abandonner à son sort.

Après avoir reçu la nouvelle de la défaite de Gyor, Kossuth réunit un Conseil de guerre, qui étudia et adopta un projet dont Dembinski était l'auteur. On aurait pris pour base d'opérations le Banat, pourvu de deux défenses naturelles, la Theiss et le Maros. On aurait laissé dans la place de Comorn, trente mille hommes qui auraient pu repousser victorieusement les attaques dont elle aurait été l'objet, et faire des sorties heureuses. Le reste de l'armée se serait enfermé entre la Theiss et la Transylvanie d'où elle aurait attaqué séparément les armées ennemies, isolées les unes les autres. L'automne allait venir qui transformerait en marais la Puzta. On aurait réuni ainsi environ quatre-vingt mille hommes. Quoi qu'il en soit, ce plan fut soumis à Gœrgey qui promit de l'exécuter (30 juin). Mais bientôt il changea d'avis et se retira dans le camp retranché de Comorn. Le 2 juillet, après un sanglant combat livré sous les murs de cette ville, Gœrgey était battu par les Autrichiens et obligé de rentrer dans le camp retranché. L'avant-veille, Gœrgey violant sa promesse, avait écrit au gouvernement pour lui dire, que cédant à des forces supérieures, il renonçait à garantir la capitale et invitait le gouvernement à se réfugier à Comorn.

La réception de la lettre de Gœrgey, provoqua la réunion du conseil des ministres (1^{er} juillet) qui décida de rappeler le général désobéissant et suspect. Mais sur les instances de Klapka et de Nagy Sandor, envoyés par l'armée du Danube pour demander le maintien de Gœrgey à la tête de cette armée (5 juillet), Kossuth décida de l'y laisser, mais à la condition qu'il obéirait aux ordres qui lui seraient donnés. Les délégués crurent pouvoir répondre de l'acceptation de Gœrgey. Celui-ci, en effet,

aussitôt après leur retour au camp, se démit de son portefeuille de ministre de la guerre, qui fut donné à Aulich et promit de se conformer aux désirs du gouverneur. Mais cette nouvelle promesse, tout comme la précédente, fut oubliée aussitôt que faite, et le 6 juillet, dans un conseil de guerre tenu à cet effet, il décidait qu'il ne fallait pas battre en retraite par la rive gauche du Danube, mais au contraire, transporter le théâtre des opérations militaires sur la rive droite et commencer par rompre les lignes ennemies devant Comorn. Nagy Sandor et Klapka rappelèrent en vain à Gœrgey ce qui avait été décidé précédemment entre eux, lui-même et le gouvernement.

Pendant ce temps, les Austro-Russes resserraient leur cercle de fer autour de la Hongrie. On proposa à Dembinski de reprendre du service, et comme il refusait le commandement en chef, pour ménager aussi la susceptibilité de Gœrgey, on nomma Mezzaros, ancien ministre de la guerre, comme généralissime. Mais il fallait décider Gœrgey à obéir. Mezzaros quitta Pest pour le rejoindre. Il rencontra alors des estafettes de Gœrgey qui lui annoncèrent que les communications étaient coupées. Le général en chef retourna à Pest où la population commençait à s'alarmer et le gouvernement ne s'y sentant plus en sûreté, se retira à Szegedin. La situation des Magyars était critique, il fallait agir. Dembinski céda alors aux demandes de plus en plus pressantes qu'on lui faisait. Il rassembla de concert avec Mezzaros, tout ce qu'il put trouver de troupes disponibles et s'apprêta à se retirer vers le Banat et avec l'aide de Gœrgey et de Bem, y prolonger la lutte.

Mais la fin de la guerre approchait. Bien peu croyaient

encore au salut de la Hongrie. L'intérêt des Magyars leur commandait impérieusement la conciliation. Les Polonais avaient encore cependant quelque confiance dans la fortune des Magyars, alors que ceux-ci commençaient à désespérer d'eux-mêmes.

Les Polonais, ainsi que certains Valaques, qui, au nom de la race roumaine s'étaient joints à eux, pensaient « qu'en présence de la crainte que devait causer aux peuples de l'Europe orientale, l'intervention russe, la conciliation enfin proclamée par les Magyars ferait sortir du sol une nouvelle armée ». Les Polonais conseillaient donc la conciliation et le prince Czartoryski, pressait ses agents, de montrer au gouvernement magyar la nécessité de plus en plus grande, d'une transaction entre les différentes nationalités de Hongrie.

« Si la Hongrie devait succomber, disaient les Polonais, ce serait toujours un gain pour l'avenir que de l'avoir amenée à reconnaître l'équité des griefs des races insurgées. Ce serait une consolation pour les Magyars vaincus, d'atténuer les haines provoquées par leur orgueil et de laisser après eux des regrets. Si les Magyars devaient périr comme race dominante, en acceptant d'avance les conditions d'égalité offertes par les autres nationalités, ils auraient droit au milieu de celles-ci, à une place que certes, elles ne leur refuseraient pas. »

Telles étaient les idées qui inspiraient les démarches des Polonais. Le prince Czartoryski comptait trouver un concours précieux en Bem et Dembinski. « Je suis sûr, écrivait-il à Dembinski, qu'après les déclarations consignées par vous dans votre écrit d'adieu à vos compatriotes polonais, vous n'avez pas cessé de vouloir la conciliation entre les Magyars et les Slaves. La justice nous le com-

mande, l'intérêt des Magyars eux-mêmes nous y force, soit que nous considérons leur sécurité pour l'avenir ou leur salut pour le présent. »

Le prince Czartoryski pensait que les Slaves, tenant compte des efforts militaires des Magyars, devraient leur reconnaître, « non pas une suprématie de race, mais une sorte de droit d'initiative ; non pas le privilège du gouvernement, mais la possibilité d'être le centre de la confédération des États, destinés à transformer la vieille Autriche ». Croates, Slavons, Serbes et Valaques, auraient obtenu une véritable autonomie provinciale. Les autres races entremêlées aux Magyars, comme les Slovaques et les Allemands, auraient eu une administration nationale, le libre usage de leur langue et de leur culte.

Ces propositions que les Polonais présentaient comme « l'unique moyen de salut pour la Hongrie », Kossuth et ses ministres les accueillirent avec beaucoup de réserve. Kossuth trouvait ces concessions beaucoup trop considérables. Les Magyars ne pouvaient pas ainsi se suicider. Il trouvait surtout que le moment n'en était pas venu et que l'on pouvait encore attendre.

Le ministre des affaires étrangères, Casimir Batthiany, adressait même le 10 juin, des instructions aux agents politiques des frontières, qui semblaient reculer indéfiniment l'époque d'une transaction. « Il y a, disait-il, trois principes qui doivent servir de base avant tout à cette réconciliation et sur lesquels nous ne céderons en rien, à aucune condition, car autant vaudrait nous suicider de nos propres mains. Ces principes sont : 1^o L'unité de l'État ; 2^o L'intégrité du territoire de l'État, telle qu'elle existe depuis des siècles ; 3^o La suprématie de l'élément magyar, acquise depuis mille ans, les armes à la main,

fondement de notre autonomie et consacrée par l'usage de la langue magyare comme langue diplomatique. » Comment ensuite prendre au sérieux ce que Batthiany regardait comme une concession ?

« Cependant, disait-il, pour lever toute difficulté, le gouvernement magyar, est prêt à accepter toutes les conditions par lesquelles les peuples de langues différentes, croiront mieux garantir leur nationalité, pourvu que ces conditions s'accordent avec les trois principes que j'ai posés. Il est prêt à confier l'administration des affaires ecclésiastiques aux fidèles de chaque religion, en les laissant libres d'y faire usage de leur propre langue ; ils auront la même liberté dans toutes les affaires particulières qui regardent leurs écoles, leurs familles, leurs communes, leurs procès devant les tribunaux inférieurs. »

Mais les défaites se précipitaient accablantes pour les Magyars. Le 2 juillet, sous les murs de Comorn, Gœrgey s'était fait battre par les Autrichiens. Le 11, étant passé sur la rive droite du Danube, au lieu de se diriger vers la Transylvanie, il éprouvait un nouvel échec.

Nous avons vu que le gouvernement et la Diète s'étaient retirés à Szegedin. Dès le 3 juillet, l'armée russe du nord occupait Debreczin. Le 20 juillet, Perczel était battu à Tura. La veille, Haynau avait fait son entrée à Budapest et après avoir fait afficher une proclamation des plus énergique, il marchait rapidement sur Szegedin, nouveau siège du gouvernement magyar et centre de la résistance nationale. Dans cette proclamation, le général autrichien, après avoir fait entendre à la population qu'il attendait d'elle le respect absolu des avis qu'il lui avait donnés précédemment, s'exprimait en ces termes : « Sinon votre

belle ville, à vous autres habitants de Pest, qui à présent ne porte encore que les traces partielles d'une punition méritée, ne serait bientôt qu'un amas de ruines, monument de votre trahison, monument de sa punition.

« Croyez-moi, je tiens ma parole, soit pour punir le crime, soit pour récompenser le mérite.

« ... Voyez le châtement infligé là-bas ! (1) et gardez-vous, en méprisant mes avis, de me forcer à vous en infliger un pareil. »

Dans le Banat, Jellachich, après avoir été plusieurs fois victorieux, s'était fait battre, il est vrai, près de Hegyes par le général Guyon (14 juillet). Mais Vetter et Guyon, après avoir échoué dans leur tentative pour prendre Titel (23 juillet), avaient été rappelés à Szegedin menacé.

Ces défaites répétées, avaient affolé le gouvernement magyar. Mais elles n'étaient, en un sens, que le résultat de ses incertitudes.

En tergiversant toujours, en ne prenant pas de décision arrêtée, en reculant indéfiniment la proclamation de l'égalité des races, les Magyars s'enlevaient toute chance de salut. Ce ne fut que quand « l'image d'une fin prochaine se fut présentée à eux » que le ministère et l'Assemblée nationale se montrèrent moins hostiles aux projets de transaction. Dans le trouble qui s'était emparé des esprits, on accorda même une partie des concessions demandées par les Valaques. C'est à Szegedin que Batthiany leur apprit (14 juillet) cette résolution tardive. A peine ceux-ci eurent-ils le temps d'apprendre les nouveaux

(1) Il voulait parler de la ville italienne de Brescia, dont le sac lui avait valu le surnom de hyène de Brescia.

droits qui leur étaient concédés, que déjà la ruine de la Hongrie se consommait. C'est en vain que Kossuth avait nommé Dembinski comme chef de l'armée magyare sous le commandement nominal de Mezzaros, en vain que Gœrgey, après sa défaite du 11 juillet, quittait Comorn (13 juillet) pour se diriger sur Arad et y opérer la concentration des armées magyares. Il était trop tard. Les trois principaux corps d'armée magyare étaient séparés de telle sorte qu'il leur était impossible de se réunir. Gœrgey se trouvait encore dans les environs de Comorn et de Waitzen où il allait se faire battre à nouveau par les Austro-Russes du maréchal Paskevitch à Vacz (17 juillet). Dembinski, à sa sortie de Pest, était poursuivi vers Szegedin par Haynau. Bem se trouvait en présence des Serbes de Kitchanin et du Ban de Croatie, qui étaient chargés d'empêcher la jonction des deux généraux polonais et en face, de l'autre côté, les Austro-Russes venus de la Valachie sous les ordres du général Luders. Haynau avait passé la Theiss le 3 août, toujours à la poursuite de Dembinski. Celui-ci qui s'efforçait de gagner les montagnes de la Transylvanie, pour opérer sa jonction avec le général Bem, fut rejoint dans les environs de Szegedin, à Szoreg (3 août) par Haynau qui l'attaqua avec une extrême vigueur. Les troupes magyares de Dembinski, étant peu aguerries et les Autrichiens beaucoup plus nombreux, Dembinski fut vaincu et rejeté sur Temesvar.

De son côté, Bem accomplissait en Transylvanie, des prodiges de valeur et d'audace, et faisait preuve contre les Austro-Russes, d'un véritable génie militaire. Mais la défaite ne pouvait qu'être retardée. Déjà les Russes s'étaient emparés de Cronstadt et avaient investi Clausenbourg. Abandonné par une partie de ses troupes à Sches-

bourg, Bem dut songer de nouveau à battre en retraite. Il se replia donc sur Hermanstadt où les Russes de Luders étaient entrés, après l'abandon de cette ville par sa garnison (19 juillet), et il s'en empara par surprise. Mais quelques jours après il en était chassé à son tour.

Bem eut alors l'idée de soulever les Moldo-Valaques et d'opérer ainsi une puissante diversion sur les derrières des armées austro-russes. Mais la proclamation qu'il avait adressée aux Roumains (19 juillet), afin de les engager à prendre les armes pour chasser les Russes, et conquérir leur indépendance sous la suzeraineté de la Porte, resta sans effet. « En entreprenant contre les Russes une lutte à mort, disait Bem, les Hongrois veulent que leurs voisins, écrasés par l'oppression moscovite, profitent des avantages qui en résulteront. » Cet appel ne fut point entendu, les Principautés n'y étaient pas préparées et les Valaques, qui avaient entamé des négociations auprès du gouvernement insurrectionnel, désapprouvaient cette tentative. Peut-être cependant qu'une invasion du général Polonais en Valachie, qui, en ce moment, était plus ou moins en état de révolution, serait-elle venue encourager les passions révolutionnaires que l'occupation russe avait comprimées. En tout cas, c'est alors à la nouvelle des concessions faites aux Valaques par les Magyars qu'il entreprit une excursion dans le Banat de Temesvar, pour faire entendre un dernier appel aux Roumains, et de là, avec une armée magyaro-valaque, entrer en Valachie et soulever la population. Mais il était trop tard. Forcé de battre en retraite devant le général Luders, gêné dans ses plans par le ministère de la guerre, Bem perdait (27 juillet), la bataille désastreuse de Segesvar.

A Segesvar, disparaissait Petœfi, le poète national magyar, qui, déjà en mars 1848, s'adressant aux Hongrois, s'écriait : « Etre esclave ou bien être libre ? Dis ce que tu veux et choisis ». Et Petœfi faisait répondre aux Hongrois : « Nous jurons de n'être plus esclaves. »

A Szegedin, au moment où la Hongrie aurait eu besoin du dévouement exclusif de tous, s'agitaient bien des intrigues. Les Pacifiques conspiraient pour que la dictature fût donnée à Gœrgey, et Kossuth ne savait quel parti prendre. Dembinski, rejeté par les Autrichiens de la Theiss sur Temesvar, allait bientôt céder son commandement à Bem. Kossuth, en effet, venait de décréter deux mesures, qui, si elles avaient été prises plus tôt, auraient peut-être pu, sinon tout sauver, du moins aider à prolonger la lutte, mais qui maintenant, ne pouvaient plus avoir d'effet, car il était trop tard. Bem fut appelé comme généralissime et les races proclamées égales (28 juillet 1849). Le ministre de l'intérieur Barthélemy Szemère, prenant la parole à la Diète, avait, dans un discours éloquent, tracé le triste tableau des malheurs causés par la guerre civile entre les différentes nationalités habitant la Hongrie, et pour y mettre un terme, disait-il, il avait proposé ce décret de l'égalité des races, décret de réconciliation suprême. Le malheur cependant, n'avait pas assagi tous les représentants. Un des chefs du parti des Pacifiques « s'emporta en effet, jusqu'à dire, qu'accorder autant de faveur aux autres races, c'était trahir la nationalité magyare. » Mais la majorité n'avait pas été de cet avis et comprenait enfin que « dans une Hongrie indépendante, tous les habitants, quelle que fût leur origine ; pouvaient trouver la satisfaction de leurs vœux légitimes. »

Cette loi fut, avec celle qui déclarait les Juifs égaux en

droits des Chrétiens, la dernière votée par la Diète à Szegedin (28 juillet).

La Diète ne resta que huit jours ouverte. Obligée d'évacuer Szegedin et de se rendre à Arad, dont le général hongrois Vecsey s'était emparé (1^{er} juillet), elle suspendit de nouveau ses séances en décidant que dès que ce serait jugé opportun, les représentants seraient invités à reprendre le cours de leurs délibérations. La Diète rejoignait à Arad, le gouvernement qui venait de l'y précéder, mais elle ne se réunit plus. La séance du 28 juillet fut la dernière.

Quant à Bem, rappelé par le gouvernement en qualité de généralissime des forces magyares, il quittait la Transylvanie en remettant le commandement de sa petite armée, à un de ses capitaines, le général Stein.

Mais la ruine de l'insurrection magyare approchait. Goergey, après s'être fait battre à Vacz (17 juillet), avait pu se jeter dans les vallées du nord et gagner la Theiss. Puis ainsi que nous l'avons vu plus haut, il s'était mis en retraite sur Arad, laissant battre à Debreczen, le corps de Nagy Sandor qui lui était hostile. Il est, en effet certain, que Goergey, entendant le bruit du canon pendant la bataille de Debreczen, dit en souriant : « Voilà Nagy Sandor qui reçoit une râclée. »

Arrivé à Arad (9 août), appuyé sur l'armée dont la plupart des officiers étaient ses créatures, il avait fait entendre à Kossuth que lui et les ministres, devaient donner leur démission, les Russes, disait-il, ne voulant pas négocier avec un gouvernement révolutionnaire. Le pays, d'après lui, ne pouvait plus être sauvé que par « un pouvoir militaire ».

Par une sorte de fatalité qui devait porter le dernier coup à la cause magyare, le jour même où Gœrgey arrivait à Arad (9 août), Bem qui venait de prendre le commandement des mains de Dembinski, était battu devant Temesvar, et les Magyars mis en complète déroute, s'éparpillaient un peu dans toutes les directions.

Le général Gœrgey était de plus en plus décidé à traiter. Déjà, dès le mois de juillet il avait entamé des négociations avec les Russes. Lors de sa retraite de Comorn à Arad, le 20 juillet, deux officiers russes s'étaient présentés à son camp, déclarant qu'ils étaient chargés, au nom du czar, de faire au général en chef de l'armée magyare, la sommation de déposer les armes. Interrogés par Gœrgey sur les conditions de la soumission, au cas où l'armée magyare consentirait à déposer les armes, l'un des officiers avait établi les trois points suivants : « 1° Les officiers auront la faculté d'entrer dans l'armée russe avec leurs grades ; 2° Ils jouiront d'une entière impunité, s'ils préfèrent rester dans leur pays ; 3° Les soldats auront à choisir entre le service autrichien ou le retour dans leurs foyers ». Un armistice de quarante-huit heures était demandé. En réalité, ce qu'on voulait, c'était sonder ainsi les dispositions du général en chef et des soldats et démoraliser les officiers, en leur présentant l'appât de la conservation de leurs grades et d'un service lucratif sous les drapeaux du czar.

Le 21 juillet, Gœrgey écrivait au maréchal Paskevitch, qu'il désirait prendre, sur les conditions de la soumission, l'avis de ses officiers supérieurs et en même temps, il disait aux parlementaires, que la pacification de la Hon-

grie entière ne le regardait pas, et que pour cela, ils devaient s'adresser au gouvernement.

Les officiers supérieurs de son armée, consultés par lui, avaient répondu « que l'armée avait prêté serment à la Constitution de 1848, et qu'elle ne déposerait les armes que lorsque cette Constitution aurait été de nouveau garantie et quand toutes les forces étrangères auraient été chassées du territoire national. » Le 22 juillet, cette réponse était transmise au maréchal Paskevitch. Antérieurement, Gœrgey avait reçu du général russe Rudiger, une lettre, datée du 19, et qui disait que la voie des négociations lui était ouverte. « Comme il ne s'agit pas seulement du sort de mon armée, mais du sort de la nation, avait répondu Gœrgey, il est indispensable que les négociations soient ouvertes avec le gouvernement. Cependant, je m'offre pour ce cas, à servir d'intermédiaire, et je crois pouvoir faire entrevoir à la Russie, sans effusion de sang, un résultat plus désirable que celui-là même que pourrait offrir, des torrents de sang ayant été répandus, la soumission complète de la Hongrie. » Ces propositions et les réponses qui y avaient été faites, furent envoyées au gouvernement, qui n'avait pas encore quitté Szegedin (29 juillet).

Barthélemy Szemère et Casimir Batthiany se rendirent alors au camp de Gœrgey, d'où ils expédièrent au maréchal Paskevitch deux dépêches, dont la dernière fut portée par le général Poltenberg. Gœrgey affirme qu'il eut désiré que l'on offrit la couronne de Saint-Etienne au duc de Leuchtenberg, et que Barthélemy Szemère trouva que la démarche était prématurée. Le 10 août, dans un Conseil des ministres, présidé par Kossuth, Gœrgey exposa la même idée. « Alors, paraîtrait-il, elle fut

acceptée, mais conditionnellement, et son auteur fut chargé d'ouvrir les négociations. » En tout cas, il n'était guère raisonnable de supposer que le czar Nicolas aurait osé ou voulu accepter, pour un prince de sa famille, une couronne, qu'il était venue pour rendre à l'empereur François-Joseph. Il était difficile également de penser, que l'Europe eût admis une transaction, à la suite de laquelle l'équilibre européen eût été rompu, et qui eût établi la Russie sur le moyen Danube, entre Constantinople et Vienne.

Le ministre des travaux publics, Ladislas Csany, ami personnel de Gœrgey, parvint à faire approuver la proposition de celui-ci, par plusieurs de ses collègues, et à les amener à provoquer avec lui, la démission de Kossuth et de ses ministres.

C'est alors que le 11 août, Kossuth, qui sentait bien que la lutte ne pouvait plus se prolonger, et qui n'était peut-être pas fâché de remettre la responsabilité du dénouement en d'autres mains, abdiqua la dictature en faveur de Gœrgey. « Après les défaites dont Dieu vient d'accabler la nation, disait-il, dans la proclamation qu'il publia à cette occasion, il n'est plus permis d'espérer que nous puissions continuer à nous défendre contre la coalition des grandes puissances d'Autriche et de Russie. En de semblables circonstances, c'est uniquement du chef placé à la tête de l'armée, qu'il est possible d'attendre quelque chose, pour le salut de la vie de la nation et la garantie de son avenir. Par conséquent, le maintien du gouvernement actuel est devenu, telle est ma conviction sincère, inutile et même nuisible au pays. Je fais donc connaître au peuple que, mu par ce pur sentiment patriotique, qui m'anima, quand je consacrai tous mes actes, toute ma vie

à la seule patrie, je renonce au gouvernement, en mon nom et au nom des ministres. Jusqu'à ce que la nation, usant de son droit, décide d'une autre manière, je transfère le pouvoir civil et militaire au général Gœrgey.

« J'espère, et de ceci je le rends responsable devant la nation et devant l'histoire, j'espère qu'il emploiera ce pouvoir, dans toute la mesure de ses forces, à sauver l'existence politique de notre pauvre patrie, pour son bien et pour la sûreté de son avenir.

« Qu'il aime son pays avec désintéressement, comme je l'ai moi-même aimé, et que plus heureux que moi, il parvienne à assurer le bonheur de la nation..... »

La démission du gouvernement et la nomination de Gœrgey comme dictateur, étaient-elles valables au point de vue du Droit constitutionnel pur. Évidemment non, car le gouvernement ne pouvait se démettre légalement de ses pouvoirs que dans les mains de ceux de qui il les avait reçus. Mais il faut tenir compte ici de l'impossibilité de fait dans laquelle on était d'opérer ainsi. La Diète, en effet, était ajournée indéfiniment et il n'y avait plus de représentants du peuple à Arad. Peu de temps auparavant, au moment où le général Schlick marchait sur la forteresse, une cinquantaine de députés s'étaient réunis à l'Hôtel de Ville, mais le gouvernement les avait fait prévenir qu'ils devaient pourvoir eux-mêmes à leur sûreté personnelle et ils s'étaient dispersés.

C'est alors après la démission de Kossuth, que le général Poltenberg rapporta à Arad la réponse du maréchal Paskevitch.

« L'unique destination de l'armée russe, disait le maréchal, est de combattre. Si Gœrgey veut faire sa soumission à son souverain légitime, qu'il s'adresse au comman-

dant en chef de l'armée autrichienne. » On ne pouvait pas s'exprimer plus clairement. Les Magyars savaient maintenant ce qui leur restait à faire.

Bem, après la défaite de Temesvar, et avant de ne rien tenter, vint à Arad pour se concerter avec Gœrgey. C'est alors que celui-ci avoua au général polonais son intention de déposer les armes. Bem protesta énergiquement. Il pensait qu'avec les vingt-trois mille hommes de Gœrgey, la garnison d'Arad, les débris de l'armée de Dembinski et les Szeklers, on pouvait réunir une soixantaine de mille hommes et continuer la résistance. Gœrgey lui montrait que ses troupes étaient démoralisées à la suite d'une longue retraite et qu'elles se trouvaient sans vivres et sans vêtements. Mais ce n'était pas là des obstacles à la continuation de la guerre pour le général Bem. Voyant alors qu'il ne pouvait convaincre Gœrgey et prévoyant une capitulation prochaine de sa part, il somma Kossuth de reprendre le pouvoir et se mit en marche vers la Transylvanie où s'étaient réunis plusieurs de ses bataillons, dispersés à Temesvar. Il rassemble alors deux cents officiers, leur montre quelle est la situation et les espérances qui lui restent et leur fait promettre de continuer la lutte. Résolu de combattre encore et malgré tout, il décida de transporter le théâtre de la guerre en Transylvanie et d'y recommencer en dehors de la Hongrie vaincue, une lutte à part, en attendant des circonstances meilleures.

Il se mit en marche, afin d'attaquer le général Luders qui se trouvait peu éloigné de lui.

Mais ce n'était là qu'une tentative désespérée. « L'esprit dont Gœrgey était le représentant, les partisans d'une

négociation avec les Russes l'emportaient et la direction des événements échappait à l'influence polonaise. »

L'idée d'un rapprochement avec la Russie, souriait à la plupart des officiers magyars qui, ayant obtenu leurs grades en quelques mois, espéraient, suivant les insinuations des généraux russes, être maintenus dans leur situation.

La réponse du maréchal Paskevitch aurait dû cependant, les rendre plus clairvoyants et leur enlever leurs illusions. Mais rien n'y faisait. Certaines rumeurs se répandaient, au contraire, dans l'armée. « Bem était, disait-on, l'unique obstacle qui s'opposât à une paix honorable et avantageuse, promise par les Russes. Pourquoi le général polonais, se montrait-il plus magyar que les Magyars eux-mêmes. Cela n'était-il pas l'indice de projets cachés ? N'avait-on pas assez combattu pour les intérêts et les passions des Polonais ? » Ces bruits agitaient l'armée de Bem, au moment où l'on apprit la soumission de Gœrgey aux Russes à Vilagos.

La diplomatie russe venait définitivement de triompher. Les Magyars, naguère hostiles au Panslavisme, trompés par les flatteries des agents russes, « se jetaient aux pieds du Czar en invoquant sa protection ». Gœrgey, en effet, voulant « épargner à ses concitoyens paisibles, les horreurs de la guerre et arrêter l'effusion du sang », se décidait, malgré l'opposition de Ladislas Csany, à déposer les armes devant les Russes et sans condition. Le 11 août, il écrivait au général Rudiger pour lui faire connaître son intention et exprimait en même temps dans sa lettre, l'espérance que le czar n'abandonnerait pas « ses braves camarades à un sort incertain, pas plus que les populations hongroises affligées, à la vengeance de leurs

ennemis ». Il demandait aussi au général Rudiger de l'isoler des armées autrichiennes, car disait-il, il préférerait risquer une bataille désespérée et laisser ainsi détruire son corps d'armée plutôt que de déposer les armes devant les Autrichiens.

Une partie des représentants et des anciens fonctionnaires civils, présents à Vilagos, prit la fuite dans la nuit du 12 au 13 août, les autres restèrent. Ces derniers, tous pour ainsi dire du parti pacifique, se firent inscrire sur une liste que Gœrgey présenta au général Rudiger, en lui demandant de permettre aux personnes qui y étaient inscrites, de ne pas se séparer de l'armée. La capitulation, en effet, ne comprenait que les militaires.

Ceci fait, le 13 août, Gœrgey capitulait à Vilagos et livrait aux Russes vingt-trois mille hommes et cent trente canons.

On sait comment la Russie devait tenir ses promesses. Au bout d'une semaine, les officiers et les civils furent livrés à Haynau, qui fit emprisonner les officiers à Arad et les civils à Pest. Gœrgey fut grâcié par l'empereur d'Autriche et interné à Klagenfurth.

Bem était sur le point de livrer bataille au général Luders, lorsque l'on vint lui dire que ses officiers, séduits par les lettres et les proclamations de Gœrgey, avaient entraîné la plus grande partie de l'armée et se préparaient à se rendre aux Russes. En effet, Vecsey, qui s'était séparé de lui (16 août), se rendait aux Russes et Beke capitulait un peu plus tard, le 19 août, à Piski. Cette fois-ci, c'était bien la fin. Bem demanda alors un armistice au général Luders, pour traiter, disait-il, de la capitulation de son armée. Puis, sans attendre la réponse, suivi de Guyon et de Stein, accompagné seulement de

deux mille cavaliers dévoués, il gagna le territoire turc, où Dembinski, la légion polonaise, Kossuth et quelques milliers de Magyars l'avaient précédé.

Quelques jours auparavant, le 17 août, le général Damjanich, avait rendu sans condition, la forteresse d'Arad aux Russes. Deux places, Petrovaradin et Comorn étaient encore au pouvoir des Magyars. Kiss, qui commandait à Petrovaradin, se rendit sans condition le 27 août. Quant à Klapka, il résista plus longtemps. Enfermé dans Comorn avec dix-huit mille hommes, il avait infligé le 3 août, une sanglante défaite à l'armée assiégeante. Mais vint la nouvelle de la capitulation de Gœrgey. Après avoir négocié assez longuement, Klapka se rendit le 4 octobre. La garnison partait libre, mais sans armes, les officiers gardaient leur sabre. Avec Comorn, tombait le dernier boulevard de la cause hongroise. La défaite de l'insurrection était consommée. La Hongrie était définitivement vaincue.

« La Hongrie, écrivait Paskevitch au czar, est aux pieds de Votre Majesté ». *La haine de races, la revanche absolutiste, l'intervention étrangère coalisées, l'avaient emporté.* La Révolution n'avait pas réussi.

La plupart des réfugiés magyars et polonais étaient entrés en Valachie du 16 au 20 août. Désarmés par les autorités militaires turques, ils avaient été conduits à Widdin, en Bulgarie, au nombre d'environ cinq mille.

Escomptant la faiblesse de la Turquie et l'indifférence que les grandes puissances européennes avaient montré durant la guerre, l'ambassadeur de Russie à Constantinople, appuyé par l'internonce autrichien, demanda à la Porte l'extradition des réfugiés hongrois et polonais. Pour donner un caractère plus pressant à la demande,

Nicolas écrivait à ce sujet une lettre autographe, qu'un de ses aides de camp, le prince Radziwill alla porter au Sultan. Mais la Porte refusa d'obtempérer à la réclamation et menacée d'une rupture diplomatique, elle n'en persista pas moins dans son refus. Le gouvernement impérial russe basait sa demande en droit, sur l'article 2 du traité de Kutschuk-Kaïnardjï (10-21 juillet 1774) signé entre la Russie et la Turquie, et l'Autriche sur certains articles de la paix de Passarowitz, signée le 21 juillet 1718 entre l'Autriche et la Turquie et de la paix de Belgrade, mais notamment sur l'article 14 du traité de Passarowitz. A la réclamation faite par la Russie, le Sultan répondit que l'article 2 du traité de Kaïnardjï avait été violé plusieurs fois par la Russie elle-même, notamment à l'époque de la Révolution Grecque. Il soutint que cet article ne l'obligeait qu'à l'expulsion des coupables, mais qu'il n'était pas tenu de les lui livrer. Il fit remarquer qu'antérieurement, des sujets ottomans, personnages importants, s'étant réfugiés sur le territoire russe, le gouvernement du czar n'avait pas voulu accorder leur extradition. Enfin, le gouvernement turc ajoutait « que rendre les réfugiés qui avaient mis leur vie sous la protection de S. M. le Sultan, ne serait pas plus conforme à l'honneur qu'à l'humanité du gouvernement de Sa Majesté » (1).

Mais comme les deux grandes puissances s'exprimaient sur un ton des plus impératif et faisaient avancer leurs armées, la Porte s'adressa aux représentants de la France et de l'Angleterre à Constantinople et leur demanda si, dans le cas où la question des réfugiés amènerait une

(1) Lettre en date du 1^{er} octobre 1849, du grand vizir Ali-Pacha, ambassadeur à Londres.

guerre entre les deux puissances alliées et la Turquie, la Porte Ottomane pourrait compter sur l'appui de ces deux puissances. Elle demandait, en même temps, si les traités de Kutschuk-Kaïnardji et de Passarowitz donnaient à la Russie et l'Autriche, le droit de réclamer l'extradition des réfugiés hongrois et polonais et si le refus de la Porte de livrer ces réfugiés constituerait une infraction aux traités. (Articles 1 et 2 des questions posées par le ministre des affaires étrangères de la Porte, au ministre de France et à l'ambassadeur d'Angleterre.)

En réponse aux questions posées par le ministre des affaires étrangères de la Porte, le général Aupick et sir Stratford Canning, répondirent que les traités de Kutschuk-Kaïnardji et de Passarowitz, ne conféraient ni à l'Autriche, ni à la Russie, le droit de réclamer l'extradition des réfugiés magyars et polonais ; que le refus de la Porte ne constituerait pas une infraction aux traités. On ne saurait admettre, disaient-ils, que le refus du Sultan puisse être suivi d'une déclaration de guerre. Les deux ambassadeurs ne sauraient garantir le concours des forces armées de la France et de l'Angleterre qu'en vertu d'instructions spéciales, mais la France et l'Angleterre interviendraient activement auprès de la Russie et de l'Autriche, pour rétablir la bonne intelligence et les bonnes relations entre ces deux puissances et la Porte (1).

Examinons d'abord si, au point de vue du droit, les réclamations de la Russie et de l'Autriche étaient fondées, et nous verrons ensuite quelle était la pratique suivie, à cette époque, et la façon de voir des grandes puissances à ce sujet.

(1) Lésur. Annuaire. Appendice. P. 173.

Quelle était 1^o la teneur de l'article 2 du traité de Kutschuk-Kainardji et de l'article 14 de la paix de Passarowitz.

« Si, après les conclusions de cette paix et l'échange des ratifications, disait l'article 2, quelques sujets des deux empires, ayant commis quelque crime capital ou s'étant rendus coupables de désobéissance ou de trahison, voulaient se cacher ou chercher asile chez l'une des puissances, ils n'y pourraient être reçus, sous quelque prétexte que ce fût, bien loin d'y pouvoir trouver de la protection, mais qu'ils seraient livrés sur-le-champ, ou au moins chassés des États de la puissance chez laquelle ils se seraient réfugiés, avec exception seulement pour ceux qui embrasseraient la religion chrétienne, dans l'empire de Russie, ou la religion mahométane dans l'empire ottoman. Pareillement, si quelques-uns des sujets des deux empires, tant chrétiens que mahométans, ayant commis quelque forfait ou délit, pour quelque motif que ce fût, passaient d'un empire dans l'autre, ils devraient être livrés sur-le-champ, lorsqu'ils seront réclamés (1). »

Et l'article XIV de la paix de Passarowitz, du 21 juillet 1718, interdisait à l'Autriche comme à la Porte, d'accorder asile ou aliment à des malfaiteurs, à des sujets rebelles ou à des mécontents : « Maneat porro etiam illicitum futuris quoque temporibus receptaculum, vel fomentum dare malis hominibus, rebellibus subditis, aut male contentis, sed ejusmodi homines et omnes prædones, raptores, etiam si alterius partis subditi sint, quos in ditione sua deprehenderint, merito supplicio afficere utraque pars adstricta sit, qui, si deprehendi ne-

(1) Martens. *Recueil de traités*, 2^e édition, tome II, P. 286.

queant, capitaneis aut præfectis eorum, sicubi eos latitare compertum fuerit indicentur, iique illos puniendi mandatum habeant ; quod si, nec hi officio suo in punitione talium sceleratorum satisfecerint, indignationem imperatoris sui incurrant aut officiis exuantur aut ipsimet pro reis luant (1). »

Comme on le voit, le général Aupick et sir Stratford Canning avaient raison de dire que les traités invoqués ne conféraient ni à l'Autriche, ni à la Russie, le droit de réclamer l'extradition des réfugiés magyars et polonais et que le refus de la Porte ne constituerait pas une infraction aux traités. Ces traités, en effet, ne contenaient pas d'articles loyalement applicables au cas présent. Si les traités de Belgrade et de Passarowitz stipulaient que la Turquie ne pourrait pas donner asile aux « rebelles, méchants, mécontents, voleurs et brigands, échappés des terres des deux empereurs et réciproquement », il y était dit aussi que ces personnes seraient punies par le souverain sur le territoire duquel ils se seraient réfugiés. D'autre part, le traité de Kainardji, n'obligeait pas non plus la Turquie à livrer les criminels fugitifs. Elle avait le choix, d'après le traité, de les livrer ou de les expulser.

Dans leurs réclamations, l'Autriche et la Russie ne pouvaient donc pas, d'après la lettre même des traités, exiger plus que l'expulsion des réfugiés magyars et polonais. En ne tenant pas compte de l'article 2 du traité de Kainardji invoqué par le gouvernement russe, on aurait pu dire que le Sultan était obligé de livrer les criminels politiques, en ce sens que la Russie, en vertu de l'article 77 du traité du

(1) Dumont, *Corps diplomatique*, tome VIII, première partie, P. 522.

10 juin 1783, pouvait revendiquer le bénéfice des dispositions de l'article 1^{er} des capitulations accordées par la Turquie à la République de Venise en 1454, article qui disait : « Que ni l'un ni l'autre des États ne doit accepter dans ses terres, aucun coupable du « délit d'État, » ou de vol et cela arrivant, il devra s'en faire la consignation réciproque avec la restitution des objets. »

Mais pour bénéficier des dispositions de cet article, il fallait que le gouvernement russe livrât au gouvernement ottoman les criminels politiques qui auraient pu se réfugier sur son territoire.

Or, c'était là une obligation, qu'à plusieurs reprises, le gouvernement russe avait refusé d'admettre. Il aurait donc été mal venu à vouloir invoquer les dispositions d'un article qu'il violait lui-même.

Reschid Pacha d'ailleurs conseillait aux réfugiés, afin de ne plus donner prise aux réclamations de l'empereur d'Autriche et du czar Nicolas, de se convertir à l'Islamisme et de se faire sujets du Sultan. La Porte pourrait ainsi opposer son refus aux demandes des deux grandes puissances.

C'est alors que suivant ces conseils, les généraux Stein, Kmety et Bem avec un certain nombre de leurs compagnons embrassèrent l'islamisme. Néanmoins, la majorité des réfugiés refusèrent de changer de religion et de nationalité. Dans une lettre adressée à lord Palmerston, Kossuth disait : « Entre la mort et le déshonneur, le choix ne saurait être ni douteux, ni difficile. »

Dans une dépêche du 6 octobre 1849, adressée à lord Bloomfeld, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg, Palmerston, après avoir démontré que les traités invoqués par l'Autriche et la Russie, ne pouvaient

justifier leur demande d'extradition, et tout en reconnaissant le droit pour la Russie d'exiger que les réfugiés ne restassent pas sur le territoire turc, près de ses frontières, s'exprimait ainsi : « Dans cette situation, la question est de savoir si les usages internationaux ou les devoirs de bon voisinage, appellent le Sultan à faire ce à quoi il n'est pas obligé par traité. S'il est actuellement une règle qui, plus que toute autre, ait été observée dans les temps modernes par tous les États indépendants, grands ou petits, du monde civilisé, c'est la règle de ne pas livrer les réfugiés politiques, à moins d'y être contraint par les stipulations positives d'un traité : et le gouvernement de Sa Majesté croit qu'il y a peu d'engagements de ce genre, si même il en existe. Les lois de l'hospitalité, les exigences de l'humanité, les sentiments naturels à l'homme se réunissent pour écarter de telles extraditions, et tout gouvernement indépendant qui, de lui-même, en accorderait une de ce genre, serait à juste titre et universellement stigmatisé comme s'étant déshonoré, à moins, ajoutait-il, qu'un État ne soit tenu à l'extradition par les stipulations positives d'un traité. De tels engagements sont rares dans les traités.

« L'Angleterre n'a jamais permis que les réfugiés politiques fussent compris dans les stipulations des traités d'extradition ; leur expulsion à la demande de leurs propres gouvernements, ne rentre pas non plus dans les clauses de ses actes au sujet des étrangers (1). »

En même temps, les cabinets de Londres et de Paris donnaient l'ordre aux escadres anglo-françaises de la Méditerranée, d'aller mouiller dans les eaux du Levant, (6-10 octobre).

(1) Parliamentary Papers.

Intimidés par ces démonstrations énergiques, le 3 novembre, M. de Sturmer pour l'Autriche et M. de Titoff pour la Russie, déclaraient renoncer à la demande d'extradition, ne demandant plus que l'expulsion ou l'internement des réfugiés magyars et polonais. Il est vrai que par une note du 6 novembre, M. de Titoff exigeait l'expulsion et l'interdiction du territoire ture pour tous les Polonais émigrés et porteurs de passeports étrangers même naturalisés, si cette naturalisation avait été faite sans le consentement du czar.

Mais, finalement, le 25 décembre 1849, un arrangement était conclu entre la Turquie et la Russie et la note suivante du ministre de la Porte, expliquait le statut qui régissait alors les étrangers en Turquie : « Quant à la question de l'engagement à prendre par la Sublime Porte de faire un accord avec les puissances que cela concerne, pour que l'on puisse expulser ceux des Polonais qui, étant sujets du gouvernement russe, se seraient fait naturaliser sujets de puissances étrangères, sans la permission de l'empereur et qui seraient revenus en Turquie et y conspireraient contre le gouvernement russe, il est superflu de dire que Sa Majesté le Sultan, mon maître, est prête à donner des preuves qui font voir jusqu'à quel point il sait apprécier le bon voisinage et l'amitié du gouvernement russe et dans aucun temps, dans aucune circonstance, Sa Hautesse, ne pourra souffrir que des complots se trament dans ses États contre la Russie.

« Mais comme Votre Excellence le sait, quand un étranger qui n'est pas d'origine raya, arrive en Turquie avec un passeport d'un gouvernement étranger, ce n'est pas, après tout à la Sublime Porte à examiner de quel gouvernement cet étranger est sujet naturel, et s'il a bien ou mal obtenu le

passport dont il est ainsi muni. Cette discussion appartient naturellement d'une part, au gouvernement dont l'individu en question était le sujet primitivement et de l'autre au gouvernement qui l'a pris ensuite sous sa protection. Mais si parmi les individus de cette catégorie, il y en a qui osent tramer des complots contre la Russie et que le fait soit positif, je m'empresse d'annoncer officiellement à Votre Excellence que la Porte fera sincèrement à cet égard, des démarches sérieuses auprès de la mission des gouvernements, dont ils ont la protection. Enfin, je répète ici, par ordre de Sa Majesté le Sultan, que la Sublime Porte est prête à remplir à l'avenir aussi, les devoirs du bon voisinage et de l'amitié. »

Profitant de l'extrême dénuement dans lequel se trouvaient les réfugiés en général, principalement les sous-officiers et les soldats, l'Autriche envoya à Widdin le général Hanslab afin de ramener ceux qui voudraient accepter les conditions suivantes : « Les soldats et les sous-officiers amnistiés seraient enrôlés dans l'armée impériale. Les officiers se soumettraient à l'enquête et au jugement des commissions militaires. » Plus de trois mille réfugiés acceptèrent. Quant aux autres ; les musulmans furent conduits à Alep ; Kossuth, Casimir Batthiany, les généraux Mezzaros, Perczel, Wysocki et quelques-uns encore, furent internés à Kutahia, d'où, en 1851 on les laissa gagner l'Amérique. Bem, quelques jours avant leur départ, était mort de la fièvre à Alep. Ainsi était terminée la question des réfugiés hongrois et polonais « qui avait un moment réveillé les passions et les craintes excitées autrefois par la question d'Orient ».

Ainsi donc l'extradition n'avait pas eu lieu. Mais la ligne de conduite suivie par la Turquie en la matière

était-elle conforme à la pratique alors admise par les différents États européens.

Un auteur allemand, Dallmann, prétend que la règle de la non extradition pour crimes politiques n'aurait été admise en principe et que les textes n'en auraient fait mention que depuis 1848. Auparavant, en effet, l'extradition, dont la pratique fut régularisée à partir du XVIII^e siècle, était accordée pour les crimes « d'État » aussi bien que pour les crimes de droit commun. En réalité, la pratique des gouvernements des grandes puissances de l'Europe Occidentale était dans le sens de la non extradition pour crimes politiques, depuis un certain nombre d'années.

Un traité de 1828, conclu entre la Suisse et la France, contenait encore les crimes d'État, mais depuis 1830, cette dernière puissance avait toujours refusé l'extradition demandée pour crimes politiques. « Les crimes politiques, disait une circulaire du garde des sceaux, du 5 avril 1841, s'accomplissent dans des circonstances si difficiles à apprécier et ils naissent de passions si ardentes, qui souvent sont leur excuse, que la France maintient le principe que l'extradition ne doit pas avoir lieu pour faits politiques. C'est une règle qu'elle met son honneur à soutenir. Elle a toujours refusé, depuis 1830, de pareilles extraditions ; elle n'en demandera jamais. »

Quant en ce qui concerne l'Angleterre, le 1^{er} mars 1815, sir James Mackintosh, dans un remarquable discours prononcé à la Chambre des Communes, s'élevait déjà contre la pratique antérieure.

Cette façon de voir, différente de l'ancienne, ne devait d'ailleurs aller qu'en s'accroissant. En 1825, le consul anglais à Tanger refusa de livrer des sujets espagnols qui s'étaient réfugiés contre son gré dans sa maison et Canning

parlant de ce refus, disait : « La remise d'accusés politiques (lors même que leur punition ne devrait pas être la mort) ne fait pas partie des devoirs réciproques des gouvernements, excepté en cas de stipulations expresses des traités. Il n'existe aucune stipulation de ce genre entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, et le gouvernement britannique ne voudrait contracter une telle obligation ni avec l'Espagne, ni avec aucune autre puissance. Un consul anglais au Maroc ne saurait donc s'arroger un pouvoir que le gouvernement britannique n'aurait pu exercer dans la Grande-Bretagne (1). »

Un peu plus tard, lord Palmerston déclarait « que toute demande à l'Angleterre, ayant pour objet l'extradition des réfugiés politiques, éprouverait un refus ferme et net. » « Je ne pense pas non plus, disait encore le même ministre, qu'aucun *alien bill* (2) ait été passé, soit à des époques antérieures, soit dans le cours de ce siècle, qui donne au gouvernement le pouvoir d'expulser des étrangers, à moins que ce ne soit dans des circonstances liées à la sécurité intérieure du pays.

« Le gouvernement britannique ne s'est jamais proposé de pourvoir à la sécurité intérieure d'autres pays. Il suffit qu'il ait le pouvoir de veiller à sa propre sécurité (3). »

La règle pour ces pays (France et Angleterre) était donc

(1) Stapleton. *Political life of M. Canning*. Vol. III, P. 140.

(2) *Alien bill*, bill des étrangers : loi anglaise temporaire qui astreint les étrangers à certaines formalités pour séjourner en Angleterre, et qui permet à l'administration de leur refuser l'autorisation nécessaire.

(3) *Hansard's Parliamentary Debates*, 3^e série, Vol. CXXIV, P. 80, 1^{er} mars 1833.

de ne pas livrer les réfugiés politiques, à moins d'y être tenu par les stipulations positives d'un traité. C'est l'opinion qui tend à prévaloir dans les temps modernes, c'est également la nôtre.

Mais il faut remarquer que ceci n'est plus vrai pour le continent européen. L'Autriche en effet, pas plus que la Russie, n'admettaient pas, en 1848, que l'on ne livrât plus les réfugiés politiques. Il en était de même pour la Prusse et la meilleure preuve, que cette façon de voir devait continuer à subsister, réaction contre la tendance contraire de la non extradition pour faits politiques, c'est le traité conclu en 1885 entre la Prusse et la Russie pour l'extradition réciproque des réfugiés politiques.

Quant à la Turquie, elle n'avait guère d'opinion bien arrêtée en la matière. Il est cependant curieux de constater qu'elle refusa l'extradition demandée, se rangeant ainsi à l'avis de la France et de l'Angleterre.

Quant à nous, notre opinion est, comme nous venons de le dire, qu'on ne doit pas livrer les réfugiés politiques. La raison essentielle, qui milite en faveur de cette façon de voir, c'est qu'en ce qui concerne les réfugiés politiques, l'État requis ne serait pas sûr que la répression fût juste à raison des circonstances très diverses dans lesquelles ont pu se produire les faits incriminés, à quoi il faut ajouter que la répression étant juste en elle-même, le jugement pourrait ne pas être rendu dans des conditions suffisantes d'impartialité. Les deux idées doivent être combinées (1). En effet, pour que le pays requis livrât les personnes inculpées de crime politique, il faudrait qu'il fût certain que la

(1) L. Renault, *Des crimes politiques en matière d'extradition*. P. 44.

répression qu'il va coopérer à assurer est juste. Autrement son aide ne serait pas légitime. Or, l'immoralité des crimes politiques est très variable selon les circonstances dans lesquelles ils ont lieu, la légitimité ou l'illégitimité des pouvoirs qu'ils veulent détruire. Comment veut-on, lorsqu'il est si difficile à un historien de bonne foi et à distance d'être appréciateur impartial des événements de ce genre, qu'un gouvernement étranger puisse l'être. Il y aurait les plus graves inconvénients à ce que ce gouvernement fût appelé à se prononcer sur la conduite d'un autre État.

« Accorder ou refuser l'extradition pour des individus accusés de crimes politiques, dit notre éminent maître, ce serait s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre État, déclarer qu'elles sont gérées de telle façon que l'attaque contre les pouvoirs établis ne se justifie pas, ou, au contraire, est excusable, sinon légitime. Il est préférable qu'une pareille question ne soit pas soulevée. »

« Il ne faut pas donner comme raison à la règle de la non extradition des réfugiés politiques, dit encore M. Renault, ainsi qu'on le fait quelquefois, que c'est surtout pour les incriminations politiques, qu'il y a des divergences entre les législations, que tel fait, regardé ici comme l'exercice d'un droit, est ailleurs sévèrement puni.

Une telle considération n'a aucune valeur. Si, en effet, on appliquait l'extradition aux faits politiques, ce ne pourrait être que conformément aux principes généraux de la matière, qui exigent que le fait pour lequel l'extradition est réclamée, soit également tenu pour illicite par la législation des deux pays. Un pays qui admettrait la liberté délimitée de la presse, ne livrerait pas des individus inculpés de délits de presse ; pas plus qu'un pays qui admet

la liberté du taux de l'intérêt ne livre des individus pour usure. Mais il y a des faits politiques réprimés dans tous les pays, quelle que soit leur organisation constitutionnelle. Partout c'est un crime de recourir à la violence pour amener un changement dans les institutions ; la condition générale que le fait soit réprimé dans les deux pays est alors remplie ; seulement, des motifs spéciaux tenant à la nature du fait, expliquent que l'extradition n'ait pas lieu ».

Nous pensons donc que l'extradition pour crimes politiques doit être écartée et, par suite, qu'il y a un droit d'asile en faveur des réfugiés politiques, qu'il ne faut pas confondre avec le droit à l'asile pour ces mêmes réfugiés politiques, en ce sens qu'ils pourraient s'imposer au pays où ils sont venus s'établir. En ce sens, il n'y a pas de droit d'asile pour les réfugiés politiques, car ce prétendu droit irait à l'encontre de toutes les notions de la souveraineté.

Cela ne veut pas dire pourtant, que l'État qui donne asile aux réfugiés politiques n'ait pas d'obligations internationales à remplir. Cela serait une profonde erreur. L'État, qui donne asile aux réfugiés politiques, doit prendre des mesures pour empêcher les attaques dirigées contre la sécurité des autres États. Il est tenu du devoir moral d'écouter les justes réclamations de ces derniers, de les examiner et d'agir en conséquence.

Quant à la question de savoir si l'extradition est une obligation proprement dite, ou l'accomplissement d'un simple devoir moral, nous répondons qu'aucun État ne peut être obligé, ni directement, ni indirectement, à concourir à l'application des lois pénales d'un autre État, excepté le cas de traité. Un État, auquel est adressée une

demande d'extradition, ne peut abdiquer, en effet, le droit d'apprécier, si la demande formulée est juste. L'obliger à l'accorder toutes les fois qu'il en serait requis par un autre État, ce serait alors porter atteinte à sa souveraineté.

Remarquons en terminant que dans cette question de l'extradition des réfugiés hongrois et polonais, l'opinion publique, la presse, aussi bien en France qu'en Angleterre, fut unanime à soutenir leurs gouvernements respectifs.

Le *Journal des Débats* demandait que la France ne laissât pas les Turcs « défendre tout seuls en ce monde la cause de l'honneur et de l'humanité et les principes sacrés du droit des gens. »

Le journal anglais, *le Globe*, organe indirect de Lord Palmerston, déclarait arbitraire et injuste la demande d'extradition des réfugiés hongrois et polonais. Il approuvait hautement le refus de la Porte et concluait ainsi : « Voir dans ce refus un motif de rupture, ce serait annoncer au monde que les deux empereurs ne reconnaissent plus la Turquie comme une puissance indépendante. Or, l'intégrité de la Turquie est une des bases les plus indispensables de l'équilibre européen. »

L'*Examiner* tenait le même langage : « Si la menace de rupture entre la Porte et la Russie devenait sérieuse, disait-il, il serait du devoir le plus impérieux de notre cabinet, de manifester sa pleine approbation pour la conduite du Sultan, à moins que nous ne soyons décidés à laisser la Russie se faire une satrapie de plus, avec un empire dont l'existence intéresse au plus haut point notre prospérité commerciale et politique. »¹

Enfin, le *Sun*, résumait la situation par les réflexions

suivantes : « Lord Palmerston n'a plus aucun prétexte pour temporiser. Les choses en sont venues au point que son devoir est d'agir, et d'agir avec promptitude. »

CONCLUSION

Ainsi était terminée cette lutte terrible dans laquelle le triomphe de l'insurrection eut été probablement l'anéantissement de l'empire d'Autriche. L'empire triomphait et à l'encontre de la plupart des révolutions européennes qui avaient diminué les royaumes qu'elles avaient ébranlés : la Révolution autrichienne allait régénérer l'Autriche.

Le mouvement que la Révolution de mars 1848 avait fait éclater, avait dépassé bien vite les limites ordinaires des anciennes révoltes. Un autre caractère avait apparu dès le début. La haine devait être, moins contre le maître commun, qu'entre les nationalités diverses, qui, croyant déjà avoir secoué le joug, combattirent plus pour saisir l'empire que pour défendre la liberté. Les unes avaient voulu conserver leur domination, les autres, prendre une revanche longtemps différée. Entraînées par le courant révolutionnaire, on vit des nationalités différentes creuser incessamment dans la poussière des archives, pour y découvrir des droits laissés jusque-là dans l'oubli. On vit ces mêmes nationalités organiser des comités « chargés de formuler leurs griefs en de lourds factums » et de rédiger des adresses à l'Empereur. Chaque peuple avait ses titres de gloire. Les orateurs et les journaux s'étaient chargés de le leur rappeler et de réveiller les

vieilles rivalités nationales. Ces excitations devaient produire leur effet. Jamais les haines de races ne furent plus vives. Il y eut alors une véritable dislocation universelle. « Chaque nation suivit la pente sur laquelle l'avait placée, son origine, ses antécédents et sa langue. » On vit les provinces allemandes de l'Autriche tendre irrésistiblement à l'unification avec le reste de l'Allemagne ; les pays slaves, avoir des aspirations propres ; la Hongrie, suivre l'impulsion des idées occidentales, « entendre avoir une existence nationale et ne pas vouloir être confondue dans une agglomération quelconque, slave ou germanique. » Les questions de liberté devaient s'effacer de toute part devant les questions de nationalité. Les chefs des mouvements de races ne devaient pas reculer devant les alliances les plus réactionnaires pour arriver à leur but et devaient demeurer étrangers à toute idée supérieure et générale, égoïstement cantonnés dans leurs revendications. La liberté devait prêter son nom à l'alliance des Allemands et des Magyars « formée dans l'intérêt de la conquête, contre les Slaves conquis. »

Toutes les notions de la justice et du Droit avaient disparu dans la tourmente révolutionnaire.

Un des caractères particuliers de cette guerre, c'était l'importance qu'y avaient prise les questions de langue, devenues des questions vraiment politiques. Une des causes principales de cette guerre n'avait pas été, en effet, autre chose qu'une suprématie de langue, réclamée à tort par les Magyars, puisqu'ils étaient numériquement moins nombreux que les Slaves. Cette guerre devait d'ailleurs présenter deux anomalies fort curieuses. Tandis que les Serbes, les Bosniaques, les Slovaques et autres Slaves d'une civilisation moins avancée se déclaraient en faveur

des Croates, les Polonais, Slaves eux-mêmes, reniaient en quelque sorte leur origine en prenant parti pour les Magyars.

D'autre part, l'Allemagne libérale et démocratique, en haine du pouvoir impérial, avait pris parti pour les Magyars, représentant à Pest, la cause aristocratique et féodale, tandis que les Croates et surtout les Slovaques, opprimés par les Hongrois, formaient la majorité de la population travailleuse des terres seigneuriales. Quelles contradictions dans l'esprit de parti !

Les différentes nationalités avaient assisté sans douleur, à l'écrasement des Hongrois par les Autrichiens et les Russes. L'Autriche avait même trouvé dans les Slaves, les Roumains et les Allemands de Hongrie, de précieux auxiliaires contre les ambitions magyares. « Les Croates, sous le Ban Jellachich, s'étaient jetés avec entrain contre les Magyars et avaient allègrement coopéré à cette répression sanglante. » La défaite des Hongrois de Kossuth, « martyrs de la liberté, aux yeux de l'Europe », avait été saluée par les peuples, qui étaient leurs sujets, comme la fin d'une tyrannie détestée.

Le fait le plus important, peut-être, de cette insurrection, c'était la part qu'y avaient prise les Polonais. Avec la Hongrie, tombait en même temps l'allié qui s'était imposé à eux. Pour la Pologne, en effet, la leçon avait été rude. Les Polonais se rendaient compte qu'en venant au secours des Magyars, ils n'avaient fait qu'accroître encore la puissance de leur irréconciliable ennemi.

Mais toutefois, si la guerre de Hongrie avait fait évanouir à nouveau les espérances de la Pologne, elle avait rattaché plus étroitement à l'idée essentielle de cette alliance, le parti de Kossuth et le parti de l'ancienne oppo-

sition aristocratique. Ils reconnaissaient aujourd'hui combien il y avait de sagesse dans les conseils de l'émigration polonaise. Ils avouaient que le droit et le bon sens leur commandaient de se prêter au généreux essor des Slaves et des Valaques de la Hongrie. Le malheur rend sage, dit-on. Après la défaite, les Magyars étaient prêts à tendre la main à leurs ennemis de la veille. Ils étaient prêts à s'entendre avec leurs frères Croates, Serbes, Roumains et Saxons, et à tout accommodement, qui, sans être incompatible avec les intérêts magyars, pourrait protéger les droits des diverses nationalités.

« Nous enterrons, dit Iranyi (1), dans la tombe du passé, les souvenirs des anciennes offenses. Que nos compagnons d'infortune, les Croates, les Slavons, les Serbes, les Valaques, enterrent dans la même tombe les offenses dont nous avons pu nous rendre coupables envers eux.

« Ne nous disputons pas au sujet de ce que nous avons été. Unissons-nous plutôt pour ce que nous devons être.

« Nous leur tendons franchement une main fraternelle, afin qu'ils reconquièrent leur liberté. Qu'à leur tour, ils nous tendent une main fraternelle, afin que, nous aussi, nous redevenions libres. »

Et Kossuth lui-même, que le chemin de l'exil avait rendu plus sage, disait en 1851 : « J'ai atteint l'âge où les illusions se dissipent, où les années et les souffrances calment les passions. Au milieu d'une existence pleine de vicissitudes, j'ai recherché dans l'histoire et dans le cœur humain les causes de la chute des nations et des malheurs de l'humanité. J'en suis arrivé à cette conviction : qu'il n'y a qu'un seul moyen pour résoudre le grand problème de

(1) Iranyi et Chassin, *Histoire politique de la Révolution de Hongrie*, tome I, p. 400.

la régénération des peuples et de la guérison des misères sociales de l'Europe, et que ce moyen c'est d'élever le principe de la liberté au dessus de toute autre considération. »

Et dans son projet d'organisation politique de la Hongrie (1851) parlant des pays annexes, Croatie, Slavonie et Dalmatie, Kossuth s'exprimait en ces termes :

« A l'égard de ces pays, je trouve juste qu'ils soient reconnus tout à fait indépendants du gouvernement et de la législation de Hongrie au point de vue de leur administration intérieure. Je trouve juste qu'ils s'organisent eux-mêmes, à leur guise, pour leurs communes, comitats et législature ; qu'ils nomment eux-mêmes leur Ban, qu'ils s'administrent selon leur volonté, qu'ils soient aussi indépendants du gouvernement et de la législation de Hongrie que sont indépendants, à l'égard les uns des autres, les États souverains de l'Union américaine ; qu'il n'existe entre eux et la Hongrie qu'un simple lien fédéral, et que, la législation commune et le gouvernement fédéral suprême, se bornent, quant à eux, aux affaires qui les concernent eux-mêmes aussi bien que la Hongrie. »

Quant à la situation nouvelle que la guerre de Hongrie avait faite aux Slaves et à l'Autriche, elle n'était pas telle qu'on pouvait le croire. Sans doute ce n'était pas l'Autriche qui recueillait l'honneur de la victoire. Il semblait en effet que si la Russie ne l'avait aidée, elle n'eût pu soutenir la lutte. L'Autriche, cependant, n'était pas condamnée à s'appuyer sur le czar. Par suite de l'intervention russe, elle n'était pas, ainsi que l'avaient cru certains, dépendante de la Russie. L'alliance de l'Autriche avec la Russie était trop récente encore pour se dissoudre, mais l'Autriche n'en conservait pas moins toute sa liberté, et la preuve en est, la politique qu'elle devait suivre postérieurement. L'indé-

pendance de la cour de Vienne, de ce côté, était aussi complète, qu'à aucune époque elle avait pu l'être. « Un dissentiment éclaterait-il demain entre elle et la Cour de Russie, qu'il n'est pas un soldat autrichien, qui se sentit diminué, par le souvenir des événements de Hongrie. » Quant à son résultat politique, il avait été après tout, malgré les apparences, aussi heureux que possible pour la puissance autrichienne. Cette intervention, en effet, en contribuant à asseoir l'unité de l'empire, avait donné au gouvernement de Vienne la centralisation à laquelle il tendait et l'avait rendu d'autant plus libre au dehors, qu'elle l'avait fait plus fort au dedans. « L'Autriche n'allait plus être cet empire aux compartiments mal unis, qu'on accusait autrefois de reculer dans la voie de la civilisation. » La Hongrie était vaincue. L'Autriche était délivrée à la fois d'un danger sérieux et d'une difficulté jusqu'alors inextricable. L'unité qui était le rêve de l'Autriche, la législation spéciale de la Hongrie en était l'obstacle le plus difficile à franchir. L'unité était maintenant possible.

La politique antislave des Magyars et leurs tentatives de magyarisation avaient jeté les Slaves d'Autriche dans les bras de celle-ci. Ils lui avaient donné des soldats et de précieux alliés qui lui avaient permis de triompher de la Hongrie. Les Slaves d'Autriche croyaient donc avoir droit à sa reconnaissance. Ils espéraient que leur fidélité serait récompensée, « que le triomphe des Autrichiens, serait également le triomphe du Slavisme » et qu'on leur reconnaîtrait le droit à une existence propre. Mais ils se trompaient. La primauté de la langue magyare devait bien être abolie, mais on proclama l'égalité de toutes les langues, c'est-à-dire leur subordination à l'allemand.

Des vœux des nationalités non magyares, l'Autriche

n'allait réaliser que ce qui lui permettrait, de ne rien abandonner de son nouveau système unitaire. Les lois autrichiennes allaient remplacer les lois nationales. Les petites nationalités qui s'étaient révoltées contre la Hongrie et avaient aidé à l'écraser, allaient subir le même sort qu'elle. « Ce qu'elle infligeait comme punition aux rebelles, l'Autriche l'accordait comme récompense à ses alliés fidèles. » La Transylvanie était séparée de la Hongrie, mais l'ancienne autonomie des sièges saxons était supprimée et les Roumains n'étaient pas élevés au rang de quatrième nation transylvaine. Sans doute, François-Joseph, organisait bien un voïvodat serbe et un banat de Temesvar, mais les Serbes n'étaient pas leur voïvode. Sa désignation était laissée au choix de l'empereur.

Les Croates avaient réclamé leur séparation de la Hongrie.

L'Autriche séparait la Croatie-Slavonie de l'ancien royaume magyar, mais la Croatie devenait une province autrichienne, privée de toute autonomie, de toute liberté municipale. Elle était déclarée pays de la couronne et voyait sa langue nationale, dans l'administration, dans les tribunaux, dans les écoles, subordonnée à la langue allemande. Aucune liberté, civile, religieuse, politique ne devait subsister. Le régime centraliste et germanisateur fut inauguré à nouveau. Toute espérance d'un régime décentralisateur devait être abandonnée.

C'est précisément, écrivait le *Slavenski rug*, journal croate, pour nous délivrer de la centralisation, que nous avons soutenu une si sanglante lutte contre les Magyars. N'aurions-nous terminé cette lutte victorieusement, qu'afin de pouvoir changer de maître et accepter des mains

allemandes un joug que nous avons repoussé quand les Magyars nous le présentaient ? Pour échapper à cette fatalité, le seul moyen qui nous reste est de maintenir, aussi nationales que possible, toutes les branches de notre administration.

« Nos droits sont inaliénables. L'empereur, qui n'est chez nous que le roi des trois royaumes, ne possède comme tel que la moitié du pouvoir souverain, l'autre moitié, revient à la nation représentée par ses mandataires à la Diète. C'est pourquoi la charte autrichienne ne saurait être proclamée chez nous, sans détruire indignement nos droits les plus sacrés.....

« Au plus fort de notre zèle ardent pour le maintien de son intégrité, qu'avons-nous accordé à l'Autriche ? Rien autre chose que la centralisation chez elle des ministères de la guerre, des finances et des affaires étrangères. Ceci, nous le voulons encore, mais rien de plus... »

Qu'étaient donc devenues les promesses de l'Autriche. N'avait-elle pas assuré formellement que les provinces seraient organisées conformément aux traditions des divers peuples de l'empire ? Le peu de moralité de la politique autrichienne était flagrant. Si les Magyars avaient exploité les Slaves, si cette exploitation avait joué un rôle, dans la haine des Slaves à leur égard, la conduite de l'Autriche apparaissait peu différente de celle des Magyars. Elle avait profité des rivalités des races entre elles, s'en était servi avec profit et maintenant que tout était terminé, elle oubliait les services rendus, ne se souvenait plus des promesses données et feignait d'ignorer qu'il y eut quelque part des revendications slaves.

La déception des Slaves devait être d'autant plus cruelle. A la joie qu'ils avaient éprouvée d'abord d'être délivré du

joug magyar, devait se joindre bientôt une profonde amertume. Le régime auquel on les soumettait, n'était certes pas celui qu'ils avaient pu espérer.

Leur était-il donc défendu de croire en des temps meilleurs. Ils ne le pensaient pas. La leçon avait été dure, mais ils se promettaient qu'elle serait profitable. Les revendications nationales n'étaient qu'ajournées. Le premier succès avait été pour l'Autriche, mais les Slaves attendaient une revanche avec impatience, espérant que, cette fois, ils seraient plus heureux et obligeraient l'Autriche à reconnaître la justice et l'équité de leurs revendications.

Vu : Le Président de Thèse,

L. RENAULT.

Vu : Le Doyen

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

APPENDICE

Manifeste du czar Nicolas I^{er} sur les motifs de son intervention dans les affaires de l'empire d'Autriche (16 juin 1849).

« Pour qui prend la peine de jeter un coup d'œil sur l'ensemble de notre situation géographique et sur l'état des populations qui habitent le long des Carpathes et du Danube, il devient évident que la monarchie autrichienne ne saurait être de ce côté un moment lésée dans ses possessions, ou sa puissance politique, sans qu'il en résulte une grave perturbation dans nos rapports de voisinage et dans nos intérêts les plus chers.

« Ces intérêts, l'insurrection magyare les a mis en jeu, depuis surtout que par un concours de circonstances dérivant de l'obligation où s'est vue l'Autriche, d'aviser à la protection de son territoire sur plusieurs points à la fois, l'insurrection a pris tout à coup un formidable développement, sur le but et la nature duquel, nous ne saurions plus nous méprendre. Des bords de la Theiss qui la resserrait, l'insurrection victorieuse s'est avancée jusqu'aux rivages du Danube. La Haute-Hongrie et toute la Transylvanie sont aujourd'hui en son pouvoir.

« Avec le foyer de son action, s'est agrandi proportionnellement le cercle de son influence révolutionnaire. Le mouvement n'est plus uniquement hongrois, il est devenu polonais, il sert

de point d'appui à une insurrection bien plus vaste, bien plus ambitieuse que l'indépendance magyare, à une insurrection qui aspire à soulever toutes les contrées de l'ancienne Pologne, et à ressusciter pour nous les désastres et les calamités de 1831.

« Ce nouvel esprit s'est manifesté le jour où le camp magyar est devenu le quartier général de l'émigration polonaise, le rendez-vous de ces soldats de l'anarchie, qu'on retrouve dans tous les pays, au service de toutes les révoltes, au fond de toutes les conspirations, dont le but est de renverser les principes fondamentaux de la société, pour y substituer les rêves sanglants de la démagogie la plus hideuse. Plus de vingt mille hommes appartenant à cette catégorie sont enrôlés sous les drapeaux de l'armée hongroise; ils y forment des régiments et des corps organisés. C'est à leurs chefs, notamment à Bem et Dembinski, qu'appartiennent la conception de leurs plans d'action et la direction des opérations militaires. Leurs projets contre nous ne sont pas secrets : ils en font parade ouvertement. Ils ont l'intention de transporter le théâtre de la guerre en Galicie, et par contre-coup, dans nos provinces polonaises. Leurs menées perfides ont déjà germé en Galicie et à Cracovie. Du côté de la Transylvanie, elles tendent à paralyser, en suscitant et en encourageant les Moldo-Valaques mécontents, les efforts que nous faisons, de concert avec la Turquie, pour maintenir le calme dans les Principautés. En un mot, elles entretiennent un état permanent d'agitation sur la vaste ligne de nos frontières. Une pareille effervescence ne saurait se prolonger, sans mettre en péril notre situation ; elle exige de notre part de prompts et d'énergiques mesures.

« Il est sans doute à regretter que la Russie n'ait pu se maintenir indéfiniment dans l'attitude passive qu'elle avait adoptée, dès les commencements de la crise européenne ; mais on lui

rendra cette justice, qu'elle n'a montré aucune envie, manifesté aucune impatience, de s'engager prématurément dans la lutte des deux principes d'ordre moral et d'anarchie qui continuent à déchirer le sein de la famille européenne.

« Tant que la tourmente sociale a sévi dans le lointain, la Russie est restée calme, immobile, en présence de l'agitation du monde. Elle a vu la guerre s'allumer, les institutions s'écrouler, les formes de gouvernement changer, sans sortir pour cela de la neutralité qu'elle s'était imposée. Mais l'heure où elle devait agir, n'avait point été exclue des prévisions du gouvernement impérial. S'il quitte, enfin, aujourd' hui, son rôle de prudence expectative, la Russie n'en reste pas moins fidèle à l'esprit de ses déclarations antérieures. En effet, tout en annonçant, à l'occasion du manifeste du 44 mai de l'année dernière, qu'il s'interdirait scrupuleusement toute ingérence dans les affaires intérieures des pays étrangers, et qu'il laisserait chacun d'eux libre de modifier comme il l'entendrait, sa constitution intérieure, il avait néanmoins eu soin de réserver son entière liberté d'action, dans le cas où le contre-coup des révolutions extérieures mettrait en péril, sa propre sécurité, et dans celui où l'équilibre territorial, établi par les traités, sur ses confins, courrait le risque d'être troublé ou modifié à son préjudice.

« Or, que notre sécurité soit menacée par ce qui se passe ou se prépare en Hongrie, c'est ce qui ressort évidemment des projets et des efforts avoués par les insurgés eux-mêmes. Toute atteinte que, même pour un temps, porterait de ce côté un gouvernement révolutionnaire à l'intégrité et à l'unité de la monarchie autrichienne, en serait une à l'état de possession que, d'accord avec l'esprit des traités, Sa Majesté croit nécessaire à l'équilibre européen, comme au repos de son propre pays.

« Le gouvernement impérial se trouve donc dans la nécessité de se prémunir contre les éventualités qu'il avait prévues. La situation présente est grosse de trop de complications pour qu'il soit permis d'en laisser développer le germe. En prévenant, en accélérant par le concours qu'elle prête à sa fidèle alliée, l'extinction d'un incendie qui menace de se propager du Danube à la Vistule et qui tient en fermentation toutes les nationalités répandues sur ce vaste empire, la Russie use non seulement du droit incontestable que lui confère l'intérêt de sa propre conservation, mais elle croit agir dans celui de toutes les puissances véritablement amies de la paix et contribuer au maintien du repos dans la société, comme à celui de l'équilibre en Europe. »

« Signé :

« Nicolas. »

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	v
INTRODUCTION.....	1
CHAP. I. — La Hongrie à la veille de la Révolution de 1848.....	15
CHAP. II. — La question croate et l'alliance Austro- Croate.....	89
CHAP. III. — L'intervention polonaise dans la guerre de Hongrie. L'alliance Polono-Magyare.....	215
CHAP. IV. — L'intervention russe. Écrasement des Ma- gyars et de l'Émigration polonaise.....	341
CONCLUSION.....	415
APPENDICE.....	425

